

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

**TABLEAU DES PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS CONSIDÉRÉS COMME NON AVENUS
PAR L'EFFET DE LA DISSOLUTION DES CHAMBRES DU 2 MAI 2007 ⁽¹⁾**

SOMMAIRE

	Pages
A. PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS DÉPOSÉS À LA CHAMBRE (CLASSÉS D'APRÈS L'ÉTAT LA PROCÉDURE)	
I. — Projets de loi et propositions dont l'examen est terminé en commission	2
II. — Projets de loi et propositions en commission	4
1) Affaires sociales	4
2) Défense nationale	22
3) Droit commercial et économique	23
4) Economie, Politique scientifique, Education, Institutions scientifiques et culturelles nationales, Classes moyennes et Agriculture	26
5) Finances et Budget	38
6) Infrastructure, Communications et Entreprises publiques	58
7) Intérieur, Affaires générales et Fonction publique	68
8) Justice	83
9) Relations extérieures	112
10) Révision de la Constitution et Réforme des Institutions	117
11) Santé publique, Environnement et Renouveau de la Société	125
12) Règlement et Réforme du Travail parlementaire	140
13) Commissions réunies Affaires sociales et Santé publique	142
14) Commissions réunies Justice et Santé publique	142
15) Droit de la famille	142
16) Pétitions	143
III. — Propositions qui n'ont pas été renvoyées en commission.....	143
B. PROJETS DE LOI ADOPTÉS ET TRANSMIS PAR LE SÉNAT	
I. — Projets de loi dont l'examen est terminé en commission	145
II. — Projets de loi en commission	145

⁽¹⁾ L'article 2, premier alinéa, de la loi du 5 mai 1999 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi dont elles sont saisies dispose que:

«En cas de dissolution des Chambres législatives fédérales, sont considérés comme non venus tous les projets et propositions de loi dont les Chambres dissoutes sont saisies.».

Toutefois, l'article 2, second alinéa précise que:

«Une loi peut cependant désigner, parmi les projets de loi qui ont été adoptés au cours de la législature précédente par une des deux Chambres législatives fédérales, ceux dont l'autre Chambre législative fédérale est saisie, sans nouveau renvoi, à condition qu'ils n'aient pas été rejetés par cette Assemblée au cours de la législature précédente.».

(Remarque: le tableau comprend également les propositions autres que les propositions de loi.)

**TABLEAU DES PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS CONSIDERES COMME NON AVENUS
PAR L'EFFET DE LA DISSOLUTION DES CHAMBRES DU 2 MAI 2007**

A. Projets de loi et propositions déposés à la Chambre (Classés d'après l'état de la procédure):

I. — PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS DONT L'EXAMEN EST TERMINÉ EN COMMISSION

a) Projets de loi et propositions dont la discussion et/ou le vote ont été ajournés en séance plénière

REGLEMENT DU PARLEMENT

Proposition de modification de l'article 35 du Règlement de la Chambre des représentants en vue de réorganiser la mission de contrôle politique effectuée au sein des commissions permanentes.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Olivier Chastel, n° 487/1 du 24 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe.

b) Projets de loi et propositions que les commissions proposent d'adopter.

CIRCULATION ROUTIERE

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne le statut des aéroports.
Déposée par MM. Dylan Casaer, Guido De Padt, Mme Karine Lalieux, MM. David Lavaux et Jef Van den Bergh, n° 2400/1 du 4 avril 2006.
Avis du Conseil d'État, n° 2400/2 du 23 février 2007.
Rapporteur: Mme Yvette Mues, n° 2400/3 du 26 mars 2007.

c) Projets de loi et propositions que les commissions proposent de ne pas adopter.

CIRCULATION ROUTIERE

1. Proposition de loi instaurant l'enregistrement des bicyclettes en vue de contrer leur vol et leur recel.
Déposée par M. Jan Mortelmans et Mme Frieda Van Themsche, n° 1790/1 du 18 mai 2005.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans, n° 1790/2 du 5 avril 2007.
2. Proposition de résolution relative à la carte de stationnement provisoire pour les personnes atteintes d'une affection momentanée.
Déposée par Mme Annemie Roppe et M. Koen T'Sijen, n° 2396/1 du 31 mars 2006.
Rapporteur: M. Jef Van den Bergh, n° 2396/2 du 27 avril 2007.

COMMISSION D'ENQUETE

Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les fautes déontologiques, éthiques et juridiques commises dans la gestion et la direction de l'Hôpital militaire et, en particulier, du Centre des grands brûlés de Neder-over-Heembeek.
Déposée par M. Pieter De Crem, n° 1942/1 du 13 juillet 2005.
Rapporteur: Mme Talbia Belhouari, n° 1942/2 du 10 janvier 2006

(**) Les noms suivies de deux (**) sont ceux des représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre au cours de la 51^e législature.

COMMUNE

Proposition de loi instituant un fonds de compensation pour la TVA auprès du Service public fédéral Finances.

Déposée par MM. Carl Devlies *Jos Ansoms* (**), Dirk Claes, Pieter De Crem, Theo Kelchtermans, Paul Tant et Mark Verhaegen, n° 925/1 du 17 mars 2004.

Rapporteur: M. Bart Tommelein, n° 925/2 du 21 février 2005.

ENTREPRISE PUBLIQUE

Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Déposée par Mme Inge Vervotte, n° 241/1 du 1 octobre 2003.

Reprise par M. R. Deseyn, en remplacement de Mme I. Vervotte, le 6 juillet 2005.

Farde, n° 241/2 du 6 juillet 2005.

Rapporteur: M. Dylan Casaer, n° 241/3 du 6 mars 2006.

HANDICAPE

Proposition de résolution relative à la carte de stationnement provisoire pour personnes handicapées.

Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2359/1 du 22 mars 2006.

Rapporteur: M. Jef Van den Bergh, n° 2359/2 du 27 avril 2007.

IMMUNITÉ DIPLOMATIQUE

Proposition de résolution visant à prévenir l'utilisation abusive de l'immunité diplomatique.

Déposée par M. *Guido Tastenhoye* (**), n° 1115/1 du 10 mai 2004.

Rapporteur: Mme Nathalie Muylle, n° 1115/2 du 1^{er} juillet 2005.

IMPOT INDIRECT

Proposition de résolution relative aux taux de TVA.

Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 2322/1 du 3 mars 2006.

Rapporteur: M. Jean-Jacques Viseur, n° 2322/2 du 20 avril 2006.

PRESTATION FAMILIALE

Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants.

Déposée par MM. Filip Anthuenis, Georges Lenssen, Ludo Van Campenhout, Mmes Maggie De Block, Sabien Lahaye-Battheu et Annemie Turtelboom, n° 371/1 du 30 octobre 2003.

Amendement de Mme Trees Pieters, n° 371/2 du 9 décembre 2003.

Reprise par Mme T. Pieters, en remplacement de M. G. Lenssen, le 25 janvier 2006.

Amendement de M. Melchior Wathelet et Mme Trees Pieters, n° 371/3 du 25 janvier 2006.

Rapporteur: M. Guy Hove

UNION EUROPEENNE

1. Proposition de loi portant organisation d'une consultation populaire sur le traité établissant une constitution pour l'Europe.
Déposée par MM. Karel De Gucht et Hendrik Daems, n° 281/1 du 14 octobre 2003.
Amendement de MM. *Guido Tastenhoye* (**), Koen Bultinck et Bart Laeremans, n° 281/2 du 16 septembre 2004.
Amendement de MM. Dirk Van der Maelen et David Geerts, n° 281/3 du 16 novembre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 281/4 du 29 novembre 2004.
Rapporteur: M. Hervé Hasquin, n° 281/5 du 25 février 2005.
2. Proposition de résolution concernant l'organisation d'une consultation populaire portant sur le projet de Constitution européenne.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 297/1 du 15 octobre 2003.
Rapporteur: M. Hervé Hasquin, n° 297/2 du 25 février 2005.
3. Proposition de résolution relative à l'organisation d'une consultation populaire au sujet de la future Constitution européenne.
Déposée par Mme Els Van Weert et M. Geert Lambert, n° 317/1 du 21 octobre 2003.
Rapporteur: M. Hervé Hasquin, n° 317/2 du 25 février 2005.

II. — PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS EN COMMISSION

Commission des Affaires sociales

ACCIDENT DU TRAVAIL

Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en ce qui concerne l'octroi d'une rente viagère au cohabitant légal survivant.
Déposée par Mmes Maggie De Block, Greta D'hondt et M. Guy Hove, n° 1831/1 du 3 juin 2005.

ARTS

1. Proposition de résolution relative aux politiques fédérales en faveur des artistes, du développement et de l'accès à la culture.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 454/1 du 19 novembre 2003.
2. Proposition de loi organisant l'octroi de chèques-culture.
Déposée par MM. André Frédéric et Thierry Giet, n° 2094/1 du 22 novembre 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 2094/2 du 26 janvier 2006.

ASSURANCE MALADIE

1. Proposition de loi insérant dans la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités le remboursement des prestations fournies par des diététiciens agréés en vue de lutter contre l'obésité.
Déposée par Mmes Hilde Dierickx et Yolande Avontroodt et M. Miguel Chevalier, n° 1652/1 du 8 mars 2005.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 15 mai 2003 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de l'autosondage au domicile du bénéficiaire en vue de faire débiter la prise en charge dès le commencement du traitement.
Déposée par Mmes Magda De Meyer, Maya Detiège et *Karine Jiroflée* (**), n° 2376/1 du 29 mars 2006.
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1986 portant exécution de l'article 53, alinéa 9, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'instaurer un régime du tiers-payant obligatoire et automatique en faveur des enfants socialement vulnérables.
Déposée par Mmes *Karine Jiroflée* (**), et Magda De Meyer, n° 2499/1 du 19 mai 2006.

4. Proposition de résolution relative au remboursement des aiguilles pour stylos pour les diabétiques.
Déposée par MM. Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 2804/1 du 11 décembre 2006.

CHOMAGE

1. Proposition de loi relative au plan d'accompagnement des chômeurs de longue durée et modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, en ce qui concerne les mesures applicables aux chômeurs de longue durée.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 46/1 du 3 juillet 2003.
2. Proposition de loi visant à abroger les articles 80 à 88 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par MM. *Jean-Jacques Viseur* (**) et *Louis Smal* (**), n° 68/1 du 11 juillet 2003.
3. Proposition de loi adaptant le régime du chômage pour raisons sociales ou familiales.
Déposée par Mmes Magda De Meyer, Greet Van Gool et M. Hans Bonte, n° 133/1 du 29 juillet 2003.
Amendements de Mmes Greta D'hondt, Nahima Lanjri, n° 133/2 du 2 mars 2004.
Rapporteur: Mme Nahima Lanjri
4. Proposition de résolution relative à l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, en ce qui concerne les chômeurs de longue durée.
Déposée par MM. Jean-Marc Delizée, Bruno Van Grootenbrulle et Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs, n° 310/1 du 20 octobre 2003.
5. Proposition de loi modifiant l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer et Koen Bultinck, n° 530/1 du 3 décembre 2003.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises.
Déposée par Mme Greta D'hondt, M. Servais Verherstraeten et Mme *Inge Vervotte* (**), n° 900/1 du 11 mars 2004.
7. Proposition de loi modifiant l'article 60 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage.
Déposée par Mme Hilde Vautmans, n° 1010/1 du 7 avril 2004.
8. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage en ce qui concerne les artistes.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 1166/1 du 27 mai 2004.
9. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs en vue de prémunir le chômeur contre une sanction arbitraire.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 1304/1 du 26 juillet 2004.
10. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par Mmes Sabien Lahaye-Battheu, Maggie De Block et Annemie Turtelboom, n° 1648/1 du 7 mars 2005.
11. Proposition de loi relative à la valorisation du parent chômeur qui accueille un enfant tributaire de soins.
Déposée par MM. Jan Peeters, David Geerts et Mme Greet Van Gool, n° 2004/1 du 19 septembre 2005.
12. Proposition de loi visant à étendre l'accès au chômage économique pour les employés travaillant dans les commerces mis en difficulté grave suite à des travaux de voirie.
Déposée par Mmes Muriel Gerkens et Trees Pieters, n° 2295/1 du 15 février 2006.
13. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par Mmes Maggie De Block et Sabien Lahaye-Battheu, n° 2445/1 du 27 avril 2006.
14. Proposition de loi modifiant la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, en vue d'instaurer l'obligation de répondre aux postulants.
Déposée par M. Hans Bonte, n° 2579/1 du 26 juin 2006.

15. Proposition de résolution relative à l'activation des chômeurs.
Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2657/1 du 8 août 2006.
16. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage afin d'octroyer aux accueillantes d'enfants conventionnées le bénéfice de l'assurance chômage.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2695/1 du 3 octobre 2006.
17. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et la loi concernant le droit à l'intégration sociale du 26 mai 2002 en vue de permettre aux bénéficiaires concernés de développer une activité d'indépendant.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 2872/1 du 29 janvier 2007.
18. Proposition de résolution relative à l'instauration de mesures fiscales et sociales soutenant les demandeurs d'emploi se réorientant volontairement dans un métier en pénurie ou dans une activité d'indépendant.
Déposée par MM. Charles Michel et Denis Ducarme, Mmes Jacqueline Galant et Corinne De Permentier, n° 2893/1 du 6 février 2007.

CONGE DE MATERNITE

1. Proposition de loi modifiant les articles 39 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue d'améliorer la protection de la maternité.
Déposée par Mmes Magda De Meyer, Greet Van Gool, Maya Detiège, Anne-Marie Baeke, *Karine Jiroflée* (**) et M. Jan Peeters, n° 131/1 du 29 juillet 2003.
2. Proposition de loi prolongeant la durée du repos post-natal en cas de naissance prématurée.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 676/1 du 13 janvier 2004.
3. Proposition de loi visant à améliorer la protection de la maternité, en particulier en faveur des mères d'enfants nés prématurément ou hospitalisés en centre néonatal.
Déposée par MM. Yvan Mayeur, André Frédéric, Mme Colette Burgeon et M. Bruno Van Grootenbrulle, n° 743/1 du 28 janvier 2004.
Amendement de Mme Colette Burgeon et M. Yvan Mayeur, n° 743/2 du 22 mars 2004
4. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail et la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités afin d'améliorer le congé de maternité des femmes accouchant de deux ou plusieurs enfants prématurés.
Déposée par Mme *Françoise Colinia* (**), n° 993/1 du 2 avril 2004.
Reprise par Mme D. Tilmans, le 26 octobre 2005 en remplacement de *Mme F. Colinia* (**).
Farde, n° 993/2 du 26 octobre 2005.
5. Proposition de loi prolongeant le congé de maternité des travailleuses en cas de naissance multiple.
Déposée par Mmes Annelies Storms et Els Van Weert, n° 1089/1 du 4 mai 2004.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail et la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 en vue de prolonger le repos post-natal en cas de naissance multiple et en cas d'hospitalisation d'un nouveau-né.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, n° 1173/1 du 28 mai 2004.

CONGE PARENTAL

1. Proposition de loi étendant le droit au congé parental.
Déposée par Mmes Greta D'hondt et Nahima Lanjri, n° 240/1 du 30 septembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle.
Déposée par Mmes Maggie De Block, Annemie Turtelboom et Sabien Lahaye-Battheu, n° 550/1 du 4 décembre 2003.

3. Proposition de loi étendant le droit au congé parental, au congé pour soins palliatifs et au congé d'assistance et augmentant l'allocation d'interruption en cas de congé parental, de congé pour soins palliatifs et de congé pour soins.
Déposée par MM. Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 616/1 du 29 décembre 2003.
4. Proposition de loi octroyant le droit à un congé d'assistance aux travailleurs dont un enfant est atteint d'une maladie grave ou doit subir une intervention médicale grave.
Déposée par MM. André Frédéric et Yvan Mayeur et Mme Colette Burgeon, n° 933/1 du 19 mars 2004.
5. Proposition de loi modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales en vue d'allonger et de flexibiliser le droit au congé parental.
Déposée par Mmes *Catherine Doyen-Fonck* (**) et Joëlle Milquet, n° 1065/1 du 29 avril 2004.
6. Proposition de loi prolongeant le congé de paternité en cas de naissance multiple.
Déposée par Mme Annelies Storms et Mme Els Van Weert, n° 1090/1 du 4 mai 2004.
7. Proposition de loi étendant le droit au congé de paternité en cas de naissance prématurée.
Déposée par Mme Nahima Lanjri et M. Roel Deseyn, n° 1336/1 du 9 septembre 2004.
8. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle.
Déposée par Mme Annelies Storms et M. Koen T'Sijen, n° 2631/1 du 12 juillet 2006.
9. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle en vue de doubler le congé parental pour les parents isolés.
Déposée par Mme Annelies Storms et M. Koen T'Sijen, n° 2866/1 du 25 janvier 2007.
10. Proposition de loi étendant le droit au congé parental pour les parents isolés.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, MM. Pieter De Crem, Roel Deseyn et Mme Katrien Schryvers, n° 3034/1 du 28 mars 2007.

CONGE SOCIAL

1. Proposition de loi créant un congé d'accueil en cas d'adoption.
Déposée par MM. *Raymond Langendries* (**), *Jean-Jacques Viseur* (**) et Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 65/1 du 11 juillet 2003.
Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
2. Proposition de loi instaurant un congé d'adoption pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants.
Déposée par Mme Yolande Avontroodt, M. Filip Anthuenis, Mmes Annemie Turtelboom, Sabien Lahaye-Battheu et Maggie De Block, n° 588/1 du 16 décembre 2003.
Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, afin de porter à 10 jours le congé de deuil pour le décès d'enfants mineurs d'âge.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Denis Ducarme, n° 870/1 du 5 mars 2004.

DISTRIBUTION COMMERCIALE

Proposition de loi relative à l'occupation de personnel dans les stations-service et les magasins y annexés, ainsi qu'aux heures d'ouverture de ces stations et magasins.
Déposée par MM. *Karel Pinxten* (**), Georges Lenssen, Pierre Lano et Guy Hove, n° 373/1 du 30 octobre 2003.

DROIT DE GREVE

Proposition de loi modifiant l'article 1385bis du Code judiciaire en vue d'interdire l'application d'astreintes lors de contestations qui résultent de conflits collectifs du travail.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 38/1 du 26 juin 2003.

DROIT PENAL

Projet de loi introduisant le Code pénal social.
Déposé par le gouvernement, n° 3059/1 du 30 mars 2007.
Annexe, n° 3059/2 du 30 mars 2007.

EGALITE HOMME-FEMME

1. Proposition de résolution sur la dimension de genre dans les statistiques et la définition d'indicateurs de genre.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, M. Miguel Chevalier et Mme Hilde Vautmans, n° 1846/1 du 8 juin 2005.
2. Proposition de résolution relative à l'instauration d'une égalité de rémunération effective entre les femmes et les hommes.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Hilde Vautmans et Maggie De Block, n° 1959/1 du 19 juillet 2005.

FONCTION PUBLIQUE

1. Proposition de résolution relative à la mise sur pied d'expériences en matière de télétravail à temps partiel dans l'administration fédérale.
Déposée par Mme Maggie De Block, n° 195/1 du 9 septembre 2003.
Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom et Maggie De Block, n° 2416/1 du 18 avril 2006.

GREVE

Proposition de loi sur le référendum dans l'entreprise et dans le secteur public.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier, n° 1716/1 du 18 avril 2005.

HANDICAPE

1. Proposition de loi visant à autoriser l'accès à tous lieux ouverts au public de personnes handicapées et des animaux les accompagnant.
Déposée par Mmes Muriel Gerkens et Zoé Genot, n° 462/1 du 20 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
2. Proposition de loi relative à l'accès des chiens d'assistance aux lieux et bâtiments destinés au public ou à l'usage collectif.
Déposée par Mme Greet Van Gool et M. *Daan Schalck* (**), n° 505/1 du 28 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
3. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées en ce qui concerne l'âge minimum ouvrant le droit aux allocations.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 601/1 du 18 décembre 2003.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'augmenter les revenus des invalides par l'adaptation de la limite de revenus pour les personnes à charge.
Déposée par Mme Yolande Avontroodt, M. Miguel Chevalier et Mme Hilde Dierickx, n° 685/1 du 13 janvier 2004.
5. Proposition de loi concernant le statut de la personne handicapée placée en famille d'accueil et le statut de la famille d'accueil en matière de droit de la sécurité sociale.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 770/1 du 4 février 2004.
Rapporteur: Mme Greet Van Gool
6. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées en ce qui concerne le revenu des personnes handicapées qui perdent leur emploi.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 929/1 du 18 mars 2004.
7. Proposition de loi instaurant un Service de médiation auprès du Services des allocations aux personnes handicapées.
Déposée par M. Luc Goutry, Mmes Yolande Avontroodt et *Catherine Doyen-Fonck* (**) et M. Daniel Bacquelaine, n° 968/1 du 29 mars 2004.
8. Proposition de loi réduisant le délai d'examen des demandes d'allocations introduites par les personnes handicapées.
Déposée par M. Luc Goutry, Mmes *Catherine Doyen-Fonck* (**) et Yolande Avontroodt, n° 974/1 du 29 mars 2004.
9. Proposition de loi instaurant un pécule de vacances en faveur des invalides.
Déposée par Mme Greta D'hondt, M. Luc Goutry, Mme Nahima Lanjri et M. Jo Vandeurzen, n° 1021/1 du 15 avril 2004.
10. Proposition de loi relevant les allocations minimales dont bénéficient les invalides isolés et les chefs de ménage invalides.
Déposée par Mme Greta D'hondt, M. Luc Goutry, Mme Nahima Lanjri et M. Jo Vandeurzen, n° 1106/1 du 6 mai 2004.

IMPOT DIRECT

1. Proposition de loi majorant le revenu autorisé des «personnes à charge» dans les ménages dont le chef est invalide.
Déposée par M. Luc Goutry, Mmes Greta D'hondt, Nahima Lanjri et M. Jo Vandeurzen, n° 1022/1 du 15 avril 2004.
2. Proposition de loi visant à immuniser la rémunération de l'apprenti pour l'octroi des allocations familiales et la définition de personne à charge.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), MM. Joseph Arens et Melchior Wathelet, n° 1096/1 du 5 mai 2004.

JOUR FERIE

1. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 30/1 du 26 juin 2003.
2. Proposition de résolution visant à supprimer le jour férié légal payé du 21 juillet et à le remplacer par le 11 juillet pour la Communauté flamande, le 27 septembre pour la Communauté française et le 15 novembre pour la Communauté germanophone.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Jan Mortelmans, n° 71/1 du 14 juillet 2003.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, afin de faire des 11 juillet, 27 septembre et 15 novembre des jours fériés légaux.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Jan Mortelmans, n° 72/1 du 14 juillet 2003.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relatives aux jours fériés en vue d'instaurer un jour férié légal le 8 mai.
Déposée par M. Yvan Mayeur, Mmes Colette Burgeon et Magda De Meyer, n° 116/1 du 28 juillet 2003.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours de fériés ainsi que son arrêté d'exécution, en vue d'instaurer le 8 mars, journée internationale des femmes, jour férié légal.
Déposée par Mmes Zoé Genot et Muriel Gerkens n° 198/1 du 10 septembre 2003.
6. Proposition de loi modifiant la législation relative aux jours fériés en vue de faire du 8 mars un jour férié supplémentaire.
Déposée par Mmes Dalila Douifi, Magda De Meyer, *Hilde Claes* (**), Maya Detiège, *Karine Jiroflée* (**), Anne-Marie Baeke et Greet Van Gool, n° 210/1 du 22 septembre 2003.
7. Proposition de loi modifiant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 en vue d'instaurer un jour férié légal le 8 mai.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 472/1 du 24 novembre 2003.
8. Proposition de loi complétant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés afin que le premier jour de remplacement soit prioritairement fixé de manière à ce qu'il coïncide avec un jour férié communautaire.
Déposée par MM. Bart Tommelein et Alfons Borginon, n° 972/1 du 29 mars 2004.
9. Proposition de résolution relative à la célébration active du 9 mai en tant que «Journée de l'Europe».
Déposée par M. Miguel Chevalier et Mme Annemie Turtelboom, n° 2366/1 du 24 mars 2006.

LUTTE ANTI-INCENDIE

Proposition de résolution relative aux pompiers volontaires demandeurs d'emploi indemnisés.
Déposée par M. Jean-Claude Maene, Mme Sophie Pécriaux, MM. Bruno Van Grootenbrulle et Éric Massin et Mme Annick Saudoyer, n° 2221/1 du 20 janvier 2006.

MALADIE PROFESSIONNELLE

Proposition de loi modifiant l'article 51 des lois coordonnées du 3 juin 1970 relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles pour y intégrer la notion de faute inexcusable.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 1292/1 du 19 juillet 2004.

MATERNITE

1. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 et l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'améliorer la protection de la maternité.
Déposée par Mmes *Catherine Doyen-Fonck* (**), Joëlle Milquet, MM. Joseph Arens et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1160/1 du 26 mai 2004.
2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la protection de la maternité, la loi du 16 mars 1971 sur le travail.
Déposée par Mme Magda De Meyer et M. Jean-Marc Delizée, n° 3046/1 du 30 mars 2007.

ORGANISATION DE LA PROFESSION

1. Proposition de loi modifiant la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, en vue de l'organisation d'élections réglant la représentation des organisations professionnelles représentatives des infirmiers au sein des organes de l'INAMI.
Déposée par Mmes Yolande Avontroodt, Hilde Dierickx et M. Miguel Chevalier, n° 370/1 du 30 octobre 2003.
2. Proposition de loi visant à rétablir l'article 34, alinéa 1^{er}, 1°, b) de la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités du 14 juillet 1994.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, *Mme Françoise Colinia* (**), n° 979/1 du 30 mars 2004.
Reprise par Mme Dominique Tilmans, le 26 octobre 2005 en remplacement de *Mme F. Colinia* (**).
Farde, n° 979/2 du 26 octobre 2005.

PENSIONS

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ainsi que l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants en vue d'autoriser le cumul entre une pension de survie et une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 98/1 du 17 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant les articles 7 et 9 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 192/1 du 5 septembre 2003.
Rapporteur: Mme Maggie De Block
3. Proposition de loi abrogeant les articles 68 à 68quinquies de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et instaurant la suppression progressive de la retenue sur pensions prévue par ces articles.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et *Jean-Luc Crucke* (**), n° 254/1 du 2 octobre 2003. Reprise par M. Olivier Chastel, le 2 décembre 2004, en remplacement de *M. Jean-Luc Crucke* (**).
Farde, n° 254/2 du 9 mars 2004.
Farde, n° 254/3 du 2 décembre 2004.
Rapporteur: Mme Annemie Turtelboom
4. Proposition de loi modifiant la législation relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le cumul d'une pension de survie et d'une indemnité pour cause de maladie ou d'invalidité.
Déposée par Mmes Sabien Lahaye-Battheu, Maggie De Block et Annemie Turtelboom, n° 398/1 du 6 novembre 2003.
Avis, n° 398/2 du 16 août 2005.
Rapporteur: Mme Maggie De Block
5. Proposition de loi modifiant la législation relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, en vue d'augmenter le taux d'emploi des travailleurs âgés.
Déposée par Mme Greta D'hondt, n° 538/1 du 3 décembre 2003.
Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
6. Proposition de loi supprimant l'interdiction de cumul entre une pension et un revenu du travail pour les personnes âgées de plus de 65 ans et entre une pension de survie et un revenu du travail pour les bénéficiaires ayant des enfants à charge.
Déposée par Mmes Maggie De Block, Annemie Turtelboom, Sabien Lahaye-Battheu et Yolande Avontroodt, n° 586/1 du 16 décembre 2003.
Errata, n° 586/2 du 5 janvier 2004.
Avis, n° 586/3 du 16 août 2005.
Rapporteur: Mme Maggie De Block

7. Proposition de loi indexant les rentes de pension.
Déposée par Mmes Yolande Avontroodt, Maggie De Block, Annemie Turtelboom, Sabien Lahaye-Battheu, n° 587/1 du 16 décembre 2003.
8. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général afin d'instaurer un accès anticipé à la pension de retraite en faveur des travailleurs salariés handicapés.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 600/1 du 17 décembre 2003.
Rapporteur: Mme Sabien Lahaye-Battheu
9. Proposition de loi réformant le régime de la pension de survie des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants.
Déposée par Mmes Greta D'hondt, Trees Pieters, MM. Servais Verherstraeten et Roel Deseyn, n° 745/1 du 28 janvier 2004.
Avis, n° 745/2 du 16 août 2005.
Rapporteur: Mme Maggie De Block
10. Proposition de résolution relative à la suppression de la diminution partielle des prestations accordées en exécution de la loi sur les accidents du travail dès qu'est créé un droit à une pension de retraite ou de survie.
Déposée par MM. Bert Schoofs, Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 774/1 du 4 février 2004.
11. Proposition de loi modifiant la législation relative aux pensions en ce qui concerne le paiement des petites pensions.
Déposée par Mme Greta D'hondt, n° 921/1 du 16 mars 2004.
12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ainsi que l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants en vue d'autoriser le cumul entre une pension de survie et une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire.
Déposée par Mme Pierrette Cahay-André, n° 1024/1 du 20 avril 2004.
13. Proposition de résolution visant à créer un régime légal pour une pension complémentaire en faveur du personnel contractuel des services publics.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, n° 1135/1 du 17 mai 2004.
Rapporteur: M. Jacques Germeaux
14. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux portant sur le revenu garanti aux personnes âgées et la garantie de revenu aux personnes âgées.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 1190/1 du 3 juin 2004.
15. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement afin de supprimer les limites du travail autorisé pour les pensionnés.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, François-Xavier de Donnea et *Pierre-Yves Jeholet* (**), n° 1266/1 du 1^{er} juillet 2004.
Reprise par M. Charles Michel le 26 avril 2005 en remplacement de *M. Pierre-Yves Jeholet* (**).
Farde, n° 1266/2 du 26 avril 2005.
Avis, n° 1266/3 du 16 août 2005.
Rapporteur: Mme Maggie De Block
16. Proposition de loi modifiant l'article 7, § 2, du décret de 28 juin 1957 portant statut de la Caisse coloniale d'assurance en ce qui concerne les pensions de survie des veuves divorcées d'anciens coloniaux.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Philippe Monfils, Charles Michel, Dominique Tilmans, n° 1838/1 du 7 juin 2005.
Amendements de M. Daniel Bacquelaine, n° 1838/2 du 30 janvier 2007.
Rapporteur: Mme Greet Van Gool

17. Proposition de loi modifiant, en matière de cumuls, différentes dispositions relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et indépendants et instaurant la variabilité du montant de la pension de survie en fonction des revenus professionnels.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, MM. Benoît Drèze, *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1874/1 du 17 juin 2005.
Rapporteur: Mme Maggie De Block
18. Proposition de loi supprimant, dans le chef des bénéficiaires d'une pension de retraite et/ou de survie et de leur employeur, l'obligation de déclarer l'exercice d'une activité professionnelle.
Déposée par Mme Greet Van Gool, n° 1875/1 du 17 juin 2005.
19. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés afin de prendre en considération pour le calcul de la pension des travailleurs salariés la rémunération afférente à l'année au cours de laquelle la prestation prend cours et la rémunération afférente à l'année pendant laquelle la pension prend cours.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 1972/1 du 2 août 2005.
20. Proposition de loi relative au calcul de la pension de retraite des travailleurs salariés, afin d'encourager l'emploi des travailleurs âgés.
Déposée par MM. Éric Massin, Jean-Marc Delizée et Mme Camille Dieu n° 1975/1 du 5 août 2005.
21. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés afin de permettre aux travailleurs salariés de poursuivre leur activité au-delà de l'âge normal de la pension dans le but d'augmenter le montant de celle-ci.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea et Daniel Bacquelaine, n° 1990/1 du 5 septembre 2005.
22. Proposition de loi modifiant la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement en vue de prendre en compte les missions effectuées auprès d'une assemblée législative, d'une université, d'une cour ou d'un tribunal.
Déposée par M. Joseph Arens, n° 2509/1 du 23 mai 2006.
23. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés en ce qui concerne la répartition des droits de pension entre époux et cohabitants légaux.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, n° 2650/1 du 19 juillet 2006.
24. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 janvier 1983 portant exécution de l'article 42bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.
Déposée par Mme Maggie De Block, n° 2789/1 du 5 décembre 2006.
25. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés en ce qui concerne la répartition des droits de pension entre époux et cohabitants légaux.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, n° 2932/1 du 21 février 2007.

PRESTATION AUX SURVIVANTS

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ainsi que l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants en vue d'autoriser le cumul entre une pension de survie et une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire.
Déposée par Mme Pierrette Cahay-André, n° 1024/1 du 20 avril 2004.

PRESTATION FAMILIALE

1. Proposition de loi réformant les allocations familiales, l'allocation de naissance et la prime d'adoption.
Déposée par Mmes Greta D'hondt, Trees Pieters et Nahima Lanjri, MM. Roel Deseyn et Luc Goutry, n° 293/1 du 15 octobre 2003.
Rapporteur: Mme Annemie Turtelboom
2. Proposition de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Hagen Goyvaerts, n° 625/1 du 29 décembre 2003.
3. Proposition de loi adaptant les législations relatives aux allocations aux personnes handicapées et aux allocations familiales à la suite de la fixation de la majorité civile à dix-huit ans.
Déposée par Mmes Greet Van Gool et Els Van Weert, n° 816/1 du 16 février 2004.
4. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés en ce qui concerne la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire.
Déposée par MM. Filip De Man, Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 1453/1 du 22 novembre 2004.
5. Proposition de loi subordonnant l'octroi d'allocations familiales à la fréquentation effective par l'enfant d'un établissement d'enseignement, d'un centre de formation ou d'un lieu d'apprentissage.
Déposée par M. Alain Courtois, n° 1466/1 du 26 novembre 2004.
6. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants en ce qui concerne la situation des orphelins ayant perdu leurs deux parents.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 1655/1 du 9 mars 2005.
7. Proposition de loi modifiant l'article 16 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants et l'article 42 des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés en ce qui concerne la détermination du rang des enfants bénéficiaires.
Déposée par M. Richard Fournaux, n° 2435/1 du 24 avril 2006.
8. Proposition de loi harmonisant les montants de l'allocation de naissance accordés aux travailleurs salariés et aux travailleurs indépendants, quel que soit le rang de l'enfant.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Hagen Goyvaerts, n° 2468/1 du 5 mai 2006.
Rapporteur: Mme Pierrette Cahay-André, n° 2468/2 du 19 décembre 2006.
9. Proposition de résolution relative à l'instauration d'une allocation majorée en faveur des ménages avec enfants.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Filip De Man, Hagen Goyvaerts et Guy D'haeseleer, n° 2483/1 du 12 mai 2006.

PRESTATION SOCIALE

Proposition de résolution visant à assurer le paiement d'office des allocations sociales auxquelles les ex-détenus avaient droit avant leur incarcération.
Déposée par Mme Greet Van Gool, n° 1605/1 du 14 février 2005.

PROFESSION PARAMEDICALE

Proposition de loi modifiant, en vue de rendre obligatoire la perception du ticket modérateur en kinésithérapie, l'article 37, § 17 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaîne, Olivier Chastel et Mme Pierrette Cahay-André, n° 742/1 du 28 janvier 2004.
Errata, n° 742/2 du 2 février 2004.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Proposition de résolution relative à la reconnaissance du placement familial au niveau fédéral.
 Déposée par Mmes Greet Van Gool, Magda De Meyer, *Karine Jiroflée* (**), Anne-Marie Baeke et Els Van Weert, n° 715/1 du 21 janvier 2004.
 Reprise par Mme A. Storms, le 20 janvier 2005 en remplacement de Mme E. Van Weert
 Farde, n° 715/2 du 20 janvier 2005.
 Amendements de Mmes Greet Van Gool et Danielle Van Lombeek-Jacobs, n° 715/3 du 31 mai 2005.
 Amendement de Mme Greet Van Gool, n° 715/4 du 1^{er} juin 2005.
 Rapporteur: Mme Nahima Lanjri

RESPONSABILITE CIVILE

Proposition de loi modifiant les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles coordonnées le 3 juin 1970 et la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en vue de supprimer la notion de faute intentionnelle dans le régime de la responsabilité civile de l'employeur en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.
 Déposée par Mme Karine Lalieux, n° 53/1 du 8 juillet 2003.

SECURITE DU TRAVAIL

Proposition de résolution relative à la prévention des accidents du travail par piquûre.
 Déposée par Mme Maggie De Block, n° 1734/1 du 26 avril 2005.

SECURITE SOCIALE

1. Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.
 Déposée par M. Olivier Maingain et *Mme Martine Payfa* (**), n° 85/1 du 15 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.
 Déposée par M. Olivier Maingain et *Mme Martine Payfa* (**), n° 86/1 du 15 juillet 2003.
3. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en vue d'améliorer la protection de la maternité.
 Déposée par Mmes Magda De Meyer, Greet Van Gool, Maya Detiège, Anne-Marie Baeke et *Karine Jiroflée* (**), et M. Jan Peeters, n° 132/1 du 29 juillet 2003.
4. Proposition de loi modifiant l'article 42bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.
 Déposée par MM. Olivier Maingain, Daniel Bacquelaine, Eric Libert et *Mme Martine Payfa* (**), n° 260/1 du 7 octobre 2003.
5. Proposition de loi complétant l'article 19 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs en vue d'exonérer la prime d'équipe des cotisations sociales.
 Déposée par MM. Luc Sevenhans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs et Mme Marleen Govaerts, n° 277/1 du 14 octobre 2003.
 Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 286 du 31 mars 1984 portant des mesures en vue d'améliorer la perception des cotisations de sécurité sociale et de solidarité dues par des personnes morales de droit public.
 Déposée par Mmes Greta D'hondt et Trees Pieters et M. Luc Goutry, n° 286/1 du 14 octobre 2003.
 Rapporteur: Mme Maggie De Block

7. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'assurer la prise en charge des soins spéciaux liés à la perte d'autonomie. Déposée par M. Olivier Maingain, *Mme Martine Payfa* (**) et M. Éric Libert, n° 289/1 du 15 octobre 2003.
8. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne la perception obligatoire de l'intervention personnelle pour les soins infirmiers à domicile et en kinésithérapie. Déposée par Mmes Yolande Avontroodt, Maggie De Block et Hilde Dierickx, n° 326/1 du 23 octobre 2003.
9. Proposition de loi modifiant l'article 216 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Déposée par Mmes Yolande Avontroodt, Hilde Dierickx et M. Miguel Chevalier, n° 376/1 du 30 octobre 2003.
10. Proposition de loi portant adaptation annuelle des prestations sociales. Déposée par Mme Greta D'hondt, M. Luc Goutry, Mme Trees Pieters, M. *Yves Leterme* (**) et Mme Nahima Lanjri, n° 425/1 du 10 novembre 2003.
11. Proposition de loi visant à améliorer la situation de revenus des personnes en incapacité de travail. Déposée par M. Luc Goutry, Mmes Greta D'hondt et Nahima Lanjri, n° 512/1 du 28 novembre 2003.
12. Proposition de loi modifiant l'article 20 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités. Déposée par Mme Maggie De Block, M. Filip Anthuenis et Mmes Annemie Turtelboom et Sabien Lahaye-Battheu, n° 575/1 du 11 décembre 2003.
13. Proposition de loi supprimant les cotisations de sécurité sociale appliquées aux primes accordées pour le travail posté, le travail de nuit et le travail irrégulier. Déposée par Mmes Greta D'hondt, Nahima Lanjri et M. Jo Vandeurzen, n° 653/1 du 6 janvier 2004. Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
14. Proposition de loi instaurant une indemnité-éducation et un statut social pour le parent au foyer. Déposée par MM. Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer et Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 660/1 du 7 janvier 2004.
15. Proposition de résolution relative à la gratuité des soins dentaires pour les enfants âgés de six à douze ans. Déposée par Mme Maya Detiège, n° 835/1 du 20 février 2004.
16. Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la charte de l'assuré social en vue de réduire la durée de traitement des demandes de certaines allocations sociales. Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Staf Neel et Francis Van den Eynde, n° 873/1 du 5 mars 2004.
17. Proposition de loi visant à introduire dans la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 une assurance autonomie. Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), M. *Louis Smal* (**) et Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 1126/1 du 12 mai 2004.
18. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le délai de prescription de l'action en recouvrement des cotisations spéciales de sécurité sociale, l'article 64 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires. Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 1222/1 du 18 juin 2004.
19. Proposition de loi portant uniformisation de la législation relative au salaire garanti et suppression du jour de carence. Déposée par MM. Jean-Marc Delizée et Hans Bonte, Mme Camille Dieu et M. Jan Peeters, n° 1358/1 du 5 octobre 2004.

20. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne le maximum à facturer.
Déposée par Mmes Yolande Avontrootd, Hilde Dierickx et Sabien Lahaye-Battheu, n° 1458/1 du 23 novembre 2004.
21. Proposition de loi modifiant la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, en vue d'abaisser l'âge auquel peut être octroyée une réduction groupe-cible de cotisations sociales en faveur des travailleurs âgés.
Déposée par Mmes Maggie De Block, Annemie Turtelboom et Sabien Lahaye-Battheu, n° 1688/1 du 29 mars 2005.
22. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés afin de supprimer la limite entravant le recrutement d'un dixième travailleur.
Déposée par M. Bart Tommelein, n° 1912/1 du 5 juillet 2005.
23. Proposition de loi améliorant le statut social du sportif rémunéré.
Déposée par MM. David Geerts, Hans Bonte, Jan Peeters, Dirk Van der Maelen et Bruno Van Grootenbrulle
Mme Annick Saudoyer, M. Jean-Marc Delizée et Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs, n° 1945/1 du 13 juillet 2005.
24. Projet de loi introduisant un mécanisme structurel d'adaptation au bien-être des plafonds et seuils de revenus ainsi que des allocations sociales.
Déposé par le gouvernement, n° 1948/1 du 13 juillet 2005.
25. Proposition de loi relative à la valorisation de l'invalide qui accueille un (grand)-parent, un enfant ou un partenaire tributaire de soins.
Déposée par Mme Greet Van Gool, MM. Jan Peeters et David Geerts, n° 2152/1 du 9 décembre 2005.
26. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en ce qui concerne la possibilité, pour les mandataires locales, de siéger pendant leur congé de maternité.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Mme Frieda Van Themsche, n° 2961/1 du 6 mars 2007.
27. Proposition de résolution relative à la scission de la sécurité sociale.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts et Bart Laeremans, n° 3026/1 du 29 mars 2007.

SYNDICAT

Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association et visant à interdire les pratiques de «closed shop» ou toute autre atteinte à la liberté d'association.
Déposée par M. Patrick Cocriamont, n° 1477/1 du 2 décembre 2004.

TRAVAIL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en vue d'instaurer une suspension du délai de préavis pendant une grève.
Déposée par Mme Magda De Meyer, MM. Hans Bonte, Jean-Marc Delizée et *Daan Schalck (**)*, n° 119/1 du 28 juillet 2003.
Rapporteur: Mme Greta D'hondt
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.
Déposée par Mmes Magda De Meyer, Greet Van Gool et M. Hans Bonte, n° 134/1 du 29 juillet 2003.

3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'indemnité de rupture des contrats à durée déterminée, la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, MM. *Raymond Langendries* (**), n° 177/1 du 27 août 2003.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en vue de la reconnaissance des organisations représentatives des cadres.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mmes Corinne De Permentier, *Anne Barzin* (**), et Mme Maggie De Block, n° 202/1 du 16 septembre 2003.
Rapporteurs: MM. *Jean-Luc Crucke* (**), et M. Charles Michel
5. Proposition de résolution visant à instaurer la carte «qualitemps».
Déposée par Mmes Greta D'hondt et Nahima Lanjri, n° 239/1 du 30 septembre 2003.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en vue d'instaurer une suspension du délai de préavis pendant une grève.
Déposée par Mmes Greta D'hondt et Nahima Lanjri, n° 249/1 du 2 octobre 2003.
7. Proposition de loi complétant l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
Déposée par Mme Greta D'hondt, M. Roel Deseyn et Mme Nahima Lanjri, n° 250/1 du 2 octobre 2003.
Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
8. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure, en ce qui concerne le congé d'adoption.
Déposée par M. André Frédéric, n° 290/1 du 15 octobre 2003.
Rapporteur: Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs
9. Proposition de loi modifiant l'article 148decies, 2, 2bis, du Règlement général pour la protection du travail, relatif à la lutte contre les nuisances dues à la fumée de tabac présente dans l'air ambiant.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 320/1 du 22 octobre 2003.
10. Proposition de loi favorisant le partage proportionnel du travail.
Déposée par M. Hans Bonte, Mmes Magda De Meyer, Greet Van Gool, Maya Detiège et *Karine Jiroflée* (**), n° 340/1 du 24 octobre 2003.
11. Proposition de loi instaurant une législation relative à la sécurité et à la santé des personnes qui travaillent en milieu hyperbare.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Sabien Lahaye-Battheu et Maggie De Block, n° 372/1 du 30 octobre 2003.
12. Proposition de loi modifiant, en vue d'étendre le crédit d'heures supplémentaires et d'adoucir le traitement fiscal et parafiscal des heures supplémentaires, la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le Code des impôts sur les revenus 1992 et la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts et Luc Sevenhans, n° 488/1 du 24 novembre 2003.
13. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles.
Déposée par Mmes Maggie De Block, et Annemie Turtelboom, n° 494/1 du 26 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Annelies Storms
14. Proposition de résolution concernant la simplification de la réglementation relative à l'obligation de désigner des coordinateurs de sécurité sur les chantiers de construction privés de taille modeste.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom et Mme Maggie De Block, n° 517/1 du 1 décembre 2003.
Rapporteur: Mme Annelies Storms

15. Proposition de loi instaurant un statut unique pour les travailleurs salariés.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer et Koen Bultinck, n° 527/1 du 2 décembre 2003.
16. Proposition de loi instaurant une indemnité obligatoire en faveur des travailleurs qui effectuent à pied ou à bicyclette les déplacements entre leur domicile et leur lieu de travail.
Déposée par MM. *Daan Schalck* (**) et Hans Bonte, n° 542/1 du 4 décembre 2003.
Rapporteurs: Mmes Annemie Turtelboom et Maggie De Block
17. Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi en vue de supprimer le bilan social.
Déposée par MM. Koen Bultinck et M. Guy D'haeseleer, n° 659/1 du 7 janvier 2004.
18. Proposition de loi précisant explicitement, dans la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, que l'autorité fédérale n'est pas habilitée à rendre obligatoires les conventions collectives de travail ou les dispositions de conventions collectives de travail concernant des matières relevant de la compétence des Communautés ou des Régions.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer et Koen Bultinck, n° 725/1 du 22 janvier 2004.
19. Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.
Déposée par M. Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 773/1 du 4 février 2004.
Rapport de Mme Pierrette Cahay-André, n° 773/2 du 19 décembre 2006.
20. Proposition de loi visant la remise au travail des invalides suite à une pathologie grave.
Déposée par Mme Valérie De Bue et M. Daniel Bacquelaine, n° 824/1 du 18 février 2004.
Rapporteur: M. Jacques Germeaux
21. Proposition de loi levant l'interdiction d'exécuter des travaux de construction le samedi.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer, Koen Bultinck et Staf Neel, n° 901/1 du 11 mars 2004.
22. Proposition de résolution visant à supprimer les pièges de l'inactivité chez les travailleurs salariés et indépendants en incapacité de travail.
Déposée par Mmes Greet Van Gool et Annelies Storms, n° 938/1 du 19 mars 2004.
Rapporteur: Mme Greet Van Gool
23. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail afin d'organiser différemment les élections sociales.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Staf Neel, n° 948/1 du 24 mars 2004.
Rapport de Mme Pierrette Cahay-André, n° 948/2 du 19 décembre 2006.
24. Proposition de loi modifiant l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
Déposée par Mme Greta D'hondt, n° 1018/1 du 13 avril 2004.
25. Proposition de loi modifiant la législation relative aux heures supplémentaires.
Déposée par Mme Trees Pieters, MM. Pieter De Crem et *Yves Leterme* (**), n° 1031/1 du 20 avril 2004.
26. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue d'étendre le crédit d'heures supplémentaires.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom et M. Georges Lenssen, n° 1162/1 du 27 mai 2004.
27. Proposition de loi étendant le système des titres-services.
Déposée par M. Hendrik Bogaert, n° 1193/1 du 7 juin 2004.
28. Proposition de loi visant à insérer un article 3ter dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, n° 1268/1 du 2 juillet 2004.
29. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en ce qui concerne la prestation des heures supplémentaires.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea et Alain Courtois, n° 1299/1 du 22 juillet 2004.

30. Proposition de loi modifiant la loi sur les contrats de travail en ce qui concerne les délais de préavis prévus pour les ouvriers.
Déposée par MM. Jean-Marc Delizée, Hans Bonte, Mme Camille Dieu et M. Jan Peeters, n° 1357/1 du 5 octobre 2004.
31. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en vue de la réinsertion de travailleurs inaptes au travail.
Déposée par MM. Dirk Van der Maelen, Hans Bonte et Mme Greet Van Gool, n° 1464/1 du 25 novembre 2004.
Rapporteur: Mme Greet Van Gool
32. Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.
Déposée par MM. Dirk Claes, Jef Van den Bergh, Filip Anthuenis et Carl Devlies, n° 1570/1 du 27 janvier 2005.
33. Proposition de loi modifiant la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 en vue d'encourager la formation ou le recyclage de travailleurs âgés.
Déposée par Mmes Maggie De Block, Annemie Turtelboom et Sabien Lahaye-Battheu, n° 1654/1 du 8 mars 2005.
34. Proposition de loi relative à l'activation de l'indemnité complémentaire dans le cadre du régime de la prépension.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Sabien Lahaye-Battheu et Maggie De Block, n° 1676/1 du 17 mars 2005.
35. Proposition de loi modifiant la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise des travailleurs à la disposition d'utilisateurs.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Maggie De Block et Sabien Lahaye-Battheu, n° 1681/1 du 21 mars 2005.
36. Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier, n° 1816/1 du 27 mai 2005.
37. Proposition de loi modifiant la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, M. Georges Lenssen, Mme Hilde Vautmans, MM. Miguel Chevalier et Bart Tommelein, n° 1848/1 du 9 juin 2005.
38. Proposition de loi supprimant les cotisations de sécurité sociale sur les heures supplémentaires et réduisant l'imposition des heures supplémentaires.
Déposée par M. Georges Lenssen et Mme Annemie Turtelboom, n° 1876/1 du 22 juin 2005.
39. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité et la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 et abrogeant la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE, en vue d'étendre et de généraliser le système des titres-services.
Déposée par MM. Benoît Drèze et Joseph Arens, n° 1973/1 du 2 août 2005.
Amendements de M. Benoît Drèze, n°s 1973/2 et 1973/3 des 27 mars et 17 avril 2007.
Rapporteur: M. Bruno Van Grootenbrulle
40. Proposition de résolution visant à autoriser l'occupation de travailleurs intérimaires dans des entreprises ressortissant à la compétence de la Commission paritaire n° 139 de la batellerie.
Déposée par M. Ludo Van Campenhout, n° 1976/1 du 9 août 2005.
41. Proposition de loi modifiant la réglementation en matière de congé de deuil.
Déposée par M. Geert Lambert, n° 1977/1 du 16 août 2005.

42. Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs, en ce qui concerne le reclassement professionnel, et portant d'autres mesures en vue de promouvoir l'emploi des travailleurs âgés.
Déposée par MM. Jean-Marc Delizée, Éric Massin et Mme Camille Dieu, n° 1995/1 du 9 septembre 2005.
43. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail afin d'étendre la protection contre le licenciement abusif aux employés de plus de cinquante ans.
Déposée par Mme Camille Dieu, MM. Éric Massin et Jean-Marc Delizée n° 1996/1 du 9 septembre 2005.
44. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en vue d'instituer la représentation des travailleurs dans les Petites et Moyennes Entreprises.
Déposée par Mme Camille Dieu, MM. Hans Bonte, Eric Massin, Dirk Van der Maelen, Jean-Marc Delizée et Mmes Greet Van Gool, Danielle Van Lombeek-Jacobs et Magda De Meyer, n° 2031/1 du 26 octobre 2005.
Rapporteur: Mme Maggie De Block
45. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne le licenciement abusif de travailleurs.
Déposée par Mme Greta D'hondt et M. Benoît Drèze, n° 2155/1 du 12 décembre 2005.
Rapporteur: Mme Nahima Lanjri
46. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en vue d'instaurer un droit au congé pour assister à un procès d'assises.
Déposée par *Mme Hilde Claes* (**), n° 2201/1 du 11 janvier 2006.
Reprise par M. Guy Swennen et Mme Magda Raemaekers le 16 janvier 2007.
Farde, n° 2201/2 du 16 janvier 2007.
47. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le congé de deuil, l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.
Déposée par M. David Geerts et Mme Anne-Marie Baeke, n° 2203/1 du 12 janvier 2006.
48. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne l'accès et le contrôle des travailleurs étrangers.
Déposée par Mme Greta D'hondt, M. Jo Vandeurzen, Mmes Nahima Lanjri et Trees Pieters, n° 2297/1 du 16 février 2006.
49. Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, en vue d'éviter un usage abusif de la notion d'entreprise en restructuration.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 2335/1 du 10 mars 2006.
50. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure en ce qui concerne le congé de paternité.
Déposée par Mmes Alisson De Clercq, Colette Burgeon et M. Yvan Mayeur, n° 2371/1 du 24 mars 2006.
51. Proposition de loi visant à recourir à de courts stages en entreprises pour lever les préjugés et lutter contre les discriminations à l'embauche.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 2406/1 du 11 avril 2006.
52. Proposition de loi sur le télétravail à domicile.
Déposée par Mmes Maggie De Block, Hilde Dierickx et Sabien Lahaye-Battheu, n° 2428/1 du 21 avril 2006.
53. Proposition de résolution relative au calcul de l'allocation de garantie de revenus afin d'éliminer les pièges à l'emploi dans le cadre du travail à temps partiel.
Déposée par Mmes Marie-Claire Lambert, Véronique Ghenne, Talbia Belhouari et Annick Saudoyer, n° 2513/1 du 29 mai 2006.

54. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.
Déposée par M. Bart Tommelein, Mme Annemie Turtelboom et M. Georges Lenssen, n° 2525/1 du 2 juin 2006.
55. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, afin d'octroyer aux travailleuses le droit à un congé à l'occasion de la naissance de l'enfant d'une femme avec laquelle elles sont mariées ou cohabitent.
Déposée par Mme Zoé Genot et M. Stijn Bex, n° 2530/1 du 7 juin 2006.
Addendum, n° 2530/2 du 5 décembre 2006.
56. Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs allochtones et autochtones et entre les travailleurs atteints d'un handicap et les travailleurs sans handicap.
Déposée par Mmes *Inga Verhaert* (**), Véronique Ghene, Anne-Marie Baeke, Talbia Belhouari, *Karine Jiroflée* (**), Camille Dieu, M. Hans Bonte, Mme Marie-Claire Lambert, M. Dirk Van der Maelen et Mme Colette Burgeon, n° 2550/1 du 14 juin 2006.
Reprise par Mmes Maya Detiège et Greet Van Gool, le 16 janvier 2007 en remplacement de Mmes *Inga Verhaert* (**), et *Karine Jiroflée* (**).
Avis du Conseil d'État, n° 2550/2 du 25 juillet 2006.
Farde, n° 2550/3 du 16 janvier 2007.
57. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, en vue de supprimer un piège à l'emploi pour les travailleurs à temps partiel involontaires bénéficiant de l'allocation de garantie de revenu.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 2621/1 du 10 juillet 2006.
58. Proposition de loi visant à promouvoir le taux d'emploi des personnes handicapées.
Déposée par M. Jean-Marc Delizée, Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs, M. Yvan Mayeur et Mme Colette Burgeon, n° 2666/1 du 29 août 2006.
59. Proposition de résolution concernant une meilleure protection de la femme ayant recours à la fécondation in vitro.
Déposée par M. Yvan Mayeur, Mmes Valérie Déom, Colette Burgeon et Véronique Ghene, n° 2681/1 du 12 septembre 2006.
60. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et la loi concernant le droit à l'intégration sociale du 26 mai 2002, en vue de supprimer les pièges à l'emploi par l'octroi d'une garantie à toute personne, acceptant un travail, de bénéficier d'un incitant financier d'au moins 20 % par rapport à sa situation antérieure.
Déposée par M. Benoît Drèze, Mmes Joëlle Milquet et Véronique Salvi, n° 2959/1 du 5 mars 2007.
61. Proposition de résolution relative à la suppression des pièges à l'inactivité pour les personnes handicapées.
Déposée par Mme Greet Van Gool, n° 3102/1 du 25 avril 2007.

Commission de la Défense nationale

ARMÉE

1. Proposition de résolution relative à un mécanisme de suivi transparent de l'exécution du Plan directeur de la Défense.
Déposée par M. *Daan Schalck* (**), et Mme Hilde Vautmans, n° 1154/1 du 24 mai 2004.
2. Proposition de loi abrogeant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Déposée par M. Walter Muls, n° 2316/1 du 24 février 2006.
3. Proposition de loi abrogeant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Déposée par Mmes Hilde Vautmans, Ingrid Meeus et M. Stef Goris, n° 2512/1 du 24 mai 2006.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées en vue de permettre aux militaires d'exercer des mandats politiques.
Déposée par M. Luc Sevenhans, n° 2805/1 du 11 décembre 2006.
5. Proposition de loi relative à l'organisation et au fonctionnement de l'institut royal supérieur de Défense.
Déposée par M. Philippe Monfils, Mme Talbia Belhouari, M. David Geerts et Mme Ingrid Meeus, n° 2881/1 du 1 février 2007.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée en ce qui concerne le dépôt du rapport.
Déposée par MM. Paul Meeus, Staf Neel et Luc Sevenhans, n° 3095/1 du 24 avril 2007.

BUDGET

Projet de loi portant ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007 - Section 16 «Défense nationale».
Déposé par le gouvernement, n° 3111/1 du 26 avril 2007.

COMMERCE DES ARMES

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'interdiction des dispositifs antimanipulation, la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.
Déposée par Mme Karine Lalieux et M. *Claude Eerdeken* (**), n° 137/1 du 30 juillet 2003.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
2. Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions en vue d'interdire les dispositifs antimanipulation.
Déposée par Mme Muriel Gerkens et Mme Marie Nagy, n° 1463/1 du 25 novembre 2004.
Amendement de M. Robert Denis, n° 1463/2 du 12 janvier 2005.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans

GUERRE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre.
Déposée par M. Olivier Maingain, n° 926/1 du 17 mars 2004.
Rapporteur: M. Robert Denis
2. Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre.
Déposée par M. François-Xavier de Donnea, n° 1306/1 du 27 juillet 2004.
Avis, n° 1306/2 du 3 novembre 2004.
Rapporteur: M. Robert Denis
3. Proposition de loi créant le Mémorial National du Fort de Huy.
Déposée par MM. Jacques Chabot, et Luc Gustin, n° 3003/1 du 16 mars 2007.

Commission chargée des problèmes de Droit commercial et économique

DROIT CIVIL

1. Proposition de loi modifiant le Code civil, en ce qui concerne les intérêts et les clauses pénales en cas de défaut d'exécution des obligations contractuelles.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 122/1 du 28 juillet 2003.
Rapporteur: M. Éric Massin

2. Proposition de loi modifiant l'article 1798, alinéa 1^{er}, du Code civil relatif à l'action directe intentée par un sous-traitant contre le maître de l'ouvrage.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 706/1 du 19 janvier 2004.
Rapporteur: Mme Anne-Marie Baeke
3. Proposition de loi complétant les dispositions du Code civil relatives aux contrats d'entreprise et de sous-traitance.
Déposée par M. Servais Verherstraeten, n° 809/1 du 13 février 2004.
Rapporteur: Mme Anne-Marie Baeke

DROIT COMMERCIAL

1. Proposition de loi relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprises cotées en bourse.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 1505/1 du 14 décembre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1505/2 du 16 septembre 2005.
Avis, n° 1505/3 du 8 décembre 2005.
Rapporteur: M. Dylan Casaer, n° 1505/4 du 17 mai 2006.
2. Proposition de loi instaurant l'obligation de publier la rémunération de certains administrateurs.
Déposée par M. Ludo Van Campenhout, n° 1576/1 du 28 janvier 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 1576/2 du 16 septembre 2005.
Avis, n° 1576/3 du 8 décembre 2005.
Rapporteur: M. Dylan Casaer, n° 1576/4 du 17 mai 2006.

DROIT D'AUTEUR

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins en ce qui concerne la rémunération équitable et le fonctionnement des sociétés de gestion.
Déposée par MM. Bart Tommelein, *Karel Pinxten* (**), et Ludo Van Campenhout, n° 990/1 du 1^{er} avril 2004.

FAILLITE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire en vue de mettre sur pied d'égalité l'Office national de sécurité sociale et l'administration fiscale en matière de garanties offertes dans le cadre de la procédure concordataire.
Déposée par M. Yvan Mayeur, n° 298/1 du 16 octobre 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 509/1 du 28 novembre 2003.
3. Proposition de loi complétant la loi sur les faillites en cas de faillite de maisons de repos et de soins.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, MM. Jo Vandeurzen et Servais Verherstraeten, n° 1219/1 du 18 juin 2004.
4. Proposition de loi modifiant l'article 98 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites en ce qui concerne la situation des personnes physiques qui se sont rendues caution à titre gratuit d'une personne faillie.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 1409/1 du 26 octobre 2004.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Proposition de loi protégeant le consommateur dans le secteur de la construction résidentielle.
Déposée par Mmes Anne-Marie Baeke, Annemie Roppe, MM. Dylan Casaer, Thierry Giet et Mme Marie Nagy, n° 2942/1 du 27 février 2007.
Rapporteur: Mme Véronique Ghenne

SANTÉ PUBLIQUE

Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales en matière de publicité relative à la chirurgie esthétique.

Déposée par Mmes Dominique Tilmans et Josée Lejeune, n° 1994/1 du 9 septembre 2005.

Amendement de Mme Dominique Tilmans, n° 1994/2 du 23 juin 2006.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE

1. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition en vue de garantir la transparence des salaires et avantages de toute nature dont jouissent les dirigeants d'entreprise.

Déposée par M. Yvan Mayeur, n° 243/1 du 2 octobre 2003.

Avis du Conseil d'État, n° 243/2 du 16 septembre 2005.

Avis, n° 243/3 du 8 décembre 2005.

Rapporteur: M. Dylan Casaer, n° 243/4 du 17 mai 2006.

2. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés ainsi que l'article 1^{er} de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition.

Déposée par *Mme Anne Barzin* (**), MM. Guy Hove, Georges Lenssen, Melchior Wathélet et Pierre Lano, n° 427/1 du 10 novembre 2003.

Rapporteur: Mme Liesbeth Van der Auwera

3. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés ainsi que l'article 1^{er} de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition.

Déposée par MM. Guy Hove et Georges Lenssen, *Mme Anne Barzin* (**) et M. Pierre Lano, n° 621/1 du 29 décembre 2003.

Rapporteur: Mme Liesbeth Van der Auwera

4. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés en vue d'instituer un comité d'audit au sein des sociétés cotées en bourse.

Déposée par MM. Melchior Wathélet et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1312/1 du 4 août 2004.

Avis du Conseil d'État, n° 1312/2 du 16 septembre 2005.

Avis, n° 1312/3 du 8 décembre 2005.

Rapporteur: Mme Trees Pieters

5. Proposition de résolution relative au Code de gouvernance d'entreprise.

Déposée par M. Hendrik Daems, n° 1356/1 du 5 octobre 2004.

Rapporteur: M. Dylan Casaer

6. Proposition de résolution relative au Code de gouvernance d'entreprise.

Déposée par MM. Éric Massin, Alain Mathot, Mme Camille Dieu et M. Yvan Mayeur, n° 1670/1 du 16 mars 2005.

Rapporteur: M. Dylan Casaer

7. Proposition de loi modifiant l'article 528 du Code des sociétés afin d'étendre la responsabilité solidaire des administrateurs de sociétés au non-respect des prescriptions d'un code de gouvernance d'entreprise.

Déposée par M. Éric Massin, Mme Anne-Marie Baeke, M. Dylan Casaer, Mmes Véronique Ghenne et Camille Dieu, MM. Alain Mathot, Yvan Mayeur et Mme Annemie Roppe, n° 2111/1 du 25 novembre 2005.

Avis du Conseil d'État, n° 2111/2 du 29 juin 2006.

Rapporteur: M. Éric Libert

8. Proposition de loi instaurant une commission d'observation du Code belge de gouvernance d'entreprise. Déposée par Mme *Anne Barzin* (**), M. Eric Libert, Mme Marie-Christine Marghem, MM. François-Xavier de Donnea, Olivier Chastel et Daniel Bacquelaine, n° 2474/1 du 9 mai 2006.
Rapporteur: M. Éric Massin
9. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés et la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement (européen) d'intérêt économique en vue du dépôt et de la consultation électronique de documents.
Déposée par M. Éric Massin, Mmes Valérie Déom et Véronique Ghenne, n° 2939/1 du 26 février 2007.
10. Proposition de résolution concernant l'observation et l'évaluation de l'application des principes et recommandations de bonne gouvernance d'entreprise.
Déposée par M. Éric Massin, Mmes Véronique Ghenne, Camille Dieu, Anne-Marie Baeke et Annemie Roppe et M. Dylan Casaer, n° 2985/1 du 9 mars 2007.
Addendum, n° 2985/2 du 23 mars 2007.

Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

AIDE AU DEVELOPPEMENT

1. Proposition de loi visant à reconnaître le commerce équitable et les personnes physiques et morales veillant au respect des critères de commerce équitable.
Déposée par Mmes Véronique Ghenne, Karine Lalieux, Colette Burgeon, M. Dirk Van der Maelen, *Mme Inga Verhaert* (**) et M. Stijn Bex, n° 2465/1 du 5 mai 2006.
2. Proposition de loi relative à la reconnaissance des organisations de commerce équitable.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), Mmes Brigitte Wiaux, Joëlle Milquet et M. Melchior Wathelet, n° 2470/1 du 8 mai 2006.

APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE

1. Proposition de loi abrogeant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité.
Déposée par MM. Hagen Goyvaerts, Jan Mortelmans, Bert Schoofs, Jaak Van den Broeck et Francis Van den Eynde, n° 182/1 du 28 août 2003.
2. Proposition de résolution relative à l'avenir des centrales nucléaires pour l'approvisionnement énergétique du pays.
Déposée par MM. Hagen Goyvaerts, Ortwin Depoortere et Filip De Man, n° 1829/1 du 2 juin 2005.
3. Proposition de résolution invitant le gouvernement à réouvrir le débat sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 2408/1 du 11 avril 2006.
4. Proposition de loi sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées dans ces centrales.
Déposée par Mmes Muriel Gerkens, Marie Nagy, Zoé Genot et M. Jean-Marc Nollet, n° 2462/1 du 4 mai 2006.

ARTS

1. Proposition de résolution visant à changer le nom «BOZAR» en «Palais des Beaux-Arts - Paleis voor Schone Kunsten».
Déposée par MM. Bart Laeremans et Ortwin Depoortere, n° 1722/1 du 21 avril 2005.

2. Proposition de résolution relative à l'instauration de douze dimanches d'accès gratuit à nos musées fédéraux.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 2003/1 du 15 septembre 2005.

ASSURANCE

1. Proposition de loi modifiant l'article 67, § 2, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.
Déposée par M. Éric Massin, Mme Sophie Pécriaux, M. André Perpète et Mme Karine Lalieux, n° 1344/1 du 20 septembre 2004.
2. Proposition de résolution concernant la modification de l'arrêté royal du 12 janvier 1984 déterminant les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile extra-contractuelle relative à la vie privée.
Déposée par M. Jean-Pierre Malmendier, n° 1514/1 du 20 décembre 2004.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances afin de garantir une représentation des consommateurs dans le cadre du traitement des plaintes et des litiges dans le secteur des assurances.
Déposée par Mmes Véronique Ghenne, Magda De Meyer, Karine Lalieux, Dalila Douifi, Sophie Pécriaux et M. Koen T'Sijen, n° 2274/1 du 10 février 2006.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre afin de clarifier les critères de segmentation.
Déposée par Mme Anne-Marie Baeke, M. Dylan Casaer, Mmes Karine Lalieux, Greet Van Gool, n° 2544/1 du 12 juin 2006.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre afin de limiter l'utilisation de critères de segmentation.
Déposée par Mme Anne-Marie Baeke, M. Dylan Casaer, Mmes Karine Lalieux et Greet Van Gool, n° 2545/1 du 12 juin 2006.
6. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'obligation de déclaration, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.
Déposée par Mmes Anne-Marie Baeke, Magda De Meyer et Karine Lalieux, n° 3068/1 du 11 avril 2007.
7. Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes technologiques.
Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, n° 3107/1 du 26 avril 2007.

ASSURANCE D'INVALIDITE

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 603/1 du 18 décembre 2003.

ASSURANCE OBLIGATOIRE

Proposition de loi modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, en vue d'instaurer l'obligation d'apposer une vignette de manière apparente sur les véhicules assurés.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, François Bellot et Mme Jacqueline Galant, n° 866/1 du 4 mars 2004.

BAIL RURAL

Proposition de loi modifiant la loi sur les baux à ferme en ce qui concerne le droit d'action du preneur en cas de vente du bien à une administration publique ou à une personne juridique de droit public.
Déposée par MM. Bert Schoofs, Bart Laeremans et Mme Frieda Van Themsche, n° 513/1 du 28 novembre 2003.

BANQUE

1. Proposition de loi complétant la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix par un article 2^{ter} relatif au contrôle de certains tarifs bancaires et à la gratuité de certaines opérations.
Déposée par Mmes Magda De Meyer et Dalila Douifi, n° 489/1 du 25 novembre 2003.
Rapporteur: *Mme Anne Barzin* (**)
2. Proposition de loi portant réglementation des tarifs bancaires.
Déposée par Mmes Joëlle Milquet, Karine Lalieux et Muriel Gerkens, n° 572/1 du 9 décembre 2003.
Rapporteur: *Mme Anne Barzin* (**)
3. Proposition de loi modifiant certaines dispositions en vue d'instaurer un service bancaire universel.
Déposée par Mme Simonne Creyf, n° 1012/1 du 7 avril 2004.
4. Proposition de loi visant à renforcer le réseau de distribution de distributeurs automatiques publics de billets.
Déposée par Mme Karine Lalieux, M. Stijn Bex, Mmes Sophie Pécriaux, Véronique Ghenne, M. Geert Lambert et Mme Magda De Meyer, n° 1601/1 du 9 février 2005.
5. Proposition de loi réglementant la publicité des établissements de crédit à l'égard des jeunes.
Déposée par Mmes Colette Burgeon, Véronique Ghenne, Camille Dieu, Karine Lalieux et Sophie Pécriaux et M. André Frédéric, n° 1636/1 du 25 février 2005.

BUDGET

Projet de loi contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007 Section 14 SPF Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement Section 32 SPF Economie, PME, Classes Moyennes et Energie Section 46 SPP Politique Scientifique
Déposé par le gouvernement, n° 3090/1 du 24 avril 2007.

CHOMAGE

Proposition de résolution visant à créer un régime d'assurance libre de protection contre le chômage pour les indépendants.
Déposée par M. Jean-Marc Delizée, Mme Véronique Ghenne, M. Alain Mathot et Mme Camille Dieu, n° 2854/1 du 19 janvier 2007.

COMMERCE DES ARMES

Proposition de loi introduisant une exception à la liberté de contracter en cas d'investissements non européens dans les entreprises représentant des enjeux pour l'indépendance stratégique militaire de l'Union européenne.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 1243/1 du 24 juin 2004.

COMMUNAUTE ET REGION

Proposition de résolution relative à la défédéralisation des établissements scientifiques et culturels fédéraux.
Déposée par M. Ortwin Depoortere, n° 2547/1 du 14 juin 2006.

CONGE DE MATERNITE

Proposition de loi prolongeant le congé de maternité des travailleuses indépendantes et des conjointes aidantes en cas de naissance multiple.

Déposée par Mmes Annelies Storms et Els Van Weert, n° 1088/1 du 4 mai 2004.

DROIT D'AUTEUR

1. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 585/1 du 15 décembre 2003.
2. Proposition de résolution relative au droit à la copie privée.
Déposée par MM. Philippe Monfils et Daniel Bacquelaine, n° 2093/1 du 22 novembre 2005.
3. Proposition de loi apportant certaines corrections techniques à la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins et élargissant l'accès aux oeuvres protégées.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 2112/1 du 25 novembre 2005.
4. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne le statut et le contrôle des sociétés de gestion des droits, la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.
Déposé par le gouvernement, n° 2481/1 du 11 mai 2006.
Rapporteur: *Mme Anne Barzin* (**)
5. Proposition de résolution visant à imposer aux opérateurs informatiques d'assurer l'interopérabilité des systèmes de téléchargement avec tous les types de baladeurs.
Déposée par Mmes Karine Lalieux, Valérie Déom, Véronique Ghenne, M. Stijn Bex et M. Koen T'Sijen, n° 2777/1 du 29 novembre 2006.

DROIT PENAL

Proposition de loi visant à lutter contre revente à des prix usuraires de titres d'accès à certains événements.

Déposée par M. Stijn Bex et Mme Karine Lalieux n° 1706/1 du 14 avril 2005.

DROIT SUCCESSORAL

Proposition de loi modifiant la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité.

Déposée par Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Hilde Vautmans, n° 2659/1 du 9 août 2006.

ENDETTEMENT

Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de lutter contre le surendettement.

Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2060/1 du 9 novembre 2005.

ENERGIE ELECTRIQUE

Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 2110/1 du 25 novembre 2005.

ENSEIGNEMENT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire afin d'instaurer l'obligation scolaire à partir de l'âge de cinq ans.
Déposée par M. *Pierre-Yves Jeholet* (**), n° 654/1 du 7 janvier 2004. Reprise par Mme *Anne Barzin* (**)
et MM. Richard Fournaux et Daniel Bacquelaine, le 9 novembre 2004 en remplacement de
M. *Pierre-Yves Jeholet* (**).
Addendum, n° 654/2 du 9 novembre 2004.
Amendement de Mme *Anne Barzin* (**), n° 654/3 du 15 mars 2005.
Rapporteur: Mme Sophie Pécriaux

2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, en ce qui concerne le
début de l'obligation scolaire.
Déposée par Mme *Hilde Claes* (**), M. Stijn Bex, Mmes Karine Lalieux, *Anissa Temsamani* (**)
et Annemie Turtelboom, n° 814/1 du 16 février 2004.
Amendement de Mmes *Hilde Claes* (**), Karine Lalieux et Annemie Turtelboom, n° 814/2 du 23 mars
2004.
Rapporteur: Mme Sophie Pécriaux

ENTREPRISE COMMERCIALE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales
en vue de résoudre certains problèmes pratiques.
Déposée par M. Patrick De Groot, n° 2589/1 du 29 juin 2006.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales
en ce qui concerne l'obligation d'entendre les communes limitrophes.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Ortwin Depoortere et Bert Schoofs, n° 2622/1 du 11 juillet 2006.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le com-
merce, l'artisanat et les services, afin de conférer une compétence légale au pouvoir communal quant à
la réglementation des heures d'ouverture dans les dancings et les débits de boissons dans le but de tenir
compte de la réalité socio-économique propre à chaque commune.
Déposée par Mme Annick Soudoyer et M. Pierre Lano, n° 2853/1 du 19 janvier 2007.

FRANCHISAGE

Proposition de loi visant à réglementer le contrat de franchise au-delà de la phase précontractuelle en
vue d'améliorer les pratiques commerciales dans ce secteur.
Déposée par MM. Jean-Marc Delizée, Jan Peeters, Alain Mathot, Mmes Sophie Pécriaux et Véronique
Ghenne, n° 2603/1 du 10 juillet 2006.

LIBERATION DES ECHANGES

Proposition de résolution sur le risque de libéralisation du secteur de l'eau dans l'Union européenne.
Déposée par Mme Karine Lalieux, MM. Dirk Van der Maelen et Alain Mathot et Mme Valérie Déom,
n° 844/1 du 23 février 2004.

LOISIR

Proposition de loi modifiant la loi du 24 juillet 1973 instaurant la fermeture obligatoire du soir dans le
commerce, l'artisanat et les services en vue d'instaurer une fermeture obligatoire des dancings.
Déposée par MM. *Jean-Luc Crucke* (**), Denis Ducarme, Mmes *Françoise Colinia* (**), Jacqueline
Galant et Marie-Christine Marghem. Reprise par MM. Olivier Chastel et Hervé Hasquin, le 26 octobre
2005 en remplacement de M. *Jean-Luc Crucke* (**)
et de Mme *Françoise Colinia* (**), n° 928/1 du 18 mars
2004.
Farde, n° 928/2 du 26 octobre 2005.

LUTTE ANTI-INCENDIE

Proposition de résolution relative à l'installation de détecteurs de fumée et/ou de détecteurs de CO et d'extincteurs dans les habitations privées.

Déposée par MM. Georges Lenssen et Miguel Chevalier, n° 2196/1 du 9 janvier 2006.

MAINTIEN DE LA PAIX

Proposition de résolution relative à la prolifération de technologies et de matériaux nucléaires.

Déposée par Mme Muriel Gerkens et M. Patrick Moriau, n° 1234/1 du 22 juin 2004.

MALADIE ANIMALE

Proposition de résolution relative à l'indemnisation intégrale des entreprises et des secteurs touchés indirectement par la crise de la peste aviaire de 2003.

Déposée par M. Koen Bultinck, Mme Frieda Van Themsche et M. Bert Schoofs, n° 557/1 du 5 décembre 2003.

MINORITE CIVILE

Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'ouverture de comptes à vue par des mineurs non émancipés et les services y afférents, la loi du 30 avril 1958 relative à la capacité du mineur pour certaines opérations liées à l'épargne.

Déposée par Mmes Karine Lalieux, Sophie Pécriaux, Colette Burgeon et Véronique Ghenne, n° 1987/1 du 29 août 2005.

NORME DE SECURITE

Proposition de résolution relative à l'adaptation de l'arrêté royal relatif à la sécurité des ascenseurs.

Déposée par Mme Annemie Turtelboom, M. Miguel Chevalier et Mme Hilde Vautmans, n° 1580/1 du 30 janvier 2005.

ORGANISATION DE LA PROFESSION

1. Proposition de résolution relative aux barèmes d'honoraires des architectes.
Déposée par M. Olivier Chastel, Mmes Dominique Tilmans, Valérie De Bue et M. Daniel Bacquelaine, n° 1308/1 du 28 juillet 2004.
2. Proposition de résolution relative à la scission de l'Ordre belge des architectes en deux ordres autonomes, un francophone et un néerlandophone.
Déposée par M. Gerolf Annemans, Mme Marleen Govaerts, M. Bart Laeremans et Mme Alexandra Colen, n° 1434/1 du 16 novembre 2004.

PENSIONS

1. Proposition de loi réduisant le coefficient de réduction en cas de retraite anticipée des travailleurs indépendants.
Déposée par Mme Yolande Avontroodt, n° 377/1 du 30 octobre 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en vue de supprimer le coefficient de réduction en cas de retraite anticipée.
Déposée par M. Filip Anthuenis, Mmes Maggie De Block, Annemie Turtelboom et Sabien Lahaye-Battheu, n° 548/1 du 4 décembre 2003.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants afin de consacrer un droit d'accès anticipé à la pension de retraite pour les travailleurs indépendants handicapés.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 822/1 du 18 février 2004.
4. Proposition de loi modifiant les conditions de prise de cours de la pension de retraite anticipée pour les travailleurs indépendants.
Déposée par MM. *Jean-Jacques Viseur* (**), Joseph Arens, Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), MM. *Louis Smal* (**) et Melchior Wathelet, n° 1069/1 du 29 avril 2004.
Rapporteur: Mme Trees Pieters
5. Proposition de loi supprimant le coefficient de réduction en cas de retraite anticipée et instaurant un bonus-pension en faveur des travailleurs indépendants.
Déposée par Mme Trees Pieters, n° 1551/1 du 13 janvier 2005.
6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants visant à établir une égalité concernant les périodes assimilables du service militaire.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 2348/1 du 16 mars 2006.

POLITIQUE ECONOMIQUE

Proposition de résolution relative au maintien de la rentabilité des entreprises fruitières du sud du Limbourg.

Déposée par Mme Marleen Govaerts et M. Guy D'haeseleer, n° 1639/1 du 2 mars 2005.

POLITIQUE SOCIALE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.
Déposée par Mmes Magda De Meyer, Karine Lalieux, Dalila Douifi et M. Koen T'Sijen, n° 2067/1 du 10 novembre 2005.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport des produits gazeux et autres par canalisations en vue de supprimer les surcharges et les prélèvements fédéraux qui sont répercutés sur les clients protégés résidentiels.
Déposée par M. Servais Verherstraeten et Mme Simonne Creyf, n° 2255/1 du 6 février 2006.

PRESSE

Proposition de loi modifiant la législation relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel en ce qui concerne le journaliste exerçant la profession à titre complémentaire.

Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Tony Van Parys, Jo Vandeurzen et Mme Liesbeth Van der Auwera n° 682/1 du 13 janvier 2004.

PRESTATION FAMILIALE

1. Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 104/1 du 22 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts et Bert Schoofs, n° 626/1 du 29 décembre 2003.

PROCEDURE CIVILE

1. Proposition de loi modifiant l'article 1675 du Code judiciaire en ce qui concerne le règlement collectif de dettes.
Déposée par M. Servais Verherstraeten, n° 755/1 du 29 janvier 2004.
2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'information du débiteur dans le cadre du règlement collectif de dettes.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 3077/1 du 13 avril 2007.

PROFESSION INDEPENDANTE

Proposition de résolution visant à mieux encadrer les demandes de garanties réelles et personnelles par les dispensateurs de crédit à l'occasion du financement d'activités d'indépendants.
Déposée par Mme Véronique Ghenne, MM. Jean-Marc Delizée, Alain Mathot et Mme Camille Dieu, n° 2855/1 du 19 janvier 2007.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Proposition de résolution visant à renforcer la protection des mineurs dans la société de l'information.
Déposée par MM. *Claude Eerdekens* (**), André Frédéric et Éric Massin, Mmes Karine Lalieux, Camille Dieu et Annick Saudoyer. Reprise par Mme Véronique Ghenne, le 31 mai 2005. en remplacement de M. *Claude Eerdekens* (**), n° 1136/1 du 18 mai 2004.
Farde, n° 1136/2 du 31 mai 2005.
Amendements de Mmes Véronique Ghenne et *Anne Barzin* (**), n° 1136/3 du 26 octobre 2005.
Rapporteurs: Mmes *Anne Barzin* (**) et Trees Pieters

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Proposition de résolution tendant à visibiliser l'empreinte écologique des produits de consommation.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Jean-Marc Nolle, Mmes Marie Nagy et Zoé Genot, n° 2919/1 du 14 février 2007.

PROTECTION DES ANIMAUX

1. Proposition de loi supprimant les marchés aux bestiaux.
Déposée par Mmes Magda De Meyer et Els Van Weert, n° 125/1 du 28 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les activités de cirque, la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.
Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2591/1 du 30 juin 2006.
3. Proposition de loi interdisant en Belgique l'introduction, l'importation et la commercialisation de peaux brutes ou traitées d'animaux dont l'élevage ou la chasse ont pour but unique ou principal l'exploitation commerciale de leur fourrure et prohibant également la commercialisation de tous produits qui en sont issus.
Déposée par Mme Alisson De Clercq, n° 2662/1 du 18 août 2006.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de loi insérant un article 23^{ter} dans la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue de réglementer les campagnes publicitaires précédant certaines fêtes annuelles.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 79/1/ du 15 juillet 2003.
Rapporteur: Mme Trees Pieters

2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne les ventes au consommateur conclues en dehors de l'entreprise du vendeur.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 123/1 du 28 juillet 2003.
Rapporteur: Mme Karine Lalieux
3. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en vue d'instaurer une période d'interdiction de toute campagne publicitaire se référant à des fêtes enfantines.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 189/1 du 2 septembre 2003.
4. Proposition de loi réglementant le prix du livre.
Déposée par Mmes Karine Lalieux, Trees Pieters et Muriel Gerkens, MM. *Raymond Langendries* (**) et Servais Verherstraeten et Mme Els Van Weert, n° 579/1 du 12 décembre 2003.
Reprise par M. Koen T'Sijen, le 5 novembre 2004, M. Melchior Wathelet, le 20 mars 2006 en remplacement de M. *Raymond Langendries* (**) et Mme *Els Van Weert* (**).
Addendum, n° 579/2 du 5 novembre 2004.
Amendements de M. Olivier Maingain, Mmes Karine Lalieux, Trees Pieters, Muriel Gerkens, MM. Melchior Wathelet, Servais Verherstraeten et Koen T'Sijen, n° 579/3 du 15 mars 2006.
Addendum, n° 579/4 du 20 mars 2006.
Rapporteur: Mme Magda De Meyer
5. Proposition de loi visant à compléter la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages en vue de permettre aux consommateurs d'être mieux informés sur le type d'avion qui va les transporter.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine et Mme Dominique Tilmans, n° 783/1 du 5 février 2004.
6. Proposition de résolution visant à assurer une meilleure information du consommateur en ce qui concerne le type d'avion qui lui sera proposé lorsqu'il conclut un contrat d'organisation de voyages dans une agence ou auprès d'un tour operator.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine et Mme Dominique Tilmans, n° 784/1 du 5 février 2004.
7. Proposition de loi créant un Conseil fédéral des pratiques publicitaires et une Commission fédérale des litiges en matière de publicité.
Déposée par M. André Frédéric, Mmes Sophie Pécriaux et Colette Burgeon et M. Éric Massin, n° 829/1 du 19 février 2004.
8. Proposition de loi réglementant les pratiques des annonceurs publicitaires sur dans l'utilisation des services de la société de l'information.
Déposée par M. Éric Massin, Mme Karine Lalieux et M. André Frédéric, n° 888/1 du 10 mars 2004.
9. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue de protéger le consommateur contre les clauses résolutoires exorbitantes.
Déposée par M. Bert Schoofs, Mmes *Gerda Van Steenberge* (**) et Marleen Govaerts, MM. Bart Laeremans et Francis Van den Eynde, n° 977/1 du 30 mars 2004.
10. Proposition de résolution sur la facturation des services de téléphonie et l'information du consommateur.
Déposée par Mmes Muriel Gerkens et Zoé Genot, n° 983/1 du 31 mars 2004.
11. Proposition de loi relative à l'emploi des langues en matière de publicité.
Déposée par MM. Bart Laeremans et Francis Van den Eynde, n° 1032/1 du 20 avril 2004.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.
Déposée par M. Georges Lenssen, n° 1036/1 du 22 avril 2004.
Rapporteur: M. Koen T'Sijen

13. Proposition de loi réglementant le prix du livre.
Déposée par MM. Olivier Maingain, *M. Pierre-Yves Jeholet (**)*, n° 1049/1 du 26 avril 2004.
Reprise par *Mme A Barzin (**)*, le 26 octobre 2005 en remplacement de *M. Pierre-Yves Jeholet (**)*.
Addendum, n° 1049/2 du 26 octobre 2005.
Rapporteur: Mme Magda De Meyer
14. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur et la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales, en vue de supprimer une discrimination relevée par la Cour d'arbitrage.
Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, n° 1165/1 du 27 mai 2004.
15. Proposition de loi modifiant la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages.
Déposée par M. Olivier Maingain, n° 1253/1 du 28 juin 2004.
16. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue de mettre fin à la pratique du «racolage».
Déposée par M. François-Xavier de Donnea, n° 1329/1 du 3 septembre 2004.
17. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue d'améliorer la lisibilité des contrats écrits.
Déposée par M. Staf Neel, n° 1445/1 du 19 novembre 2004.
18. Proposition de résolution visant à améliorer le contenu informatif des étiquettes de bière.
Déposée par MM. Jan Mortelmans, Guy D'haeseleer, Francis Van den Eynde et Hagen Goyvaerts, n° 1479/1 du 2 décembre 2004.
19. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en ce qui concerne l'application d'un supplément pour risques liés à certains produits et services.
Déposée par M. Bart Tommelein, n° 1797/1 du 20 mai 2005.
20. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur et la loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques de la société de l'information, en vue d'améliorer les dispositions protectrices des jeunes consommateurs.
Déposée par Mme Joëlle Milquet et M. Melchior Wathelet, n° 2066/1 du 10 novembre 2005.
Rapporteur: Mme Trees Pieters
21. Proposition de résolution relative à un meilleur encadrement du «commerce équitable» en vue de protéger le consommateur.
Déposée par Mmes Colette Burgeon, Véronique Ghenne, MM. Mohammed Boukourna, Patrick Moriau, Mmes Valérie Déom et Mme Sophie Pécriaux, n° 2130/1 du 30 novembre 2005.
22. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue de réprimer l'abus de faiblesse à l'égard des consommateurs.
Déposée par Mme Sophie Pécriaux, MM. André Frédéric et Éric Massin et Mme Colette Burgeon, n° 2224/1 du 24 janvier 2006.
23. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue d'en étendre le champ d'application aux biens immobiliers.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 2227/1 du 26 janvier 2006.
24. Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 2228/1 du 26 janvier 2006.
25. Proposition de loi insérant un article 23bis dans la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue de réglementer les campagnes publicitaires précédant certaines fêtes annuelles.
Déposée par M. André Frédéric et Mme Karine Lalieux, n° 2261/1 du 7 février 2006.

26. Proposition de loi modifiant l'article 85 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.
Déposée par M. François-Xavier de Donnea, n° 2340/1 du 14 mars 2006.
27. Proposition de loi modifiant la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable de dettes du consommateur en ce qui concerne l'encaissement de montants non prévus ou non légalement autorisés.
Déposée par MM. Thierry Giet et Éric Massin, Mmes Karine Lalieux, Véronique Ghenne et Colette Burgeon, n° 2364/1 du 23 mars 2006.
28. Proposition de loi modifiant les lois du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et du 21 décembre 1998 relative à la Coopération technique belge et portant une définition du «commerce équitable».
Déposée par Mmes Muriel Gerkens et Zoé Genot, n° 2407/1 du 11 avril 2006.
29. Proposition de résolution invitant le gouvernement à négocier un code de bonne conduite avec les organisateurs de concerts afin de diversifier les modes de vente des tickets.
Déposée par Mme Karine Lalieux, MM. Stijn Bex, Melchior Wathelet et Jef Van den Bergh, n° 2439/1 du 25 avril 2006.
30. Proposition de loi harmonisant les interdictions de vente de certains produits et services à des mineurs.
Déposée par MM. Bart Tommelein, Miguel Chevalier et Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 2482/1 du 12 mai 2006.
31. Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne les prêteurs et les intermédiaires de crédit autres que les établissements de crédit.
Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2660/1 du 16 août 2006.
32. Proposition de loi modifiant le Code civil et la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue de renforcer la protection du consommateur quant à la garantie légale qui lui est offerte sur les biens de consommation.
Déposée par Mmes Véronique Ghenne, Sophie Pécriaux, Karine Lalieux et Colette Burgeon, n° 2669/1 du 1^{er} septembre 2006.
33. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.
Déposée par M. Bart Tommelein, n° 2796/1 du 8 décembre 2006.
34. Proposition de loi relative à la sécurité des piscines privées.
Déposée par M. André Frédéric, n° 2826/1 du 20 décembre 2006.
Avis du Conseil d'État, n° 2826/2 du 8 février 2007.
35. Proposition de loi modifiant la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 3041/1 du 30 mars 2007.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Proposition de résolution relative aux nanotechnologies.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 1707/1 du 14 avril 2005.

RENOVATION URBAINE

Proposition de résolution sur la création de «zones de redynamisation urbaine» dans les quartiers défavorisés des grandes villes.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, *Guido Tastenhoye* (**) et Jaak Van den Broeck, n° 1944/1 du 13 juillet 2005.

RESPONSABILITE CIVILE

1. Proposition de loi instaurant une assurance automobile d'un prix accessible pour les jeunes et les personnes âgées.
Déposée par Mme Simonne Creyf, n° 275/1 du 10 octobre 2003.
Rapporteur: Mme Trees Pieters
2. Proposition de loi portant diverses mesures complémentaires visant à satisfaire l'obligation d'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.
Déposée par MM. *Raymond Langendries* (**), Melchior Wathelet et Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 1112/1 du 7 mai 2004.
Rapporteur: Mme Trees Pieters

SECURITE SOCIALE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les cotisations sociales, l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, l'article 581 du Code judiciaire ainsi que la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 92/1/ du 16 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Luc Sevenhans et Bert Schoofs, n° 535/1 du 3 décembre 2003.
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.
Déposée par Mme Greet Van Gool, n° 970/1 du 29 mars 2004.
4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants en vue de mensualiser les cotisations sociales pour les travailleurs indépendants en incapacité de travail.
Déposée par Mme Greet Van Gool, n° 971/1 du 29 mars 2004.
Rapporteur: Mme Karine Lalieux
5. Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, afin de supprimer la cotisation annuelle à charge des sociétés, destinée au statut social des travailleurs indépendants.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Hagen Goyvaerts, n° 1072/1 du 29 avril 2004.
6. Proposition de loi permettant aux caisses d'assurances sociales de renoncer aux majorations portant sur les cotisations sociales dues par les travailleurs indépendants.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), et M. *Louis Smal* (**), n° 1102/1 du 5 mai 2004.
Reprise par MM. Melchior Wathelet et Benoît Drèze, le 8 février 2006, en remplacement de Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), et M. *Louis Smal* (**).
Addendum, n° 1102/2 du 8 février 2006.
7. Projet de loi introduisant un mécanisme structurel d'adaptation au bien-être des plafonds et seuils de revenus ainsi que des prestations sociales dans la sécurité sociale des travailleurs indépendants.
Déposé par le gouvernement, n° 1924/1 du 7 juillet 2005.
8. Proposition de loi tendant à modifier l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2580/1 du 27 juin 2006.
9. Proposition de loi visant à permettre, pour les travailleurs indépendants, le versement anticipé de leurs cotisations sociales.
Déposée par Mme Véronique Ghenne, MM. Jean-Marc Delizée, Alain Mathot, Éric Massin et Mme Camille Dieu, n° 2952/1 du 2 mars 2007.

SPORT

Proposition de loi réglementant la profession d'intermédiaire sportif.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2173/1 du 20 décembre 2005.

TRANSPORT PAR CONDUITE

Proposition de résolution relative à la fourniture d'informations sur les canalisations souterraines.
Déposée par MM. Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, Mmes Nancy Caslo et Alexandra Colen, n° 1424/1 du 4 novembre 2004.

TRAVAUX PUBLICS

Proposition de loi modifiant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public.
Déposée par MM. Ortwin Depoortere, Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Jaak Van den Broeck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts et Jan Mortelmans, n° 2500/1 du 19 mai 2006.

Commission des Finances et du Budget

BUDGET

1. Proposition de loi portant diverses mesures visant à promouvoir la bonne gestion de l'État.
Déposée par Mme Alexandra Colen, n° 405/1 du 6 novembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur la comptabilité de l'État afin d'instaurer un monitoring de la recherche et développement en Belgique.
Déposée par M. Jean-Marc Nollet, Mmes Marie Nagy, Zoé Genot et Muriel Gerkens, n° 1695/1 du 5 avril 2005.

CHEF D'ÉTAT

Proposition de loi supprimant les dotations allouées à certains membres de la famille royale.
Déposée par MM. Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde et Filip De Man, n° 740/1 du 27 janvier 2004.

CHOMAGE

Proposition de résolution visant à modifier le mécanisme des droits de tirage.
Déposée par M. Charles Picqué et Mme Karine Lalieux, n° 1093/1 du 4 mai 2004.

COMMISSION D'ENQUETE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le dysfonctionnement de la Régie des Bâtiments.
Déposée par M. Walter Muls, n° 2301/1 du 16 février 2006.
2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner l'origine des revenus de S.A.R. le Prince Laurent avant qu'il ne bénéficie d'une dotation.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans, n° 2862/1 du 24 janvier 2007.

COMMUNE

Proposition de loi modifiant certaines dispositions fiscales relatives aux régies communales autonomes et aux régies provinciales autonomes.

Déposée par MM. Geert Versnick, Guido De Padt, Ludo Van Campenhout et Mme Hilde Vautmans, n° 620/1 du 29 décembre 2003.

Avis, n° 620/2 du 17 mai 2005.

COMPTABILITE PUBLIQUE

Proposition de résolution visant à charger la Cour des comptes de procéder à une enquête complémentaire sur les transactions relatives à la Tour des Finances, au domaine «Les Dolimarts» situé à Vresse-Sur-Semois, au nouveau Palais de justice d'Anvers, au Berlaymont, au domaine «Hengelhof» situé à Houthalen et au centre «Zon en Zee» situé à Westende.

Déposée par MM. Hagen Goyvaerts et Koen Bultinck, n° 2387/1 du 30 mars 2006.

CONTROLE ADMINISTRATIF

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments afin de soumettre au contrôle de la Cour des comptes les sociétés dans lesquelles la Régie des Bâtiments détient une participation ou dont elle est cofondatrice.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, n° 1328/1 du 3 septembre 2004.

COUR DES COMPTES BELGE

Proposition de résolution visant à charger la Cour des comptes de procéder à une enquête complémentaire sur le bon emploi des deniers publics lors de l'acquisition et de la gestion du domaine «Les Dolimarts» situé à Vresse-Sur-Semois.

Déposée par M. Carl Devlies, n° 1683/1 du 22 mars 2005.

DIVORCE

1. Proposition de résolution relative à la création d'un fonds des créances alimentaires.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Gérard Gobert (**), et Mme Catherine Doyen-Fonck (**), n° 1067/1 du 29 avril 2004.
Rapporteur: M. Éric Massin
2. Proposition de loi instaurant la déductibilité fiscale partielle des frais afférents au divorce par consentement mutuel.
Déposée par MM. Guy Swennen et Dirk Van der Maelen, n° 1591/1 du 2 février 2005.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances.
Déposée par Mmes Magda De Meyer, Dalila Douifi et Annemie Roppe, n° 2629/1 du 12 juillet 2006.

DROIT PENAL

1. Proposition de loi étendant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, en ce qui concerne les capitaux et biens considérés comme illicites.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, n° 1499/1 du 10 décembre 2004.
Avis, n° 1499/2 du 1 juillet 2005.
Rapporteur: M. Jacques Chabot

2. Proposition de loi modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 1698/1 du 8 avril 2005.

DROIT SUCCESSORAL

Proposition de loi modifiant le Code des droits de succession en vue de résoudre les problèmes temporaires de liquidités auxquels sont confrontés les survivants.
Déposée par Mme Anne-Marie Baeke et M. David Geerts, n° 2272/1 du 9 février 2006.

FAILLITE

Proposition de loi permettant la récupération immédiate de la TVA déjà versée sur les créances non perçues en cas de faillite de l'acheteur et instaurant une exonération fiscale pour les créances des créanciers chirographaires du failli.
Déposée par MM. Staf Neel, Hagen Goyvaerts, Mmes Marleen Govaerts et Frieda Van Themsche, n° 673/1 du 13 janvier 2004.

FONCTION PUBLIQUE

Proposition de loi organique du contrôle du Service public fédéral Finances.
Déposée par MM. Carl Devlies et Hendrik Bogaert, n° 2925/1 du 16 février 2007.
Rapporteur: M. Bart Tommelein

IMPOT

1. Proposition de résolution relative à la mise en oeuvre d'un système structurel d'avances dans le versement des additionnels communaux par l'État fédéral.
Déposée par MM. Richard Fournaux et *Raymond Langendries* (**), n° 539/1 du 3 décembre 2003.
2. Proposition de loi complétant l'article 176(2) du Code des taxes assimilées au timbre en vue d'exonérer de la taxe sur les contrats d'assurance les primes des contrats d'assurance-crédit à l'exportation.
Déposée par MM. *Pierre-Yves Jeholet* (**), François-Xavier de Donnea, Bart Tommelein et Stef Goris, n° 1133/1 du 14 mai 2004.
Reprise par M. Luc Gustin, le 19 octobre 2004 en remplacement de M. *Pierre-Yves Jeholet* (**).
Addendum, n° 1133/2 du 19 octobre 2004.
3. Proposition de loi spéciale modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en vue de supprimer la taxe de circulation pour les remorques dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 750 kilogrammes.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mme Anne-Marie Baeke, MM. Jean-Claude Maene, Éric Massin, Mme Annemie Roppe, n° 2160/1 du 16 décembre 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 2160/2 du 16 février 2006.
Amendement de M. Dirk Van der Maelen, n° 2160/3 du 13 mars 2006.
4. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue de lutter plus efficacement contre la fraude fiscale grave.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mme Anne-Marie Baeke, MM. Jacques Chabot, Thierry Giet, Éric Massin, Alain Mathot et Mme Annemie Roppe, n° 2162/1 du 16 décembre 2005.
Avis, n° 2162/2 du 23 juin 2006.
5. Proposition de résolution demandant à la Cour des Comptes de mener une enquête sur la coopération administrative interétatique dans le domaine de la fiscalité.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mme Annemie Roppe, MM. *Jean-Jacques Viseur* (**), et Jean-Marc Nollet, n° 2256/1 du 6 février 2006.

6. Proposition de loi modifiant la législation relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéficiaires des sociétés.
Déposée par M. Georges Lenssen, n° 2927/1 du 19 février 2007. M. Pierre Lano

IMPOT DIRECT

1. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, afin d'améliorer la situation des créanciers chirographaires en cas de faillite ou de concordat judiciaire.
Déposée par MM. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Richard Fournaux, n° 41/1 du 2 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'article 25, C, de la loi du 10 août 2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques et l'article 289ter du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de permettre une majoration de la quotité exemptée d'impôts pour les enfants qui poursuivent des études dans l'enseignement supérieur ainsi qu'une majoration du crédit d'impôt.
Déposée par M. Joseph Arens, n° 70/1 du 14 juillet 2003.
Avis, n° 70/2/ du 9 mai 2005.
Rapporteur: M. Carl Devlies
3. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de permettre la déductibilité des frais d'études dans l'enseignement supérieur.
Déposée par Mme Joëlle Milquet et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 115/1 du 25 juillet 2003.
4. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de permettre la déduction fiscale des frais liés à l'obtention et au renouvellement d'une licence de pilote professionnel.
Déposée par MM. *Raymond Langendries* (**), Joseph Arens et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 144/1 du 31 juillet 2003.
5. Proposition de loi portant interprétation de l'article 319bis du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de garantir le pouvoir d'investigation des fonctionnaires chargés du recouvrement.
Déposée par MM. Jacques Chabot, *Charles Picqué* (**) et Thierry Giet, n° 167/1 du 12 août 2003.
6. Proposition de loi complétant l'article 52 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de maintenir un accès à la profession.
Déposée par MM. Jacques Chabot et *Claude Eerdeken* (**), n° 168/1 du 12 août 2003.
7. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'améliorer le statut des bénévoles.
Déposée par MM. *Jean-Jacques Viseur* (**), *Raymond Langendries* (**) et Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 181/1 du 27 août 2003.
Errata, n° 181/2 du 5 septembre 2003.
8. Proposition de loi modifiant l'article 132 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de mieux prendre en compte la charge d'enfants.
Déposée par Mme Joëlle Milquet et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 196/1 du 9 septembre 2003.
9. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de mieux prendre en compte la dépendance de nos aînés au niveau fiscal.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 203/1 du 18 septembre 2003.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
10. Proposition de loi insérant un article 470ter dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre le versement régulier du produit des taxes additionnelles aux communes.
Déposée par MM. Paul Tant et Dirk Claes, n° 227/1 du 25 septembre 2003.
11. Proposition de loi remplaçant, dans le Code des impôts sur les revenus 1992, la contribution complémentaire de crise pour les sociétés par une taxe communale additionnelle à l'impôt des sociétés.
Déposée par M. Carl Devlies, n° 274/1 du 10 octobre 2003.
Rapporteur: M. Luk Van Biesen

12. Proposition de loi complétant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de l'exonération fiscale de la prime d'équipe.
Déposée par MM. Luc Sevenhans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs et Mme Marleen Govaerts, n° 278/1 du 14 octobre 2003.
13. Proposition de loi modifiant l'article 133 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de mieux prendre en compte la situation des familles monoparentales.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Mme Joëlle Milquet, n° 280/1 du 14 octobre 2003.
14. Proposition de loi modifiant l'article 49 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre aux chômeurs de déduire les frais exposés dans la recherche d'un emploi.
Déposée par M. Jacques Chabot, n° 300/1 du 16 octobre 2003.
Avis, n° 300/2 du 26 juillet 2005.
Rapporteur: Mme Marie-Christine Marghem
15. Proposition de loi accordant des intérêts moratoires aux contribuables qui obtiennent tardivement le remboursement du précompte indûment payé.
Déposée par M. Yves Leterme, n° 306/1 du 20 octobre 2003.
16. Proposition de loi modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de rendre automatiques les réductions au précompte immobilier.
Déposée par M. Jacques Chabot, n° 332/1 du 23 octobre 2003.
Avis du Conseil d'État, n° 332/2 du 5 janvier 2004.
17. Proposition de loi visant à modifier l'article 170 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea, *Pierre-Yves Jeholet* (**) et Mme Marie-Christine Marghem en remplacement de M. *Pierre-Yves Jeholet* (**), n° 384/1 du 31 octobre 2003.
Farde, n° 384/2 du 19 octobre 2004.
Amendement du gouvernement, n° 384/3 du 1^{er} février 2005.
Avis, n° 384/4 du 30 mai 2005.
Rapporteur: M. Luc Gustin
18. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre aux indépendants, agriculteurs, titulaires de professions libérales et dirigeants d'entreprise le bénéfice d'une taxation distincte des arriérés d'indemnités compensatoires d'une perte temporaire de revenus dont ils bénéficient.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, François-Xavier de Donnea, *Pierre-Yves Jeholet* (**) et Mme Marie-Christine Marghem, n° 421/1 du 10 novembre 2003.
Reprise par M. Luc Gustin, le 19 octobre 2004 en remplacement de M. *Pierre-Yves Jeholet* (**).
Farde, n° 421/2 du 19 octobre 2004.
Amendement du gouvernement, n° 421/3 du 9 mars 2005.
Avis, n° 421/4 du 3 juin 2005.
Rapporteur: M. Luk Van Biesen
19. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de le mettre en concordance en matière de fusions internationales avec la directive 90/434/CEE du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea, M. *Pierre-Yves Jeholet* (**), n° 439/1 du 18 novembre 2003.
Reprise par M. Luc Gustin, le 19 octobre 2004 en remplacement de M. *Pierre-Yves Jeholet* (**).
Farde, n° 439/2 du 19 octobre 2004.
20. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer une prise en charge partielle des frais de garde d'enfants malades.
Déposée par Mme Colette Burgeon et MM. André Frédéric et Yvan Mayeur, n° 537/1 du 3 décembre 2003.
21. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'instaurer un droit de consultation du dossier fiscal dans le cadre de la procédure de réclamation.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 543/1 du 4 décembre 2003.

22. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'introduire le mécanisme de la «Tante Agathe».
Déposée par M. Richard Fournaux, n° 570/1 du 9 décembre 2003.
23. Proposition de loi modifiant l'article 115 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. Georges Lenssen, Stef Goris, Bart Tommelein et Hendrik Daems, n° 593/1 du 16 décembre 2003.
Rapporteur: M. Éric Massin
24. Proposition de loi modifiant le code des impôts sur les revenus 1992 en vue de réduire les charges fiscales grevant les immeubles.
Déposée par MM. Georges Lenssen, Hendrik Daems, Bart Tommelein et Stef Goris, n° 594/1 du 16 décembre 2003.
Avis, n° 594/2 du 28 avril 2006.
Rapporteur: M. Eric Massin
25. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'octroyer un avantage fiscal aux étudiants et aux parents d'étudiants.
Déposée par MM. Georges Lenssen, Hendrik Daems, Bart Tommelein et Stef Goris, n° 618/1 du 29 décembre 2003.
Avis, n° 618/2 du 2 mai 2005.
Rapporteur: M. Carl Devlies
26. Proposition de loi modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. Hendrik Daems, Bart Tommelein et Stef Goris, n° 619/1 du 29 décembre 2003.
27. Proposition de loi compensant la perte de revenus subie par les travailleurs frontaliers belges par suite de l'abrogation de la convention du 19 octobre 1970 visant à éviter les doubles impositions.
Déposée par MM. Jo Vandeurzen et Servais Verherstraeten, n° 622/1 du 29 décembre 2003.
28. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer la déductibilité des frais d'abonnement scolaire de transport en commun des enfants à charge du contribuable.
Déposée par M. Jacques Chabot, Mme Colette Burgeon, M. Alain Mathot et Mme Annick Saudoyer, n° 691/1 du 14 janvier 2004.
29. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de prévoir une réduction d'impôt pour les primes versées dans le cadre de contrats d'assurances couvrant les frais de funérailles.
Déposée par MM. Jacques Chabot, Alain Mathot et Éric Massin, n° 692/1 du 14 janvier 2004.
30. Proposition de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre, l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et services selon ces taux et le Code des impôts sur les revenus 1992, afin de réduire le coût de la formation à la conduite de véhicules à moteurs.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 709/1 du 19 janvier 2004.
31. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité fiscale des cotisations payées en vue de permettre à des jeunes de pratiquer un sport.
Déposée par Mme Hilde Dierickx, MM. Bart Tommelein et *Karel Pinxten* (**), n° 759/1 du 30 janvier 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 759/2 du 17 mars 2004.
Amendements de Mme Hilde Dierickx et M. Bart Tommelein, n° 759/3 du 13 avril 2005.
Avis, n° 759/4 du 27 août 2005.
Rapporteur: M. Luc Gustin
32. Proposition de loi complétant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la mise à disposition d'une bicyclette.
Déposée par M. *Daan Schalck* (**) et Mme Anne-Marie Baeke, n° 782/1 du 5 février 2004.

33. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de stimuler le recours aux chèques sport et culture.
Déposée par MM. Alain Courtois et *M. Pierre-Yves Jeholet (**)*, n° 787/1 du 5 février 2004. Reprise par M. François-Xavier de Donnea, le 18 novembre 2004 en remplacement de *M. Pierre-Yves Jeholet (**)*.
Avis du Conseil d'État, n° 787/2 du 17 mars 2004.
Farde, n° 787/3 du 18 novembre 2004.
Avis, n° 787/4 du 18 août 2005.
Rapporteur: M. Luc Gustin
34. Proposition de résolution visant à augmenter la quotité du revenu exemptée d'impôt en cas de garde à domicile de membres de la famille atteints d'une maladie chronique grave.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Staf Neel et Mme Alexandra Colen, n° 833/1 du 20 février 2004.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
35. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exonérer les indemnités allouées aux conseillers provinciaux, communaux, de CPAS et de police.
Déposée par M. Joseph Arens, n° 857/1 du 2 mars 2004.
36. Proposition de loi modifiant le code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par Mme Karine Lalieux et M. Thierry Giet, n° 886/1 du 9 mars 2004.
37. Proposition de loi modifiant l'article 34 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les rentes et les pensions d'origine étrangère.
Déposée par MM. Joseph Arens, *Jean-Jacques Viseur (**)* et Mme *Catherine Doyen-Fonck (**)*, n° 922/1 du 17 mars 2004.
38. Proposition de loi supprimant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 l'obligation, pour les investissements tendant à la sécurisation, d'être recommandés et approuvés par le conseiller en technoprévention.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts et Staf Neel, n° 949/1 du 24 mars 2004.
39. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus afin d'humaniser le recouvrement fiscal à l'égard des conjoints.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck (**)* et M. *Jean-Jacques Viseur (**)*, n° 955/1 du 24 mars 2004.
40. Proposition de résolution relative à l'instauration d'une déductibilité fiscale des frais financés au moyen de fonds propres par des contribuables personnes physiques en vue de réaliser des travaux à des habitations privées.
Déposée par M. Miguel Chevalier et Mme Annemie Turtelboom, n° 967/1 du 29 mars 2004.
Avis, n° 967/2 du 28 avril 2006.
Rapporteur: M. Bart Tommelein
41. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer une réduction d'impôt pour l'installation de systèmes de sécurité dans les habitations privées.
Déposée par MM. Dirk Claes et Carl Devlies, n° 973/1 du 29 mars 2004.
Avis, n° 973/2 du 26 juillet 2005.
Rapporteur: M. Hendrik Bogaert
42. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'octroyer une plus grande déduction des intérêts d'emprunts hypothécaires relatifs à une habitation située dans une zone d'action positive des grandes villes.
Déposée par M. *Charles Picqué (**)*, Mme Karine Lalieux, MM. Jacques Chabot, Éric Massin et Alain Mathot, n° 986/1 du 1^{er} avril 2004.
Reprise par M. Yvan Mayeur, le 20 mars 2006 en remplacement de M. *Charles Picqué (**)*.
Addendum, n° 986/2 du 20 mars 2006.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe

43. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'octroyer une plus grande réduction d'impôt pour le remboursement d'emprunts hypothécaires contractés dans le but d'acquérir ou de construire une habitation dans une zone défavorisée.
Déposée par M. *Charles Picqué* (**), Mme Karine Lalieux, MM. Jacques Chabot, Éric Massin et Alain Mathot, n° 987/1 du 1 avril 2004.
Reprise par M. Yvan Mayeur, le 20 mars 2006 en remplacement de M. *Charles Picqué* (**).
Addendum, n° 987/2 du 20 mars 2006.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
44. Proposition de loi insérant un article 117 dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déductibilité des cotisations payées aux clubs sportifs.
Déposée par MM. *Raymond Langendries* (**), *Louis Smal* (**) et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1003/1 du 2 avril 2004.
45. Proposition de loi étendant la déductibilité des dépenses pour garde d'enfant.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom et M. Miguel Chevalier n° 1015/1 du 9 avril 2004.
46. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déduction des frais afférents aux immeubles d'habitations.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 1023/1 du 19 avril 2004.
Avis, n° 1023/2 du 5 mai 2006.
Rapporteur: M. Luc Gustin
47. Proposition de loi réinstaurant la prise en considération, à titre de frais professionnels, des impôts, taxes et rétributions régionaux dans le Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. Carl Devlies, n° 1047/1 du 23 avril 2004.
Avis, n° 1047/2 du 27 août 2005.
48. Proposition de loi modifiant le Code des Impôts sur les revenus 1992 en vue de prendre en compte les frais liés à la recherche d'un emploi.
Déposée par Mmes Joëlle Milquet et *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 1048/1 du 26 avril 2004.
Reprise par M. Benoît Drèze, le 11 avril 2005 en remplacement de Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**).
Farde, n° 1048/2 du 11 avril 2005.
49. Proposition de résolution relative à l'attribution d'une exonération fiscale aux entreprises privées pour l'octroi de bourses aux étudiants qui suivent une formation continuée à l'étranger et relative à la conclusion d'accords culturels bilatéraux par les communautés.
Déposée par M. Miguel Chevalier et Mme Annemie Turtelboom, n° 1057/1 du 28 avril 2004.
50. Proposition de loi modifiant l'article 215, alinéa 3, 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par Mme Karine Lalieux, MM. Alain Mathot et *Maurice Dehu* (**), n° 1059/1 du 28 avril 2004.
Avis, n° 1059/2 du 26 juillet 2005.
51. Proposition de loi modifiant l'article 69 du Code des impôts sur les revenus de 1992.
Déposée par M. *Gérard Gobert* (**) et Mme Muriel Gerkens, n° 1060/1 du 28 avril 2004
Reprise par M. Jean-Marc Nollet, le 19 juillet 2006 en remplacement de M. *Gérard Gobert* (**).
Avis, n° 1060/2 du 27 janvier 2006.
Farde, n° 1060/3 du 19 juillet 2006.
52. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les revenus immobiliers des biens confiés en gestion ou en location à une institution publique, les articles 7 et 49,4 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. *Charles Picqué* (**), *Claude Eerdekens* (**), Bruno Van Grootenbrulle et Mme Karine Lalieux, n° 1092/1 du 4 mai 2004.
Reprise par M. Yvan Mayeur, le 20 mars 2006. en remplacement de M. *Charles Picqué* (**).
Addendum, n° 1092/2 du 20 mars 2006.
Avis, n° 1092/3 du 28 avril 2006.
Rapporteur: M. Luk Van Biesen

53. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'introduction d'une réclamation.
Déposée par M. Guido De Padt, n° 1110/1 du 7 mai 2004.
54. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir la participation aux élections fédérales, régionales, communautaires, provinciales et communales.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1124/1 du 11 mai 2004.
55. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de consacrer fiscalement le soutien aux PME.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 1125/1 du 12 mai 2004.
56. Proposition de loi visant à reconnaître les objections de conscience à l'égard de l'affectation d'une partie de l'impôt à des fins militaires et créant un Fonds fiscal pour la paix.
Déposée par Mmes Muriel Gerkens, Marie Nagy, Zoé Genot et M. *Gérard Gobert* (**).
Repris par M. Jean-Marc Nolle, le 19 juillet 2006 en remplacement de M. *G. Gobert* (**), n° 1127/1 du 12 mai 2004.
Farde, n° 1127/2 du 19 juillet 2006.
57. Proposition de loi instaurant des chèques sport et culture.
Déposée par Mme Annelies Storms et M. Hans Bonte, n° 1131/1 du 14 mai 2004.
58. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déductibilité des frais liés à l'adoption.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 1155/1 du 24 mai 2004.
59. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre la déductibilité des dépenses afférentes à la garde d'enfants et de permettre la déductibilité de certains frais de scolarité.
Déposée par MM. Carl Devlies, Jo Vandeurzen et Mme *Inge Vervotte* (**), n° 1156/1 du 24 mai 2004.
60. Proposition de loi modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'éliminer le piège fiscal à l'emploi pour les chômeurs qui suivent une formation.
Déposée par Mmes Greet Van Gool, Anne-Marie Baeke, Annelies Storms, Colette Burgeon, Camille Dieu et Alisson De Clercq, MM. Dirk Van der Maelen, Georges Lenssen et Dirk Claes, n° 1158/1 du 25 mai 2004.
61. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'établir une imposition distincte sur certains revenus professionnels d'artistes.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 1163/1 du 27 mai 2004.
62. Proposition de résolution visant à défédéraliser l'impôt des sociétés.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bart Laeremans et Bert Schoofs, n° 1167/1 du 27 mai 2004.
63. Proposition de résolution relative à la mise en oeuvre d'une politique de recouvrement plus humaine à l'égard des conjoints séparés de fait en matière d'impôts directs.
Déposée par Mmes Magda De Meyer, Anne-Marie Baeke et M. Dirk Van der Maelen, n° 1168/1 du 28 mai 2004.
64. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les avantages de toute nature.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, n° 1172/1 du 28 mai 2004.
Avis, n° 1172/2 du 24 juin 2005.
Rapporteur: M. Bart Tommelein
65. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'inverser l'ordre d'imputation des paiements afin de lutter contre le surendettement.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 1174/1 du 2 juin 2004.

66. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre l'application du précompte professionnel.
Déposée par M. *Gérard Gobert* (**) et Mmes Marie Nagy, Muriel Gerkens et Zoé Genot, n° 1176/1 du 2 juin 2004.
Reprise par M. Jean-Marc Nollet, le 19 juillet 2006 en remplacement de M. *G. Gobert* (**).
Farde, n° 1176/2 du 19 juillet 2006.
67. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en vue d'introduire une déclaration de régularité fiscale.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Muriel Gerkens, Zoé Genot et M. *Gérard Gobert* (**), n° 1177/1 du 2 juin 2004.
Reprise par M. Jean-Marc Nollet le 19 juillet 2006 en remplacement de M. *Gérard Gobert* (**).
Farde, n° 1177/2 du 19 juillet 2006.
68. Proposition de loi visant à instaurer des avantages fiscaux pour des placements favorisant le développement durable.
Déposée par Mme Muriel Gerkens et M. *Gérard Gobert* (**), n° 1208/1 du 15 juin 2004.
Reprise par M. Jean-Marc Nollet le 19 juillet 2006 en remplacement de M. *Gérard Gobert* (**).
Farde, n° 1208/2 du 19 juillet 2006.
69. Proposition de loi modifiant l'article 394 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par Mme Magda De Meyer, M. Dirk Van der Maelen et Mme Anne-Marie Baeke, n° 1226/1 du 21 juin 2004.
70. Proposition de loi modifiant la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions fiscales et diverses en vue de soutenir la coopération au développement.
Déposée par Mme Greta D'hondt et M. Roel Deseyn, n° 1255/1 du 29 juin 2004.
71. Proposition de loi modifiant l'article 171 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les pensions de retraite complémentaires obligatoires françaises.
Déposée par Mmes Annick Saudoyer et Colette Burgeon, M. André Perpète, Mme Camille Dieu, MM. Jean-Marc Delizée et Bruno Van Grootenbrulle, n° 1279/1 du 12 juillet 2004.
72. Proposition de loi modifiant les articles 465 à 468 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre aux communes d'établir des centimes additionnels à l'impôt des sociétés.
Déposée par MM. Dirk Van der Maelen et *Patrick Lansens* (**), n° 1301/1 du 22 juillet 2004.
73. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'introduire le mécanisme de la «Tante Agathe» au profit d'entrepreneurs débutants.
Déposée par MM. Melchior Wathelet, *Jean-Jacques Viseur* (**), Benoît Drèze et Joseph Arens, n° 1311/1 du 4 août 2004.
74. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exonérer de l'impôt sur les bénéfices la partie effectivement investie de la réserve d'investissement.
Déposée par Mme Marleen Govaerts et M. Hagen Goyvaerts, n° 1318/1 du 26 août 2004.
75. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'exonération des allocations des pompiers volontaires des services publics d'incendie et des agents volontaires de la Protection civile.
Déposée par Mmes Greet Van Gool et Anne-Marie Baeke, n° 1394/1 du 19 octobre 2004.
76. Proposition de loi modifiant l'article 180 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exonérer inconditionnellement le «Port autonome du Centre et de l'Ouest S.C.R.L.» de l'impôt des sociétés.
Déposée par Mmes Colette Burgeon et Anne-Marie Baeke, M. Pieter De Crem, Mme Marie-Christine Marghem, MM. Éric Massin, Alain Mathot, Jean-Marc Nollet, Bart Tommelein, *Jean-Jacques Viseur* (**)
et Jacques Chabot, n° 1408/1 du 26 octobre 2004.

77. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 22 décembre 2003 en ce qui concerne la dispense partielle du précompte professionnel en cas de travail de nuit ou en équipe.
Déposée par Mme Greta D'hondt, n° 1411/1 du 27 octobre 2004.
78. Proposition de loi modifiant l'article 66*bis* du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déductibilité des équipements en matière de sécurité liés à l'utilisation d'une motocyclette pour les déplacements professionnels.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 1417/1 du 27 octobre 2004.
79. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer l'épargne-logement.
Déposée par Mme Anne-Marie Baeke et M. Dirk Van der Maelen n° 1420/1 du 29 octobre 2004.
Avis, n° 1420/2 du 30 mai 2006.
Rapporteurs: M. Éric Massin et Mme Annemie Roppe
80. Proposition de loi modifiant l'article 319 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'aligner les pouvoirs d'investigation en matière d'impôts sur les revenus sur ceux dévolus en matière de TVA.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1423/1 du 4 novembre 2004.
81. Proposition de loi insérant un article 377bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de conférer au directeur régional la possibilité de demander consignation.
Déposée par MM. Éric Massin, Alain Mathot et Jacques Chabot, n° 1432/1 du 16 novembre 2004.
82. Proposition de loi modifiant l'article 215 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. Georges Lenssen, *Karel Pinxten* (**), et Pierre Lano, n° 1481/1 du 3 décembre 2004.
83. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les mesures de faveur fiscales destinées aux zones d'action positive des grandes villes.
Déposée par MM. Alfons Borginon, Guido De Padt, Ludo Van Campenhout et Miguel Chevalier et Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 1575/1 du 28 janvier 2005.
Avis, n° 1575/2 du 5 mai 2006.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
84. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de supprimer les discriminations fiscales à l'égard des personnes mariées.
Déposée par Mmes Alexandra Colen, Marleen Govaerts, Frieda Van Themsche et Nancy Caslo, MM. Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Bart Laeremans et Francis Van den Eynde, n° 1641/1 du 2 mars 2005.
85. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, afin d'étendre la compensation fiscale aux parents d'enfants de moins de 12 ans qui assurent eux-mêmes la garde de leurs enfants.
Déposée par Mmes Marleen Govaerts et Alexandra Colen et M. Hagen Goyvaerts, n° 1660/1 du 11 mars 2005.
86. Proposition de loi relative aux appels à la générosité de la population et modifiant les articles 104 et 110 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. *Jean-Jacques Viseur* (**), Tony Van Parys et Mme Marie Nagy, n° 1664/1 du 11 mars 2005.
87. Proposition de loi reconnaissant les objections de conscience à l'égard de l'affectation d'une partie de l'impôt à des fins militaires et créant un Fonds fiscal pour la paix.
Déposée par Mme Annemie Roppe, MM. Stijn Bex, Geert Lambert et Walter Muls, Mme Annelies Storms et M. Koen T'Sijen, n° 1671/1 du 16 mars 2005.
88. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la définition de la notion de «handicapé».
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Luc Goutry et Carl Devlies, n° 1689/1 du 29 mars 2005.

89. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de stimuler l'utilisation des ordinateurs et des services Internet.
Déposée par M. Bart Tommelein, n° 1690/1 du 29 mars 2005.
Avis, n° 1690/2 du 30 mai 2006.
Rapporteur: M. Luk Van Biesen
90. Proposition de loi de promotion de la rénovation d'immeubles dans les grandes villes.
Déposée par Mmes Nahima Lanjri et Simonne Creyf et M. Tony Van Parys, n° 1730/1 du 22 avril 2005.
Farde, n° 1730/2 du 29 avril 2005.
91. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'étendre les avantages fiscaux liés aux libéralités en faveur de la recherche.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea, Daniel Bacquelaine et Hervé Hasquin, n° 1761/1 du 3 mai 2005.
92. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de déduction des frais de garde pour les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de douze ans.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde, Hagen Goyvaerts et Jan Mortelmans, n° 1789/1 du 18 mai 2005.
93. Proposition de loi adaptant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'indexation des frais forfaitaires de transport entre le domicile et le lieu de travail.
Déposée par MM. Carl Devlies, Mark Verhaegen, Hendrik Bogaert, Bart Tommelein, Luk Van Biesen et Melchior Wathelet, n° 1796/1 du 20 mai 2005.
94. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière d'accueil extrascolaire des enfants.
Déposée par Mme Katrien Schryvers, MM. Hendrik Bogaert et Servais Verherstraeten, Mmes Greta D'hondt et Nahima Lanjri, MM. Tony Van Parys, Carl Devlies et Jef Van den Bergh, n° 1798/1 du 20 mai 2005.
95. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de réduction d'impôt pour les travaux de rénovation effectués dans des habitations privées.
Déposée par M. Miguel Chevalier, Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans et M. Luk Van Biesen, n° 1851/1 du 10 juin 2005.
Avis, n° 1851/2 du 28 avril 2006.
Rapporteur: M. Bart Tommelein
96. Proposition de loi insérant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 un bonus de durabilité pour les couples mariés et les cohabitants.
Déposée par M. Guy Swennen, n° 1909/1 du 4 juillet 2005.
97. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le traitement fiscal des libéralités.
Déposée par Mme *Inga Verhaert* (**), n° 2041/1 du 24 octobre 2005.
Reprise par Mme M. De Coninck, MM Dirk Van der Maelen et David Geerts, le 16 janvier 2007 en remplacement de *Mme Inga Verhaert* (**).
Farde, n° 2041/2 du 16 janvier 2007.
98. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de créer un statut fiscal pour les juges consulaires et sociaux.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 2103/1 du 24 novembre 2005.
99. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le traitement fiscal de la double résidence.
Déposée par Mme Martine Taelman, MM. Bart Tommelein et Luk Van Biesen, n° 2134/1 du 2 décembre 2005.
100. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de majorer la réduction pour les dépenses faites en vue d'acquérir un véhicule à faible consommation qui émet entre 105 et 115 grammes de CO² par kilomètre.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 2141/1 du 5 décembre 2005.

101. Proposition de loi relative à l'imputation sur l'impôt des personnes physiques d'un crédit d'impôt de 20 euros lors de l'introduction d'une déclaration électronique.
Déposée par MM. Bart Tommelein, Daniel Bacquelaine, Luc Gustin, Éric Massin et Mme Annemie Roppe n° 2142/1 du 6 décembre 2005.
Avis, n° 2142/2 du 28 avril 2006.
Rapporteur: M. Luk Van Biesen
102. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le délai de dépôt de la déclaration d'impôts.
Déposée par Mme Hilde Vautmans, MM. Bart Tommelein et Luk Van Biesen, n° 2148/1 du 8 décembre 2005.
103. Proposition de loi répartissant le produit de la déclaration libératoire unique en vue d'accorder une compensation au contribuable honnête.
Déposée par M. Pieter De Crem, n° 2178/1 du 21 décembre 2005.
104. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et organisant une fiscalité forfaitaire des droits d'auteur et des droits voisins.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2216/1 du 19 janvier 2006.
105. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de combattre la pollution par les particules fines.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 2287/1 du 14 février 2006.
106. Proposition de loi instaurant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 un système de carry back pour le secteur agricole et horticole.
Déposée par Mme Nathalie Muylle, MM. Carl Devlies, Hendrik Bogaert, Mark Verhaegen et Jef Van den Bergh, n° 2319/1 du 28 février 2006.
107. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les commissions secrètes.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mmes Anne-Marie Baeke et Annemie Roppe, n° 2329/1 du 10 mars 2006.
108. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de supprimer le prélèvement opéré par l'État sur les recettes additionnelles à l'impôt des personnes physiques.
Déposée par MM. Mark Verhaegen, Paul Tant, Dirk Claes, Hendrik Bogaert, Pieter De Crem, Roel Deseyn, Carl Devlies et Theo Kelchtermans, Mmes Nathalie Muylle et Katrien Schryvers, n° 2363/1 du 23 mars 2006.
109. Proposition de loi accélérant le traitement des déclarations fiscales électroniques.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mme Anne-Marie Baeke, M. Éric Massin et Mme Annemie Roppe, n° 2379/1 du 29 mars 2006.
110. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer une réduction d'impôt pour les bénéficiaires des services d'aide aux familles et aux personnes âgées.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2381/1 du 29 mars 2006.
111. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déduction pour garde d'enfant.
Déposée par Mme Katrien Schryvers, MM. Hendrik Bogaert et Carl Devlies, Mmes Nahima Lanjri et Nathalie Muylle, n° 2403/1 du 17 mai 2006.
112. Proposition de loi modifiant l'article 342 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2422/1 du 20 avril 2006.
Amendement de M. Philippe Monfils, n° 2422/2 du 1^{er} septembre 2006.
113. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les assurances-épargne-pension.
Déposée par Mme Anne-Marie Baeke, M. Dirk Van der Maelen, Mmes Annemie Roppe et Greet Van Gool, MM. Luk Van Biesen et François-Xavier de Donnea, n° 2442/1 du 26 avril 2006.

114. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le capital pension des dirigeants d'entreprise.
Déposée par Mme Annemie Roppe, MM. Carl Devlies et Luk Van Biesen, n° 2528/1 du 2 juin 2006.
115. Proposition de loi complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'ajouter les polders et wateringues aux personnes morales de droit public assujetties à l'impôt des personnes morales.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 2587/1 du 29 juin 2006.
116. Proposition de loi réformant le traitement fiscal des constructions basées sur l'usufruit.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen et Mme Anne-Marie Baeke, n° 2588/1 du 29 juin 2006.
Amendements de M. Dirk Van der Maelen, n° 2588/2 du 22 janvier 2007.
117. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de limiter à une durée de 30 ans la déductibilité fiscale d'un emprunt hypothécaire.
Déposée par MM. Stijn Bex et Koen T'Sijen, n° 2598/1 du 5 juillet 2006.
118. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par Mmes Greet Van Gool, Anne-Marie Baeke, Magda De Meyer, Annelies Storms, MM. Koen T'Sijen et Dirk Van der Maelen, n° 2617/1 du 10 juillet 2006.
119. Proposition de loi modifiant l'article 113 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité des frais de garde d'enfants atteints d'un handicap.
Déposée par Mme Marie-Christine Marghem et M. Daniel Bacquelaine, n° 2731/1 du 7 novembre 2006.
120. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de supprimer, lors du calcul de la réduction d'impôt pour personnes à charge, la discrimination entre les travailleurs frontaliers mariés ou cohabitants légaux et les travailleurs frontaliers cohabitants de fait.
Déposée par Mme Marleen Govaerts, n° 2786/1 du 1 décembre 2006.
121. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imputation de la déduction fiscale de l'emprunt hypothécaire de l'habitation unique.
Déposée par M. Luk Van Biesen, Mme Anne-Marie Baeke, MM. François-Xavier de Donnea et Carl Devlies, Mme Annemie Roppe, MM. Bart Tommelein et Melchior Wathelet, n° 2827/1 du 21 décembre 2006.
122. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'introduire un régime de taxation distinct pour les droits d'auteur et les droits voisins.
Déposée par Mmes Valérie Déom et Anne-Marie Baeke, M. Alain Mathot et Mme Karine Lalieux, n° 2898/1 du 7 février 2007.
123. Proposition de loi complétant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de promouvoir les maisons passives par le biais d'un prêt hypothécaire vert.
Déposée par Mmes Anne-Marie Baeke, Annemie Roppe, MM. Dirk Van der Maelen, Luk Van Biesen, Jacques Chabot et Mme Marie-Christine Marghem, n° 2941/1 du 27 février 2007.
124. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déduction de frais professionnels afférents aux déplacements entre le domicile et le lieu de travail.
Déposée par M. Bart Tommelein, Mme Hilde Vautmans et M. Luk Van Biesen, n° 3036/1 du 28 mars 2007.
125. Proposition de loi insérant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 des dispositions prévoyant l'immunisation, au titre de revenus exonérés, des investissements réalisés dans l'industrie de la mode.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Annemie Roppe, MM. Koen T'Sijen et Luk Van Biesen, n° 3042/1 du 29 mars 2007.

IMPOT INDIRECT

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les immeubles affectés à l'enseignement, l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 59/1 du 9 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 74/1 du 14 juillet 2003.
3. Proposition de résolution concernant la baisse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les deux roues motorisés et les équipements de sécurité de leurs conducteurs.
Déposée par MM. Olivier Chastel, François Bellot et Valérie De Bue, n° 141/1 du 31 juillet 2003.
Farde, n° 141/2 du 8 mars 2004.
Farde, n° 141/3 du 11 mai 2005.
4. Proposition de résolution relative à la mise en oeuvre de mesures structurelles visant à assurer la croissance et le développement du secteur Horeca.
Déposée par MM. Richard Fournaux et *Raymond Langendries* (**), n° 143/1 du 31 juillet 2003.
Rapporteur: Mme Anne-Marie Baeke
5. Proposition de loi modifiant le tableau A annexé à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et services selon ces taux.
Déposée par MM. Claude Eerdeken, André Frédéric et Mme Karine Lalieux, n° 145/1 du 31 juillet 2003.
Rapporteur: M. Éric Massin
6. Proposition de loi modifiant le tableau A, XXX, et l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde, Guy D'haeseleer, Jan Mortelmans, Luc Sevenhans et Mme Marleen Govaerts, n° 151/1 du 4 août 2003.
Rapporteur: Mme Anne-Marie Baeke
7. Proposition de loi modifiant le tableau A annexé à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et services selon ces taux.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 161/1 du 7 août 2003.
8. Proposition de loi étendant le taux de TVA réduit en vigueur pour l'horticulture à la livraison de plantes et de fleurs pour l'aménagement de jardins.
Déposée par MM. Paul Tant et Hendrik Bogaert, n° 204/1 du 18 septembre 2003.
Amendement de M. Paul Tant, n° 204/2 du 17 mars 2005.
Avis, n° 204/3 du 22 avril 2005.
Rapporteur: M. Hendrik Bogaert
9. Proposition de résolution visant à étendre le taux de TVA réduit de 6% à la fourniture domestique de gaz et d'électricité pour tous les ménages à bas ou moyens revenus.
Déposée par MM. Yvan Mayeur et Éric Massin, n° 247/1 du 2 octobre 2003.
Avis, n° 247/2 du 27 juillet 2005.
Rapporteur: M. Jacques Chabot
10. Proposition de loi visant à prévoir, dans l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, l'application du taux de 6 % aux aliments et boissons destinés à la consommation humaine dans les hôtels, restaurants ou cafés.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 368/1 du 30 octobre 2003.
Rapporteur: Mme Anne-Marie Baeke

11. Proposition de résolution relative à la prorogation de l'application du taux réduit de TVA pour les services à forte intensité de main-d'oeuvre, en particulier pour les travaux de rénovation des habitations de plus de cinq ans.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer et Mme Frieda Van Themsche, n° 404/1 du 6 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Marleen Govaerts
12. Proposition de résolution concernant la baisse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les équipements de sécurité des motocyclistes et sur les pneus de motocyclette.
Déposée par M. Miguel Chevalier et Mme Hilde Vautmans, n° 414/ 1 du 7 novembre 2003.
13. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par MM. Hendrik Daems, Bart Tommelein et Stef Goris, n° 415/1 du 7 novembre 2003.
Avis, n° 415/2 du 13 avril 2006.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
14. Proposition de loi réduisant structurellement les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable au logement social et à la construction et la livraison de logements privés modestes.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Jan Mortelmans, Guy D'haeseleer et Hagen Goyvaerts, Mmes Marleen Govaerts et Frieda Van Themsche, n° 475/1 du 24 novembre 2003.
Avis, n° 475/2 du 5 mai 2006.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
15. Proposition de loi instaurant un taux réduit de TVA pour les moyens audiovisuels dans l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts et Guy D'haeseleer, n° 493/1 du 26 novembre 2003.
16. Proposition de loi modifiant le tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par Mme Trees Pieters, n° 500/1 du 27 novembre 2003.
Avis, n° 500/2 du 23 juin 2006.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
17. Proposition de résolution relative à l'instauration d'un taux réduit de TVA pour les services de restauration.
Déposée par Mme Trees Pieters , MM. Hendrik Bogaert, Dirk Claes, Carl Devlies et Jo Vandeurzen, n° 529/1 du 3 décembre 2003.
Rapporteur: Mme Anne-Marie Baeke
18. Proposition de loi modifiant l'article 44 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposée par MM. Georges Lenssen, Stef Goris, Hendrik Daems et Bart Tommelein, n° 617/1 du 29 décembre 2003.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
19. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne l'acquisition de voitures automobiles par des personnes pouvant prétendre à une carte spéciale de parking pour handicapés.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts et Guy D'haeseleer, n° 627/1 du 29 décembre 2003.
20. Proposition de résolution relative au taux de TVA applicable sur les CD audio et les films vidéo.
Déposée par M. André Frédéric, n° 775/1 du 4 février 2004.
21. Proposition de loi modifiant l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et services selon ces taux en vue de diminuer le taux de la taxe en ce qui concerne le permis de conduire.
Déposée par Mme Annick Saudoyer, n° 796/1 du 9 février 2004.

22. Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de diminuer le coût de la procédure en exemptant des taxes indirectes les demandes en justice d'une valeur n'excédant pas cinq mille euros.
Déposée par M. Alain Courtois, n° 907/1 du 12 mars 2004.
23. Proposition de loi visant à l'application d'un taux de TVA réduit de 6% pour la livraison, construction, rénovation et transformation de logements sociaux fournis dans le cadre de la politique sociale.
Déposée par M. *Charles Picqué* (**) et Mme Karine Lalieux, n° 1091/1 du 4 mai 2004.
Reprise par M. Yvan Mayeur en remplacement de M. *Charles Picqué* (**), le 20 mars 2006.
Addendum, n° 1091/2 du 20 mars 2006.
Avis, n° 1091/3 du 5 mai 2006.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
24. Proposition de loi supprimant le droit de timbre sur certains extraits et certificats.
Déposée par M. Guido De Padt et Mme Dominique Tilmans, n° 1227/1 du 21 juin 2004.
25. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue de lutter contre l'organisation d'insolvabilité dans le cadre de cessions frauduleuses d'un ensemble de biens.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1421/1 du 29 octobre 2004.
Avis, n° 1421/2 du 23 juin 2006.
26. Proposition de résolution relative à l'instauration de mesures fiscales en vue de promouvoir l'usage de la bicyclette.
Déposée par MM. Hagen Goyvaerts et Jan Mortelmans, n° 1457/1 du 23 novembre 2004.
27. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en vue de soutenir la création de logements sociaux.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Muriel Gerkens, Zoé Genot et M. Jean-Marc Nollet, n° 1475/1 du 1^{er} décembre 2004.
Avis, n° 1475/2 du 19 janvier 2006.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
28. Proposition de loi visant à réduire le taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les plantations fournies par les jardiniers paysagistes.
Déposée par M. Miguel Chevalier, Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans, n° 1558/1 du 14 janvier 2005.
Avis, n° 1558/2 du 22 avril 2005.
Rapporteur: M. Hendrik Bogaert
29. Proposition de résolution relative à la procédure de mise à disposition, par les autorités belges, de recettes de TVA en faveur de l'organisateur ou des organisateurs d'une action humanitaire (inter)nationale à la suite de catastrophes nationales ou internationales.
Déposée par Mme *Inga Verhaert* (**), M. Dirk Van der Maelen, Mmes Karine Lalieux, Nathalie Muylle, Annemie Roppe et Hilde Vautmans, n° 1773/1 du 9 mai 2005.
Reprise par Mme M. De Coninck et M. David Geerts, le 16 janvier 2007 en remplacement de Mme *Inga Verhaert* (**).
Farde, n° 1773/2 du 16 janvier 2007.
30. Proposition de résolution relative à la baisse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les stages de conduite des deux roues motorisés.
Déposée par MM. Olivier Chastel, François Bellot, Mme Valérie De Bue, MM. Charles Michel, Daniel Bacquelaine et Mme Jacqueline Galant, n° 1936/1 du 11 juillet 2005.
31. Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Déposée par Mmes Anne-Marie Baeke et Annemie Roppe, MM. Daniel Bacquelaine, Luk Van Biesen et Dirk Van der Maelen, n° 1970/1 du 27 mai 2005.
Avis, n° 1970/2 du 5 mai 2006.
Rapporteur: M. Éric Massin

32. Proposition de loi réduisant le taux de la TVA applicable à la formation à la conduite.
Déposée par Mme Frieda Van Themsche, MM. Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde et Mme Alexandra Colen, n° 1979/1 du 16 août 2005.
33. Proposition de loi complétant le Code de taxe sur la valeur ajoutée par une exemption en faveur de certains praticiens de pratiques non conventionnelles dans le domaine de l'art médical.
Déposée par M. Patrick De Groot, n° 2040/1 du 24 octobre 2005.
34. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 27 décembre 2004 en ce qui concerne les augmentations des accises sur les carburants.
Déposée par MM. Hendrik Bogaert, Pieter De Crem et Carl Devlies, Mmes Trees Pieters, Simonne Creyf, Katrien Schryvers et Nathalie Muylle, MM. Dirk Claes, Servais Verherstraeten et Theo Kelchtermans, n° 2052/1 du 27 octobre 2005.
35. Proposition de loi introduisant un taux réduit de TVA sur les produits utilisés à des fins de protection hygiénique féminine.
Déposée par Mmes Maya Detiège, Anne-Marie Baeke, M. Yvan Mayeur, Mme Sophie Pécriaux, M. Guy Swennen, Mme Dominique Tilmans, MM. Bart Tommelein, Koen T'Sijen et Mme Hilde Vautmans, n° 2331/1 du 10 mars 2006.
36. Proposition de loi prévoyant le remboursement de la TVA à l'achat d'une voiture par une famille nombreuse.
Déposée par Mmes Frieda Van Themsche et Marleen Govaerts, n° 2352/1 du 17 mars 2006.
37. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée et la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises en vue de stimuler l'usage de la facture électronique et de réduire les délais de conservation de certains livres, factures et documents.
Déposée par MM. Melchior Wathelet et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 2436/1 du 24 avril 2006.
38. Proposition de loi modifiant l'article 95 du Code des droits de succession.
Déposée par Mmes Annemie Roppe et Simonne Creyf et M. Servais Verherstraeten, n° 2515/1 du 30 mai 2006.
Amendements de Mme Annemie Roppe, n° 2515/2 du 6 avril 2007.
39. Proposition de résolution visant à étendre le taux de TVA, réduit de 6 % sur les produits d'hygiène et de première nécessité destinés aux enfants.
Déposée par M. Yvan Mayeur, Mmes Colette Burgeon et Danielle Van Lombeek-Jacobs et M. André Frédéric, n° 2570/1 du 22 juin 2006.
Reprise par Mme Véronique Ghene, le 28 juillet 2006.
Addendum, n° 2570/2 du 28 juillet 2006.
40. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en vue de soutenir la création de logements sociaux.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 2640/1 du 14 juillet 2006.

INSTRUMENT FINANCIER

Proposition de loi modifiant la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers en vue de créer une nouvelle catégorie d'organismes de placement collectif, dénommée pricaf solidaire, et portant des dispositions fiscales diverses.
Déposée par M. *Charles Picqué* (**), Mme Annemie Roppe et M. Éric Massin, n° 927/1 du 18 mars 2004.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe

LEGISLATION

Proposition de loi modifiant l'article 46 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, en vue de prévoir la jonction de l'avis préalable de l'inspection des finances lors du dépôt de projets de loi à la Chambre des représentants ou au Sénat.

Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 93/1 du 16 juillet 2003.

MARCHE PUBLIC

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 510/1 du 28 novembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi que l'annexe de cet arrêté.
Déposée par M. *Servais Verherstraeten*, n° 754/1 du 29 janvier 2004.
3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les marchés portant sur des armes, munitions et matériels de guerre, la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services.
Déposée par MM. *Alain Mathot* et *Philippe Monfils*, n° 1187/1 du 3 juin 2004.
4. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la fixation de critères d'investissements socialement responsables, la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.
Déposée par Mme *Annemie Roppe*, n° 3078/1 du 13 avril 2007.

PENSIONS

1. Proposition de loi modifiant l'article 34 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les pensions versées par une institution de retraite complémentaire française.
Déposée par MM. *Joseph Arens* et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 142/1 du 31 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses afin d'assimiler les membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux et des centres d'encadrement des élèves aux membres du personnel des établissements d'enseignement en matière de pension à charge du Trésor public.
Déposée par Mmes *Camille Dieu* et *Françoise Colinia* (**), M. *Gérard Gobert* (**), Mmes *Catherine Doyen-Fonck* (**) et *Greta D'hondt*, n° 1073/1 du 29 avril 2004.
Reprise par M. *Jean-Marc Nollet* en remplacement de M. *Gérard Gobert* (**), le 19 juillet 2006.
Farde, n° 1073/2 du 19 juillet 2006.
3. Proposition de loi visant à une orientation durable des fonds de pension du deuxième et du troisième pilier et des réserves du Fonds de vieillissement.
Déposée par M. *Jean-Marc Nollet*, Mmes *Zoé Genot*, *Marie Nagy* et *Muriel Gerkens*, n° 2284/1 du 13 février 2006.
Errata, n° 2284/2 du 4 juillet 2006.

POLITIQUE ECONOMIQUE

Proposition de loi rétablissant le régime des sociétés établies dans une zone de reconversion.

Déposée par MM. *Karel Pinxten* (**), *Georges Lenssen* et Mme *Hilde Vautmans*, n° 1285/1 du 13 juillet 2004.

POLITIQUE FISCALE

Proposition de résolution relative à la politique conventionnelle de la Belgique en matière de fiscalité internationale et à une concertation périodique avec le Parlement.

Déposée par MM. Dirk Van der Maelen, *Jean-Jacques Viseur* (**) et Jean-Marc Nollet, n° 2313/1 du 23 février 2006.

PROCEDURE CIVILE

1. Proposition de loi modifiant l'article 283 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 94/1 du 17 juillet 2003.
2. Proposition de loi interprétative de l'article 1499 du Code judiciaire en vue de préciser la notion de commandement.
Déposée par MM. Éric Massin, *Jean-Jacques Viseur* (**) et Dirk Van der Maelen, n° 1186/1 du 3 juin 2004.

PROPRIETE IMMOBILIERE

Proposition de résolution relative à la transformation du registre des hypothèques en un registre foncier.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 2795/1 du 8 décembre 2006.

PROPRIETE PUBLIQUE

Proposition de loi permettant la cession ou l'aliénation de biens appartenant à la Donation royale lorsque l'intérêt général l'exige.

Déposée par MM. Mohammed Boukourna, Philippe De Coene, Yvan Mayeur et M. *Patrick Lansens* (**), n° 1957/1 du 19 juillet 2005.

Avis du Conseil d'État, n° 1957/2 du 1^{er} septembre 2005.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1993 instaurant une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi.
Déposée par Mme Muriel Gerkens et M. *Gérard Gobert* (**), n° 329/1 du 23 octobre 2003.
Reprise par M. Jean-Marc Nollet en remplacement de M. *Gérard Gobert* (**), le 19 juillet 2006.
Farde, n° 329/2 du 19 juillet 2006.
2. Proposition de résolution relative aux mesures fiscales destinées à promouvoir l'installation de filtres à suie sur les véhicules à moteur diesel.
Déposée par Mme Marleen Govaerts et M. Hagen Goyvaerts, n° 2024/1 du 13 octobre 2005.

PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Projet de loi relatif à certains traitements de données à caractère personnel par le Service Public Fédéral Finances.

Déposé par le gouvernement, n° 3064/1 du 4 avril 2007.

Rapporteur: M. Bart Tommelein

SANTE PUBLIQUE

Proposition de résolution visant à recommander au gouvernement d'augmenter significativement les accises spécifiques sur le tabac dans le cadre d'une politique de lutte contre le tabagisme.

Déposée par Mme Catherine Doyen-Fonck, n° 717/1 du 21 janvier 2004.

AEROPORT

Proposition de résolution relative à la création d'un organe public indépendant de contrôle des nuisances sonores liées au survol des habitations à partir de l'aéroport de Bruxelles-National.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea et Olivier Maingain, n° 1720/1 du 21 avril 2005.

ASSURANCE OBLIGATOIRE

Proposition de loi instaurant une vignette automobile pour les véhicules automoteurs, délivrée après paiement de l'assurance obligatoire de la responsabilité.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 321/1 du 22 octobre 2003.

CIRCULATION AERIENNE

Projet de loi relatif à la fixation des procédures de vol.
Déposé par le gouvernement, n° 2466/1 du 5 mai 2006.
Amendements de Mme Karine Lalieux, M. David Lavaux, Mmes Brigitte Wiaux et Marie Nagy, M. Jef Van den Bergh et Mme Valérie De Bue, n° 2466/2 du 22 mai 2006.
Amendements de M. David Lavaux, Mmes Brigitte Wiaux et Marie Nagy, M. Jef Van den Bergh et Mme Valérie De Bue, n° 2466/3 du 29 juin 2006.
Amendements de Mme Marie Nagy, M. Jef Van den Bergh et Mme Valérie De Bue, n° 2466/4 du 5 juillet 2006.
Amendements de M. Jef Van den Bergh et Mme Valérie De Bue, n° 2466/5 du 13 juillet 2006.
Rapporteur: Mme Valérie De Bue

CIRCULATION ROUTIERE

1. Proposition de loi modifiant l'article 2 des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 18 mars 1968.
Déposée par M. *Jos Ansoms* (**), n° 113/1 du 24 juillet 2003.
2. Proposition de résolution relative aux modalités de délivrance et d'utilisation de la carte de riverain.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, MM. Willy Cortois, Ludo Van Campenhout, Bart Tommelein et *Daan Schalck* (**), n° 629/1 du 29 décembre 2003.
3. Proposition de loi adaptant le règlement général sur la police de la circulation routière en vue de permettre au propriétaire d'un accès carrossable de garer sa voiture devant cet accès pendant une période prolongée.
Déposée par M. Guido De Padt, Mmes Hilde Vautmans et Yolande Avontroodt, n° 1540/1 du 6 janvier 2005.
Rapporteurs: Mme Hilde Vautmans et M. Dylan Casaer
4. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le déplacement de véhicules, les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968.
Déposée par MM. Dylan Casaer, Philippe De Coene et Mme *Inga Verhaert* (**), n° 1585/1 du 1^{er} février 2005.
Amendement de M. Ludo Van Campenhout, n° 1885/2 du 24 mars 2006.
Amendement de MM. Roel Deseyn, Guido De Padt, Mmes Hilde Vautmans et Camille Dieu, n° 1585/3 du 17 janvier 2007.
Amendement de M. Guido De Padt, Mmes Hilde Vautmans et Camille Dieu, n° 1585/4 du 31 janvier 2007.
Rapporteurs: Mmes Hilde Vautmans et Camille Dieu

5. Proposition de loi en vue d'instaurer une carte communale d'autorisation de stationnement.
Déposée par M. Guido De Padt, Mme Yolande Avontroodt, MM. Willy Cortois et Bart Tommelein, n° 1643/1 du 3 mars 2005.
Rapporteur: M. François Bellot
6. Proposition de loi insérant des règles de stationnement spécifiques pour les médecins et les services de secours dans le règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique.
Déposée par M. Ludo Van Campenhout, Mme Yolande Avontroodt et M. Guido De Padt, n° 1669/1 du 15 mars 2005.
Rapporteur: M. François Bellot
7. Proposition de loi supprimant certaines catégories de marques d'immatriculation.
Déposée par MM. Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1779/1 du 11 mai 2005.
8. Proposition de loi instaurant une interdiction de circuler pour les camions les dimanches et jours fériés.
Déposée par M. Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1801/1 du 23 mai 2005.
9. Proposition de loi relative à la visibilité des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées.
Déposée par Mme Frieda Van Themsche, MM. Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde et Mme Alexandra Colen, n° 1980/1 du 16 août 2005.
10. Proposition de loi organisant pour les jeunes une aide au financement de la formation au permis de conduire.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2171/1 du 19 décembre 2005.
11. Proposition de loi complétant l'article 12 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 2183/1 du 22 décembre 2005.
12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne les capitaines de route encadrant les groupes de cyclistes et de motocyclistes.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 2184/1 du 22 décembre 2005.
13. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière en vue de supprimer le mécanisme des décimes additionnels pour les amendes de roulage.
Déposée par MM. Melchior Wathelet et David Lavaux, n° 2202/1 du 12 janvier 2006.
14. Proposition de loi régularisant le stationnement des motocyclettes en agglomération.
Déposée par MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde, n° 2292/1 du 15 février 2006.
15. Proposition de résolution relative à la modification de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en vue d'assouplir les règles de stationnement applicables aux motocyclettes.
Déposée par M. Ludo Van Campenhout, Mmes Hilde Vautmans et Maya Detiège, MM. Guido De Padt et Miguel Chevalier, n° 2312/1 du 23 février 2006.
Rapporteur: M. Dylan Casaer
16. Proposition de loi relative aux règlements complémentaires, sur la circulation routière.
Déposée par Mme Katrien Schryvers, MM. Dirk Claes et Guido De Padt, n° 2495/1 du 18 mai 2006.
Rapporteur: M. Jef Van den Bergh
17. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, en ce qui concerne l'immobilisation de véhicules.
Déposée par MM. Jef Van den Bergh et Roel Deseyn, n° 2574/1 du 23 juin 2006.

18. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation des motocyclettes dans les bandes réservées aux bus.
Déposée par MM. François Bellot, Thierry Giet, Olivier Chastel et Mme Valérie De Bue, M. Charles Michel, Mmes Corinne De Permentier, Camille Dieu et M. Hans Bonte, n° 2619/1 du 10 juillet 2006.
19. Proposition de loi relative à l'insertion alternée en cas de rétrécissement de la vote publique.
Déposée par M. Jan Mortelmans et Guy D'haeseleer, n° 2778/1 du 29 novembre 2006.

COMMISSION D'ENQUETE

Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'analyser la manière dont l'autorité a traité le dossier d'extension de l'entreprise de courrier express DHL.
Déposée par MM. Gerolf Annemans et Bart Laeremans, n° 1443/1 du 18 novembre 2004.

DROIT PENAL

1. Proposition de résolution relative à la suppression des timbres-amendes.
Déposée par Mme Hilde Vautmans, M. Guido De Padt, Mme Annemie Turtelboom et M. Miguel Chevalier, n° 1765/1 du 3 mai 2005.
2. Proposition de loi insérant dans le Code pénal les dégradations ou les destructions portant atteinte à la sécurité routière en tant que circonstances aggravantes.
Déposée par MM. Dylan Casaer, Philippe De Coene et Mme *Inga Verhaert* (**), n° 2154/1 du 12 décembre 2005.
3. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne les usagers de la route qui provoquent des accidents par défaut de prévoyance ou de précaution.
Déposée par M. Guido De Padt, n° 2628/1 du 12 juillet 2006.

ENTREPRISE PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le contrôle des entreprises publiques autonomes, la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.
Déposée par Mme Muriel Gerkens et M. *Gérard Gobert* (**), n° 36/1 du 26 juin 2003.
Rapporteur: Mme Camille Dieu
2. Proposition de loi portant statut des administrateurs publics et des gestionnaires publics.
Déposée par Mme Muriel Gerkens et M. *Gérard Gobert* (**), n° 37/1 du 26 juin 2003.
Rapporteur: Mme Camille Dieu
3. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.
Déposée par M. *Raymond Langendries* (**), Mme Joëlle Milquet et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 106/1 du 22 juillet 2003.
Rapporteur: Mme Camille Dieu
4. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.
Déposée par Mme Karine Lalieux, n° 114/1 du 24 juillet 2003.
Rapporteur: Mme Camille Dieu
5. Proposition de loi modifiant l'article 98, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vue de donner aux autorités régionales et locales la faculté d'établir une redevance pour l'occupation du domaine public par les opérateurs de télécommunication.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea, *Jos Ansoms* (**), et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 503/1 du 27 novembre 2003.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vue d'y instaurer la représentation des travailleurs par des élections sociales.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, François Bellot, Richard Fournaux et Mme Valérie De Bue, n° 1037/1 du 22 avril 2004.
7. Proposition de résolution relative à l'avenir des services publics.
Déposée par MM. Olivier Chastel, François Bellot et Mme Valérie De Bue, n° 2318/1 du 27 février 2006.
Rapport de M. Roel Deseyn, n° 2318/2 du 30 mai 2006.
Amendement de Mme Camille Dieu, n° 2318/3 du 8 juin 2006.

GREVE

Proposition de loi visant à garantir un service minimum dans le cadre des missions de service public et des missions d'intérêt général.

Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Olivier Chastel, François Bellot, Mme Valérie De Bue, MM. Denis Ducarme et *Pierre-Yves Jeholet* (**), n° 604/1 du 18 décembre 2003.

Amendement de MM. Olivier Chastel, François Bellot et Daniel Bacquelaine, n° 604/2 du 7 février 2006.
Avis du Conseil d'État, n° 604/3 du 18 mai 2006.

Amendement de M. Daniel Bacquelaine, Olivier Chastel, François Bellot et Mme Valérie De Bue, n° 604/4 du 21 mars 2007.

Rapporteur: Mme Camille Dieu

HANDICAPE

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en vue de garantir le respect des places de parking réservées aux personnes handicapées.

Déposée par MM. Joseph Arens, *Louis Smal* (**) et Melchior Wathelet, n° 1164/1 du 27 mai 2004.

IMPOT DIRECT

Proposition de loi améliorant la promotion de la qualité de la formation à la conduite.

Déposée par MM. Jef Van den Bergh et Roel Deseyn, n° 2206/1 du 12 janvier 2006.

Rapporteur: Mme Hilde Vautmans

INFORMATIQUE

Proposition de résolution visant à promouvoir la mobilité au moyen des nouvelles technologies de l'information.

Déposée par MM. François Bellot et Olivier Chastel, n° 153/1 du 4 août 2003.

Reprise par Mme Valérie De Bue en remplacement de M. Olivier Chastel, le 8 mars 2004.

Addendum n° 153/2 du 8 mars 2004.

JEU DE HASARD

Projet de loi portant des dispositions diverses relatives aux jeux de hasard.

Déposé par le gouvernement, n° 2807/1 du 7 décembre 2006.

Amendements du gouvernement, n° 2807/2 du 12 janvier 2007.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Proposition de loi modifiant la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges.

Déposée par MM. Roel Deseyn et Jef Van den Bergh, n° 2582/1 du 27 juin 2006.

PROCEDURE PENALE

Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten et Tony Van Parys, n° 1592/1 du 3 février 2005.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Proposition de résolution visant à encadrer le marché de la téléphonie mobile afin d'éviter que les jeunes enfants ne soient une cible pour les fabricants.

Déposée par Mmes Karine Lalieux, Sophie Pécriaux, Camille Dieu, MM. André Frédéric et Éric Massin, n° 1383/1 du 14 octobre 2004.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de loi modifiant l'annexe 1 à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, afin d'assurer la gratuité de la mise en oeuvre de la restriction d'appel vers l'ensemble des numéros «infokiosque».
Déposée par Mmes Camille Dieu, Karine Lalieux, MM. André Frédéric et Éric Massin, n° 823/1 du 18 février 2004.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises économiques, afin d'instaurer une responsabilité en cascade dans le domaine de la prestation de services «infokiosque».
Déposée par M. André Frédéric, Mme Karine Lalieux et M. Éric Massin, n° 828/1 du 19 février 2004.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vue de lutter contre le surendettement lié aux dettes de GSM.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 1390/1 du 18 octobre 2004.
4. Proposition de résolution concernant les pratiques abusives des opérateurs de téléphonie mobile en matière d'itinérance internationale ou «*roaming*».
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 2294/1 du 15 février 2006.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.
Déposée par MM. Roel Deseyn, Jef Van den Bergh et Mme Simonne Creyf, n° 2372/1 du 27 mars 2006.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
6. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne les coûts de connexion entre les réseaux.
Déposée par M. Roel Deseyn, M. Jef Van den Bergh et Mme Simonne Creyf, n° 2386/1 du 30 mars 2006.

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

Proposition de loi instituant un label de qualité pour les centres de perfectionnement à la conduite.
Déposée par Mme Annick Saudoyer, n° 818/1 du 17 février 2004.

SECURITE ROUTIERE

1. Proposition de loi réformant la formation à la conduite.
Déposée par M. *Jos Ansoms* (**), n° 112/1 du 24 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'article 27.5.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.
Déposée par Mme Magda De Meyer, MM. *Daan Schalck* (**) et M. Philippe De Coene, n° 126/1 du 28 juillet 2003.

3. Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de sécurité routière.
Déposée par M. *Jos Ansoms* (**), n° 205/1 du 18 septembre 2003.
Reprise par M. Jef Van den Bergh, le 12 janvier 2005 en remplacement de M. *Jos Ansoms* (**).
Farde, n° 205/2 du 12 janvier 2005.
Rapporteurs: Mmes Valérie De Bue et Hilde Vautmans
4. Proposition de loi instaurant les chèques-taxi pour les jeunes.
Déposée par MM. Georges Lenssen, Ludo Van Campenhout, Guido De Padt et Mme Hilde Vautmans,
n° 351/1 du 29 octobre 2003.
5. Proposition de résolution relative à la modification du Code de la route en vue d'une utilisation plus sûre et plus confortable de la bicyclette.
Déposée par MM. *Daan Schalck* (**) et Philippe De Coene, n° 364/1 du 30 octobre 2003.
6. Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue de l'instauration d'un test salivaire pour l'analyse de substances autres que l'alcool qui influencent la capacité de conduite.
Déposée par M. *Jos Ansoms* (**), n° 391/1 du 6 novembre 2003.
Reprise par M. Jef Van den Bergh, le 12 janvier 2005 en remplacement de M. *Jos Ansoms* (**).
Farde, n° 391/2 du 12 janvier 2005.
7. Proposition de résolution relative à l'installation obligatoire de sièges pour enfants dans les voitures particulières.
Déposée par MM. *Daan Schalck* (**) et Philippe De Coene, n° 437/1 du 17 novembre 2003.
8. Proposition de loi modifiant l'article 11 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 713/1 du 21 janvier 2004.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
9. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière.
Déposée par MM. *Karel Pinxten* (**) et Guido De Padt n° 832/1 du 20 février 2004.
10. Proposition de résolution visant à imposer un examen de conduite théorique pour les cyclomoteurs de classe A.
Déposée par Mmes Annick Saudoyer, Camille Dieu et M. André Frédéric, n° 843/1 du 23 février 2004.
11. Proposition de loi modifiant l'article 59 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.
Déposée par M. *Jos Ansoms* (**) et Mme *Inge Vervotte* (**), n° 931/1 du 18 mars 2004.
12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne le port du casque par les cyclistes de moins de seize ans.
Déposée par M. Jan Mortelmans, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 960/1 du 25 mars 2004.
13. Proposition de résolution relative à la place de tout conducteur sur la chaussée.
Déposée par Mme Annick Saudoyer, n° 962/1 du 26 mars 2004.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
14. Proposition de loi modifiant certaines dispositions en matière de sécurité routière.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 1074/1 du 29 avril 2004.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
15. Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'accorder des facilités de stationnement aux professionnels de la santé lors des visites à domicile.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 1103/1 du 6 mai 2004.
Rapporteur: M. François Bellot

16. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique afin d'exempter les véhicules de plus de 7,5 tonnes affectés au transport de personnes de l'interdiction de dépasser en cas de pluie.
Déposée par Mme Josée Lejeune, n° 1105/1 du 6 mai 2004.
17. Proposition de résolution modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en vue d'améliorer le transport non prioritaire de malades et d'accroître la sécurité juridique lors de l'exécution de missions prioritaires en général.
Déposée par M. Ludo Van Campenhout et Mme Yolande Avontroodt, n° 1225/1 du 21 juin 2004.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
18. Proposition de loi améliorant la sécurité routière des participants à des camps de jeunes ainsi que des groupes de piétons.
Déposée par M. *Jos Ansoms* (**), n° 1270/1 du 5 juillet 2004.
Reprise par M. Jef Van den Bergh, le 12 janvier 2005 en remplacement de M. *Jos Ansoms* (**).
Farde, n° 1270/2 du 12 janvier 2005.
19. Proposition de loi relative à la délimitation temporelle des zones 30 au moyen d'un panneau statique.
Déposée par MM. Jan Peeters et Philippe De Coene, n° 1323/1 du 1^{er} septembre 2004.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
20. Proposition de loi modifiant l'article 52 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.
Déposée par M. François-Xavier de Donnea, n° 1373/1 du 12 octobre 2004.
21. Proposition de loi modifiant l'article 56 des lois coordonnées du 16 mars 1968 sur la police de la circulation routière.
Déposée par MM. Olivier Chastel, François Bellot et Mme Valérie De Bue, n° 1422/1 du 29 octobre 2004.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
22. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les règles de priorité, l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.
Déposée par M. *Jos Ansoms* (**), n° 1454/1 du 22 novembre 2004.
Reprise par M. Jef Van den Bergh, le 12 janvier 2005 en remplacement de M. *Jos Ansoms* (**).
Farde, n° 1454/2 du 12 janvier 2005.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
23. Proposition de résolution visant à inclure le gilet de sécurité réfléchissant dans la liste des accessoires de sécurité obligatoires et à rendre obligatoire, le port de ce gilet par le conducteur suite à un accident ou à une panne.
Déposée par Mme Annick Saudoyer, M. André Frédéric et Mme Camille Dieu, n° 1474/1 du 1^{er} décembre 2004.
24. Proposition de résolution relative à la loi du 7 février 2003 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière et visant à renforcer la sécurité routière.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, François Bellot et Philippe Monfils, n° 1478/1 du 3 décembre 2004.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
25. Proposition de loi instaurant le port d'une veste de sécurité réfléchissante en cas de panne ou d'accident.
Déposée par Mmes Hilde Vautmans et Annemie Turtelboom, MM. Miguel Chevalier, *Karel Pinxten* (**) et M. Guido De Padt, n° 1550/1 du 12 janvier 2005.
26. Proposition de loi portant création d'un fonds d'aide à la formation à la conduite automobile.
Déposée par Mmes Valérie De Bue et Josée Lejeune, M. Daniel Bacquelaine et Mme Jacqueline Galant, n° 1634/1 du 25 février 2005.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans

27. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne l'emploi des feux de croisement de jour.
Déposée par M. Jef Van den Bergh, n° 1667/1 du 15 mars 2005.
28. Proposition de loi modifiant l'article 29 des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968.
Déposée par M. François Bellot et Mme Valérie De Bue, n° 1686/1 du 24 mars 2005.
29. Proposition de résolution relative au rétablissement de l'obligation de suivre des cours théoriques de conduite auprès d'une école de conduite agréée pour les personnes qui ont échoué à deux reprises à l'examen de conduite théorique.
Déposée par MM. Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde n° 1721/1 du 21 avril 2005.
30. Proposition de loi simplifiant la classification des infractions routières graves.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1740/1 du 28 avril 2005.
31. Proposition de loi relative à l'emploi des langues lors des examens du permis de conduire.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1741/1 du 28 avril 2005.
32. Proposition de loi étendant le contrôle technique.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1742/1 du 28 avril 2005.
33. Proposition de loi sécurisant mieux les passages à niveau.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde et Jan Mortelmans, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1743/1 du 28 avril 2005.
34. Proposition de loi fixant la distance de sécurité à respecter entre les véhicules sur les autoroutes.
Déposée par Mme Alexandra Colen, MM. Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde et Mme Frieda Van Themsche, n° 1748/1 du 29 avril 2005.
35. Proposition de loi doublant les peines réprimant les excès de vitesse en cas de modification temporaire des conditions de circulation.
Déposée par Mme Alexandra Colen, MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde et Mme Frieda Van Themsche, n° 1749/1 du 29 avril 2005.
36. Proposition de loi relevant la vitesse minimale imposée sur les autoroutes.
Déposée par MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1754/1 du 2 mai 2005.
37. Proposition de loi étendant l'obligation du port de la ceinture de sécurité.
Déposée par MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1755/1 du 2 mai 2005.
38. Proposition de loi visant à relever la vitesse maximale autorisée sur les autoroutes.
Déposée par MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1759/1 du 2 mai 2005.
39. Proposition de loi élargissant le champ d'application de la limitation de vitesse imposée aux camions et trains de véhicules.
Déposée par Mme Alexandra Colen, MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde et Mme Frieda Van Themsche, n° 1768/1 du 6 mai 2005.
40. Proposition de loi relative à la sécurité routière aux feux de signalisation.
Déposée par MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1780/1 du 11 mai 2005.

41. Proposition de résolution relative à l'instauration dans l'enseignement secondaire de «clés pour la circulation routière».
Déposée par Mme Hilde Vautmans, M. Miguel Chevalier et Mme Annemie Turtelboom, n° 1858/1 du 15 juin 2005.
42. Proposition de résolution visant à l'adaptation des aménagements de voirie afin d'augmenter la sécurité des utilisateurs de deux-roues motorisés.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, François Bellot, Olivier Chastel et Charles Michel, Mmes Valérie De Bue et Jacqueline Galant, n° 1947/1 du 14 juillet 2005.
43. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne le permis de conduire motocyclette.
Déposée par MM. Olivier Chastel, François Bellot, Mme Valérie De Bue, MM. Charles Michel et Daniel Bacquelaine et Mme Jacqueline Galant, n° 1956/1 du 19 juillet 2005.
44. Proposition de loi facilitant la circulation des cyclistes aux carrefours équipés de signaux lumineux.
Déposée par Mme Frieda Van Themsche, MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde et Mme Alexandra Colen, n° 1981/1 du 16 août 2005.
45. Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, afin de remédier aux dysfonctionnements des services chargés de faire passer des examens aux automobilistes condamnés à une déchéance du droit de conduire.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2089/1 du 17 novembre 2005.
46. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne le recours à l'alcolock pour véhicules à moteur en tant que moyen de prévention de la conduite sous influence.
Déposée par MM. Jef Van den Bergh, Roel Deseyn et Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 2285/1 du 14 février 2006.
Amendement de M. Jef Van den Bergh, n° 2285/2 du 24 mai 2006.
47. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, en vue de supprimer les exceptions au port obligatoire de la ceinture de sécurité.
Déposée par MM. Jef Van den Bergh et Roel Deseyn, n° 2380/1 du 29 mars 2006.
48. Proposition de résolution visant à faire équiper les véhicules à moteur de phares de jour.
Déposée par MM. Jacques Germeaux et M. Guido De Padt, n° 2583/1 du 28 juin 2006.
49. Proposition de résolution relative à la réforme de la formation à la conduite.
Déposée par MM. Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde, n° 2630/1 du 12 juillet 2006.
Rapporteur: Mme Hilde Vautmans
50. Proposition de loi promouvant l'utilisation de la boîte noire dans la circulation routière.
Déposée par MM. Jef Van den Bergh et Roel Deseyn, n° 2658/1 du 9 août 2006.
51. Proposition de résolution relative au contrôle du respect de la vitesse dans la circulation.
Déposée par MM. Jef Van den Bergh et Roel Deseyn, n° 2708/1 du 16 octobre 2006.
52. Proposition de résolution relative au renforcement des droits des voyageurs empruntant l'autocar.
Déposée par Mme Talbia Belhouari, n° 2875/1 du 29 janvier 2007.
53. Proposition de résolution relative aux accessoires de sécurité des véhicules automobiles.
Déposée par MM. Dylan Casaer, Philippe De Coene et Mme Yvette Mues, n° 3001/1 du 16 mars 2007.

SERVICE POSTAL

Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques, en vue de permettre un contrôle préalable à la diffusion d'imprimés à caractère raciste, xénophobe ou négationniste.

Déposée par Mme Marie Nagy, n° 788/1 du 5 février 2004.

Avis du Conseil d'État, n° 788/2 du 30 avril 2004.

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

1. Proposition de résolution visant à étendre l'accès à l'Internet à haut débit.
Déposée par M. Richard Fournaux, Mme Dominique Tilmans, M. François Bellot, Mme Jacqueline Galant et M. Philippe Collard, n° 2268/1 du 8 février 2006.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en vue d'offrir aux écoles primaires un accès à l'internet répondant à leurs besoins spécifiques.
Déposée par M. Philippe De Coene et Mme Karine Lalieux, n° 3076/1 du 12 avril 2007.
Addendum, n° 3076/2 du 18 avril 2007.

TELECOMMUNICATION

1. Proposition de loi étendant le tarif téléphonique social à la téléphonie mobile.
Déposée par Mme *Inge Vervotte* (**) et M. Roel Deseyn, n° 1058/1 du 28 avril 2004.
2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le code de l'utilisateur, la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.
Déposée par MM. Roel Deseyn et Jef Van den Bergh et Mme Simonne Creyf, n° 2385/1 du 30 mars 2006.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en vue d'assurer une meilleure protection de la vie privée pour les «services à données de localisation» ou services de «géolocalisation» par téléphone portable.
Déposée par Mme Véronique Salvi et M. David Lavaux, n° 2949/1 du 1 mars 2007.
Rapporteur: Mme Karine Lalieux

TRANSPORT AÉRIEN

1. Proposition de résolution visant à reconnaître pleinement l'aéroport de Courtrai-Wevelgem et à l'intégrer dans l'accord de coopération du 30 novembre 1989 entre l'État et les gestionnaires des aéroports régionaux.
Déposée par M. Koen Bultinck et Mme Frieda Van Themsche, n° 532/1 du 3 décembre 2003.
2. Proposition de résolution visant à renforcer la sécurité aérienne.
Déposée par Mmes Dominique Tilmans, Valérie De Bue, MM. François Bellot et Olivier Chastel, n° 1888/1 du 24 juin 2005.

TRANSPORT FERROVIAIRE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV.
Déposée par MM. Olivier Chastel et François Bellot, n° 146/1 du 31 juillet 2003.
2. Proposition de résolution relative au rééquilibrage des investissements ferroviaires entre la Région wallonne et la Région flamande dans le cadre de la reprise de la dette de la SNCB.
Déposée par M. *Jos Ansoms* (**), n° 283/1 du 14 octobre 2003.
3. Proposition de résolution relative à la mobilité de base sur le rail.
Déposée par MM. *Daan Schalck* (**) et Philippe De Coene, n° 920/1 du 16 mars 2004.

TRANSPORT PUBLIC

Proposition de résolution relative à l'amélioration de l'accessibilité des transports en commun.
Déposée par Mme Greet Van Gool et M. Jean-Marc Delizée, n° 2626/1 du 12 juillet 2006.

TRANSPORT ROUTIER

Proposition de résolution visant à imposer un test de maîtrise automobile à l'occasion de la délivrance du permis de conduire.

Déposée par Mme Annick Saudoyer, M. André Frédéric et Mme Camille Dieu, n° 693/1 du 14 janvier 2004.

Rapporteur: Mme Hilde Vautmans

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

ADMINISTRATION PUBLIQUE

1. Proposition de loi relative à l'exercice du mandat parlementaire et à l'obligation de communication du gouvernement.

Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 354/1 du 29 octobre 2003.

Avis du Conseil d'État, n° 354/22 du 29 octobre 2003.

2. Proposition de résolution relative à l'assouplissement du régime des heures d'ouverture dans le secteur des services.

Déposée par Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier, n° 1542/1 du 10 janvier 2005.

ASSURANCE

1. Proposition de loi instaurant une assurance obligatoire de la responsabilité civile pour les détectives privés.

Déposée par M. Miguel Chevalier, Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans, n° 1799/1 du 20 mai 2005.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre afin de garantir le droit des assurés de pouvoir avoir recours aux services d'un avocat dans des délais déterminés.

Déposée par M. Thierry Giet, n° 3040/1 du 28 mars 2007.

BENEVOLAT

Proposition de loi portant organisation d'un service citoyen volontaire.

Déposée par M. Joseph Arens, n° 2568/1 du 20 juin 2006.

COMMUNAUTE ET REGION

1. Proposition de résolution concernant la Communauté germanophone.

Déposée par MM. Koen Bultinck, Bert Schoofs, Jaak Van den Broeck, Francis Van den Eynde et Staf Neel, n° 1433/1 du 16 novembre 2004.

2. Proposition de loi organisant une consultation populaire sur les problèmes communautaires.

Déposée par MM. Koen Bultinck, Bart Laeremans, Guy D'haeseleer et Hagen Goyvaerts, Mmes Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 1736/1 du 27 avril 2005.

COMMUNE

1. Proposition de loi abrogeant la présomption de connaissance de la langue.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Koen Bultinck, *Guido Tastenhoye* (**), Bart Laeremans et Jaak Van den Broeck, n° 779/1 du 5 février 2004.
2. Proposition de loi accordant le titre de ville à la commune de Lobbes.
Déposée par Mme Colette Burgeon, n° 952/1 du 24 mars 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 952/2 du 18 mai 2004.
Addendum, n° 952/3 du 19 juillet 2006.
3. Proposition de loi modifiant la Nouvelle loi communale en ce qui concerne le droit de recours des communes pour les voiries dont elles n'ont pas la gestion.
Déposée par MM. Guido De Padt, Dirk Claes et Jan Peeters, n° 2054/1 du 28 octobre 2005.

CONGE POLITIQUE

Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique ainsi que la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, en vue de favoriser l'accès au mandat parlementaire par l'élargissement du droit au congé politique, à l'interruption de carrière et aux allocations chômage.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 109/1 du 22 juillet 2003.

CONSEIL D'ÉTAT BELGE

1. Proposition de loi rétablissant l'article 20 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.
Déposée par MM. Olivier Maingain, Daniel Bacquelaine et Éric Libert et Mme *Martine Payfa* (**), n° 259/1 du 7 octobre 2003.
2. Proposition de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 en vue d'étendre la compétence de suspension du Conseil d'État aux décisions contentieuses rendues en dernier ressort par les juridictions administratives.
Déposée par M. Olivier Maingain, Mme *Martine Payfa* (**), et M. Éric Libert, n° 291/1 du 15 octobre 2003.
3. Proposition de loi modifiant l'article 14, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.
Déposée par M. Olivier Maingain, Mme *Martine Payfa* (**), et M. Éric Libert, n° 292/1 du 15 octobre 2003.
4. Proposition de loi modifiant l'article 17, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 531/1 du 3 décembre 2003.
5. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État en vue de la publication des avis de la section de législation et de la modification des modalités de la répartition des demandes d'avis adressées à cette section.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 708/1 du 19 janvier 2004.
6. Proposition de loi supprimant la possibilité de surseoir à la traduction de certains avis du Conseil d'État.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Jan Mortelmans, Bart Laeremans et Filip De Man, n° 826/1 du 19 février 2004.
7. Proposition de loi adaptant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, à l'équilibre communautaire.
Déposée par MM. Bart Laeremans et Gerolf Annemans et Mme *Gerda Van Steenberge* (**), n° 882/1 du 8 mars 2004.
8. Proposition de loi modifiant l'article 118 des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973.
Déposée par MM. Yvan Mayeur, Thierry Giet et André Frédéric, n° 1143/1 du 19 mai 2004.

9. Proposition de loi complétant les lois sur le Conseil d'État en ce qui concerne l'avis de fond complémentaire sur les projets de loi qui ont déjà fait l'objet d'un avis urgent du Conseil d'État.
Déposée par M. Paul Tant, n° 2218/1 du 19 janvier 2006.

CONTROLE ADMINISTRATIF

Proposition de loi spéciale portant réorganisation du Comité supérieur de contrôle et opérant son rattachement à la Cour des comptes.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 50/1 du 4 juillet 2003.

DROIT ADMINISTRATIF

Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.
Déposée par MM. Olivier Maingain et Éric Libert, n° 1498/1 du 9 décembre 2004.

DROIT CIVIL

- Proposition de loi modifiant les articles 77, 80 et 84 du Code civil en ce qui concerne le constat de décès et le transport des dépouilles mortelles.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 1220/1 du 18 juin 2004.
Amendements de Mme Martine Taelman, n° 1220/2 du 22 mars 2006.
Avis du Conseil d'État, n° 1220/3 du 11 mai 2006.
- Proposition de loi modifiant le Code civil et les lois coordonnées sur la comptabilité de l'État en ce qui concerne la prescription.
Déposée par MM. Alfons Borginon et Claude Marinower, Mmes Martine Taelman et Sabien Lahaye-Battheu, n° 2529/1 du 7 juin 2006.
Rapporteurs: Mmes Jacqueline Galant et Nahima Lanjri

DROIT DE GREVE

Proposition de loi réglant le droit de grève dans le secteur public.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 492/1 du 26 novembre 2003.

DROIT PENAL

Proposition de résolution relative à l'amélioration de l'enregistrement des infractions par la police ainsi qu'à l'affinement des statistiques qui en découlent en tenant compte de l'origine ethnique de leurs auteurs présumés.
Déposée par Mme Nancy Caslo, MM. Filip De Man, Gerolf Annemans, Bert Schoofs et Francis Van den Eynde, n° 1691/1 du 29 mars 2005.

DROIT PUBLIC

- Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'État ainsi que les membres et anciens membres des chambres législatives.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 1393/1 du 19 octobre 2004.
- Proposition de loi visant à instaurer certaines incompatibilités entre l'exercice d'une profession libérale et d'un mandat public exécutif.
Déposée par M. Éric Massin, Mme Marie-Claire Lambert, M. André Frédéric, Mme Valérie Déom et M. Thierry Giet, n° 2633/1 du 13 juillet 2006.

DROITS DE L'ENFANT

1. Proposition de résolution relative à la détention des enfants et de leurs familles.
Déposée par M. Mohammed Boukourna, Mmes Magda De Meyer, Karine Lalieux, Greet Van Gool et Dalila Douifi, MM. Jean-Claude Maene et Stijn Bex, n° 2222/1 du 20 janvier 2006.
Rapporteurs: MM. Mohammed Boukourna et Dirk Claes
2. Proposition de résolution relative à l'interdiction de la détention des mineurs dans les centres fermés.
Déposée par Mme Joëlle Milquet et M. Benoît Drèze, n° 2269/1 du 8 février 2006.
Rapporteurs: MM. Mohammed Boukourna et Dirk Claes
3. Proposition de loi relative à l'interdiction de la détention de mineurs dans des centres fermés.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 2425/1 du 20 avril 2006.
Rapporteurs: MM. Mohammed Boukourna et Dirk Claes

EMPLOI DES LANGUES

1. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.
Déposée par Mme Alexandra Colen, MM. Hagen Goyvaerts, Koen Bultinck, Bart Laeremans, Jan Mortelmans et Francis Van den Eynde, n° 793/1 du 6 février 2004.
2. Proposition de loi modifiant l'article 52 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative et insérant un article 59*bis* dans ces lois.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Bart Laeremans, n° 1414/1 du 27 octobre 2004.

ENSEIGNEMENT

Proposition de loi modifiant les articles 5 et 13 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.
Déposée par MM. Alain Courtois, François-Xavier de Donnea et Mme Corinne De Permentier, n° 994/1 du 2 avril 2004.

ÉTAT

Proposition de résolution relative au démembrement de l'État belge en vue d'accorder l'indépendance au peuple flamand et au peuple wallon souverains.
Déposée par MM. Bart Laeremans et Gerolf Annemans, n° 2494/1 du 18 mai 2006.

ÉTAT CIVIL

1. Proposition de loi modifiant la législation relative aux cartes d'identité et passeports en ce qui concerne les photographies qui doivent y figurer.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 802/1 du 13 février 2004.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer, Filip De Man et Bert Schoofs, n° 902/1 du 11 mars 2004.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques en vue d'inscrire les données relatives au don d'organes et au groupe sanguin sur la carte d'identité électronique.
Déposée par M. Richard Fournaux, n° 1315/1 du 17 août 2004.

4. Proposition de loi relative à la mention dans le registre national des descendants au premier degré.
Déposée par M. Servais Verherstraeten, n° 1333/1 du 7 septembre 2004.
Amendement de Mme Martine Taelman, n° 1333/2 du 21 mars 2007.
5. Proposition de loi modifiant le Code civil, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux pièces et certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans, afin de prévenir l'enlèvement parental international d'enfants.
Déposée par Mme Corinne De Permentier, n° 1349/1 du 24 septembre 2004.
Rapporteur: Mme Jacqueline Galant
6. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité en ce qui concerne l'accès aux données médicales.
Déposée par Mmes *Karine Jiroflée* (**) et Anne-Marie Baeke, n° 1916/1 du 5 juillet 2005.
Reprise par Mme Maya Detiège, le 16 janvier 2007 en remplacement de Mme *Karine Jiroflée* (**).
Addendum, n° 1916/2 du 16 janvier 2007.
7. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.
Déposée par M. Mark Verhaegen, n° 2026/1 du 13 octobre 2005.
8. Proposition de loi modifiant la législation relative aux registres de la population en ce qui concerne l'inscription de personnes installées dans certains logements dont l'occupation permanente n'est pas autorisée.
Déposée par Mmes Nahima Lanjri et Katrien Schryvers, n° 2144/1 du 6 décembre 2005.
9. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'habitat accompagné, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.
Déposée par Mme Katrien Schryvers, n° 3031/1 du 28 mars 2007.

FONCTION PUBLIQUE

1. Proposition de loi visant à ouvrir la fonction publique fédérale aux ressortissants étrangers.
Déposée par Mme Karine Lalieux, n° 117/1 du 28 juillet 2003.
Avis du Conseil d'État, n° 117/2 du 14 octobre 2003.
2. Proposition de loi générale d'administration.
Déposée par MM. Yves Leterme et Jo Vandeurzen, n° 496/1 du 26 novembre 2003.
3. Proposition de loi portant obligation d'organiser des élections sociales dans le secteur public.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 628/1 du 29 décembre 2003.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration en ce qui concerne les compétences de la Commission d'accès aux documents administratifs.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Muriel Gerkens et Zoé Genot et M. *Gérard Gobert* (**), n° 749/1 du 28 janvier 2004.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration en vue d'améliorer la relation entre les administrés et les autorités administratives fédérales.
Déposée par Mme Greet Van Gool et M. André Frédéric, n° 937/1 du 19 mars 2004.
6. Proposition de loi visant à créer un SPF Migrations, à supprimer l'Office des étrangers et à transférer les missions de politique des étrangers et d'asile du SPF Intérieur au SPF Migrations.
Déposée par Mmes Marie Nagy et Zoé Genot, n° 1465/1 du 25 novembre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1465/2 du 29 décembre 2004.

7. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne les connaissances linguistiques des agents temporaires.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Francis Van den Eynde, Jaak Van den Broeck, Bert Schoofs et Filip De Man, n° 1469/1 du 30 novembre 2004.
8. Proposition de résolution relative à la création de supérettes des services publics.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier, n° 1511/1 du 16 décembre 2004.
9. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux afin de supprimer la structure collégiale de l'institution.
Déposée par MM. Olivier Chastel et Jean-Pierre Malmendier, n° 1612/1 du 17 février 2005.
10. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.
Déposée par M. Pierre Lano, n° 1712/1 du 15 avril 2005.
11. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne la répartition des fonctions de management et les connaissances linguistiques requises.
Déposée par M. Bart Laeremans, n° 1842/1 du 8 juin 2005.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, afin d'assurer une protection légale aux fonctionnaires qui dénoncent des irrégularités.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Dirk Claes et Mme Katrien Schryvers, n° 1873/1 du 17 juin 2005.
13. Proposition de résolution visant à élargir les possibilités de travail intérimaire dans le secteur public.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans, n° 1905/1 du 1 juillet 2005
14. Proposition de loi portant valorisation des quatre premières années d'inscription au barreau et des 10 premières années de notariat, en faveur des membres de la Cour des comptes, des membres des Comités permanents P & R et des médiateurs fédéraux.
Déposée par MM. Pierre Lano, Hendrik Bogaert, Mme Karine Lalieux, MM. Guy Swennen et Koen T'Sijen, n° 2132/1 du 2 décembre 2005.
Amendements de M. Olivier Chastel, n° 2132/2 du 19 décembre 2005.
15. Proposition de loi modifiant l'article 35 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.
Déposée par MM. Olivier Maingain, François-Xavier de Donnea et Éric Libert, n° 2415/1 du 18 avril 2006.
16. Proposition demandant au Collège des médiateurs fédéraux d'examiner, en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, le fonctionnement des six centres fermés gérés par l'Office des Etrangers.
Déposée par Mme Marie Nagy, M. Jean-Marc Nollet, Mmes Zoé Genot et Muriel Gerkens, n° 2797/1 du 8 décembre 2006.
Rapporteur: M. Jean-Claude Maene
17. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, afin de mettre fin à la discrimination fondée sur l'âge en ce qui concerne la nomination des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique.
Déposée par M. Bart Laeremans, n° 2916/1 du 9 février 2007.
18. Projet de loi portant diverses mesures en matière de fonction publique.
Déposé par le gouvernement, n° 3100/1 du 25 avril 2007.

GOUVERNEMENT

Proposition de loi réglementant l'emploi des langues pour certains actes de l'autorité publique.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 40/1 du 2 juillet 2003.

HANDICAPE

Proposition de résolution relative à l'accessibilité pour les personnes sourdes et malentendantes aux services de secours et de police via la technologie «SMS».

Déposée par Mmes Valérie Déom et Zoé Genot, MM. André Frédéric, Yvan Mayeur et Jean-Claude Maene, n° 2472/1 du 9 mai 2006.

INDUSTRIE DE LA RESTAURATION

Proposition de loi inscrivant le pouvoir d'instaurer une heure de fermeture pour les débits de boissons dans la Nouvelle loi communale.

Déposée par M. Guido De Padt, Mme Yolande Avontroodt, MM. Miguel Chevalier et Bart Tommelein et Mme Hilde Vautmans, n° 1203/1 du 10 juin 2004.

INFORMATIQUE

Proposition de loi relative à l'usage de logiciels libres dans les administrations fédérales.

Déposée par M. Yvan Mayeur, n° 244/1 du 2 octobre 2003.

JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Proposition de loi modifiant, en vue d'instaurer une Commission permanente de recours des étrangers, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ainsi que le Code judiciaire.

Déposée par Mme Marie Nagy, n° 69/1 du 14 juillet 2003.

LEGISLATION

1. Proposition de loi abrogeant la loi du 11 avril 1936 permettant au gouvernement d'interdire l'entrée en Belgique de certaines publications étrangères.
Déposée par MM. Alfons Borginon, *Karel Pinxten* (**) et Koen T'Sijen, n° 1472/1 du 1^{er} décembre 2004.
2. Proposition de résolution relative à une législation intelligente pour une société de la connaissance, à une législation créative pour une économie créative et à une législation durable pour un développement durable.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans, n° 3038/1 du 28 mars 2007.

LUTTE ANTI-INCENDIE

Proposition de résolution relative à la modification de l'arrêté royal du 20 mars 2002 fixant les dispositions générales relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs accomplis par des membres volontaires des services publics d'incendie recrutés en tant que membres professionnels.

Déposée par MM. Gerolf Annemans et Filip De Man, Mme Nancy Caslo, MM. Jan Mortelmans, Staf Neel et Luc Sevenhans, n° 1950/1 du 14 juillet 2005.

MEDIATEUR

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.
Déposée par M. Olivier Chastel, n° 218/1 du 24 septembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.
Déposée par M. Olivier Chastel, n° 219/1 du 24 septembre 2003.

3. Proposition de loi visant à modifier l'article 13 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.
Déposée par M. Olivier Chastel, n° 222/1 du 24 septembre 2003.
4. Proposition de loi visant à modifier la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Olivier Chastel, n° 233/1 du 29 septembre 2003.

MILICE PRIVEE

Proposition de loi modifiant la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées en vue d'interdire les organisations de particuliers qui ont pour objet de suppléer les organes légalement chargés du contrôle des services de police ou de s'y substituer.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 44/1 du 2 juillet 2003.

ORGANISATION DE LA PROFESSION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé.
Déposée par Mme Els Van Weert, n° 1129/1 du 13 mai 2004.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 2229/1 du 26 janvier 2006.

ORGANISATION ELECTORALE

1. Proposition de loi modifiant certaines lois électorales, en ce qui concerne les jetons de présence des membres des bureaux électoraux.
Déposée par MM. Luc Sevenhans et Jan Mortelmans, n° 63/1 du 10 juillet 2003.
Amendements de M. Luc Sevenhans, n° 63/2 du 22 mai 2006.
2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger pour l'élection du Conseil régional wallon et du Parlement flamand d'une part, et pour l'élection du Conseil régional bruxellois d'autre part.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, M. François-Xavier de Donnea et Mme Jacqueline Galant, n° 221/1 du 24 septembre 2003.
3. Proposition de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale et des membres bruxellois du Conseil flamand et la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du conseil de la Communauté germanophone, en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger pour l'élection du Conseil régional wallon et du Parlement flamand, du Conseil régional Bruxellois et du Conseil de la Communauté germanophone.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, M. François-Xavier de Donnea et Mme Jacqueline Galant, n° 276/1 du 14 octobre 2003.
4. Proposition de loi visant à éliminer tout soupçon de favoritisme partisan lors de la modification d'aspects importants relatifs à l'élection de la Chambre des représentants et du Sénat.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten et Pieter De Crem, n° 285/1 du 14 octobre 2003.
5. Proposition de loi organisant une consultation populaire sur l'octroi du droit de vote aux élections communales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne.
Déposée par MM. Hagen Goyvaerts et Filip De Man, n° 307/1 du 20 octobre 2003.
Rapporteurs: Mme Jacqueline Galant et M. Dirk Claes

6. Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.
Déposée par MM. Hans Bonte, Willy Cortois, Herman Van Rompuy, Walter Muls et *Geert Bourgeois* (**), n° 333/1 du 24 octobre 2003.
Avis du Conseil d'État, n° 333/2 du 3 septembre 2004.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
7. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 25 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 13 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger.
Déposée par MM. Hendrik Daems, Willy Cortois, Claude Marinower et Filip Anthuenis, n° 394/1 du 6 novembre 2003.
8. Proposition de loi modifiant plusieurs lois électorales, en vue d'accorder le droit de vote aux Belges qui résident à l'étranger.
Déposée par MM. Hendrik Daems, Willy Cortois, Claude Marinower et Filip Anthuenis, n° 395/1 du 6 novembre 2003.
9. Proposition de loi étendant les conditions des droits d'éligibilité pour l'élection du Parlement européen.
Déposée par MM. Dirk Van der Maelen et Geert Lambert, n° 602/1 du 18 décembre 2003.
10. Proposition de loi spéciale visant à éliminer tout soupçon de favoritisme partisan lors de la modification d'aspects importants de la législation relative à l'élection du Conseil flamand, du Conseil régional wallon et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten et Pieter De Crem, n° 657/1 du 7 janvier 2004.
11. Proposition de loi modifiant le Code électoral afin d'étendre le droit de vote à l'ensemble des citoyens, quel que soit leur âge.
Déposée par Mme Alexandra Colen, MM. Koen Bultinck, Jaak Van den Broeck, Hagen Goyvaerts et Gerolf Annemans, n° 700/1 du 15 janvier 2004.
12. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale en ce qui concerne l'élection des échevins des communes périphériques, de Comines-Warneton et de Fourons.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**) et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 842/1 du 23 février 2004.
13. Proposition de résolution concernant les sanctions prises à l'encontre des bourgmestres qui refusent de prêter leur concours à l'organisation des élections européennes.
Déposée par MM. *Geert Bourgeois* (**) et Herman Van Rompuy, n° 1020/1 du 15 avril 2004.
14. Proposition de loi scindant la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde pour l'élection du Parlement européen.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Filip De Man et Gerolf Annemans, n° 1040/1 du 21 avril 2004.
Avis du Conseil d'État n° 1040/2 du 3 septembre 2004.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
15. Proposition de résolution concernant l'organisation des élections européennes dans les communes flamandes de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 1042/1 du 22 avril 2004.
16. Proposition de loi visant la suppression du vote automatisé et la généralisation du dépouillement par lecture optique.
Déposée par M. Joseph Arens, Mme Joëlle Milquet et M. Melchior Wathelet, n° 1100/1 du 5 mai 2004.
17. Proposition de loi abrogeant le titre VI du Code électoral.
Déposée par Mmes Hilde Vautmans et Annemie Turtelboom et M. Miguel Chevalier, n° 1218/1 du 16 juin 2004.

18. Proposition de loi rétablissant les circonscriptions électorales d'arrondissement pour l'élection de la Chambre des représentants et scindant la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde pour l'élection des Chambres législatives fédérales et du Parlement européen.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Dirk Claes et Paul Tant, n° 1365/1 du 5 octobre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1365/2 du 7 décembre 2004.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
19. Proposition de loi modifiant le Code électoral et la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en vue d'instituer, pour les élections de la Chambre des représentants, du Sénat et du Parlement européen, une circonscription électorale composée des arrondissements administratifs de Bruxelles-Hal-Vilvorde, Nivelles et Louvain.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Olivier Maingain, n° 1375/1 du 13 octobre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1375/2 du 7 décembre 2004.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
20. Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (1).
Déposée par MM. Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Pieter De Crem, Patrick De Groote et Koen T'Sijen, n° 1379/1 du 13 octobre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1379/2 du 7 décembre 2004.
Amendements de MM. Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Herman Van Rompuy, Koen T'Sijen, Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1379/3 du 11 janvier 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 1379/4 du 25 janvier 2005.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
21. Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (2).
Déposée par MM. Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Pieter De Crem, Patrick De Groote et Koen T'Sijen, n° 1380/1 du 13 octobre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1380/2 du 7 décembre 2004.
Amendements de MM. Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Koen T'Sijen, Herman Van Rompuy, Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1380/3 du 11 janvier 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 1380/4 du 25 janvier 2005.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
22. Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (1).
Déposée par MM. Bart Laeremans, Filip De Man, Gerolf Annemans et Koen Bultinck, Mme Alexandra Colen MM. Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans, *Guido Tastenhoye* (**), Jaak Van den Broeck et Francis Van den Eynde, n° 1381/1 du 13 octobre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1381/2 du 7 décembre 2004.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
23. Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (2).
Déposée par MM. Bart Laeremans, Filip De Man, Gerolf Annemans et Koen Bultinck, Mme Alexandra Colen, MM. Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans, *Guido Tastenhoye* (**), Jaak Van den Broeck, Francis Van den Eynde n° 1382/1 du 13 octobre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1382/2 du 7 décembre 2004.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
24. Proposition de loi modifiant le Code électoral ainsi que son annexe.
Déposée par M. Thierry Giet, Mme Karine Lalieux, M. Yvan Mayeur, Mme Marie-Claire Lambert, M. Mohammed Boukourna et Mme Talbia Belhouari, n° 1384/1 du 14 octobre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1384/2 du 7 décembre 2004.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)

25. Proposition de loi modifiant le Code électoral ainsi que son annexe.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, MM. Melchior Wathelet et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1385/1 du 14 octobre 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 1385/2 du 7 décembre 2004.
Rapporteurs: MM. Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Éric Libert et *Jean-Jacques Viseur* (**)
26. Proposition de loi visant à abroger la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion et à l'octroi du titre d'«Institut de sondage d'opinion».
Déposée par MM. Alfons Borginon et *Karel Pinxten* (**), n° 1470/1 du 1^{er} décembre 2004.
27. Proposition de loi supprimant le droit de vote aux élections communales pour les ressortissants non européens.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde, Gerolf Annemans, Filip De Man et Bart Laeremans, Mmes Nancy Caslo et Marleen Govaerts, n° 1548/1 du 12 janvier 2005.
28. Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.
Déposée par MM. Pieter De Crem et Dirk Claes, Mme Simonne Creyf, MM. Patrick De Grootte et Carl Devlies, Mme Katrien Schryvers, MM. Herman Van Rompuy, Mark Verhaegen et Servais Verherstraeten, n° 1808/1 du 26 mai 2005.
29. Proposition de loi modifiant l'article 180*bis* du Code électoral relatif au vote des Belges résidant à l'étranger.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Charles Michel, Mmes Corinne De Permentier, Jacqueline Galant et M. Éric Libert n° 2215/1 du 19 janvier 2006.

PENSIONS

1. Proposition de loi modifiant l'article 59 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977.
Déposée par MM. Olivier Chastel et Daniel Bacquelaine, n° 150/1 du 4 août 2003.
Reprise par M. Jean-Pierre Malmendier, le 9 mars 2004 en remplacement de M. Olivier Chastel.
Addendum n° 150/2 du 9 mars 2004.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 215/1 du 24 septembre 2003.
3. Proposition de loi concernant la pension de retraite du secteur public en cas de séparation de fait et de divorce.
Déposée par M. Servais Verherstraeten et Mme Greta D'hondt, n° 536/1 du 3 décembre 2003.
4. Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté royal du 22 septembre 1980 portant exécution de l'article 50, § 2, alinéa 2, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, en vue de modifier l'impact financier des pensions de bourgmestre, échevin et président de CPAS sur les finances communales.
Déposée par M. Richard Fournaux, n° 566/1 du 8 décembre 2003.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires en ce qui concerne le montant des pensions octroyées à certains mandataires publics.
Déposée par M. *Daniel Féret* (**), n° 794/1 du 9 février 2004.
6. Proposition de loi autorisant le cumul illimité des revenus provenant de l'exercice du mandat de conseiller communal, de conseiller provincial ou de membre d'un conseil de l'aide sociale avec une pension de retraite ou de survie.
Déposée par MM. Luc Sevenhans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Bert Schoofs et Francis Van den Eynde, n° 1038/1 du 22 avril 2004.

7. Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté royal du 22 septembre 1980 portant exécution de l'article 50, § 2, alinéa 2, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, en vue de prendre en compte l'évolution des charges liées aux pensions de bourgmestre, échevin et président de CPAS sur les finances communales.
Déposée par Mme Brigitte Wiaux, MM. Joseph Arens et *Damien Yzerbyt* (**), n° 1484/1 du 3 décembre 2004.
8. Proposition de loi interprétant l'article 6 de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales.
Déposée par MM. Éric Massin, Olivier Chastel et *Jean-Jacques Viseur* (**), Mmes Magda De Meyer, Greta D'hondt et Annemie Turtelboom, n° 2174/1 du 21 décembre 2005.
Rapporteur: M. Jean-Claude Maene

POLICE

1. Proposition de loi relative au recrutement de personnel administratif et logistique à la police locale.
Déposée par M. Jan Peeters, n° 263/1 du 8 octobre 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 479/1 du 24 novembre 2003.
3. Proposition de loi modifiant l'article 27 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.
Déposée par M. Pieter De Crem, n° 936/1 du 19 mars 2004.
4. Proposition de résolution visant à alléger les tâches administratives judiciaires assumées par les polices locales.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, François Bellot, Alain Courtois et Mme Corinne De Permentier, n° 1066/1 du 29 avril 2004.
5. Proposition de loi complétant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en vue de présenter au public les objets retrouvés et saisis.
Déposée par Mme *Karine Jiroflée* (**), n° 1303/1 du 23 juillet 2004.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en ce qui concerne le contrôle de l'absentéisme scolaire.
Déposée par MM. Filip De Man, Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 1448/1 du 22 novembre 2004.
7. Proposition de loi modifiant le décret des 19-22 juillet 1791 relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle et portant le texte néerlandais dudit décret.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Bert Schoofs et Filip De Man, n° 1455/1 du 22 novembre 2004.
8. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les pouvoirs de contrôle des conseillers de police, la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.
Déposée par MM. Jan Mortelmans et Filip De Man et Mme Marleen Govaerts, n° 3010/1 du 21 mars 2007.
9. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne l'élection des membres du conseil de police.
Déposée par MM. Jef Van den Bergh et Dirk Claes et Mme Katrien Schryvers, n° 3035/1 du 28 mars 2007.
10. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la prestation de serment des membres des conseils de police.
Déposée par MM. Paul Meeus, Filip De Man et Bart Laeremans, n° 3105/1 du 26 avril 2007.

POUVOIRS PUBLICS

Proposition de résolution visant à assurer la stricte impartialité des pouvoirs publics.

Déposée par MM. Yvan Mayeur, André Frédéric, Éric Massin, Thierry Giet, Mohammed Boukourna et *Claude Eerdekens* (**), Mmes Camille Dieu, Sophie Pécriaux, Valérie Déom et Karine Lalieux n° 1121/1 du 11 mai 2004.

PROPAGANDE ELECTORALE

1. Proposition de loi relative au calcul de l'incidence financière des programmes électoraux.
Déposée par M. Pieter De Crem, n° 31/1 du 26 juin 2003.
Rapporteur: M. Willy Cortois
2. Proposition de loi spéciale relative au calcul de l'incidence financière des programmes électoraux.
Déposée par M. Pieter De Crem, n° 32/1 du 26 juin 2003.
Rapporteur: M. Willy Cortois
3. Proposition de loi modifiant l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et *Pierre-Yves Jeholet* (**).
Reprise par Mme *Anne Barzin* (**), le 26 octobre 2005 en remplacement de *M. Pierre-Yves Jeholet* (**), n° 444/1 du 18 novembre 2003.
Addendum, n° 444/2 du 26 octobre 2005.
4. Proposition de loi levant l'interdiction de certaines affiches électorales prévue par la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
Déposée par M. Pieter De Crem, n° 751/1 du 29 janvier 2004.
Rapporteur: M. Philippe De Coene
5. Proposition de loi levant l'interdiction de certaines affiches électorales prévue par la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen.
Déposée par M. Pieter De Crem, n° 752/1 du 29 janvier 2004.
Rapporteur: M. Philippe De Coene
6. Proposition de loi levant l'interdiction de certaines affiches électorales prévue par la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone.
Déposée par M. Pieter De Crem, n° 753/1 du 29 janvier 2004.
Rapporteur: M. Philippe De Coene

PROTECTION DES MINORITES

Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973, en vue de scinder la Commission nationale permanente du Pacte culturel.

Déposée par MM. Bart Laeremans, Koen Bultinck et Ortwin Depoortere, n° 1572/1 du 27 janvier 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 1572/2 du 11 avril 2005.

RACISME

Proposition de résolution relative à la résurgence de l'antisémitisme en Belgique.

Déposée par MM. Olivier Maingain, Daniel Bacquelaine et Mme Corinne De Permentier, n° 1013/1 du 8 avril 2004.

RESSORTISSANT ETRANGER

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
Déposée par M. Francis Van den Eynde, n° 477/1 du 24 novembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les mariages fictifs.
Déposée par MM. Filip Anthuenis, Stef Goris, Guy Hove et Georges Lenssen, n° 576/1 du 11 décembre 2003.
3. Proposition de loi créant un statut de protection temporaire pour les personnes déplacées, complémentaire à la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne du 20 juillet 2001, et modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 concernant les centres publics d'aide sociale.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 789/1 du 5 février 2004.
4. Proposition de résolution relative à la réalisation d'une analyse coût-profit objective de la présence d'étrangers dans notre pays.
Déposée par MM. Filip De Man, Jaak Van den Broeck et Hagen Goyvaerts, n° 847/1 du 25 février 2004.
5. Proposition de résolution visant à adapter les règles relatives à la constitution de familles et au regroupement familial au modèle danois.
Déposée par M. Guido Tastenhoye (**), n° 961/1 du 26 mars 2004.
6. Proposition de résolution relative à la problématique de la «libération» en zone de transit.
Déposée par Mmes Marie Nagy et Zoé Genot, n° 1256/1 du 29 juin 2004.
7. Proposition de résolution relative à la lutte contre les mariages de complaisance.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Carl Devlies, Mme Simonne Creyf, MM. Filip Anthuenis et *Geert Bourgeois* (**), Mmes Maya Detiège et Jacqueline Galant, MM. Claude Marinower et Melchior Wathelet, n° 1283/1 du 13 juillet 2004.
Rapporteur: Mme Jacqueline Galant
8. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, n° 1584/1 du 1^{er} février 2005.
Rapporteurs: MM. Mohammed Boukourna et Dirk Claes
9. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de décourager les mariages de complaisance.
Déposée par M. Hans Bonte, n° 1590/1 du 2 février 2005.
10. Proposition de loi visant à créer un Comité permanent Migrations chargé du contrôle des institutions et instances non juridictionnelles compétentes en matière d'asile, de protection subsidiaire, et de droits des étrangers et modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.
Déposée par Mmes Marie Nagy et Zoé Genot, n° 1699/1 du 11 avril 2005.
11. Proposition de loi organisant l'accueil des demandeurs d'asile dans des centres fermés et supprimant le soutien financier tout au long de la procédure d'asile.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer, Gerolf Annemans, Filip De Man et Ortwin Depoortere, Mme Marleen Govaerts, MM. Hagen Goyvaerts, Staf Neel, *Guido Tastenhoye* (**) et Francis Van den Eynde et Mme Frieda Van Themsche, n° 1917/1 du 5 juillet 2005.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la possibilité pour des familles avec enfants mineurs d'être maintenues en un lieu déterminé.
Déposée par M. Mohammed Boukourna, Mmes Magda De Meyer, Karine Lalieux et Dalila Douifi, M. Jean-Claude Maene et Mme Greet Van Gool, n° 2156/1 du 14 décembre 2005.
Rapporteurs: MM. Mohammed Boukourna et Dirk Claes

13. Proposition de loi établissant des critères et une procédure de régularisation de certaines catégories d'étrangers résidant sur le territoire belge, et modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Muriel Gerken, M. Jean-Marc Nollet et Mme Zoé Genot, n° 2328/1 du 9 mars 2006.
Rapporteurs: MM. Mohammed Boukourna et Dirk Claes
14. Proposition de loi relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume et modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, MM. Melchior Wathelet, Joseph Arens, Benoît Drèze et *Jean-Jacques Viseur* (**), Mme Brigitte Wiaux et M. David Lavaux, n° 2347/1 du 16 mars 2006.
Rapporteurs: MM. Mohammed Boukourna et Dirk Claes
15. Proposition de résolution relative à la citoyennisation préalable dans le pays d'origine.
Déposée par M. *Guido Tastenhoye* (**), n° 2390/1 du 30 mars 2006.
16. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers afin de préciser les critères de régularisation du statut de séjour des étrangers.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Dirk Claes, Mmes Greta D'hondt et Katrien Schryvers, MM. Jo Vandeurzen et Servais Verherstraeten, n° 2490/1 du 17 mai 2006.
Rapporteurs: MM. Mohammed Boukourna et Dirk Claes
17. Proposition demandant au Collège des médiateurs fédéraux de mener un audit sur le fonctionnement des centres fermés de l'Office des étrangers.
Déposée par MM. Thierry Giet, Mohammed Boukourna, Mme Karine Lalieux et M. Jean-Claude Maene, n° 2828/1 du 21 décembre 2006.
Rapporteur: M. Jean-Claude Maene

SECURITE PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.
Déposée par Mme Hilde Dierickx et M. Miguel Chevalier, n° 1084/1 du 3 mai 2004.
2. Proposition de loi octroyant des compétences supplémentaires aux membres du service interne de gardiennage dans la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer.
Déposée par MM. Guido De Padt, Miguel Chevalier et Willy Cortois, n° 1224/1 du 21 juin 2004.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, afin d'instaurer une condition d'autorisation sociale dans le secteur de la sécurité privée.
Déposée par Mme *Karine Jiroflée* (**) et M. Jean-Marc Delizée, n° 1236/1 du 23 juin 2004.
Reprise par Mme Greet Van Gool, le 16 janvier 2007 en remplacement de *Mme Karine Jiroflée* (**).
Addendum, n° 1236/2 du 16 janvier 2007.
Rapporteur: M. Dirk Claes
4. Proposition de résolution relative au respect de la légalité dans l'instauration de «couvre-feux» par les communes.
Déposée par MM. Denis Ducarme et Patrick Moriau, n° 2019/1 du 11 octobre 2005.

TRAFIC DE PERSONNES

Proposition de loi insérant un article 134quinquies dans la nouvelle loi communale, relatif aux compétences de police du bourgmestre dans le cadre de la lutte contre les réseaux de traite d'êtres humains.
Déposée par M. Joseph Arens, Mme Joëlle Milquet, MM. Melchior Wathelet et *Raymond Langendries* (**), n° 1098/1 du 5 mai 2004.

UNION EUROPEENNE

1. Proposition de résolution concernant l'organisation d'une consultation populaire portant sur le projet de Constitution européenne.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 297/1 du 15 octobre 2003.
Rapport de M. Hervé Hasquin, n° 297/2 du 25 février 2005.
2. Proposition de résolution relative à l'organisation d'une consultation populaire au sujet de la future Constitution européenne.
Déposée par Mme Els Van Weert et M. Geert Lambert, n° 317/1 du 21 octobre 2003.
Rapport de M. Hervé Hasquin, n° 317/2 du 25 février 2005.
3. Proposition de résolution visant à renforcer la collaboration entre tous les niveaux de pouvoir dans le cadre de la relance du débat sur l'avenir de l'Union européenne.
Déposée par Mme Camille Dieu, MM. Jean-Marc Delizée, André Frédéric, Patrick Moriau et Bruno Van Grootenbrulle, n° 2593/1 du 30 juin 2006.

Commission de la Justice

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

1. Proposition de résolution relative à la politique pénitentiaire.
Déposée par M. Jo Vandeurzen, Mme Liesbeth Van der Auwera et M. Theo Kelchtermans, n° 950/1 du 24 mars 2004.
2. Proposition de résolution relative à la mise en place d'une formation initiale et continue des agents pénitentiaires.
Déposée par MM. Jean-Pierre Malmendier, Philippe Monfils, Olivier Maingain, Alain Courtois et Charles Michel, n° 1416/1 du 27 octobre 2004.

ARMEE

Proposition de loi modifiant le Code pénal militaire en ce qui concerne la destitution et la privation du grade.
Déposée par M. Stef Goris, Mme Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier, n° 595/1 du 16 décembre 2003.

AUTORITE PARENTALE

1. Proposition de loi introduisant la parenté sociale dans le Code civil.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 815/1 du 16 février 2004.
Reprise par M. Patrick De Groot, le 23 juin 2005 en remplacement de M. *Geert Bourgeois* (**).
Addendum, n° 815/2 du 23 juin 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 815/3 du 7 octobre 2005.
Rapporteur: Mme Sabien Lahaye-Bathheu, n° 815/4 du 27 avril 2007.
2. Proposition de loi introduisant la parentalité sociale dans le Code civil.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 1958/1 du 19 juillet 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 1958/2 du 7 octobre 2005.
Rapport de Mme Sabine Lahaye-Battheu, n° 1958/3 du 27 avril 2007.
3. Proposition de loi instaurant des dispositions de base en matière de parenté sociale.
Déposée par M. Guy Swennen, n° 2924/1 du 16 février 2007.
4. Proposition de loi instaurant l'acte légal de parenté sociale.
Déposée par M. Guy Swennen, n° 2926/1 du 16 février 2007.

AVORTEMENT

1. Proposition de loi repénalisant l'avortement.
Déposée par M. Gerolf Annemans, n° 556/1 du 5 décembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'article 350, alinéa 2, 6°, du Code pénal.
Déposée par Mme Alexandra Colen, n° 699/1 du 15 janvier 2004.

BAIL

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de conciliation préalable en matière de baux de résidence principale.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, *Serge Van Overtveldt* (**) et Olivier Maingain, Mme *Anne Barzin* (**) et M. Alain Courtois, n° 668/1 du 8 janvier 2004.
Reprise par M. Charles Michel, le 1^{er} octobre 2004 en remplacement de M. *Serge Van Overtveldt* (**).
Addendum, n° 668/2 du 1 octobre 2004.
2. Proposition de loi en vue d'améliorer le droit au logement et modifiant les dispositions du Code civil sur les baux de résidence principale et la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire.
Déposée par Mmes Karine Lalieux et Valérie Déom, MM. André Perpète et Éric Massin, n° 670/1 du 9 janvier 2004.
3. Proposition de loi portant l'enregistrement du contrat de bail lors du changement de domicile et la tenue d'un registre communal des loyers.
Déposée par Mmes Anne-Marie Baeke et *Hilde Claes* (**), n° 1230/1 du 22 juin 2004.
4. Proposition de loi portant des mesures spécifiques concernant la location de chambres d'étudiant.
Déposée par Mme Anne-Marie Baeke, M. Stijn Bex, Mmes *Hilde Claes* (**), Maya Detiège, *Karine Jiroflée* (**), MM. *Daan Schalck* (**) et Dirk Van der Maelen, n° 1231/1 du 22 juin 2004.
5. Proposition de loi visant à améliorer la situation sociale et juridique des personnes prostituées.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea et Philippe Monfils, n° 1412/1 du 27 octobre 2004.
6. Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire, afin de garantir les droits des sous-locataires.
Déposée par Mme Valérie De Bue et M. Jean-Pierre Malmendier, n° 1537/1 du 30 décembre 2004.
7. Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux baux à loyer.
Déposée par Mme Marie Nagy et M. Jean-Marc Nollet, n° 1788/1 du 18 mai 2005.
8. Proposition de loi visant à objectiver et contrôler les loyers des logements, à mieux garantir le maintien dans le logement et à instituer des commissions des baux.
Déposée par M. André Frédéric, Mme Anne-Marie Baeke, M. Yvan Mayeur, Mme Dalila Douifi, M. Éric Massin, Mmes *Karine Jiroflée* (**) et Véronique Ghenne, MM. Guy Swennen, Thierry Giet et Dirk Van der Maelen, n° 1899/1 du 29 juin 2005.
9. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la garantie locative, l'article 10 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section II, du Code civil.
Déposée par Mmes Anne-Marie Baeke, *Hilde Claes* (**) et Magda De Meyer, n° 2050/1 du 27 octobre 2005.
10. Proposition de loi modifiant l'article 3, § 5, du livre III, titre VIII, chapitre II, section 2, du Code civil.
Déposée par Mme Anne-Marie Baeke, n° 2477/1 du 10 mai 2006.
11. Proposition de loi instituant un «Fonds fédéral des garanties locatives» et modifiant les règles du Code civil portant sur les garanties offertes par le preneur d'un bail relatif à la résidence principale du preneur.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Mme Joëlle Milquet, n° 2480/1 du 10 mai 2006.

12. Proposition de loi relative aux baux afférents aux chambres d'étudiants.
Déposée par Mme Katrien Schryvers et M. Servais Verherstraeten, n° 3109/1 du 26 avril 2007.

BAIL COMMERCIAL

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les règles relatives aux baux commerciaux.
Déposée par M. Claude Marinower et Mme Martine Taelman, n° 609/1 du 19 décembre 2003.
2. Proposition de loi interdisant la résiliation d'un bail commercial pour non-respect d'une obligation d'achat.
Déposée par MM. David Geerts et Dirk Van der Maelen, n° 2225/1 du 26 janvier 2006.
3. Proposition de loi modifiant le livre III, titre VIII, Chapitre II, section 2bis du Code civil, afin d'assurer le renouvellement automatique du bail commercial.
Déposée par Mme Karine Lalieux et M. Thierry Giet, n° 3082/1 du 18 avril 2007.

BIOETHIQUE

1. Proposition de loi relative aux mères porteuses.
Déposée par Mmes *Karine Jiroflée* (**) et Magda De Meyer, n° 1915/1 du 5 juillet 2005.
Reprise par Mme Maya Detiège, le 16 janvier 2007 en remplacement de Mme *Karine Jiroflée* (**) .
Addendum, n° 1915/2 du 16 janvier 2007.
2. Proposition de loi réglementant la maternité de substitution.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, M. Miguel Chevalier et Mme Hilde Vautmans, n° 1941/1 du 13 juillet 2005.

COMMERCE DES ARMES

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.
Déposée par MM. Philippe Monfils et François-Xavier de Donnea, Mme Jacqueline Galant et M. Daniel Ducarme, n° 2718/1 du 24 octobre 2006.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.
Déposée par MM. Filip De Man et Bart Laeremans, n° 2864/1 du 25 janvier 2007.
3. Proposition de loi visant à modifier la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes afin de prolonger de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2007 le délai de déclaration de détention d'armes.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2969/1 du 8 mars 2007.
Rapporteur: Mme Marie-Christine Marghem
Amendement de M. Philippe Monfils, n° 2969/2 du 18 avril 2007.

COMMISSION D'ENQUETE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier la problématique du respect de la vie privée dans le cadre du traitement des données à caractère personnel.
Déposée par M. *Karel Pinxten* (**) et Mme Hilde Vautmans, n° 2039/1 du 24 octobre 2005.
2. Proposition visant à créer une commission d'enquête parlementaire chargée d'établir les responsabilités et de faire toute la lumière sur l'assassinat de Julien Lahaut, député et Président du Parti communiste de Belgique, le 18 août 1950 à Seraing par des inconnus.
Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Patrick Moriau et Mme Marie-Claire Lambert, n° 2104/1 du 24 novembre 2005.

3. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur l'intervention de la Sûreté de l'État et d'autres services de police dans l'affaire «Erdal» en particulier, ainsi que sur le fonctionnement, d'éventuels dysfonctionnements et la nécessité d'adapter l'organisation et le fonctionnement de la Sûreté de l'État en général.
Déposée par MM. Gerolf Annemans et Bart Laeremans, n° 2339/1 du 14 mars 2006.
4. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le dynamitage de la tour de l'Yser le 15 mars 1946 et sur la manière dont l'instruction y afférente a été menée.
Déposée par MM. Koen Bultinck et Bart Laeremans, n° 2592/1 du 30 juin 2006.

CONSEIL D'ÉTAT BELGE

Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif.

Déposée par Mmes Annelies Storms et Muriel Gerkens, n° 2627/1 du 12 juillet 2006.

COPROPRIETE

1. Proposition de loi modifiant les dispositions relatives à la copropriété.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 481/1 du 24 novembre 2003.
Reprise par M. Patrick De Grootte, le 22 avril 2005 en remplacement de M. *Geert Bourgeois* (**).
Addendum, n° 481/2 du 22 avril 2005.
2. Proposition de loi modifiant les articles 27 et 29 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, en vue de créer un privilège en faveur des associations de copropriétaires.
Déposée par Mmes *Catherine Doyen-Fonck* (**) et Joëlle Milquet, MM. Joseph Arens et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1161/1 du 19 mai 2004.

CULTE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques, des ministres des cultes reconnus et des délégués du Conseil central laïque.
Déposée par M. Tony Van Parys, n° 1573/1 du 27 janvier 2005.
2. Proposition de résolution visant à permettre à l'Islam de conviction religieuse et modéré d'exister sereinement, aucune dérive radicale n'étant tolérable.
Déposée par MM. Denis Ducarme, Olivier Chastel, Richard Fournaux et Alain Courtois, Mme Marie-Christine Marghem et M. Daniel Ducarme n° 2526/1 du 2 juin 2006.
3. Proposition de résolution pour la constitution d'un Islam de Belgique affranchi des tutelles idéologiques étrangères et des dépendances financières extérieures.
Déposée par MM. Denis Ducarme, Olivier Chastel, Alain Courtois, Mmes Marie-Christine Marghem et Jacqueline Galant, MM. Philippe Collard, François Bellot, Robert Denis et Daniel Ducarme, n° 2847/1 du 15 janvier 2007.

DIVORCE

1. Proposition de loi modifiant l'article 1385bis du Code judiciaire.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 272/1 du 9 octobre 2003.
2. Proposition de loi relative à la création des espaces-rencontre et à leur fonctionnement dans le cadre d'une procédure judiciaire.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 435/1 du 14 novembre 2003.
3. Proposition de résolution relative à la création d'un fonds des créances alimentaires.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. *Gérard Gobert* (**) et Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 1067/1 du 29 avril 2004.

4. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'objectiver le calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants.
Déposée par MM. Melchior Wathelet et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1145/1 du 19 mai 2004.
Rapporteurs: Mme Valérie Déom et M. Servais Verherstraeten
5. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de faire payer les pensions alimentaires aux enfants de préférence par domiciliation bancaire.
Déposée par Mme Dalila Douifi et M. Guy Swennen, n° 2968/1 du 8 mars 2007.

DROIT CIVIL

1. Proposition de loi modifiant le Code civil, en ce qui concerne les intérêts et les clauses pénales en cas de défaut d'exécution des obligations contractuelles.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 122/1 du 28 juillet 2003.
Rapporteur: M. Jean-Pierre Malmendier
2. Proposition de loi modifiant le Code civil, en ce qui concerne la compétence de recevoir des actes authentiques.
Déposée par M. Jan Peeters, n° 270/1 du 9 octobre 2003.
3. Proposition de loi modifiant l'article 2277bis du Code civil.
Déposée par M. Olivier Chastel, n° 450/1 du 18 novembre 2003
Reprise par Mme Marie-Christine Marghem, le 12 mars 2004 en remplacement de M. Olivier Chastel.
Addendum, n° 450/2 du 12 mars 2004.
4. Proposition de loi accordant la personnalité civile à l'enfant à naître.
Déposée par M. Gerolf Annemans et Mme Alexandra Colen, n° 461/1 du 20 novembre 2003.
5. Proposition de loi complétant l'article 1226 du Code civil.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 480/1 du 24 novembre 2003.
6. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 afin d'instaurer un privilège général sur les meubles en faveur des victimes d'infractions criminelles.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten et Tony Van Parys, n° 498/1 du 26 novembre 2003.
7. Proposition de loi modifiant les articles 577-8 et 577-11 du Code civil, en ce qui concerne les missions du syndic.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea et Alain Courtois, n° 869/1 du 5 mars 2004.
8. Proposition de loi complétant la loi hypothécaire en ce qui concerne l'octroi à l'association des copropriétaires d'un privilège sur les immeubles.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 894/1 du 10 mars 2004.
9. Proposition de loi modifiant les articles 77, 80 et 84 du Code civil en ce qui concerne le constat de décès et le transport des dépouilles mortelles.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 1220/1 du 18 juin 2004.
Amendements de Mme Martine Taelman, n° 1220/2 du 22 mars 2006.
Avis du Conseil d'État, n° 1220/3 du 11 mai 2006.
Rapporteur: M. Jean-Pierre Malmendier
10. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le comportement incorrect des bénéficiaires.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 1885/1 du 24 juin 2005.
11. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la responsabilité objective des parents pour les dommages causés par leurs enfants mineurs.
Déposée par M. Guido De Padt, n° 2163/1 du 16 décembre 2005.

12. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'interdire toute violence entre les enfants et leurs parents.
Déposée par Mme *Karine Jiroflée* (**), n° 2673/1 du 4 septembre 2006.
Reprise par Mme M. Raemaekers, le 16 janvier 2007 en remplacement de Mme *Karine Jiroflée* (**).
Addendum, n° 2673/2 du 16 janvier 2007.
13. Proposition de résolution relative à la récodification de certaines parties du Code civil.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 2732/1 du 8 novembre 2006.
14. Proposition de loi modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en ce qui concerne la transcription d'actes notariés translatifs de droits réels immobiliers.
Déposée par M. Paul Meeus, n° 3094/1 du 24 avril 2007.

DROIT DE GREVE

Proposition de loi modifiant l'article 406 du Code pénal en vue de sauvegarder le droit de grève.
Déposée par Mme Magda De Meyer, MM. Jean-Marc Delizée et Hans Bonte, n° 118/1 du 28 juillet 2003.

DROIT DE LA FAMILLE

1. Proposition de loi modifiant le Code civil relative aux liens personnels entre frères et soeurs.
Déposée par Mmes Pierrette Cahay-André et *Anne Barzin* (**) et M. Olivier Maingain, n° 311/1 du 20 octobre 2003.
2. Proposition de loi complétant le Code civil par des dispositions relatives à la parenté sociale.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Jo Vandeurzen et Tony Van Parys et Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 393/1 du 6 novembre 2003.
Avis du Conseil d'État, n° 393/2 du 7 octobre 2005.
Rapport de Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 393/3 du 23 avril 2007.

DROIT PENAL

1. Proposition de loi concernant la privation de certains droits civils et politiques, modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.
Déposée par M. *Claude Eerdeken* (**), n° 185/1 du 29 août 2003.
Reprise par M. Thierry Giet, le 5 octobre 2005 en remplacement de M. *Claude Eerdeken* (**).
Addendum, n° 185/2 du 5 octobre 2005.
2. Proposition de loi complétant le Code pénal en vue de protéger entre autres le drapeau national belge.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Richard Fournaux, n° 234/1 du 29 septembre 2003.
3. Proposition de loi visant à lutter contre la marginalisation sociale des personnes prostituées.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 236/1 du 30 septembre 2003.
4. Proposition de loi visant à réprimer l'abus frauduleux de la situation de faiblesse des personnes afin de les pousser à un acte ou une abstention.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 322/1 du 22 octobre 2003.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.
Déposée par M. Geert Bourgeois, n° 341/1 du 24 octobre 2003.
6. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne le meurtre pour vol.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Tony Van Parys et Jo Vandeurzen, n° 350/1 du 29 octobre 2003.

7. Proposition de loi instaurant le régime des repentis.
Déposée par MM. Tony Van Parys et Jo Vandeurzen, n° 358/1 du 29 octobre 2003.
Avis du Conseil d'État, n° 358/2 du 19 août 2004.
Amendements de MM. Tony Van Parys et Jean-Pierre Malmendier, n° 358/3 du 23 mars 2005.
Rapporteur: M. Jean-Pierre Malmendier
8. Proposition de loi incriminant le squat d'immeubles et étendant l'incrimination de la violation de domicile.
Déposée par M. Tony Van Parys, n° 366/1 du 30 octobre 2003.
9. Proposition de loi complétant le Code pénal afin de réprimer les appels abusifs à la générosité de la population.
Déposée par MM. Yves Leterme, Tony Van Parys et Servais Verherstraeten, n° 396/1 du 6 novembre 2003.
10. Proposition de loi instaurant un régime pour les collaborateurs de la justice.
Déposée par Mme Martine Taelman, MM. Alfons Borginon, Claude Marinower et Jean-Pierre Malmendier, n° 399/1 du 6 novembre 2003.
Avis du Conseil d'État, n° 399/2 du 19 août 2004.
Amendements de M. Alfons Borginon, Mme Martine Taelman et M. Claude Marinower, n° 399/3 du 16 novembre 2004.
Rapporteur: M. Jean-Pierre Malmendier
11. Proposition de loi sanctionnant les autorités publiques qui contournent la loi pénale.
Déposée par Mme Alexandra Colen, n° 429/1 du 13 novembre 2003.
12. Proposition de résolution relative à la conclusion d'un accord de coopération relatif à l'intégration et l'harmonisation de la politique en faveur des victimes.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Jean-Pierre Malmendier, n° 446/1 du 18 novembre 2003.
13. Proposition de loi modifiant le Code pénal et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la protection des personnes vulnérables.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 448/1 du 18 novembre 2003.
14. Proposition de loi modifiant les articles 7 et 14 de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**) et Mme Yolande Avontroodt, n° 555/1 du 5 décembre 2003.
15. Proposition de loi visant à protéger l'exercice des droits garantis par la Constitution et par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 611/1 du 19 décembre 2003.
16. Proposition de loi modifiant les règles légales relatives à la légitime défense et introduisant la cause absolutoire générale de l'excès de légitime défense.
Déposée par M. Bart Laeremans, Mme *Gerda Van Steenberghe* (**), M. Koen Bultinck et Mme Frieda Van Themsche, n° 651/1 du 6 janvier 2004.
17. Proposition de résolution relative à l'établissement d'une convention internationale visant la communication du casier judiciaire des personnes impliquées dans des faits graves en cas de modification transnationale du domicile de celles-ci.
Déposée par Mme Dominique Tilmans, M. François Bellot, Mmes Corinne De Permentier et Jacqueline Galant, n° 671/1 du 9 janvier 2004.
18. Proposition de loi modifiant la loi du 30 mai 1892 sur l'hypnotisme et portant le texte néerlandais de ladite loi.
Déposée par MM. Bart Laeremans et Bert Schoofs, n° 684/1 du 13 janvier 2004.
19. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de réprimer la destruction, la dégradation ou la mise hors d'usage de la signalisation routière ou de dispositifs automatiques fonctionnant en l'absence d'agents qualifiés.
Déposée par MM. *Jos Ansoms* (**), Servais Verherstraeten et Dirk Claes, n° 703/1 du 16 janvier 2004.

20. Proposition de loi complétant l'article 31, alinéa 2 de la loi du 15 juin 1935 relative à l'emploi des langues en matière judiciaire en ce qui concerne l'irrégularité de la procédure liée à la qualité d'interprète juré.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 732/1 du 26 janvier 2004.
21. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code pénal en matière de légitime défense.
Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Trees Pieters et MM. Pieter De Crem et Tony Van Parys, n° 741/1 du 27 janvier 2004.
22. Proposition de loi réprimant la destruction ou l'endommagement de biens meubles d'autrui.
Déposée par M. Hagen Goyvaerts, MM. Guy D'haeseleer, Bart Laeremans, Jan Mortelmans, Bert Schoofs et Mme Gerda Van Steenberge (**), n° 756/1 du 29 janvier 2004.
23. Proposition de loi assouplissant les règles relatives aux poursuites et aux recherches dans le cadre de la politique en matière de drogue.
Déposée par MM. Gerolf Annemans et Filip De Man, n° 852/1 du 27 février 2004.
24. Proposition de loi insérant dans le Code pénal une disposition interdisant de porter dans les lieux publics des tenues vestimentaires masquant le visage.
Déposée par Mme Gerda Van Steenberge (**), MM. Filip De Man et Bart Laeremans, n° 880/1 du 8 mars 2004.
25. Proposition de loi supprimant l'incrimination de la voyance dans le Code pénal.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom et M. Bart Tommelein, n° 985/1 du 31 mars 2004.
26. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue d'ériger en infraction le fait de masquer son identité dans le but de commettre des infractions.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Pierre-Yves Jeholet (**), n° 1114/1 du 7 mai 2004.
Reprise par M. Alain Courtois en remplacement de M. Pierre-Yves Jeholet (**), le 29 septembre 2004.
Addendum, n° 1114/2 du 29 septembre 2004.
27. Proposition de loi renforçant les peines prévues par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.
Déposée par MM. Gerolf Annemans et Filip De Man, n° 1233/1 du 22 juin 2004.
28. Proposition de loi incrimant le non-respect de la législation linguistique par les services d'urgence ou les services mobiles de secours des hôpitaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.
Déposée par MM. Hagen Goyvaerts, Bart Laeremans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Filip De Man, n° 1260/1 du 30 juin 2004.
29. Proposition de loi complétant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale.
Déposée par MM. Tony Van Parys, Hendrik Bogaert et Dirk Claes, n° 1280/1 du 12 juillet 2004.
30. Proposition de loi modifiant la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales et le Code d'instruction criminelle en vue d'instaurer un système d'amendes proportionnelles aux revenus des condamnés.
Déposée par M. Thierry Giet et Mme Karine Lalieux, n° 1346/1 du 20 septembre 2004.
31. Proposition de loi complétant le Code pénal en ce qui concerne l'évasion des détenus.
Déposée par M. François-Xavier de Donnea et Mme Corinne De Permentier, n° 1355/1 du 4 octobre 2004.
32. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la libération conditionnelle et la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.
Déposée par MM. Walter Muls et Alfons Borginon, n° 1404/1 du 25 octobre 2004.
33. Proposition de loi visant à instaurer la suspension automatique du droit d'éligibilité, comme accessoire à une condamnation sur la base des lois du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale.
Déposée par MM. Olivier Maingain et Éric Libert, n° 1442/1 du 18 novembre 2004.

34. Proposition de loi introduisant un article 380quater dans le Code pénal relatif au recours aux services sexuels d'une victime de la traite des êtres humains.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 1485/1 du 3 décembre 2004.
35. Proposition de résolution en vue d'assurer une politique cohérente en faveur des victimes.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Jean-Pierre Malmendier, n° 1495/1 du 8 décembre 2004.
36. Proposition de loi modifiant l'article 85 du Code pénal.
Déposée par Mme Nathalie Muylle et M. Tony Van Parys, n° 1500/1 du 10 décembre 2004.
37. Proposition de résolution relative au statut des victimes.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Jean-Pierre Malmendier, n° 1561/1 du 17 janvier 2005.
38. Proposition de loi améliorant la position de la victime en cas de remise en liberté.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Tony Van Parys et Jo Vandeurzen, n° 1597/1 du 7 février 2005.
Amendement de MM. Tony Van Parys et Walter Muls, n° 1597/2 du 22 février 2006.
Rapporteur: M. Walter Muls
39. Proposition de loi insérant un article 563*bis* dans le Code pénal en vue d'interdire à toute personne de circuler sur la voie publique et/ou dans les lieux publics le visage masqué, déguisé ou dissimulé.
Déposée par M. François-Xavier de Donnea, n° 1625/1 du 21 février 2005.
40. Proposition de loi sanctionnant la propagande en faveur de la guerre en temps de paix.
Déposée par MM. Filip De Man et Guy D'haeseleer, n° 1769/1 du 6 mai 2005.
41. Proposition de loi visant à interdire la commercialisation des enfants.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 1823/1 du 1 juin 2005.
42. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de sanctionner les empiètements sur l'exercice du pouvoir judiciaire.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Muriel Gerkens et Zoé Genot et M. Jean-Marc Nollet, n° 1830/1 du 2 juin 2005.
43. Proposition de loi insérant un nouvel article incriminant le squat dans le Code pénal.
Déposée par MM. Ortwin Depoortere, Filip De Man, Hagen Goyvaerts et Francis Van den Eynde, n° 1894/1 du 27 juin 2005.
44. Proposition de loi régissant l'identification des auteurs d'infractions et le droit des victimes d'infractions de rendre publiques des photographies des auteurs filmés ou photographiés en flagrant délit.
Déposée par M. Filip De Man, Mmes Nancy Caslo et Frieda Van Themsche, n° 1918/1 du 6 juillet 2005.
45. Proposition de loi modifiant le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et l'abus de la situation de faiblesse des personnes.
Déposée par Mmes Hilde Vautmans, Annemie Turtelboom et M. Miguel Chevalier, n° 2001/1 du 13 septembre 2005.
46. Proposition de loi visant à compléter l'article 137, § 2 du Code pénal afin d'intégrer le viol parmi la liste des infractions pouvant être considérées comme terroristes.
Déposée par Mmes Josée Lejeune et Corinne De Permentier, n° 2056/1 du 4 novembre 2005.
47. Proposition de loi renforçant l'aggravation de la peine en cas de récidive légale.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Filip De Man et Bert Schoofs, n° 2061/1 du 9 novembre 2005.
48. Proposition de loi étendant le système du prélèvement obligatoire de l'ADN chez certains groupes de condamnés.
Déposée par MM. Filip De Man, Bart Laeremans et Bert Schoofs, n° 2068/1 du 10 novembre 2005.
49. Proposition de loi visant à mettre en place des commissaires généraux aux droits des victimes.
Déposée par M. Jean-Pierre Malmendier et Daniel Bacquelaine, n° 2092/1 du 21 novembre 2005.

50. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les circonstances atténuantes en cas de récidive légale.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Filip De Man et Bert Schoofs, n° 2113/1 du 28 novembre 2005.
51. Proposition de loi renforçant les règles relatives au concours de plusieurs infractions.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Bert Schoofs et Filip De Man, n° 2114/1 du 28 novembre 2005.
Rapporteur: M. Walter Muls
52. Proposition de loi modifiant la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus, en vue de garantir la disponibilité du personnel des prisons.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 2131/1 du 1 décembre 2005.
53. Proposition de loi complétant le Code pénal en ce qui concerne l'utilisation d'armes à feu par les fonctionnaires de police qui prennent en flagrant délit l'auteur d'une infraction en possession d'une arme à feu.
Déposée par M. Filip De Man, n° 2135/1 du 2 décembre 2005.
54. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de renforcer les peines punissant les homicides perpétrés contre des dépositaires de la force publique.
Déposée par MM. Staf Neel, Bert Schoofs, Filip De Man, Bart Laeremans, Francis Van den Eynde et Mme Frieda Van Themsche, n° 2147/1 du 8 décembre 2005.
55. Proposition de loi modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 2208/1 du 16 janvier 2006.
56. Proposition de loi insérant un article 556 dans le Code pénal visant à interdire l'intimidation au moyen de chiens.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Charles Michel, n° 2232/1 du 26 janvier 2006.
57. Proposition de résolution relative à la mise en oeuvre d'une approche globale en vue de lutter contre la criminalité dans les commerces.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Ortwin Depoortere, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts et Staf Neel et Mme Frieda Van Themsche, n° 2281/1 du 10 février 2006.
58. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de réprimer les coups et blessures dus à des animaux de compagnie.
Déposée par M. Dylan Casaer, Mme *Hilde Claes* (**) et M. Guy Swennen, n° 2317/1 du 24 février 2006.
59. Proposition de loi modifiant les articles 399, 400 et 405*bis* du Code pénal en ce qui concerne les coups et blessures volontaires.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 2355/1 du 20 mars 2006.
60. Proposition de résolution relative au suivi des mineurs délinquants sexuels.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2484/1 du 17 mai 2006.
61. Proposition de loi instaurant dans le Code pénal une circonstance aggravante pour certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public.
Déposée par MM. Dirk Claes, Tony Van Parys, Servais Verherstraeten, n° 2508/1 du 23 mai 2006.
62. Projet de loi visant à réprimer l'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse des personnes.
Déposé par le gouvernement, n° 2637/1 du 13 juillet 2006.
63. Proposition de loi tendant à réprimer certains actes inspirés par le sexisme.
Déposée par M. Jean-Marc Nollet et Mme Muriel Gerkens, n° 2663/1 du 18 août 2006.
64. Proposition de loi visant à introduire la possibilité de recourir à un dispositif de surveillance électronique et à un traitement pharmacologique hormonal des agresseurs sexuels remis en liberté.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier et Alain Courtois, n° 2694/1 du 3 octobre 2006.

65. Proposition de loi modifiant le Code pénal afin d'aggraver les peines prononcées à l'encontre de délinquants sexuels récidivistes.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier et Alain Courtois, n° 2698/1 du 4 octobre 2006.
66. Proposition de loi tendant à l'introduction dans notre législation pénale de périodes de sûreté en cas de condamnation pour des actes criminels d'une extrême gravité.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier et Alain Courtois, n° 2702/1 du 11 octobre 2006.
67. Proposition de loi modifiant l'article 138 du Code pénal en vue d'incriminer plus sévèrement les infractions terroristes.
Déposée par M. Patrick Cocriamont, n° 2735/1 du 9 novembre 2006.
68. Proposition de loi visant à organiser l'information en cas d'appel public à la solidarité sociale.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2757/1 du 22 novembre 2006.
69. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse.
Déposée par MM. Bart Tommelein et Miguel Chevalier et Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 2857/1 du 23 janvier 2007.
70. Proposition de loi modifiant diverses lois relatives à l'évasion de détenus et à la libération conditionnelle.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten et Tony Van Parys, n° 2883/1 du 2 février 2007.
71. Proposition de loi visant à autoriser la publication et la diffusion du compte-rendu des débats judiciaires en cas de faits graves commis par un mineur de plus de 16 ans.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2896/1 du 7 février 2007.
72. Projet de loi modifiant la loi du 4 mai 1999 instaurant la responsabilité pénale des personnes morales.
Déposé par le gouvernement, n° 2929/1 du 19 février 2007.
73. Proposition de loi insérant les articles 442quater et 442quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes.
Déposée par M. André Frédéric, Mme Valérie Déom, M. Éric Massin et Mme Véronique Ghenne, n° 2935/1 du 21 février 2007.
74. Proposition de loi relative aux certificats de bonnes conduite, vie et moeurs.
Déposée par MM. Dominique Van Roy et Daniel Bacquelaine et Mme Corinne De Permentier, n° 2948/1 du 1^{er} mars 2007.
75. Proposition de loi visant à modifier l'article 383*bis* du Code pénal afin d'étendre l'incrimination de la distribution et du commerce de la pornographie aux supports sonores.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2960/1 du 5 mars 2007.
76. Projet de loi relatif à la suspension et à l'exécution du droit de vote et des droits visés à l'article 31 du Code pénal en cas de condamnation pénale.
Déposé par le gouvernement, n° 3005/1 du 16 mars 2007.
Amendement de MM. Thierry Giet, Claude Marinower et Jean-Pierre Malmendier, Mme Valérie Déom et M. Walter Muls, n° 3005/2 du 16 avril 2007.
Amendement de MM. Gerolf Annemans, Bart Laeremans et Bert Schoofs, n° 3005/3 du 18 avril 2007.
Avis du Conseil d'État, n° 3005/4 du 26 avril 2007.
Rapporteur: M. Tony Van Parys
77. Proposition de loi interdisant les organisations racistes, négationnistes et néonazis.
Déposée par M. Koen T'Sijen, Daniel Bacquelaine, Stijn Bex, Philippe De Coene, Thierry Giet, Geert Lambert, Walter Muls, Claude Marinower, Mme Annemie Roppe et M. Dirk Van der Maelen, n° 3014/1 du 22 mars 2007.
Rapporteur: M. Alain Courtois

78. Proposition de loi visant à réprimer le happy slapping.
Déposée par M. Charles Michel et Mme Dalila Douifi , n° 3079/1 du 13 avril 2007.
79. Projet de loi relatif aux extraits du Casier judiciaire délivrés aux particuliers.
Déposé par le gouvernement, n° 3099/1 du 25 avril 2007.

DROIT SUCCESSORAL

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la portion de biens disponible.
Déposée par M. Guy Swennen, n° 726/1 du 22 janvier 2004.
2. Proposition de loi modifiant l'article 727 du Code civil relatif à l'indignité successorale.
Déposée par M. Guy Swennen, n° 727/1 du 22 janvier 2004.
3. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'autoriser la représentation de l'héritier renonçant.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 1711/1 du 15 avril 2005.
Amendements de M. Alfons Borginon, n° 1711/2 du 11 mai 2005.
Rapporteur: Mme Sabien Lahaye-Battheu
4. Proposition de loi modifiant le Code civil afin de pouvoir désigner les beaux-enfants comme héritiers.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 1853/1 du 10 juin 2005.
Rapporteur: Mme Sabien Lahaye-Battheu
5. Proposition de loi modifiant le Code civil afin de calculer par souche la réserve successorale des descendants.
Déposée par M. Alfons Borginon, Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Martine Taelman, n° 1854/1 du 10 juin 2005.
Rapporteur: Mme Sabien Lahaye-Battheu
6. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer le saut de génération volontaire.
Déposée par MM. Stijn Bex, Koen T'Sijen et Mme Annelies Storms, n° 2856/1 du 23 janvier 2007.

ÉTAT CIVIL

1. Proposition de loi modifiant les articles 55 et 56 du Code civil relatifs à la déclaration de naissance.
Déposée par MM. Yves Leterme (**), et Geert Bourgeois (**), n° 308/1 du 20 octobre 2003.
Reprise par Mme Liesbeth Van der Auwera en remplacement de M. Yves Leterme (**), le 21 octobre 2005.
Amendement de M. Guy Swennen, n° 308/2 du 10 décembre 2003.
Addendum, n° 308/3 du 21 octobre 2005.
2. Proposition de loi modifiant la réglementation concernant les enfants nés sans vie.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Servais Verherstraeten, Mme Greta D'hondt, MM. Herman Van Rompuy, Dirk Claes et Roel Deseyn, n° 879/1 du 8 mars 2004.
3. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la déclaration d'enfant sans vie.
Déposée par M. Guido De Padt, Mmes Martine Taelman, Annemie Turtelboom, M. Karel Pinxten (**), et Mme Hilde Vautmans, n° 883/1 du 9 mars 2004.
4. Proposition de loi relative à la mention dans le registre national des descendants au premier degré.
Déposée par M. Servais Verherstraeten, n° 1333/1 du 7 septembre 2004.
Amendement de Mme Martine Taelman, n° 1333/2 du 21 mars 2007.
Rapporteur: M. André Perpète
5. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la déclaration de naissance.
Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 1482/1 du 3 décembre 2004.

EUTHANASIE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.
Déposée par M. Joseph Arens, n° 52/1/ du 8 juillet 2003.
2. Proposition de loi complétant, en ce qui concerne les mineurs, la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.
Déposée par Mmes *Karine Jiroflée* (**), Anne-Marie Baeke et Maya Detiège, n° 2553/1 du 16 juin 2006.

EXPROPRIATION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.
Déposée par M. Claude Marinower, Mme Hilde Vautmans, M. Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 589/1 du 16 décembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.
Déposée par MM. Alfons Borginon et Claude Marinower, n° 2315/1 du 24 février 2006.
Avis du Conseil d'État, n° 2315/2 du 10 avril 2006.

FILIACTION

1. Proposition de loi visant à réglementer l'usage des analyses génétiques à des fins d'identification en matière de filiation.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 66/1/ du 11 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant l'article 335 du Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de l'enfant.
Déposée par Mmes Zoé Genot et Muriel Gerkens, n° 89/1/du 16 juillet 2003.
3. Proposition de loi modifiant le Code civil, la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 et la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, afin de permettre l'accouchement anonyme.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 155/1 du 4 août 2003.
4. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le nom patronymique.
Déposée par Mmes Dalila Douifi, Magda De Meyer et Maya Detiège, n° 248/1 du 2 octobre 2003.
5. Proposition de loi modifiant le code Civil en ce qui concerne les effets de la filiation et de l'adoption sur le nom de l'enfant.
Déposée par Mmes Els Van Weert et Annelies Storms, n° 724/1 du 22 janvier 2004.
6. Proposition de loi modifiant l'article 320 du Code civil.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 1009/1 du 7 avril 2004.
7. Proposition de loi modifiant la réglementation afin de permettre l'accouchement anonyme.
Déposée par Mmes Alexandra Colen, Marleen Govaerts, Frieda Van Themsche et M. Bart Laeremans, n° 1984/1 du 18 août 2005.
8. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de famille, afin de garantir la transmission de l'identité familiale par le port du double nom.
Déposée par Mme Karine Lalieux, M. Thierry Giet, Mme Colette Burgeon, M. Éric Massin, Mme Valérie Déom et M. André Perpète, n° 2037/1 du 19 octobre 2005.
9. Proposition de résolution relative à l'accouchement discret.
Déposée par Mme *Karine Jiroflée* (**), et Magda De Meyer, n° 2182/1 du 22 décembre 2005.
Reprise par Mme Maya Detiège en remplacement de Mme *Karine Jiroflée* (**), le 16 janvier 2007.
Addendum, n° 2182/2 du 16 janvier 2007.

10. Proposition de loi modifiant l'article 328 du Code civil en ce qui concerne la reconnaissance posthume d'un enfant.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 2286/1 du 14 février 2006.
11. Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms en vue de faciliter la modification des noms.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom et Martine Taelman, n° 2475/1 du 10 mai 2006.
12. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de famille afin d'établir clairement la filiation avec la mère tout en préservant l'historicité de la filiation paternelle.
Déposée par M. Olivier Maingain, n° 2507/1 du 23 mai 2006.
13. Proposition de loi modifiant le Code civil afin de permettre l'accouchement discret.
Déposée par M. Guy Swennen et Mme Magda De Meyer, n° 2900/1 du 8 février 2007.

GUERRE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les éventuelles responsabilités administratives, judiciaires et politiques belges dans la persécution et la déportation des juifs de Belgique au cours de la deuxième guerre mondiale.
Déposée par MM. Olivier Maingain, *Claude Eerdekens* (**), Daniel Bacquelaine, Mme *Martine Payfa* (**) et M. Éric Libert, n° 343/1 du 27 octobre 2003.
2. Proposition de résolution relative à la commémoration du sixantième anniversaire de la libération des camps de concentration nazis.
Déposée par MM. Yvan Mayeur, André Frédéric et Thierry Giet, n° 1376/1 du 13 octobre 2004.
3. Proposition de résolution relative à l'instauration d'une journée commémorative de l'holocauste et à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, la xénophobie et l'intolérance.
Déposée par MM. David Geerts, Philippe De Coene et Dylan Casaer, Mmes *Hilde Claes* (**), *Karine Jiroflée* (**), Greet Van Gool et Maya Detiège, n° 1633/1 du 24 février 2005.

HANDICAPE

Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la définition de personnes atteintes d'un handicap intellectuel.
Déposée par Mme *Hilde Claes* (**), n° 2325/1 du 8 mars 2006.
Reprise par Mme Greet Van Gool, le 23 mars 2006.
Addendum, n° 2325/2 du 23 mars 2006.

HYPOTHEQUE

Proposition de loi modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en vue de créer un privilège pour les créances liées à l'état de santé du débiteur ainsi que pour celles relatives au logement du débiteur.
Déposée par MM. Yvan Mayeur et Éric Massin, n° 2557/1 du 16 juin 2006.

IMPOT INDIRECT

Proposition de loi modifiant les articles 95 et 97 du Code des droits de succession.
Déposée par Mme Simonne Creyf et M. Servais Verherstraeten, n° 401/1 du 6 novembre 2003.

JEU DE HASARD

1. Proposition de loi visant à modifier la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.
Déposée par M. Jan Mortelmans, Mmes Nancy Caslo et Marleen Govaerts, MM. Bart Laeremans, Jaak Van den Broeck et Mme *Gerda Van Steenberge* (**), n° 507/1 du 28 novembre 2003.
2. Projet de loi portant des dispositions diverses relatives aux jeux de hasard.
Déposé par le gouvernement, n° 2807/1 du 7 décembre 2006.
3. Proposition de loi complétant l'article 5 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 2993/1 du 14 mars 2007.

LEGISLATION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes législatifs et réglementaires.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Pierrette Cahay-André, M. Robert Denis et *Pierre-Yves Jeholet* (**), n° 309/1 du 20 octobre 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 relative à la procédure de publication au *Moniteur belge*.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Olivier Chastel, n° 486/1 du 24 novembre 2003.
3. Proposition de loi relative à l'emploi de la langue allemande en matière législative.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Bert Schoofs, Jaak Van den Broeck, Francis Van den Eynde et Staf Neel, n° 1483/1 du 3 décembre 2004.

MAISON DE JUSTICE

Proposition de résolution relative à l'évaluation du travail réalisé par les maisons de Justice.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Jean-Pierre Malmendier et Mme Marie-Christine Marghem, n° 445/1 du 18 novembre 2003.

MARIAGE

1. Proposition de loi modifiant l'article 1394 du Code civil en ce qui concerne la renonciation à l'accession entre époux communs en biens.
Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, n° 1152/1 du 19 mai 2004.
Rapporteur: Mme Valérie Déom
2. Proposition de loi modifiant l'article 1595 du Code civil relatif à la prohibition de la vente entre époux.
Déposée par MM. Éric Massin, Yvan Mayeur et Mme Valérie Déom, n° 1908/1 du 4 juillet 2005.
3. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en ce qui concerne le mariage.
Déposée par Mmes Katrien Schryvers et Liesbeth Van der Auwera, n° 2324/1 du 8 mars 2006.
Amendements de Mmes Katrien Schryvers et Liesbeth Van der Auwera, n° 2324/2 du 29 janvier 2007.
4. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la modification du régime matrimonial sans intervention du tribunal.
Déposée par Mme Martine Taelman, MM. Alfons Borginon et Claude Marinower et Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 2327/1 du 8 mars 2006. ,
Amendements de Mme Martine Taelman et M. Alfons Borginon, n° 2327/2 du 29 novembre 2006.
Rapporteur: Mme Valérie Déom
5. Projet de loi modifiant l'article 167 du Code civil.
Déposé par le gouvernement, n° 2419/1 du 18 avril 2006.

NATIONALITE

1. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en vue de simplifier et d'instaurer une double nationalité pour les Belges qui acquièrent volontairement une nationalité étrangère.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, n° 515/1 du 29 novembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge.
Déposée par MM. Guy Hove, Willy Cortois, Filip Anthuenis et Claude Marinower, n° 615/1 du 29 décembre 2003.
3. Proposition de loi modifiant l'article 22 du Code de la nationalité belge en vue d'instaurer le principe de la double nationalité pour les ressortissants belges qui acquièrent volontairement une nationalité étrangère.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 951/1 du 24 mars 2004.
4. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les problèmes posés par l'application de la loi du 1^{er} mars 2000 instaurant une procédure accélérée de naturalisation.
Déposée par MM. *Guido Tastenhoye* (**), Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Jan Mortelmans, Bart Laeremans et Bert Schoofs, n° 1710/1 du 15 avril 2005.
5. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code de la nationalité belge relatives à l'acquisition de la nationalité.
Déposée par M. François-Xavier de Donnea, n° 2065/1 du 10 novembre 2005.
6. Proposition de résolution visant à faciliter l'annulation de naturalisations acquises de manière illicite.
Déposée par MM. Filip De Man, Hagen Goyvaerts et Jan Mortelmans, n° 2423/1 du 20 avril 2006.

NATURALISATION

1. Proposition de loi subordonnant l'acquisition de la nationalité belge à l'obligation d'intégration.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 296/1 du 15 octobre 2003.
Reprise par M. Patrick De Groote en remplacement de M. *Geert Bourgeois* (**), le 9 novembre 2004.
Addendum, n° 296/2 du 9 novembre 2004.
2. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 299/1 du 16 octobre 2003.
Reprise par M. Patrick De Groote en remplacement de M. *Geert Bourgeois* (**), le 9 novembre 2004.
Addendum, n° 299/2 du 9 novembre 2004.
3. Proposition de loi modifiant un certain nombre de dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et du Code de la nationalité belge.
Déposée par M. Filip Anthuenis, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Guy Hove, Mme Annemie Turtelboom, MM. Willy Cortois et Claude Marinower, n° 1251/1 du 25 juin 2004.

NOTAIRE

Proposition de loi scindant la Chambre nationale des notaires et une Chambre des notaires francophones et germanophones et une Chambre des notaires néerlandophones.
Déposée par MM. Bart Laeremans et Bert Schoofs, n° 2062/1 du 9 novembre 2005.

OBLIGATION ALIMENTAIRE

Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'obligation alimentaire à l'égard des ascendants.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 1852/1 du 10 juin 2005.
Rapporteur: Mme Sabien Lahaye-Battheu

ORGANISATION DE LA PROFESSION

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la certification des experts.

Déposée par M. Éric Massin, Mme Sophie Pécriaux, M. André Perpète et Mme Karine Lalieux, n° 1345/1 du 20 septembre 2004.

ORGANISATION JUDICIAIRE

1. Proposition de loi modifiant l'article 43, § 5, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, en vue d'améliorer le fonctionnement des juridictions de l'arrondissement de Bruxelles. Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 48/1 du 3 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, pour ce qui concerne le tribunal du travail de Tongres. Déposée par M. Jo Vandeurzen, n° 211/1 du 22 septembre 2003.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire. Déposée par M. Jo Vandeurzen, n° 212/1 du 22 septembre 2003.
4. Proposition de loi modifiant l'article 259ter du Code judiciaire. Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 342/1 du 24 octobre 2003.
5. Proposition de loi modifiant l'article 259ter du Code judiciaire, en vue d'accélérer la procédure de nomination des magistrats. Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 416/1 du 10 novembre 2003.
6. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le traitement des magistrats de la Cour de cassation. Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 436/1 du 14 novembre 2003.
7. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire, en ce qui concerne le statut des référendaires près la Cour de cassation. Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 451/1 du 18 novembre 2003.
8. Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue de créer des tribunaux de première instance francophones et néerlandophones et de scinder le ministère public près le tribunal de première instance dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Déposée par MM. Tony Van Parys, Servais Verherstraeten, Carl Devlies et *Geert Bourgeois* (**), n° 506/1 du 28 novembre 2003.
9. Proposition de loi modifiant l'article 43^{quater} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 523/1 du 2 décembre 2003.
10. Proposition de loi modifiant le cadre linguistique et le nombre des magistrats de la Cour de cassation. Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 524/1 du 2 décembre 2003.
11. Proposition de loi modifiant l'article 478 du Code judiciaire. Déposée par Mme Martine Taelman, MM. Alfons Borginon et Claude Marinower, n° 577/1 du 11 décembre 2003.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, en vue d'améliorer le fonctionnement des juridictions de l'arrondissement de Bruxelles. Déposée par MM. Olivier Maingain, Éric Libert, Mme *Martine Payfa* (**) et M. Jean-Pierre Malmendier, n° 647/1 du 5 janvier 2004.
13. Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation judiciaire. Déposée par M. *Geert Bourgeois*, n° 650/1 du 6 janvier 2004.

14. Proposition de loi modifiant les compétences du juge de paix.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Jo Vandeurzen, Tony Van Parys et Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 723/1 du 22 janvier 2004.
15. Proposition de loi créant un tribunal de la famille.
Déposée par Mme Joëlle Milquet et M. Melchior Wathelet, n° 765/1 du 5 février 2004.
Addendum, n° 765/2 du 7 février 2006.
16. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire afin d'instituer des juges et substituts de renfort et des juges de renfort mobiles.
Déposée par MM. Olivier Maingain, Daniel Bacquelaine et Alain Courtois, n° 776/1 du 4 février 2004.
17. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la désignation de magistrats admis à la retraite en tant que magistrats suppléants.
Déposée par MM. Olivier Maingain, Alain Courtois et Éric Libert et Mme Marie-Christine Marghem, n° 777/1 du 4 février 2004.
18. Proposition de loi abrogeant l'article 43, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Déposée par M. Bart Laeremans, Mmes Alexandra Colen et *Gerda Van Steenberge* (**), n° 781/1 du 5 février 2004.
19. Proposition de loi complétant l'article 205 du Code judiciaire.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 830/1 du 20 février 2004.
20. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'encourager la mobilité des magistrats.
Déposée par M. Melchior Wathelet et Mme Marie Nagy, n° 848/1 du 26 février 2004.
21. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'organiser une évaluation des référendaires près la Cour de cassation en cours de stage.
Déposée par MM. Alain Courtois et Olivier Maingain, n° 905/1 du 11 mars 2004.
22. Proposition de loi relative à la création d'un conseil consultatif des greffiers.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 1043/1 du 22 avril 2004.
23. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'assurer la mobilité des magistrats auprès des tribunaux de police et des justices de paix.
Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, MM. *Jean-Luc Crucke* (**) et Olivier Maingain, n° 1305/1 du 26 juillet 2004.
Reprise par M. Alain Courtois en remplacement de M. *J-L Crucke* (**), le 1^{er} octobre 2004.
Addendum, n° 1305/2 du 1^{er} octobre 2004.
24. Proposition de loi insérant un chapitre VIbis portant statut des traducteurs et interprètes jurés dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Déposée par M. Alain Courtois et Mme Marie-Christine Marghem, n° 1321/1 du 30 août 2004.
25. Proposition de résolution relative à l'utilisation d'un langage juridique plus clair et plus compréhensible.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier, n° 1343/1 du 15 septembre 2004.
26. Proposition de loi déterminant les cadres du personnel des cours et tribunaux.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 1368/1 du 8 octobre 2004.
27. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire en ce qui concerne le choix par les inculpés et les témoins de la langue dans laquelle ils font leurs déclarations verbales.
Déposée par M. Patrick De Grootte, n° 1400/1 du 21 octobre 2004.

28. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire en ce qui concerne l'emploi des langues dans les apostilles.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde, Bart Laeremans, Mmes Marleen Govaerts et Alexandra Colen, n° 1413/1 du 27 octobre 2004.
29. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Déposée par M. Walter Muls, n° 1447/1 du 22 novembre 2004.
30. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire en ce qui concerne le fonctionnement des tribunaux à Bruxelles.
Déposée par M. Walter Muls, n° 1563/1 du 19 janvier 2005.
31. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue de l'intégration horizontale des cours et tribunaux aux niveaux des premier et deuxième degrés de juridiction.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 1571/1 du 27 janvier 2005.
32. Proposition de loi organisant le dédoublement linguistique du tribunal de première instance dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.
Déposée par MM. Olivier Maingain, Éric Libert et Alain Courtois et Mme Marie Nagy, n° 1733/1 du 4 mai 2005.
Addendum, n° 1733/2 du 8 juin 2005.
33. Proposition de loi complétant le Code judiciaire en ce qui concerne les tarifs des huissiers de justice.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 1819/1 du 31 mai 2005.
34. Proposition de loi scindant la Chambre nationale des huissiers de justice en une Chambre des huissiers de justice francophones et germanophones et une Chambre des huissiers de justice néerlandophones.
Déposée par M. Bart Laeremans et Bert Schoofs, n° 1828/1 du 2 juin 2005.
35. Proposition de loi relative aux conditions de forme auxquelles doit satisfaire une plainte introduite auprès du Conseil supérieur de la Justice.
Déposée par Mme *Hilde Claes* (**), n° 2035/1 du 18 octobre 2005.
36. Proposition de loi introduisant une procédure disciplinaire spéciale dans le Code judiciaire en cas de violation du principe de neutralité par des membres du siège du pouvoir judiciaire.
Déposée par M. Guy Swennen, n° 2186/1 du 23 décembre 2005.
37. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail en ce qui concerne les tribunaux du travail de Bruges et de Namur-Dinant.
Déposée par Mme *Hilde Claes* (**), n° 2214/1 du 18 janvier 2006.
38. Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire.
Déposée par MM. Tony Van Parys, Luc Goutry, Hendrik Bogaert et Roel Deseyn, Mmes Nathalie Muylle et Trees Pieters, n° 2258/1 du 6 février 2006.
39. Proposition de loi insérant un article 53bis dans la loi du 15 juin 1935 relative à l'emploi des langues en matière judiciaire, en vue de prévoir la fixation de cadres linguistiques pour le personnel des services des greffes des juridictions bruxelloises.
Déposée par M. Olivier Maingain, Mme Karine Lalieux, MM. François-Xavier de Donnea et Éric Libert, n° 2399/1 du 31 mars 2006.
40. Proposition de loi modifiant l'article 524 du Code judiciaire en ce qui concerne la suppléance des huissiers de justice.
Déposée par MM. François Bellot, Olivier Maingain, Jean-Pierre Malmendier, Alain Courtois et Daniel Ducarme, n° 2575/1 du 23 juin 2006.
41. Projet de loi modifiant diverses dispositions du Code judiciaire relatives à l'accès à la magistrature.
Déposé par le gouvernement, n° 2624/1 du 11 juillet 2006.

42. Projet de loi insérant un chapitre VIbis portant les conditions de désignation des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et modifiant le Code d'Instruction criminelle.
Déposé par le gouvernement, n° 2636/1 du 13 juillet 2006.
43. Proposition de résolution relative à la création d'un institut de formation judiciaire par communauté.
Déposée par M. Bart Laeremans, n° 2837/1 du 9 janvier 2007.
44. Proposition de loi modifiant l'article 207 du Code judiciaire.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 2895/1 du 6 février 2007.
45. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'exercice de mandats politiques par le personnel des greffes et des secrétariats des parquets.
Déposée par M. Guido De Padt, n° 2986/1 du 12 mars 2007.
46. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire, en vue de compléter le statut juridique des membres du Bureau du Conseil supérieur de la Justice.
Déposée par Mme Martine Taelman et M. Alfons Borginon, n° 3096/1 du 24 avril 2007.

POLITIQUE FAMILIALE

Proposition de loi instaurant le rapport d'incidence sur les familles.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Jaak Van den Broeck et Mme Alexandra Colen, n° 380/1 du 30 octobre 2003.

PROCEDURE CIVILE

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le jugement par défaut.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 49/1 du 3 juillet 2003.
2. Proposition de loi insérant, dans le Code judiciaire, une disposition relative au droit d'action des organisations de consommateurs.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 124/1 du 28 juillet 2003.
3. Proposition de loi octroyant le droit de représentation en justice aux syndicats de locataires.
Déposée par Mme Magda De Meyer et M. Hans Bonte, n° 127/1 du 28 juillet 2003.
4. Proposition de loi prévoyant un droit d'enquête et d'information de l'huissier de justice dans le Code judiciaire.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 157/1 du 6 août 2003.
Errata, n° 157/2 du 18 août 2003.
5. Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code judiciaire, en vue de simplifier le langage judiciaire.
Déposée par MM. Thierry Giet et André Frédéric, n° 158/1 du 7 août 2003.
6. Proposition de loi insérant un livre IIIter dans la deuxième partie du Code judiciaire relatif au conciliateur de justice.
Déposée par M. Thierry Giet et Mme Karine Lalieux, n° 165/1 du 7 août 2003.
Rapporteur: Mme Alisson De Clercq
7. Proposition de loi complétant l'article 508/19 du Code judiciaire en ce qui concerne l'indemnisation des avocats chargés de l'aide juridique.
Déposée par MM. Thierry Giet et Yvan Mayeur, n° 171/1 du 18 août 2003.
8. Proposition de loi modifiant les articles 702, 1026 et 1034ter du Code judiciaire.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 190/1 du 4 septembre 2003.

9. Proposition de loi modifiant l'article 1057 du Code judiciaire, en ce qui concerne le contenu de l'acte d'appel.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 238/1 du 30 septembre 2003.
10. Proposition de loi prévoyant dans le Code judiciaire une procédure applicable aux litiges relatifs à l'exercice du droit d'entretenir des relations personnelles.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 273/1 du 9 octobre 2003.
11. Proposition de loi visant à établir dans le Code judiciaire un montant minimal insaisissable pour toutes les rémunérations et les prestations sociales, y compris en matière d'obligations alimentaires et supprimant le caractère discriminatoire fondé sur l'homosexualité de l'article 68bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.
Déposée par M. Yvan Mayeur et Mme Colette Burgeon, n° 330/1 du 23 octobre 2003.
12. Proposition de loi insérant un article 992*bis* dans le Code judiciaire.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 345/1 du 24 octobre 2003.
13. Proposition de loi autorisant à ester en justice au nom de l'État.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 388/1 du 3 novembre 2003.
14. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le code d'instruction criminelle en ce qui concerne le remboursement des frais de justice.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 417/1 du 10 novembre 2003.
Amendement de M. Melchior Wathelet, n° 417/2 du 10 mars 2004.
15. Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en vue d'une humanisation des procédures en matière familiale.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 433/1 du 14 novembre 2003.
16. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le parquet général près la Cour de cassation.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 490/1 du 25 novembre 2003.
17. Proposition de loi précisant l'obligation de motivation du juge.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 525/1 du 2 décembre 2003.
18. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure civile.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 574/1 du 11 décembre 2003.
19. Proposition de loi instaurant le droit à l'aide juridique gratuite pour les victimes de crimes.
Déposée par MM. Francis Van den Eynde et Bart Laeremans et Mme *Gerda Van Steenberge* (**), n° 652/1 du 6 janvier 2004.
20. Proposition de loi réglant la procédure judiciaire de cessation de la cohabitation légale et de fait.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 681/1 du 13 janvier 2004.
21. Proposition de loi modifiant l'article 516 du Code judiciaire.
Déposée par M. Claude Marinower, Mme Martine Taelman et M. Alfons Borginon, n° 744/1 du 28 janvier 2004.
22. Proposition de loi relative aux listes d'experts à établir par les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce.
Déposée par MM. Bart Laeremans et Bert Schoofs et Mme *Gerda Van Steenberge* (**), n° 780/1 du 5 février 2004.
Avis, n° 780/2 du 7 juillet 2005.
Rapporteur: Mme Valérie Déom
23. Proposition de loi remplaçant l'article 1050 du Code judiciaire en vue de supprimer la possibilité de former un appel contre les jugements avant dire droit.
Déposée par MM. Jean-Pierre Malmendier, Alain Courtois et Mme Marie-Christine Marghem, n° 800/1 du 12 février 2004.

24. Proposition de loi visant à supprimer l'article 1344septies du Code judiciaire relatif à la tentative de conciliation obligatoire en matière de baux à loyer.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 812/1 du 16 février 2004.
25. Proposition de loi modifiant les articles 153 et 190 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 834/1 du 20 février 2004.
Rapport de MM. Tony Van Parys et André Perpète, n° 834/2 du 27 avril 2007.
26. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en matière de procédure d'assistance judiciaire devant la Cour de cassation.
Déposée par MM. Alain Courtois et Olivier Maingain, n° 889/1 du 10 mars 2004.
27. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue de permettre, en cas de dessaisissement, le renvoi par la Cour de cassation à un tribunal d'un autre ressort.
Déposée par MM. Alain Courtois et Olivier Maingain, n° 891/1 du 10 mars 2004.
28. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire afin d'organiser un contrôle de l'accès au pourvoi en cassation.
Déposée par MM. Alain Courtois et Olivier Maingain, n° 892/1 du 10 mars 2004.
29. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de dessaisissement du juge qui néglige de juger l'affaire qu'il a prise en délibéré.
Déposée par MM. Alain Courtois et Olivier Maingain, n° 893/1 du 10 mars 2004.
30. Proposition de loi modifiant l'article 962 du Code judiciaire relatif à la qualification des médecins experts.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine et Alain Courtois, n° 991/1 du 1er avril 2004.
Avis, n° 991/2 du 7 juillet 2005.
Rapporteur: Mme Valérie Déom
31. Proposition de loi modifiant l'article 1253^{quater} du Code judiciaire.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 1008/1 du 7 avril 2004.
32. Proposition de loi modifiant diverses dispositions du Code judiciaire.
Déposée par MM. Alfons Borginon et *Karel Pinxten* (**), n° 1055/1 du 28 avril 2004.
33. Proposition de loi insérant un article 1067^{bis} dans le Code judiciaire.
Déposée par MM. Melchior Wathelet, *Jean-Jacques Viseur* (**) et Mme Joëlle Milquet, n° 1071/1 du 29 avril 2004.
34. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code des sociétés afin de regrouper l'ensemble du contentieux spécifique aux sociétés auprès du tribunal de commerce.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Melchior Wathelet, n° 1214/1 du 16 juin 2004.
35. Proposition de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 1215/1 du 16 juin 2004.
36. Proposition de loi modifiant l'article 1344septies du Code judiciaire.
Déposée par M. Guido De Padt et Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 1241/1 du 24 juin 2004.
37. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la compétence et la procédure.
Déposée par M. Alfons Borginon, Mme Martine Taelman, MM. Claude Marinower, Guy Hove, Guido De Padt et Stef Goris, n° 1252/1 du 25 juin 2004.
38. Proposition de loi modifiant l'article 57 du Code de droit international privé.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, n° 1337/1 du 9 septembre 2004.
39. Proposition de loi complétant l'article 1107 du Code judiciaire.
Déposée par MM. Alain Courtois, Olivier Maingain et Jean-Pierre Malmendier, n° 1352/1 du 4 octobre 2004.

40. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire afin de rendre compréhensibles les jugements et arrêts.
Déposée par Mme *Hilde Claes* (**), n° 1366/1 du 7 octobre 2004.
Reprise par MM. Guy Swennen et Dylan Casaer en remplacement de Mme *Hilde Claes* (**), le 16 janvier 2007.
Addendum, n° 1366/2 du 16 janvier 2007.
41. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue de permettre l'exécution d'une transaction passée en présence d'avocats sans devoir avoir recours à une décision judiciaire.
Déposée par MM. Thierry Giet, Tony Van Parys, Mme *Hilde Claes* (**), et M. Melchior Wathelet, n° 1468/1 du 29 novembre 2004.
42. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le traitement accéléré de certains pourvois en cassation.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 1569/1 du 27 janvier 2005.
43. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'indemnité de procédure.
Déposée par M. Patrick De Grootte, n° 1719/1 du 19 avril 2005.
44. Proposition de loi modifiant le code judiciaire en vue d'éviter les ventes publiques inintéressantes pour le créancier.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 1758/1 du 2 mai 2005.
45. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution des communes en justice.
Déposée par MM. Guido De Padt, Philippe De Coene, François Bellot et Mme *Hilde Claes* (**), n° 1777/1 du 11 mai 2005.
46. Proposition de loi modifiant l'article 1110 du Code judiciaire afin de rendre automatique la saisine de la juridiction de renvoi par la Cour de cassation.
Déposée par MM. Éric Massin, Thierry Giet et Yvan Mayeur, n° 1814/1 du 27 mai 2005.
47. Proposition de loi instaurant un juge des incivilités-juge conciliation.
Déposée par MM. Tony Van Parys et Jo Vandeurzen, Mme Liesbeth Van der Auwera et M. Servais Verherstraeten, n° 1891/1 du 27 juin 2005.
48. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les délais d'appel et de pourvoi en cassation.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 2150/1 du 8 décembre 2005.
49. Proposition de loi modifiant l'article 1408 du Code judiciaire en ce qui concerne les biens insaisissables.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 2409/1 du 11 avril 2006.
50. Proposition de loi complétant le Code judiciaire en vue d'avertir le cité des conséquences de la non-comparution.
Déposée par M. Alfons Borginon, Mme Martine Taelman, M. Claude Marinower et Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 2457/1 du 4 mai 2006.
51. Proposition de loi modifiant le code judiciaire en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif.
Déposée par Mme Annelies Storms et Muriel Gerkens, n° 2620/1 du 11 juillet 2006.

PROCEDURE PENALE

1. Proposition de loi modifiant diverses dispositions légales en matière pénale et de procédure pénale en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 136/1 du 30 juillet 2003.
Rapporteur: M. Claude Marinower

2. Proposition de loi complétant l'article 5*bis* du Titre préliminaire du Code de procédure pénale, en ce qui concerne le droit à l'information des victimes.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 149/1 du 4 août 2003.
3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la communication de la décision pénale, les articles 163, 176, 195 et 211 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 162/1 du 7 août 2003.
4. Proposition de loi complétant l'article 143*bis* du Code judiciaire.
Déposée par M. Jo Vandeurzen, n° 213/1 du 22 septembre 2003.
5. Proposition de loi modifiant l'article 183 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 287/1 du 14 octobre 2003.
6. Proposition de loi insérant des articles 164 et 195*ter* dans le Code d'instruction criminelle.
Déposée par MM. Tony Van Parys et Jo Vandeurzen, n° 359/1 du 29 octobre 2003.
7. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'application des dispositions relatives au Casier judiciaire central aux personnes morales.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 457/1 du 19 novembre 2003.
8. Proposition de loi modifiant l'article 407 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 478/1 du 24 novembre 2003.
9. Proposition de loi relative à la notification des décisions pénales.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Bert Schoofs et Mme *Gerda Van Steenberge* (**), n° 482/1 du 24 novembre 2003.
10. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 236 du 20 janvier 1936 simplifiant certaines formes de la procédure pénale à l'égard des détenus.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 511/1 du 28 novembre 2003.
11. Proposition de loi insérant un article 442*bis* dans le Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 514/1 du 28 novembre 2003.
Reprise par M. Patrick De Groote en remplacement de M. *Geert Bourgeois* (**), le 22 septembre 2005. .
Addendum, n° 514/2 du 22 septembre 2005.
12. Proposition de loi modifiant les articles 768 et 1107 du Code judiciaire et insérant un article 29*bis* dans le Code d'instruction criminelle.
Déposée par Mmes Marie Nagy et Karine Lalieux et M. Alain Courtois, n° 516/1 du 1^{er} décembre 2003.
Avis, n° 516/2 du 8 décembre 2003.
13. Proposition de loi complétant l'article 17 du Code judiciaire et l'article 3 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'instaurer au profit des associations une action d'intérêt collectif.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 528/1 du 3 décembre 2003.
14. Proposition de loi modifiant l'article 90*ter* du Code d'instruction criminelle.
Déposée par Mme *Hilde Claes* (**), n° 534/1 du 3 décembre 2003.
Reprise par M. Dylan Casaer en remplacement de Mme *Hilde Claes* (**), le 16 janvier 2007.
Addendum, n° 534/2 du 16 janvier 2007.
15. Proposition de loi visant à compléter le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la procédure par défaut devant la Cour d'assises.
Déposée par MM. Olivier Maingain et Daniel Bacquelaine, n° 750/1 du 28 janvier 2004.
16. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la notification du recours en cassation.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Sabien Lahaye-Battheu, n° 820/1 du 18 février 2004.
Rapport de MM. Tony Van Parys et André Perpète, n° 820/2 du 27 avril 2007.

17. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la révision des condamnations.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 868/1 du 4 mars 2004.
18. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la signification, les articles 37 et 38 du Code judiciaire ainsi que les articles 172, 203 et 373 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par MM. Alain Courtois et Daniel Bacquelaine, n° 978/1 du 30 mars 2004.
19. Proposition de loi modifiant les articles 172, 203 et 373 du Code d'instruction criminelle afin de fixer le point de départ des délais de recours contre les décisions réputées contradictoires.
Déposée par M. Alain Courtois, n° 1028/1 du 20 avril 2004.
20. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle.
Déposée par MM. *Geert Bourgeois* (**), Alain Courtois, Tony Van Parys et Melchior Wathelet, n° 1099/1 du 5 mai 2004.
21. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le défaut.
Déposée par M. Melchior Wathelet et Mme Joëlle Milquet, n° 1104/1 du 6 mai 2004.
22. Proposition de loi modifiant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue de permettre à l'État de se constituer partie civile afin d'obtenir la réparation du dommage que lui cause la non-perception des impôts et de leurs accessoires en raison de comportements fautifs et pénalement punissables.
Déposée par MM. Yvan Mayeur, Éric Massin et Alain Mathot, n° 1113/1 du 7 mai 2004.
23. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle afin de supprimer les juges assesseurs de la cour d'assises.
Déposée par Mme Marie-Christine Marghem et M. Alain Courtois, n° 1148/1 du 19 mai 2004.
24. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le jugement réputé contradictoire.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 1185/1 du 3 juin 2004.
Rapport de MM. Tony Van Parys et André Perpète, n° 1185/2 du 27 avril 2007.
25. Proposition de loi visant à créer un Régistre national des auteurs d'infractions sexuelles au sein du casier judiciaire central.
Déposée par MM. Olivier Maingain, Daniel Bacquelaine, Melchior Wathelet, Jean-Pierre Malmendier et Mme Marie Nagy, n° 1307/1 du 27 juillet 2004.
26. Proposition de loi modifiant l'article 417 du Code d'instruction criminelle en vue d'assurer l'égalité de traitement au niveau de l'information des parties en cas de pourvoi en cassation.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier et Alain Courtois, n° 1316/1 du 23 août 2004.
27. Proposition de loi modifiant les articles 1^{er} et 2 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
Déposée par MM. Tony Van Parys, Hendrik Bogaert et Dirk Claes, n° 1577/1 du 28 janvier 2005.
28. Proposition de loi organisant un recours contre les arrêts de cour d'assises.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 1630/1 du 24 février 2005.
29. Proposition de loi supprimant la prescription de l'action publique pour certains crimes.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Bart Laeremans et Bert Schoofs, n° 1705/1 du 14 avril 2005.
30. Proposition de loi modifiant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue de porter à trente ans le délai de prescription pour certains faits graves commis sur des mineurs.
Déposée par Mmes Annelies Storms et *Hilde Claes* (**), n° 1795/1 du 20 mai 2005.
Reprise par M. Dylan Casaer en remplacement de Mme *Hilde Claes* (**), le 16 janvier 2007.
Addendum, n° 1795/2 du 16 janvier 2007.
31. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'emploi des langues lors de l'audition de personnes.
Déposée par M. Gerolf Annemans, n° 1804/1 du 24 mai 2005.

32. Proposition de loi insérant dans le Code d'instruction criminelle diverses dispositions déterminant les conditions légales de la confrontation en tant que méthode d'investigation.
Déposée par MM. Bert Schoofs, Bart Laeremans, Filip De Man et Mme Nancy Caslo, n° 1903/1 du 30 juin 2005.
33. Proposition de résolution visant à promouvoir la communication d'informations au citoyen en vue d'accélérer le déroulement d'enquêtes criminelles en cours.
Déposée par MM. Filip De Man, Bert Schoofs et Bart Laeremans, n° 1949/1 du 14 juillet 2005.
34. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'assistance gratuite aux victimes en matière pénale.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Bert Schoofs et Filip De Man, n° 2064/1 du 9 novembre 2005.
35. Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 2453/1 du 3 mai 2006.
36. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue de rendre possible la transmission de dénonciations et le dépôt de plaintes par vote électronique.
Déposée par M. Gerolf Annemans, n° 2537/1 du 8 juin 2006.
37. Proposition de loi modifiant les articles 21 et 21bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue de prévoir un délai de prescription de trente ans pour certains faits graves commis sur des mineurs d'âge.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier et Alain Courtois, n° 2696/1 du 3 octobre 2006.
38. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en vue de prévoir l'arrestation immédiate systématique en cas de condamnation du chef d'infractions d'attentat à la pudeur ou de viol commises sur un mineur de moins de 16 ans.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier et Alain Courtois, n° 2697/1 du 4 octobre 2006.
39. Proposition de loi modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue de rendre obligatoire le suivi d'une guidance ou d'un traitement en cas de condamnation pour une infraction à caractère sexuel commise sur une personne mineure.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier et Alain Courtois, n° 2699/1 du 4 octobre 2006.
40. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue d'imposer au ministère public de fixer la peine qu'il entend requérir en matière correctionnelle dès le règlement de procédure ou la citation.
Déposée par M. Patrick Cocriamont, n° 2734/1 du 9 novembre 2006.
41. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'arrestation immédiate, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention provisoire.
Déposée par M. Filip De Man et Bart Laeremans, n° 2809/1 du 14 décembre 2006.
42. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne les dépositions des princes en matière criminelle.
Déposée par MM. Koen T'Sijen, Geert Lambert, Walter Muls et Stijn Bex, Mmes Annelies Storms et Annemie Roppe, n° 2838/1 du 9 janvier 2007.
43. Proposition de loi modifiant l'article 29 du Code d'instruction criminelle, en vue d'y intégrer les enseignants.
Déposée par M. Richard Fournaux, n° 3000/1 du 16 mars 2007.

PROTECTION DE L'ENFANCE

1. Proposition de loi modifiant l'article 49 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse en vue d'assurer l'assistance d'un avocat lors de la comparution d'un mineur devant le juge d'instruction.
Déposée par M. Jean-Pierre Malmendier et Mme Marie-Christine Marghem, n° 1602/1 du 10 février 2005.
2. Proposition de résolution relative à la mise en oeuvre d'une coopération efficace entre les communautés et l'État fédéral en ce qui concerne la lutte contre la maltraitance des enfants.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Martine Taelman et Yolande Avontroodt, n° 1862/1 du 16 juin 2005.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait afin d'instaurer le dessaisissement obligatoire du tribunal de la jeunesse en cas de récidive d'infractions graves commises par un mineur de plus de 16 ans.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2946/1 du 28 février 2007.
4. Proposition de résolution visant l'interdiction de la mendicité par des mineurs de moins de 16 ans et leur accompagnement éducationnel et social.
Déposée par MM. Denis Ducarme et Jean-Pierre Malmendier, n° 3070/1 du 11 avril 2007.

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel en ce qui concerne les conditions générales de licéité des traitements de données à caractère personnel.
Déposée par Mme Annemie Roppe, n° 1693/1 du 31 mars 2005.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Proposition de loi insérant un article 1584bis dans le Code civil concernant à la convention de vente d'une habitation.
Déposée par Mme Josée Lejeune et M. Alain Courtois, n° 919/1 du 16 mars 2004.

RECHERCHE MEDICALE

Proposition de loi réglant l'examen post-mortem.
Déposée par M. Jacques Germeaux, n° 2563/1 du 16 juin 2006.

RELIGION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes en vue de mettre fin à la reconnaissance du culte islamique et modifiant la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes.
Déposée par M. Filip De Man, n° 739/1 du 27 janvier 2004.
2. Proposition de résolution visant à organiser une enquête concernant la possibilité d'interdire le financement des mosquées et des instituts islamiques au moyen de fonds internationaux provenant des milieux fondamentalistes musulmans.
Déposée par M. Filip De Man et Jaak Van den Broeck, n° 767/1 du 3 février 2004.

RESPONSABILITE

Proposition de loi sur l'action en réparation pour la naissance et l'existence d'êtres humains.
Déposée par Mme Alexandra Colen, n° 428/1 du 13 novembre 2003.

RESPONSABILITE CIVILE

Proposition de loi insérant un article 1383*bis* dans le Code civil.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 47/1 du 3 juillet 2003.

RESSORTISSANT ETRANGER

1. Proposition de loi modifiant le Code pénal et le Code de la nationalité belge en vue de la répression du mariage de complaisance.
Déposée par M. Carl Devlies, Mmes Nahima Lanjri et Simonne Creyf, n° 872/1 du 5 mars 2004.
2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur les fraudes et illégalités commises dans le cadre de la procédure de régularisation des étrangers en séjour illégal.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Jan Mortelmans, Hagen Goyvaerts et Filip De Man, n° 1810/1 du 26 mai 2005.
3. Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1990 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
Déposée par M. Patrick Cocriamont, n° 1910/1 du 4 juillet 2005.

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant le Code civil afin d'instaurer un système de protection cohérent pour les handicapés mentaux.
Déposée par M. Geert Bourgeois, n° 54/1 du 8 juillet 2003.
2. Proposition de loi visant à instaurer et à protéger le libre choix du médecin et la liberté thérapeutique en milieu carcéral.
Déposée par M. Thierry Giet, n° 163/1 du 7 août 2003.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Filip De Man, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Francis Van den Eynde, n° 1011/1 du 7 avril 2004.

SOCIETE SANS BUT LUCRATIF

1. Proposition de résolution visant à la simplification administrative de la publication au greffe dans le cadre de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Anne Barzin (**), MM. Alain Courtois, Jean-Pierre Malmendier et Olivier Maingain, n° 1389/1 du 18 octobre 2004.
2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.
Déposée par M. Guy Hove et Mme Hilde Dierickx, n° 2136/1 du 2 décembre 2005.

SYNDICAT

1. Proposition de loi accordant la personnalité juridique aux organisations représentatives des travailleurs et des agents des services publics.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer et Koen Bultinck, n° 367/1 du 30 octobre 2003.

2. Proposition de loi relative à la personnalité juridique et à la représentativité des syndicats.
Déposée par M. Patrick Cocriamont, n° 1581/1 du 31 janvier 2005.

TRAVAIL

Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne l'accès et le contrôle des travailleurs étrangers.

Déposée par Mme Greta D'hondt, M. Jo Vandeurzen, Mmes Nahima Lanjri et Trees Pieters, n° 2297/1 du 16 février 2006.

TUTELLE

1. Proposition de loi modifiant la législation du Code civil relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 599/1 du 17 décembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant le Code civil et la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques afin d'accroître la publicité de la décision portant désignation d'un administrateur provisoire.
Déposée par MM. Éric Massin, Yvan Mayeur et André Frédéric, n° 1772/1 du 9 mai 2005.
3. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de permettre aux déséquilibrés mentaux placés sous administration provisoire de tester moyennant l'autorisation du juge de paix.
Déposée par M. Alfons Borginon et Mme Martine Taelman, n° 1850/1 du 10 juin 2005.
Amendement de M. Alfons Borginon, n° 1850/2 du 30 janvier 2007.
4. Proposition de loi visant à supprimer l'interdiction judiciaire et l'assistance d'un conseil judiciaire.
Déposée par M. Alfons Borginon, n° 2175/1 du 21 décembre 2005.
5. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne les droits et les devoirs des parents nourriciers.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten et Patrick De Groot, n° 2487/1 du 15 mai 2006.
6. Proposition de loi réglant le statut des parents nourriciers.
Déposée par Mmes Martine Taelman et Maggie De Block, n° 2539/1 du 9 juin 2006.
7. Proposition de loi instaurant, pour les parents nourriciers, un droit de participation aux décisions, un droit d'être entendu et un droit aux relations personnelles.
Déposée par Mme Annelies Storms, n° 2667/1 du 30 août 2006.

UNION CIVILE

Proposition de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives à la cohabitation légale.

Déposée par M. Olivier Maingain et Mme *Martine Payfa* (**), n° 110/1 du 15 juillet 2003.

Reprise par M. Éric Libert en remplacement de Mme *Martine Payfa* (**), le 9 septembre 2004. .

Addendum, n° 110/2 du 9 septembre 2004.

VIOLENCE DOMESTIQUE

1. Proposition de loi portant création d'un Observatoire des violences conjugales et familiales.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, M. Melchior Wathélet et Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 1188/1 du 3 juin 2004.
2. Proposition de résolution relative à la lutte contre les violences conjugales et familiales.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 2200/1 du 11 janvier 2006.

ACCORD INTERNATIONAL

Proposition de résolution relative à l'assentiment donné par la Chambre des représentants aux accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et différents États «concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements».

Déposée par Mme Zoé Genot, n° 2356/1 du 20 mars 2006.

AIDE AU DEVELOPPEMENT

1. Proposition de résolution relative aux droits de l'enfant dans les pays partenaires de la politique belge de coopération au développement.
Déposée par Mmes Josée Lejeune et Jacqueline Galant, n° 672/1 du 13 janvier 2004.
Amendements de M. Mohammed Boukourna, n° 672/2 du 10 février 2004.
Rapporteur: M. Roel Deseyn
2. Proposition de loi modifiant la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, en vue d'y intégrer de nouvelles lignes de force.
Déposée par MM. *Raymond Langendries* (**) et *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 1223/1 du 21 juin 2004.
3. Proposition de résolution relative à l'annulation de la dette des pays du Sud.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 1568/1 du 26 janvier 2005.
Rapporteur: Mme Josée Lejeune
4. Proposition de résolution visant l'accès universel aux antirétroviraux et la gratuité de la prise en charge médicale du sida dans les pays en développement.
Déposée par M. Yvan Mayeur, Mmes Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, MM. Mohammed Boukourna, Patrick Moriau et Jean-Pol Henry, n° 1700/1 du 11 avril 2005.
5. Proposition de résolution sur l'annulation de la dette des pays les moins avancés.
Déposée par MM. Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, Mme Karine Lalieux, MM. Stijn Bex, Jacques Chabot, Mme Maya Detiège, M. Mohammed Boukourna, Mmes *Inga Verhaert* (**), Camille Dieu et M. Cemal Cavdarli, n° 1939/1 du 13 juillet 2005.
Rapporteur: Mme Josée Lejeune
6. Proposition de résolution relative à un nouveau plan d'action et de lutte contre la tuberculose dans les pays en développement.
Déposée par Mme Colette Burgeon, MM. Yvan Mayeur et Mohammed Boukourna, Mmes Marie-Claire Lambert et Talbia Belhouari, n° 2469/1 du 8 mai 2006.
7. Proposition de résolution relative à une stratégie coordonnée dans le traitement des leucémies aiguës de l'enfant et de l'adolescent au Maroc.
Déposée par Mmes Talbia Belhouari, Véronique Ghene et Marie-Claire Lambert, MM. Yvan Mayeur, Mohammed Boukourna et Éric Massin, n° 2572/1 du 23 juin 2006.

COMMERCE DES ARMES

1. Proposition de résolution relative aux mines antipersonnel.
Déposée par Mme Josée Lejeune, n° 1246/1 du 24 juin 2004.
2. Proposition de résolution relative au maintien de l'embargo sur les armes décrété par l'Union européenne à l'encontre de la République populaire de Chine.
Déposée par M. *Guido Tastenhoye* (**) et Bert Schoofs, n° 1574/1 du 27 janvier 2005.
Rapporteur: M. Francis Van den Eynde

COMMERCE EXTERIEUR

1. Proposition de loi modifiant la loi du 31 août 1939 sur l'Office national du Ducroire.
Déposée par Mmes Marie Nagy et Muriel Gerkens, n° 992/1 du 2 avril 2004.
Rapporteur: M. Cemal Cavdarli
2. Proposition de loi modifiant la loi du 31 août 1939 sur l'Office national du Ducroire.
Déposée par Mme Nathalie Muylle, n° 1677/1 du 17 mars 2005.
Rapporteur: M. Cemal Cavdarli

COMMERCE INTERNATIONAL

1. Proposition de résolution sur l'Organisation mondiale du commerce.
Déposée par Mme Karine Lalieux, MM. Dirk Van der Maelen et Alain Mathot, n° 649/1 du 6 janvier 2004.
Amendement de Mme Karine Lalieux et M. Dirk Van der Maelen, n° 649/2 du 20 octobre 2005.
2. Proposition de résolution visant à protéger notre économie contre l'afflux de produits de contrefaçon provenant de la République populaire de Chine, à contraindre la République populaire de Chine à ouvrir son marché aux produits occidentaux et à lui faire respecter les conventions et les règles internationales en matière de commerce, de concurrence et de libre marché.
Déposée par MM. Jaak Van den Broeck et Hagen Goyvaerts, n° 678/1 du 13 janvier 2004.
3. Proposition de résolution relative aux négociations de l'Accord général sur le commerce des services au sein de l'organisation mondiale du commerce.
Déposée par Mmes Karine Lalieux, Camille Dieu, MM. Alain Mathot et Yvan Mayeur, n° 1692/1 du 30 mars 2005.

COOPERATION TRANSFRONTALIERE

Proposition de résolution relative à «la création d'un eurodistrict».
Déposée par M. *Jean-Luc Crucke* (**), n° 1170/1 du 28 mai 2004.

DROITS DE L'HOMME

1. Proposition de résolution relative aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.
Déposée par Mme Marie Nagy, MM. Patrick Moriau, *Raymond Langendries* (**) et Mme Dalila Douifi, n° 442/1 du 18 novembre 2003.
2. Proposition de résolution sur la question du Tibet.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs et Francis Van den Eynde, n° 623/1 du 29 décembre 2003.
3. Proposition de résolution relative au génocide des Arméniens de Turquie en 1915.
Déposée par MM. Bert Schoofs, Jan Mortelmans, *Guido Tastenhoye* (**) et Francis Van den Eynde, n° 697/1 du 15 janvier 2004.
4. Proposition de résolution sur la situation politique, religieuse et humanitaire au Tibet.
Déposée par Mme Karine Lalieux, MM. Mohammed Boukourna, Roel Deseyn, Daniel Ducarme, Walter Muls, Mmes Marie Nagy et Brigitte Wiaux, n° 764/1 du 2 février 2004.
Addendum, n° 764/2 du 4 avril 2006.
5. Proposition de résolution sur les violations des droits de l'homme en Chine.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs et Francis Van den Eynde, n° 813/1 du 16 février 2004.
6. Proposition de résolution visant à prévenir les «crimes d'honneur».
Déposée par MM. Olivier Maingain et Daniel Bacquelaïne et Mme *Martine Payfa* (**), n° 878/1 du 8 mars 2004.

7. Proposition de résolution sur la situation humanitaire au Soudan.
Déposée par MM. Mohammed Boukourna, Patrick Moriau et Jean-Pol Henry, n° 1030/1 du 20 avril 2004.
8. Proposition de résolution visant à soulever la problématique des «plaasmoorde» - assassinats systématiques de fermiers blancs et de leur famille - en Afrique du Sud, auprès du gouvernement sud-africain, du Conseil européen des ministres des Affaires étrangères et au sein des institutions internationales dont la Belgique fait partie.
Déposée par MM. *Guido Tastenhoye* (**) et Francis Van den Eynde, n° 1638/1 du 1er mars 2005.
9. Proposition de résolution relative à la reconnaissance de la famine organisée en Ukraine par le régime stalinien.
Déposée par M. Miguel Chevalier, n° 2034/1 du 18 octobre 2005.
10. Proposition de résolution relative à la situation en Ethiopie.
Déposée par Mmes Brigitte Wiaux, Zoé Genot, Josée Lejeune et *Inga Verhaert* (**), MM. *Jean-Jacques Viseur* (**), Mohammed Boukourna et Dirk Van der Maelen, n° 2143/1 du 6 décembre 2005.
11. Proposition de résolution relative aux conditions de vie déplorables au nord de l'Ouganda et au rôle joué par la Lord Resistance Army à cet égard.
Déposée par M. Miguel Chevalier et Mme Hilde Vautmans, n° 2367/1 du 24 mars 2006.
12. Proposition de résolution visant à promouvoir la fermeture du centre de détention de Guantanamo Bay.
Déposée par MM. Mohammed Boukourna, Patrick Moriau, Jean-Pol Henry et Dirk Van der Maelen, Mme *Inga Verhaert* (**) et M. Geert Lambert, n° 2410/1 du 11 avril 2006.
13. Proposition de résolution relative à la reconnaissance en tant que génocide du «Holodomor» ou famine organisée dont fut victime la population ukrainienne en URSS.
Déposée par M. Francis Van den Eynde, n° 2531/1 du 7 juin 2006.
14. Proposition de résolution visant à instituer une enquête internationale sur l'existence présumée de camps d'extermination et de trafic d'organes humains en République Populaire de Chine.
Déposée par M. *Guido Tastenhoye* (**), n° 2541/1 du 9 juin 2006.
15. Proposition de résolution relative à la situation en Colombie.
Déposée par Mmes Joëlle Milquet, Karine Lalieux, Marie Nagy, Brigitte Wiaux, Josée Lejeune, Hilde Vautmans, *Inga Verhaert* (**) et Nathalie Muylle et M. Mohammed Boukourna, n° 2639/1 du 14 juillet 2006.
Addendum, n° 2639/2 du 16 août 2006.
16. Proposition de résolution relative à la situation des prisonniers à Guantánamo.
Déposée par Mme Zoé Genot et M. Melchior Wathelet, n° 2670/1 du 1er septembre 2006.
17. Proposition de résolution relative à la situation des orphelins au Rwanda.
Déposée par M. Miguel Chevalier, n° 2671/1 du 4 septembre 2006.

DROITS DE LA FEMME

Proposition de résolution relative à la garantie universelle des droits de la femme à la suite des actes de violence commis en Turquie à l'égard des femmes qui manifestaient pour l'obtention de droits et contre l'oppression, l'exploitation et la violence sexuelles.

Déposée par Mmes Frieda Van Themsche, Nancy Caslo, Marleen Govaerts et Alexandra Colen, n° 1782/1 du 11 mai 2005.

ÉTAT CIVIL

Proposition de résolution relative à la problématique de l'enregistrement des naissances.

Déposée par Mmes Els Van Weert et Magda De Meyer, n° 819/1 du 18 février 2004.

IMPOT

1. Proposition de loi visant à instaurer une contribution de solidarité sur les billets d'avion.
Déposée par Mmes Karine Lalieux, Camille Dieu, Magda De Meyer et *Inga Verhaert* (**), MM. Dirk Van der Maelen, Mohammed Boukourna, Jean-Claude Maene et Stijn Bex, n° 2382/1 du 30 mars 2006.
2. Proposition de loi instaurant une taxe sur l'aviation civile et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires.
Déposée par Mme Zoé Genot, M. Jean-Marc Nollet, Mmes Muriel Gerkenes et Marie Nagy, n° 2388/1 du 30 mars 2006.

MAINTIEN DE LA PAIX

1. Proposition de résolution relative à l'initiative de Genève.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mme Marie Nagy, MM. Geert Lambert, Geert Bourgeois, Mme Josée Lejeune, MM. Claude Eerdekens, Patrick Moriau et Pieter De Crem, n° 656/1 du 7 janvier 2004.
2. Proposition de résolution relative à la présence militaire syrienne au Liban.
Déposée par MM. Patrick Moriau et Jean-Pol Henry, n° 1029/1 du 20 avril 2004.
Amendement de MM. Melchior Wathelet et *Jean-Jacques Viseur* (**) et Mme Brigitte Wiaux, n° 1029/2 du 8 mars 2005.
3. Proposition de résolution relative à la politique en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen et Mme Muriel Gerkenes, n° 1175/1 du 2 juin 2004.
4. Proposition de résolution relative à la présence syrienne au Liban.
Déposée par MM. Melchior Wathelet, *Jean-Jacques Viseur* (**) et Mme Brigitte Wiaux, n° 1682/1 du 21 mars 2005.
5. Proposition de résolution relative à l'occupation militaire de Chypre, État membre de l'Union européenne, par la Turquie.
Déposée par MM. Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde et *Guido Tastenhoye* (**), n° 2014/1 du 6 octobre 2005.
6. Proposition de résolution relative à la détérioration rapide de la situation au Moyen-Orient.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen et Mme *Inga Verhaert* (**), n° 2159/1 du 16 décembre 2005.
7. Proposition de résolution relative à la situation politique au Sri Lanka.
Déposée par M. Herman Van Rompuy et Mme Nathalie Muylle, n° 2314/1 du 23 février 2006.
8. Proposition de résolution relative aux enjeux post-électorales en territoires palestiniens.
Déposée par Mme Talbia Belhouari, MM. Jean-Marc Delizée et Mohammed Boukourna, Mme Karine Lalieux, M. Yvan Mayeur et Mme Valérie Déom, n° 2374/1 du 27 mars 2006.
9. Proposition de résolution concernant le conflit israélo-palestinien et demandant la reconnaissance de l'État palestinien.
Déposée par Mme Zoé Genot, M. Jean-Marc Nollet et Mme Muriel Gerkenes, n° 3080/1 du 17 avril 2007.

MOUVEMENT DE CAPITAUX

Proposition de résolution relative à la mise en place de mesures tendant à assurer la régulation du marché mondial des capitaux.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 67/1 du 11 juillet 2003.

ORGANISATION INTERNATIONALE

1. Proposition de résolution concernant l'octroi, à Taiwan, du statut d'observateur au cours de l'assemblée générale annuelle de l'Organisation mondiale de la Santé, qui se tiendra à Genève en mai 2004.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Bert Schoofs, Staf Neel et Francis Van den Eynde, Mmes Nancy Caslo, Alexandra Colen et Frieda Van Themsche, n° 956/1 du 25 mars 2004.
2. Proposition de résolution concernant l'octroi, à Taïwan, du statut d'observateur au cours de l'assemblée générale annuelle de l'organisation mondiale de la santé, qui se tiendra à Genève fin mai 2006.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Bert Schoofs, Francis Van den Eynde, Staf Neel et *Guido Tastenhoye* (**), n° 2471/1 du 9 mai 2006.

POLITIQUE D'AIDE

Proposition de résolution relative à un allègement important de la dette des pays touchés par le raz-de-marée qui a frappé l'Asie du Sud-Est.
Déposée par Mme Annelies Storms, MM. Dirk Van der Maelen et Patrick Moriau, n° 1604/1 du 14 février 2005.

POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

Proposition de loi liant l'octroi d'aides publiques belges destinées à des investissements à l'étranger à des normes d'entreprise durable et responsable.
Déposée par MM. Dirk Van der Maelen et Geert Lambert, Mme Karine Lalieux et M. Alain Mathot, n° 648/1 du 6 janvier 2004.
Rapporteur: M. Cemal Cavdarli

POLITIQUE EXTERIEURE

1. Proposition de résolution relative à la visite prochaine de S.S. le Dalaï-Lama.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde et *Guido Tastenhoye* (**), n° 2395/1 du 31 mars 2006.
2. Proposition de résolution relative à la reconnaissance du cinquantième anniversaire de la Révolution hongroise de 1956 et à la réaffirmation des liens d'amitié qui unissent la Hongrie et la Belgique.
Déposée par M. Jacques Germeaux, n° 2688/1 du 25 septembre 2006.
3. Proposition de résolution visant à encourager le bon déroulement des négociations ayant pour objectif la réunification de l'île de Chypre.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2693/1 du 3 octobre 2006.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Proposition de résolution relative à la réparation des dommages causés par la catastrophe de Bhopal.
Déposée par Mmes Muriel Gerkens, Zoé Genot et Marie Nagy et M. Jean-Marc Nollet, n° 1508/1 du 14 décembre 2004.

QUESTION INTERNATIONALE

Proposition de résolution relative à la visite prochaine de S.S. le Dalaï-Lama.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts et Francis Van den Eynde, n° 1543/1 du 10 janvier 2005.

SANTÉ PUBLIQUE

Proposition de résolution relative au contrôle des exportations de médicaments vers des pays en développement.

Déposée par Mmes *Inga Verhaert* (**) et Maya Detiège, n° 2533/1 du 8 juin 2006.

Reprise par Mme Monica De Coninck en remplacement de Mme *Inga Verhaert* (**), le 16 janvier 2007.

Addendum, n° 2533/2 du 16 janvier 2007.

SECURITE NUCLEAIRE

Proposition de résolution sur la mise à jour du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Déposée par Mmes Marie Nagy et Muriel Gerken, n° 1786/1 du 17 mai 2005.

UNION EUROPEENNE

Proposition de résolution relative à la relance de la stratégie de Lisbonne.

Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Charles Michel, Hervé Hasquin, François-Xavier de Donnea et Richard Fournaux, n° 1635/1 du 25 février 2005.

Commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions

COMMUNAUTE ET REGION

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises en vue de leur conférer le pouvoir d'adopter des décrets ayant force de loi.
Déposée par Mme Joëlle Milquet et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 58/1 du 9 juillet 2003.
2. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 6, § 1^{er}, VIII, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par MM. Willy Cortois, Filip Anthuenis et Claude Marinower, n° 402/1 du 6 novembre 2003.
3. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea, Olivier Maingain, Daniel Bacquelaine, Alain Courtois et Philippe Monfils, n° 518/1 du 1^{er} décembre 2003.
Avis du Conseil d'État, n° 518/2 du 6 juillet 2004.
4. Proposition de résolution visant à dénoncer l'accord de coopération relatif à la création de l'Agence pour le commerce extérieur.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Bart Laeremans et *Guido Tastenhoye* (**), n° 569/1 du 9 décembre 2003.
5. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises en ce qui concerne les compétences des Conseils et des assemblées des Commissions communautaires.
Déposée par MM. Olivier Maingain et François-Xavier de Donnea, n° 702/1 du 16 janvier 2004.
6. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 5, § 1^{er}, II, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne l'examen de citoyenneté prescrit en vue de la naturalisation d'étrangers.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Jan Mortelmans, Bert Schoofs, Mme *Gerda Van Steenberge* (**) et M. Hagen Goyvaerts, n° 853/1 du 27 février 2004.

7. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne la fixation démocratique des limites territoriales des Régions et des Communautés et organisant une consultation populaire à ce sujet.
Déposée par MM. Olivier Maingain, François-Xavier de Donnea et Mme *Martine Payfa* (**), n° 877/1 du 8 mars 2004.
8. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, MM. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Melchior Wathelet, n° 887/1 du 10 mars 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 887/2 du 6 juillet 2004.
9. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, en vue d'assurer la gouvernance de la Région de Bruxelles-Capitale suite à l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 25 mars 2003.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 957/1 du 25 mars 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 957/2 du 6 juillet 2004.
10. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.
Déposée par M. *Charles Picqué* (**), Mme Karine Lalieux, MM. Mohammed Boukourna et Yvan Mayeur, n° 958/1 du 25 mars 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 958/2 du 6 juillet 2004.
11. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne les chemins de fer.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Bart Laeremans, Jan Mortelmans, Luc Sevenhans et Francis Van den Eynde, n° 1232/1 du 22 juin 2004.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Bart Laeremans, Koen Bultinck et *Guido Tastenhoye* (**), n° 1297/1 du 20 juillet 2004.
13. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue du transfert aux régions des compétences en matière de normalisation.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Bert Schoofs, n° 1298/1 du 20 juillet 2004.
14. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 1302/1 du 22 juillet 2004.
15. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 79 de la loi spéciale du 8 août 1980.
Déposée par M. Jan Mortelmans et Mme Alexandra Colen, n° 1473/1 du 1 décembre 2004.
16. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en vue de régionaliser la réglementation sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom et Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier, n° 1539/1 du 6 janvier 2005.
17. Proposition de loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'une nouvelle répartition des compétences en matière de protection de la jeunesse.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier et Alain Courtois, n° 1544/1 du 11 janvier 2005.
18. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Bart Laeremans et Guy D'haeseleer, n° 1696/1 du 7 avril 2005.

19. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne les services d'incendie.
Déposée par MM. Jan Mortelmans, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans et Mme Nancy Caslo, n° 1785/1 du 13 mai 2005.
20. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ainsi que l'article 79 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'accroître le rôle des assemblées parlementaires dans l'organisation de l'administration et des cabinets ministériels.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Muriel Gerkens et Zoé Genot et M. Jean-Marc Nollet, n° 1839/1 du 7 juin 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 1839/2 du 4 août 2005.
21. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réforme des institutions, concernant le contrôle des films.
Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2217/1 du 19 janvier 2006.
22. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne le cumul du mandat du Parlement de la Communauté française, du Parlement wallon, du Parlement flamand et du Parlement bruxellois avec d'autres fonctions.
Déposée par MM. Olivier Maingain, Melchior Wathelet et Éric Libert, n° 2398/1 du 31 mars 2006.
23. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 64 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, n° 2543/1 du 9 juin 2006.
24. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de la régionalisation de la politique en matière d'implantations commerciales.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Ortwin Depoortere et Bert Schoofs, n° 2623/1 du 11 juillet 2006.

COMMUNE

1. Proposition de loi spéciale fixant définitivement la frontière entre la Flandre et la Wallonie et supprimant les facilités dans les communes de la frontière linguistique.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Bart Laeremans, *Guido Tastenhoye* (**) et Filip De Man, n° 662/1 du 7 janvier 2004.
2. Proposition de loi spéciale supprimant les facilités linguistiques dans les communes de la périphérie bruxelloise.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Bart Laeremans, *Guido Tastenhoye* (**) et Filip De Man, n° 663/1 du 7 janvier 2004.

CONSEIL D'ÉTAT BELGE

Proposition de loi élargissant les compétences de l'assemblée générale de la section d'administration du Conseil d'État, modifiant les lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 179/1 du 27 août 2003.

COUR D'ARBITRAGE

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en vue d'habiliter la Cour à effectuer un contrôle de conformité aux articles 41 et 162 de la Constitution en ce qui concerne l'autonomie communale et provinciale.
Déposée par M. Jo Vandeurzen, Mmes Simonne Creyf et Greta D'hondt, MM. Pieter De Crem et Carl Devlies, Mmes Nathalie Muylle et Trees Pieters, M. Paul Tant, Mme Liesbeth Van der Auwera et M. Mark Verhaegen, n° 1665/1 du 14 mars 2005.

DROIT PUBLIC

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises afin de supprimer les fonctions de gouverneur et de vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea et Olivier Maingain, n° 1149/1 du 19 mai 2004.
2. Proposition de loi modifiant diverses lois afin de supprimer les fonctions de gouverneur et de vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea et Olivier Maingain, n° 1150/1 du 19 mai 2004.
3. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, et la loi spéciale du 26 juin 2004 exécutant et complétant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.
Déposée par MM. Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Daniel Bacquelaine et Thierry Giet, n° 1397/1 du 20 octobre 2004.
Amendement de M. Thierry Giet et Mme Marie-Claire Lambert, n° 1397/2 du 28 octobre 2004.
Amendements de M. Servais Verherstraeten, n° 1397/3 du 8 novembre 2005.
Amendements de M. Herman De Croo, n° 1397/4 du 6 juillet 2006.
Avis du Conseil d'État, n° 1397/5 du 20 septembre 2006.
Rapporteurs: MM. Hervé Hasquin, Servais Verherstraeten et David Geerts
4. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine et la loi du 26 juin 2004 exécutant et complétant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.
Déposée par MM. Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Daniel Bacquelaine et Thierry Giet, n° 1398/1 du 20 octobre 2004.
Amendement de M. Thierry Giet et Mme Marie-Claire Lambert, n° 1398/2 du 28 octobre 2004.
Amendements de M. Servais Verherstraeten, n° 1398/3 du 8 novembre 2005.
Amendements de M. Herman De Croo, n° 1398/4 du 6 juillet 2006.
Avis du Conseil d'État, n° 1398/5 du 20 septembre 2006.
Rapporteurs: MM. Hervé Hasquin, Servais Verherstraeten et David Geerts

ENSEIGNEMENT

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative en vue de supprimer la condition de résidence permettant d'accéder à l'enseignement en français organisé dans les communes périphériques.
Déposée par MM. Olivier Maingain et Éric Libert et Mme *Martine Payfa* (**), n° 208/1 du 19 septembre 2003.
2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.
Déposée par Mme Joëlle Milquet et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 216/1 du 24 septembre 2003.

LEGISLATION

Proposition de résolution relative au suivi systématique des arrêts d'annulation de la Cour d'arbitrage.
Déposée par M. Paul Tant, n° 1367/1 du 7 octobre 2004.
Rapporteur: Mme Alisson De Clercq

LUTTE ANTI-INCENDIE

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne les services d'incendie.

Déposée par MM. Dirk Claes et Pieter De Crem, Mme Katrien Schryvers et MM. Tony Van Parys, Mark Verhaegen et Servais Verherstraeten, n° 3029/1 du 27 mars 2007.

ORGANISATION ELECTORALE

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 16 juillet 1993 (II) visant à achever la structure fédérale de l'État et à compléter la législation électorale relative aux régions et aux communautés, en ce qui concerne les jetons de présence des membres des bureaux électoraux.
Déposée par MM. Luc Sevenhans et Jan Mortelmans, n° 64/1 du 10 juillet 2003.
2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'accorder la pleine autonomie constitutive au Conseil flamand, au Conseil de la Communauté française et au Conseil de la Région wallonne en ce qui concerne leur élection, leur composition et leur fonctionnement.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 460/1 du 20 novembre 2003.
3. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'accorder la pleine autonomie constitutive au Conseil flamand, au Conseil de la Communauté française et au Conseil de la Région wallonne en ce qui concerne leur élection, leur composition et leur fonctionnement.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Gerolf Annemans et Koen Bultinck et Mme Frieda Van Themsche, n° 696/1 du 15 janvier 2004.
4. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises afin de rétablir le respect du suffrage universel pour l'élection des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.
Déposée par M. Olivier Maingain, *Mme Martine Payfa* (**) et M. Éric Libert, n° 786/1 du 5 février 2004.
5. Proposition de loi renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre de la Chambre des représentants, de sénateur élu directement ou de sénateur coopté en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant et Herman Van Rompuy, n° 1359/1 du 5 octobre 2004.
6. Proposition de loi spéciale renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant et Herman Van Rompuy, n° 1360/1 du 5 octobre 2004.
7. Proposition de loi renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Parlement européen en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant et Herman Van Rompuy, n° 1361/1 du 5 octobre 2004.
8. Proposition de loi renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Conseil de la Communauté germanophone en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant et Herman Van Rompuy, n° 1362/1 du 5 octobre 2004.
9. Proposition de loi interdisant, en vue de lutter contre la mystification de l'électorat, les candidatures multiples lorsque les élections pour le Parlement européen coïncident avec celles pour les chambres législatives fédérales, pour le Parlement flamand, pour le Parlement wallon ou pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant et Herman Van Rompuy, n° 1363/1 du 5 octobre 2004.

10. Proposition de loi spéciale interdisant, en vue de lutter contre la mystification de l'électorat, les candidatures multiples lorsque les élections pour les conseils de région coïncident avec celles pour les chambres législatives fédérales ou pour le Parlement européen.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant et Herman Van Rompuy, n° 1364/1 du 5 octobre 2004.
11. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de permettre la tenue d'élections anticipées pour les parlements des entités fédérées.
Déposée par MM. Gerolf Annemans et *Guido Tastenhoye* (**), n° 1863/1 du 17 juin 2005.
12. Proposition de loi modifiant les lois spéciales du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises en ce qui concerne l'octroi du droit de vote aux Belges résidant à l'étranger.
Déposée par M. Patrick De Groot, n° 3093/1 du 24 avril 2007.

ORGANISATION JUDICIAIRE

1. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 6 janvier 1989 relative aux traitements et pensions des juges, des référendaires et des greffiers de la Cour d'arbitrage.
Déposée par M. Olivier Maingain et Mme *Martine Payfa* (**), n° 81/1 du 15 juillet 2003.
Reprise par M. Éric Libert, le 9 septembre 2004 en remplacement de Mme *Martine Payfa* (**).
Addendum, n° 81/2 du 9 septembre 2004.
2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.
Déposée par MM. Olivier Maingain, Éric Libert et Mme *Martine Payfa* (**), n° 206/1 du 19 septembre 2003.

PARLEMENT NATIONAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.
Déposée par MM. Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Bart Laeremans et Guy D'haeseleer, n° 1697/1 du 7 avril 2005.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne la publicité des rémunérations.
Déposée par Mmes Zoé Genot, Muriel Gerkens, Marie Nagy et M. Jean-Marc Nollet, n° 2391/1 du 31 mars 2006.
Rapporteurs: MM. Hervé Hasquin et David Geerts
3. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Déposée par MM. Olivier Maingain, Melchior Wathelet et Éric Libert, n° 2397/1 du 31 mars 2006.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.
Déposée par M. Servais Verherstraeten, n° 2433/1 du 24 avril 2006.
Amendement de M. Servais Verherstraeten, n° 2433/2 du 31 mai 2006.
Rapporteurs: MM. Hervé Hasquin et David Geerts

PARLEMENT REGIONAL

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, n° 2434/1 du 24 avril 2006.

Amendement de M. Servais Verherstraeten, n° 2434/2 du 31 mai 2006.

Rapporteurs: MM. Hervé Hasquin et David Geerts

REVISION DE LA CONSTITUTION

1. Proposition de révision de l'article 23 de la Constitution.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 39/1/du 2 juillet 2003.
Reprise par M. Patrick De Groot, le 8 juin 2006 en remplacement de M. *Geert Bourgeois* (**).
Addendum, n° 39/2/ du 8 juin 2006.
2. Révision de la Constitution. Révision de l'article 28 de la Constitution relatif au droit de pétition en vue d'y inscrire le Collège des médiateurs fédéraux.
Déposée par M. Olivier Chastel, n° 225/1 du 25 septembre 2003.
3. Révision de la Constitution. Révision de l'article 23 de la Constitution en vue de le compléter pour consacrer le droit à la communication et le droit à la mobilité.
Déposée par Mme Karine Lalieux, n° 339/1 du 24 octobre 2003.
4. Révision de la Constitution. Révision de l'article 111 de la Constitution.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine, Alain Courtois, Olivier Maingain et Philippe Monfils, n° 419/1 du 10 novembre 2003.
5. Révision de la Constitution. Révision de l'article 23 de la Constitution en ce qui concerne la principe de précaution à l'égard des générations actuelles et futures.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 491/1 du 25 novembre 2003.
6. Révision de la Constitution. Révision de l'article 44, alinéa 1^{er}, de la Constitution, en vue d'avancer au premier mardi de septembre la date à laquelle les Chambres se réunissent de plein droit.
Déposée par MM. Servais Verherstraeten et Dirk Claes, n° 504/1 du 28 novembre 2003.
7. Révision de la Constitution. Révision de l'article 10 de la Constitution.
Déposée par Mmes Karine Lalieux et Marie-Claire Lambert, M. Thierry Giet et Mme Alisson De Clercq, n° 567/1 du 8 décembre 2003.
8. Révision de la Constitution. Révision des articles 118 et 123 de la Constitution en vue d'accorder l'autonomie constitutive à la Région bruxelloise et à la communauté germanophone.
Déposée par MM. Olivier Maingain, *Charles Picqué* (**), et François-Xavier de Donnea et Mme *Martine Payfa* (**), n° 778/1 du 4 février 2004.
9. Révision de la Constitution. Révision de l'article 23 de la Constitution en vue de consacrer le droit à l'eau.
Déposée par Mme Karine Lalieux, MM. Dirk Van der Maelen et Alain Mathot et Mme Valérie Déom, n° 841/1 du 23 février 2004.
10. Révision de la Constitution. Révision de la Constitution en vue d'y insérer un article 39bis relatif à la consultation populaire.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et *Claude Eerdeken*s (**), n° 862/1 du 3 mars 2004.
Reprise par M. Thierry Giet, le 16 juin 2006 en remplacement de M. *Claude Eerdeken*s (**).
Addendum, n° 862/2 du 16 juin 2006.
11. Révision de la Constitution. Proposition de révision de l'article 56 de la Constitution.
Déposée par Mmes Nahima Lanjri et Liesbeth Van der Auwera, n° 904/1 du 11 mars 2004.
12. Révision de la Constitution. Révision de l'article 63, §§ 2 et 3, de la Constitution, en vue de créer une circonscription électorale permettant la représentation des Belges résidant à l'étranger.
Déposée par MM. Thierry Giet, André Frédéric et *Claude Eerdeken*s (**), n° 953/1 du 24 mars 2004.

13. Révision de la Constitution. Révision de l'article 10, alinéa 2, deuxième membre de phrase, de la Constitution.
Déposée par Mme Marie Nagy, n° 1019/1 du 13 avril 2004.
14. Révision de la Constitution. Révision de l'article 28 de la Constitution.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, MM. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Melchior Wathelet n° 1128/1 du 13 mai 2004.
15. Révision de la Constitution. Révision de l'article 68, § 2, de la Constitution en vue de supprimer l'obligation de vote.
Déposée par Mmes Hilde Vautmans et Annemie Turtelboom et M. Miguel Chevalier, n° 1216/1 du 16 juin 2004.
16. Révision de la Constitution Proposition de révision de l'article 10, alinéa 2, deuxième membre de phrase, de la Constitution.
Déposée par Mme Nahima Lanjri et M. Hans Bonte, n° 1330/1 du 6 septembre 2004.
17. Révision de la Constitution Révision des articles 65 et 70 de la Constitution en vue de porter la législature fédérale de quatre à cinq ans.
Déposée par MM. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Melchior Wathelet, n° 1331/1 du 6 septembre 2004.
18. Révision de la Constitution. Proposition de révision de l'article 63 de la Constitution en ce qui concerne la répartition des sièges à la Chambre des représentants.
Déposée par MM. Filip De Man et Jaak Van den Broeck et Mme Marleen Govaerts, n° 1647/1 du 7 mars 2005.
19. Révision de la Constitution. Révision de l'article 150 de la Constitution concernant la discrimination à l'égard des femmes et la misogynie.
Déposée par MM. Filip De Man et Guy D'haeseleer, n° 1770/1 du 6 mai 2005.
20. Révision de la Constitution. Révision de l'article 167, § 2, deuxième phrase, de la Constitution en vue de permettre l'organisation d'une consultation populaire dans le cadre de la procédure d'assentiment aux traités.
Déposée par M. Hendrik Daems, n° 1818/1 du 31 mai 2005.
21. Révision de la Constitution. Révision de l'article 23 de la Constitution en vue de l'instauration du droit de disposer d'énergie en suffisance.
Déposée par Mmes Magda De Meyer, *Karine Jiroflée* (**), Dalila Douifi et *Hilde Claes* (**), n° 2270/1 du 9 février 2006.
22. Révision de la Constitution. Révision de l'article 63 de la Constitution, en vue d'élire un quart des membres de la Chambre des représentants au sein d'une circonscription électorale fédérale.
Déposée par Mme Marie Nagy et M. Jean-Marc Nolle, n° 2373/1 du 27 mars 2006.
Errata, n° 2373/2 du 27 mars 2006.
23. Révision de la Constitution Révision de l'article 57 de la Constitution afin de moderniser le droit de pétition et de le transformer en un véritable débat d'initiative populaire devant les assemblées.
Déposée par Mmes Véronique Ghenne et Talbia Belhouari, n° 2850/1 du 16 janvier 2007.

SANTE PUBLIQUE

Proposition de loi spéciale visant à rétablir au niveau fédéral, dans un souci de santé publique, la cohérence des politiques en matière de médecine préventive et curative en modifiant l'article 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Déposée par M. Yvan Mayeur, n° 224/1 du 25 septembre 2003.

SECURITE SOCIALE

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de la scission de la sécurité sociale.

Déposée par MM. Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 469/1 du 21 novembre 2003.

TRANSPORT AERIEN

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de la régionalisation de l'aéroport de Bruxelles-National.

Déposée par MM. Patrick De Groote, Roel Deseyn et Hendrik Bogaert, n° 1435/1 du 17 novembre 2004.

TRAVAIL

1. Proposition de loi précisant explicitement, dans la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, que la Communauté germanophone est habilitée à rendre obligatoires les conventions collectives de travail ou les dispositions des conventions collectives de travail conclues dans des matières relevant de sa compétence.

Déposée par MM. Guy D'haeseleer et Koen Bultinck, n° 533/1 du 3 décembre 2003.

2. Proposition de loi spéciale précisant explicitement, dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, que les Régions et les Communautés sont habilitées à rendre obligatoires les conventions collectives de travail ou les dispositions des conventions collectives de travail conclues dans des matières relevant de leurs compétences.

Déposée par MM. Guy D'haeseleer et Koen Bultinck, n° 624/1 du 29 décembre 2003.

UNION EUROPEENNE

Proposition de règlement spécial et temporaire, concernant la plus large consultation et la plus large information préalables à l'assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, ainsi que la procédure d'assentiment elle-même.

Déposée par M. Thierry Giet, Mme Karine Lalieux M. Jean-Marc Delizée, Mme Camille Dieu, M. Yvan Mayeur, Mme Valérie Déom, M. André Frédéric, Mme Marie-Claire Lambert, M. Patrick Moriau et Mme Talbia Belhouari, n° 1461/1 du 25 novembre 2004.

Rapporteur: M. Hervé Hasquin

Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

AIDE SOCIALE

1. Proposition de loi visant à instaurer un complément logement au revenu d'intégration.

Déposée par M. Jean-Jacques Viseur (**), n° 42/1 du 2 juillet 2003.

2. Proposition de loi créant un Fonds mazout.

Déposée par Mmes Simonne Creyf et Trees Pieters, n° 1401/1 du 21 octobre 2004.

Rapporteur: Mme Hilde Dierickx

3. Proposition de loi créant un Fonds mazout.

Déposée par M. Ortwin Depoortere et Mme Marleen Govaerts, n° 1549/1 du 12 janvier 2005.

4. Proposition de résolution visant à ne plus considérer comme des ressources les remboursements effectués sur la base du maximum à facturer.

Déposée par Mme Hilde Dierickx, n° 1998/1 du 12 septembre 2005.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, en ce qui concerne les limites d'âge pour les types d'accompagnement.
Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2427/1 du 21 avril 2006.
Rapporteur: Mme Maya Detiège
6. Proposition de résolution visant à créer un dispositif de veille et d'urgence sociale.
Déposée par M. Yvan Mayeur, Mme Marie-Claire Lambert, MM. Jean-Claude Maene et André Frédéric, n° 2933/1 du 21 février 2007.

ANIMAL DOMESTIQUE

Proposition de résolution relative au droit d'avoir un animal de compagnie.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 683/1 du 13 janvier 2004.
Amendement de Mmes Magda De Meyer, Dominique Tilmans, Colette Burgeon et Yolande Avontroodt, n° 683/2 du 8 février 2006.
Rapporteur: M. Mark Verhaegen

ASSURANCE MALADIE

1. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnité, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'instituer un Comité pour l'examen permanent de la nomenclature des prestations de santé.
Déposée par M. Jo Vandeurzen et Mme Maggie De Block, n° 413/1 du 7 novembre 2003.
Rapporteurs: Mme Colette Burgeon et M. Luc Goutry
2. Proposition de loi modifiant les articles 73 et 141 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 afin de responsabiliser les gestionnaires des établissements hospitaliers.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 1760/1 du 3 mai 2005.
Rapporteur: Mme Maya Detiège
3. Proposition de loi modifiant les articles 141 et 218 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue de stabiliser la réglementation en matière de médicaments et d'humaniser les contrôles des dispensateurs de soins.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 2234/1 du 30 janvier 2006.
Rapporteur: Mme Maya Detiège
4. Proposition de résolution relative au traitement des plaies chroniques.
Déposée par Mmes Yolande Avontroodt, Maggie De Block, Hilde Dierickx et M. Jacques Germeaux, n° 2552/1 du 15 juin 2006.

BIOETHIQUE

1. Proposition de loi relative aux expérimentations thérapeutiques impliquant des femmes enceintes et allaitantes.
Déposée par M. Philippe Monfils, n° 2884/1 du 2 février 2007.
Amendement de M. Philippe Monfils, n° 2884/2 du 18 avril 2007.
2. Proposition de loi relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications humaines ou à des fins de recherche scientifique.
Déposée par M. Yvan Mayeur et Mmes Colette Burgeon et Marie-Claire Lambert, n° 3007/1 du 20 mars 2007.

BIOTECHNOLOGIE

1. Proposition de loi réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant, et abrogeant l'arrêté royal du 18 décembre 1998.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 220/1 du 24 septembre 2003.
Amendements de Mme Muriel Gerken, n° 220/2 du 26 septembre 2003.
2. Proposition de résolution relative au principe de précaution en matière d'organismes génétiquement modifiés.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 1835/1 du 6 juin 2005.
Amendements de Mme Muriel Gerken, n° 1835/2 du 1^{er} septembre 2005.

COUR DES COMPTES BELGE

Proposition de résolution relative à l'organisation par la cour des comptes d'une enquête sur la gestion et le contrôle de l'INAMI et du SPF Santé publique en ce qui concerne le financement hospitalier.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen et Mmes Magda De Meyer et Maya Detiège, n° 1890/1 du 27 juin 2005.

CPAS

1. Proposition de loi visant à supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos.
Déposée par MM. Guy D'haeseleer, Koen Bultinck, Staf Neel, Hagen Goyvaerts et Luc Sevenhans, n° 932/1 du 18 mars 2004.
2. Proposition de loi inscrivant la possibilité de céder des établissements ou des services dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.
Déposée par M. Luc Goutry, Mme Nahima Lanjri et MM. Jo Vandeurzen et Mark Verhaegen, n° 1723/1 du 21 avril 2005.
Amendement de M. Mark Verhaegen et Mme Nahima Lanjri, n° 1723/2 du 20 juin 2006.
Rapporteur: Mme Hilde Dierickx
3. Proposition de résolution exhortant le gouvernement à élaborer d'urgence des initiatives et des mesures législatives nationales et internationales visant à permettre aux services des CPAS de mener une véritable enquête patrimoniale relative aux propriétés détenues à l'étranger par des personnes qui demandent le revenu d'intégration.
Déposée par MM. Bert Schoofs, Filip De Man, Ortwin Depoortere, Staf Neel, *Guido Tastenhoye* (**), Francis Van den Eynde et Mme Nancy Caslo, n° 1826/1 du 2 juin 2005.
4. Proposition de loi de promotion de la participation sociale et de l'épanouissement culturel et sportif des usagers des services des centres publics d'action sociale.
Déposée par M. Koen T'Sijen, Mmes Greet Van Gool et Nahima Lanjri, MM. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Yvan Mayeur, n° 1849/1 du 9 juin 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 1849/2 du 20 juillet 2005.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue de la récupération des frais en cas de déclaration volontairement inexacte ou incomplète.
Déposée par Mme Hilde Dierickx, n° 1864/1 du 17 juin 2005.
Rapporteur: Mme Nahima Lanjri
6. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue de créer un dispositif d'urgence sociale pour les personnes sans-abri.
Déposée par M. Yvan Mayeur, Mme Colette Burgeon, M. François-Xavier de Donnea, Mme Maya Detiège, Mmes Marie-Claire Lambert et Nahima Lanjri, M. Charles Michel, Mmes Marie Nagy et Yolande Avontroodt, n° 2210/1 du 17 janvier 2006.
Addendum, n° 2210/2 du 30 janvier 2006.
Rapporteur: Mmes *Karine Jiroflée* (**) et Dominique Tilmans

7. Proposition de loi modifiant la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.
Déposée par Mme Hilde Dierickx et M. Guy Hove, n° 2564/1 du 16 juin 2006.
8. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, pour ce qui concerne la fermeture, la cessation, le démantèlement et la cession de services et établissements créés par ces centres.
Déposée par MM. Guido De Padt, Willy Cortois, Filip Anthuenis et Mmes Hilde Dierickx et Sabien Lahaye-Battheu, n° 2578/1 du 26 juin 2006.
9. Proposition de loi modifiant la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'action sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies.
Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2801/1 du 11 décembre 2006.
10. Proposition de loi modifiant la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale.
Déposée par M. Yvan Mayeur et Mmes Colette Burgeon et Marie-Claire Lambert, n° 2832/1 du 27 décembre 2006.
11. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en vue d'augmenter l'intervention financière de l'État dans le revenu d'intégration.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 2868/1 du 25 janvier 2007.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en vue de porter le niveau du revenu d'intégration au-dessus du seuil de pauvreté et d'aligner le montant octroyé aux cohabitants sur celui octroyé aux isolés.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 2869/1 du 26 janvier 2007.
13. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en ce qui concerne la guidance et la gestion budgétaires.
Déposée par Mmes Sabien Lahaye-Battheu, Maggie De Block et Hilde Dierickx, n° 2882/1 du 2 février 2007.

DEONTOLOGIE PROFESSIONNELLE

Proposition de loi modifiant la loi du 15 avril 1958 relative à la publicité en matière de soins dentaires en ce qui concerne la levée de l'interdiction de diffuser certaines informations.
Déposée par Mme Hilde Dierickx, n° 3032/1 du 28 mars 2007.

DROIT PENAL

1. Proposition de loi insérant dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux des mesures relatives aux chiens dangereux.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 1076/1 du 29 avril 2004.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.
Déposée par Mme Hilde Vautmans, n° 1600/1 du 9 février 2005.
3. Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue de la création d'une banque de données relatives aux accidents par morsure de chiens.
Déposée par Mme Katrien Schryvers et M. Mark Verhaegen, n° 2668/1 du 31 août 2006.
Rapporteur: Mme Colette Burgeon

DROITS DE L'HOMME

Proposition de résolution relative à la reconnaissance sociale des holebis et à la mise en oeuvre d'une politique d'égalité des chances en leur faveur.

Déposée par Mmes Hilde Vautmans, Annemie Turtelboom, Maggie De Block et Martine Taelman et MM. Bart Tommelein et Miguel Chevalier, n° 1897/1 du 28 juin 2005.

DROITS DU MALADE

1. Proposition de loi créant une fédération des patients.
Déposée par Mme Yolande Avontroodt, M. Miguel Chevalier et Mmes *Catherine Doyen-Fonck* (**) et Dominique Tilmans, n° 1077/1 du 29 avril 2004.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient en vue de mieux informer le patient.
Déposée par Mme Annelies Storms, n° 2015/1 du 6 octobre 2005.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient en vue d'accroître l'indépendance de la fonction de médiation.
Déposée par Mme Annelies Storms, n° 2033/1 du 18 octobre 2005.
4. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la fonction de médiation, la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient.
Déposée par Mmes *Hilde Claes* (**) et Magda De Meyer, n° 2109/1 du 25 novembre 2005.
Reprise par M. Guy Swennen et Mme Maya Detiège, en remplacement de Mme *Hilde Claes* (**).
Addendum, n° 2109/2 du 16 janvier 2007.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient en ce qui concerne l'exercice du droit de plainte.
Déposée par Mme Annelies Storms, n° 2401/1 du 4 avril 2006.
6. Proposition de loi étendant le champ d'application de la loi relative aux droits du patient.
Déposée par Mme Annelies Storms, n° 2402/1 du 4 avril 2006.

ENSEIGNEMENT

1. Proposition de loi modifiant, en vue de suspendre provisoirement les mesures destinées à limiter l'offre médicale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé.
Déposée par Mmes *Catherine Doyen-Fonck* (**) et Muriel Gerken et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 471/1 du 21 novembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant, en vue de suspendre provisoirement les mesures destinées à limiter l'offre médicale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé.
Déposée par M. Joseph Arens, n° 1825/1 du 1 juin 2005.

ETABLISSEMENT HOSPITALIER

1. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 526/1 du 2 décembre 2003.
2. Proposition de loi garantissant la sécurité juridique en ce qui concerne la qualification de la relation juridique entre les gestionnaires et les médecins hospitaliers.
Déposée par M. Jo Vandeurzen, n° 860/1 du 2 mars 2004.

3. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en vue d'insérer l'obligation de respecter la législation linguistique dans les normes générales.
Déposée par MM. Bart Laeremans, Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, n° 1108/1 du 7 mai 2004.
4. Proposition de loi instituant un Conseil infirmier consultatif.
Déposée par Mme Maya Detiège, n° 1327/1 du 2 septembre 2004.
Rapporteurs: Mmes Dominique Tilmans et Josée Lejeune
5. Proposition de résolution relative à un plan d'action en faveur de l'enfant hospitalisé.
Déposée par Mmes Yolande Avontroodt, Maggie De Block, Hilde Dierickx et Annemie Turtelboom, n° 2246/1 du 3 février 2006.
6. Proposition de résolution relative à l'assistance religieuse, philosophique et morale dans le cadre des soins intramurales.
Déposée par Mme *Karine Jiroflée* (**), n° 2709/1 du 16 octobre 2006.
Reprise par Mmes Anne-Marie Baeke et Greet Van Gool, le 16 janvier 2007 en remplacement de Mme *Karine Jiroflée* (**).
Addendum, n° 2709/2 du 16 janvier 2007.

EUTHANASIE

Proposition de loi introduisant un filtre palliatif obligatoire dans la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.

Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Bart Laeremans, Ortwin Depoortere, Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans et Francis Van den Eynde et Mme Alexandra Colen, n° 1737/1 du 27 avril 2005.

GUERRE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre.
Déposée par M. Olivier Maingain, n° 926/1 du 17 mars 2004.
2. Proposition de loi prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre.
Déposée par M. François-Xavier de Donnea, n° 2101/1 du 22 novembre 2005.
Avis, n° 2101/2 du 7 février 2006.
3. Proposition de résolution relative à l'octroi d'une carte de stationnement aux victimes de guerre.
Déposée par M. Guy Hove et Mmes Hilde Dierickx et Hilde Vautmans, n° 2129/1 du 30 novembre 2005.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'État.
Déposée par MM. Olivier Chastel et Jean-Pol Henry, n° 2957/1 du 5 mars 2007.

HANDICAPE

Proposition de loi instaurant un droit d'accès gratuit pour les accompagnateurs individuels des personnes handicapées.

Déposée par M. Patrick De Groote, n° 3028/1 du 27 mars 2007.

IMPOT DIRECT

Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'augmenter le montant des dépenses pour la garde d'enfants déductible de l'ensemble des revenus et d'augmenter la quotité du revenu exemptée d'impôt pour les enfants atteints de maladies graves.

Déposée par Mme Joëlle Milquet et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 43/1 du 2 juillet 2003.

MEDECINE

Proposition de résolution relative à l'implémentation et à l'encadrement normatif du traitement spécialisé pluridisciplinaire de la tumeur cérébrale.

Déposée par Mme Greet Van Gool, n° 3101/1 du 25 avril 2007.

OBLIGATION ALIMENTAIRE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue d'instaurer une réglementation uniforme en matière d'obligation alimentaire des enfants en cas d'admission de personnes âgées dans une maison de repos.
Déposée par Mmes Yolande Avontroodt et Maggie De Block, n° 170/1 du 18 août 2003.
Rapporteur: Mme Hilde Dierickx
2. Proposition de loi visant à améliorer l'application de l'obligation alimentaire en cas d'admission de parents en maison de repos.
Déposée par M. Luc Goutry et Mme Greta D'hondt, n° 271/1 du 9 octobre 2003.
Rapporteur: Mme Hilde Dierickx
3. Proposition de loi supprimant l'obligation de recouvrement auprès des enfants en cas d'admission de personnes âgées dans une maison de repos.
Déposée par M. Jan Peeters et Mme Magda De Meyer, n° 362/1 du 30 octobre 2003.
Rapporteur: Mme Hilde Dierickx

ORGANISATION DE LA PROFESSION

1. Proposition de loi créant l'Ordre des médecins, le Collège disciplinaire pour la santé et le Conseil supérieur pour l'éthique et la déontologie de la santé.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 45/1 du 2 juillet 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue de permettre aux organisations professionnelles non mixtes de médecins de participer aux élections médicales.
Déposée par MM. Jo Vandeurzen, Luc Goutry et Mme Greta D'hondt, n° 186/1 du 2 septembre 2003.
Amendement de Mmes Yolande Avontroodt et Hilde Dierickx et M. Miguel Chevalier, n° 186/2 du 17 mai 2005.
Rapporteur: Mme Yolande Avontroodt
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 191/1 du 5 septembre 2003.
4. Proposition de loi visant à réglementer l'exercice des professions de la santé mentale dans le cadre des professions de santé.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 232/1 du 29 septembre 2003.
Rapporteur: Mme *Anissa Temsamani* (**)
5. Proposition de loi créant un Ordre francophone et un Ordre néerlandophone des médecins.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Gerolf Annemans, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans et Mme Alexandra Colen, n° 378/1 du 30 octobre 2003.
6. Proposition de loi créant un Ordre francophone et un Ordre néerlandophone des pharmaciens.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Hagen Goyvaets, n° 379/1 du 30 octobre 2003.
7. Proposition de loi créant l'Ordre des médecins.
Déposée par M. Jo Vandeurzen, n° 424/1 du 10 novembre 2003.

8. Proposition de loi modifiant le mode d'organisation des élections réglant la représentation des organisations professionnelles représentatives des médecins au sein de différents organes de l'INAMI.
Déposée par MM. Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 772/1 du 4 février 2004.
Rapporteur: Mme Yolande Avontroodt
9. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 avril 1977 fixant les règles permettant de déterminer la valeur de transmission des officines pharmaceutiques et de surveiller cette transmission, afin d'éviter les abus survenant en cas de vente de l'immeuble couplée à la vente de l'officine.
Déposée par MM. Philippe Monfils et Daniel Bacquelaine, n° 827/1 du 19 février 2004.
Rapporteur: M. Miguel Chevalier
10. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé.
Déposée par M. Yvan Mayeur et Mmes Colette Burgeon et Marie-Claire Lambert, n° 861/1 du 3 mars 2004.
Rapporteur: Mme *Anissa Temsamani* (**)
11. Proposition de loi créant un Ordre des médecins francophones et germanophones et un Ordre des médecins flamands.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 1045/1 du 23 avril 2004.
12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 1675/1 du 17 mars 2005.

ORGANISATION DE LA SANTE

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne la collaboration entre professionnels des soins de santé.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 28/1 du 25 juin 2003.

ORGANISATION ELECTORALE

Proposition de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**) et M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 871/1 du 5 mars 2004.

PHARMACIEN

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne la dispensation des médicaments au sein des aéroports.
Déposée par M. Yvan Mayeur et Mmes Camille Dieu et Véronique Ghenne, n° 2861/1 du 24 janvier 2007.

POLITIQUE DE LA SANTE

1. Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de l'hépatite C et l'établissement d'un plan fédéral de lutte contre l'hépatite C.
Déposée par M. Joseph Arens, n° 166/1 du 7 août 2003.
2. Proposition de résolution relative à la mise en oeuvre d'un plan d'action en ce qui concerne les affections rares et les médicaments orphelins.
Déposée par Mmes Yolande Avontroodt et Hilde Dierickx, n° 2282/1 du 13 février 2006.
Rapporteurs: Mme Hilde Dierickx et M. Daniel Bacquelaine

POLITIQUE ENERGETIQUE

1. Proposition de résolution relative à l'activation et au développement du mécanisme du «tiers investisseur» à destination des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique des bâtiments publics et parapublics.
Déposée par Mmes Muriel Gerken, Zoé Genot et Marie Nagy et M. Jean-Marc Nollet, n° 1460/1 du 25 novembre 2004.
2. Proposition de résolution relative aux investissements en faveur des énergies renouvelables et à la conclusion d'une charte européenne sur les énergies renouvelables «EURENEW».
Déposée par MM. Koen T'Sijen, Dirk Van der Maelen, Walter Muls, Geert Lambert, Stijn Bex et Mmes Annelies Storms et Annemie Roppe, n° 2955/1 du 5 mars 2007.

POLITIQUE SOCIALE

1. Proposition de loi instaurant une cotisation unique à charge du secteur pétrolier et portant octroi d'une allocation à titre d'intervention unique dans les frais de gasoil de chauffage.
Déposée par Mmes Muriel Gerken, Marie Nagy et Zoé Genot et M. Jean-Marc Nollet, n° 1490/1 du 7 décembre 2004.
2. Proposition de résolution visant à renforcer le fonds social mazout.
Déposée par Mme Joëlle Milquet, MM. *Jean-Jacques Viseur* (**) et Melchior Wathelet et Mme Brigitte Wiaux, n° 1494/1 du 8 décembre 2004.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, en vue d'interdire la vente de boissons alcoolisées dans les distributeurs automatiques aux jeunes de moins de 16 ans.

Déposée par Mmes *Karine Jiroflée* (**) et Maya Detiège n° 1338/1 du 10 septembre 2004.

Repris(e) par Mme Yvette Mues, le 16 janvier 2007, en remplacement de Mme *Karine Jiroflée* (**).

Farde, n° 1338/3 du 16 janvier 2007.

Rapporteur: Mme Marie-Claire Lambert

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique.
Déposée par M. Koen Bultinck, Mme Frieda Van Themsche et MM. Bert Schoofs et Jaak Van den Broeck, n° 476/1 du 24 novembre 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 1130/1 du 13 mai 2004.
3. Proposition de résolution relative à la sensibilisation des passagers des avions aux effets de l'émission de substances nocives pour l'environnement.
Déposée par M. Miguel Chevalier et Mme Martine Taelman, n° 1340/1 du 15 septembre 2004.
4. Proposition de résolution relative à la pollution de l'air par des particules fines.
Déposée par Mme Muriel Gerken, n° 2235/1 du 30 janvier 2006.
5. Proposition de résolution relative à la norme ISO 14064 en vue d'évaluer et de promouvoir la réduction des gaz à effet de serre et les échanges de droits d'émission.
Déposée par Mmes Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert et MM. Yvan Mayeur et André Frédéric, n° 2751/1 du 16 novembre 2006.

6. Proposition de résolution relative au soutien à une agriculture biologique exempte d'organismes génétiquement modifiés et de pesticides.
Déposée par Mmes Muriel Gerkens, Marie Nagy, M. Jean-Marc Nollet et Mme Zoé Genot, n° 2992/1 du 14 mars 2007.

PROTECTION DES ANIMAUX

1. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.
Déposée par M. Richard Fournaux et Mme Joëlle Milquet, n° 178/1 du 27 août 2003.
Rapporteur: M. Miguel Chevalier
2. Proposition de loi insérant un article 30bis dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.
Déposée par M. *Pierre-Yves Jeholet* (**), n° 255/1 du 3 octobre 2003.
Reprise par Mme Dominique Tilmans, le 9 novembre 2004, en remplacement de M. *Pierre-Yves Jeholet* (**).
Farde, n° 255/2 du 9 novembre 2004
Rapporteur: M. Miguel Chevalier
3. Proposition de loi modifiant l'article 3bis de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.
Déposée par M. Philippe De Coene et Mme Magda De Meyer, n° 302/1 du 16 octobre 2003.
Rapporteur: M. Miguel Chevalier
4. Proposition de loi visant à assurer le bien-être et la protection des animaux dans les cirques.
Déposée par M. Denis Ducarme, n° 423/1 du 10 novembre 2003.
Rapporteur: M. Miguel Chevalier
5. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'organisation de concours de pigeons, l'arrêté royal du 23 septembre 1998 relatif à la protection des animaux lors de compétitions.
Déposée par MM. Jan Mortelmans, Koen Bultinck et Jaak Van den Broeck, n° 738/1 du 27 janvier 2004.
Amendements de MM. Jan Mortelmans, Koen Bultinck et Jaak Van den Broeck, n° 738/2 du 3 février 2004.
6. Proposition de loi modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 17 mai 2001, relatif aux interventions autorisées sur les vertébrés pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce.
Déposée par MM. Guido De Padt, Willy Cortois, Mme Hilde Vautmans, MM. Guy Hove, Georges Lenssen, Robert Denis et François Bellot, n° 969/1 du 29 mars 2004.
Amendements de MM. Guido De Padt et Willy Cortois, n° 969/2 du 13 avril 2005.
Amendement de MM. Robert Denis, Guido De Padt et Willy Cortois, n° 969/3 du 17 janvier 2006.
Rapporteurs: Mme Magda De Meyer et M. Miguel Chevalier
7. Proposition de résolution visant à limiter les souffrances du bétail vivant pendant son transport.
Déposée par M. Luc Sevenhans, n° 1151/1 du 19 mai 2004.
8. Proposition de loi visant à modifier l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.
Déposée par Mme Dominique Tilmans, n° 1629/1 du 23 février 2005.
9. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 1753/1 du 2 mai 2005.
Rapporteur: Mme Maya Detiège
10. Proposition de résolution relative à la détention de nouveaux animaux de compagnie.
Déposée par Mmes Josée Lejeune et Dominique Tilmans et M. Thierry Giet, n° 2198/1 du 10 janvier 2006.
11. Proposition de résolution relative à l'amélioration du bien-être des animaux.
Déposée par M. Miguel Chevalier, n° 2424/1 du 20 avril 2006.

12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 17 février 1997 portant les conditions d'agrément des éleveurs de chiens, élevages de chats, refuges pour animaux, pensions pour animaux et établissements commerciaux pour animaux, et les conditions concernant la commercialisation des animaux.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 2444/1 du 26 avril 2006.
Rapporteur: Mme Colette Burgeon
13. Proposition de loi interdisant l'élevage des animaux à fourrure en Belgique.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 2728/1 du 30 octobre 2006.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de résolution relative aux allégations nutritionnelles.
Déposée par Mmes Dominique Tilmans et *Anne Barzin* (**) et M. Olivier Chastel, n° 1702/1 du 11 avril 2005.
2. Proposition de résolution relative à l'étiquetage des denrées alimentaires.
Déposée par Mmes Colette Burgeon, Sophie Pécriaux et Véronique Ghene, n° 1771/1 du 6 mai 2005.
3. Proposition de résolution relative aux vices rédhibitoires dans les ventes ou échanges d'équidés.
Déposée par Mme Josée Lejeune et M. Daniel Bacquelaine, n° 2485/1 du 15 mai 2006.

RECHERCHE MEDICALE

1. Proposition de loi réglant l'examen post-mortem.
Déposée par M. Jacques Germeaux, n° 2563/1 du 16 juin 2006.
2. Proposition de résolution relative au problème du syndrome de fatigue chronique.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Hagen Goyvaerts et Mme Frieda Van Themsche, n° 2601/1 du 6 juillet 2006.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Proposition de résolution relative à la recherche sur les affections cérébrales.
Déposée par Mmes Yolande Avontroodt, Hilde Vautmans et Hilde Dierickx, n° 1953/1 du 18 juillet 2005.

RESPONSABILITE

1. Proposition de loi visant à instaurer un régime de responsabilité sans faute en matière d'accidents médicaux et instituant un fonds des accidents médicaux.
Déposée par M. Benoît Drèze, n° 2013/1 du 4 octobre 2005.
Rapporteurs: Mme Magda Raemaekers et M. Luc Goutry
2. Proposition de loi visant à indemniser les patients victimes de contamination par le virus vih à la suite d'un accident transfusionnel ayant eu lieu en Belgique avant le 1^{er} août 1985.
Déposée par Mmes Josée Lejeune et Dominique Tilmans, n° 2146/1 du 7 décembre 2005.

RESSORTISSANT ETRANGER

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives à l'établissement des étrangers.
Déposée par Mme Nahima Lanjri et M. Dirk Claes, n° 939/1 du 22 mars 2004.
Rapporteurs: Mmes Hilde Dierickx et Nahima Lanjri

SANTÉ PUBLIQUE

1. Proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie des soins de santé.
Déposée par Mme Magda De Meyer, M. Jan Peeters et Mme Maya Detiège, n° 187/1 du 2 septembre 2003.
2. Proposition de loi instituant un dispositif d'indemnisation en faveur des personnes contaminées par un virus de l'hépatite à la suite de l'administration de produits sanguins ou de manipulations instrumentales.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, n° 193/1 du 5 septembre 2003.
3. Proposition de loi modifiant la loi coordonnée sur les hôpitaux en vue de permettre la création de divisions.
Déposée par M. Jo Vandeurzen, n° 214/1 du 22 septembre 2003.
4. Proposition de résolution relative au transport non urgent de malades par ambulance.
Déposée par M. Yvan Mayeur, n° 245/1 du 2 octobre 2003.
5. Proposition de résolution relative à l'acrylamide.
Déposée par Mme Colette Burgeon et M. Yvan Mayeur, n° 328/1 du 23 octobre 2003.
6. Proposition de résolution visant à lutter systématiquement contre les infections nosocomiales.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer et Hagen Goyvaerts, n° 558/1 du 5 décembre 2003.
Rapporteurs: Mmes Yolande Avontroodt et Hilde Dierickx
7. Proposition de résolution relative à la signature et à la ratification de la Convention-cadre pour la lutte antitabac adoptée le 21 mai 2003 par l'Organisation mondiale de la santé.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 568/1 du 8 décembre 2003.
8. Proposition de loi instaurant un Fonds de responsabilisation des producteurs de produits causant des assuétudes et nuisant gravement à la santé.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 607/1 du 19 décembre 2003.
Rapporteur: Mme *Karine Jiroflée* (**)
9. Proposition de résolution relative à la prise de mesures en matière d'étiquetage des médicaments en vue d'éviter la prise non intentionnelle par les sportifs de substances prohibées.
Déposée par M. Staf Neel, n° 677/1 du 13 janvier 2004.
10. Proposition de résolution relative au contrôle de l'application de la législation relative à l'interdiction de fumer en public.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 716/1 du 21 janvier 2004.
11. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits, afin d'interdire la distribution gratuite de tabac, de produits similaires et des accessoires destinés à la consommation de tabac.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 718/1 du 21 janvier 2004.
Rapporteur: Mme *Karine Jiroflée* (**)
12. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits afin d'interdire la vente de cigarettes, de produits à base de tabac et d'accessoires pour consommer le tabac par le biais de distributeurs automatiques.
Déposée par Mme *Catherine Doyen-Fonck* (**), n° 719/1 du 21 janvier 2004.
Rapporteur: Mme *Karine Jiroflée* (**)
13. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 24 janvier 1945 relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes.
Déposée par M. *Daniel Féret* (**), n° 795/1 du 9 février 2004.

14. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en ce qui concerne l'accueil des enfants dans les structures hospitalières.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Denis Ducarme, n° 810/1 du 16 février 2004.
Rapporteurs: Mmes *Karine Jiroflée* (**), Colette Burgeon et M. Luc Goutry
15. Proposition de résolution visant à lutter contre les infections nosocomiales.
Déposée par Mme Nahima Lanjri et MM. Luc Goutry et Jo Vandeurzen, n° 836/1 du 20 février 2004.
Rapporteurs: Mmes Yolande Avontroodt et Hilde Dierickx
16. Proposition de loi modifiant la loi coordonnée sur les hôpitaux en ce qui concerne les actes médicaux dont l'exécution requiert un cadre hospitalier.
Déposée par Mmes Maggie De Block et Yolande Avontroodt, n° 855/1 du 2 mars 2004.
17. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la lutte contre les maladies contagieuses des volailles et autres animaux de basse-cour ainsi qu'à la mise dans le commerce d'oeufs à couver, de poussins d'un jour et de volailles d'élevage.
Déposée par Mme Martine Taelman et MM. Georges Lenssen, Ludo Van Campenhout, Guido De Padt, Philippe De Coene, *Pierre-Yves Jeholet* (**), Thierry Giet, Miguel Chevalier et *Raymond Langendries* (**), n° 1039/1 du 22 avril 2004.
Rapporteur: Mme Magda De Meyer
18. Proposition de loi visant à créer un label de santé non-fumeur au profit des établissements du secteur Horeca et modifiant l'arrêté royal du 15 mai 1990 portant interdiction de fumer dans certains lieux publics.
Déposée par M. Denis Ducarme, n° 1171/1 du 28 mai 2004.
19. Proposition de résolution visant à autoriser et soutenir une expérimentation clinique de prescription et de délivrance d'héroïne sous contrôle médical.
Déposée par Mme Marie-Claire Lambert, n° 1189/1 du 3 juin 2004.
20. Proposition de résolution relative aux pratiques du piercing et du tatouage.
Déposée par MM. François-Xavier de Donnea, *Jean-Luc Crucke* (**), Denis Ducarme et Mme *Françoise Colinia* (**), n° 1209/1 du 15 juin 2004.
21. Proposition de loi visant à créer un Fonds pour les victimes de l'amiante.
Déposée par Mmes Muriel Gerkens, Colette Burgeon, *Catherine Doyen-Fonck* (**) et M. Daniel Bacquelaine, n° 1244/1 du 24 juin 2004.
Avis, n° 1244/2 du 27 juin 2005.
Rapporteur: Mme Marie-Claire Lambert
22. Proposition de résolution modifiant l'arrêté royal du 18 février 1991 relatif aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière.
Déposée par Mmes Annemie Turtelboom, Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier, n° 1436/1 du 17 novembre 2004.
23. Proposition de résolution relative à une nouvelle politique en matière de produits chimiques.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 1513/1 du 17 décembre 2004.
24. Proposition de résolution relative au renforcement du système d'évaluation des substances chimiques REACH (*Registration, Evaluation, Authorization of Chemicals*).
Déposée par M. Jean-Marc Nollet et Mme Muriel Gerkens, n° 1518/1 du 22 décembre 2004.
25. Proposition de résolution relative à l'instauration d'un enregistrement spécifique des médicaments à usage infantile.
Déposée par MM. Hagen Goyvaerts, Koen Bultinck et Mme Frieda Van Themsche, n° 1533/1 du 23 décembre 2004.
26. Proposition de résolution concernant l'intensification de la lutte contre le sida.
Déposée par Mmes Josée Lejeune, Corinne De Permentier et MM. Daniel Bacquelaine et Charles Michel, n° 1802/1 du 24 mai 2005.

27. Proposition de loi complétant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, par un chapitre sur l'utilisation médicinale du cannabis.
Déposée par Mmes Hilde Vautmans, Annemie Turtelboom, M. Miguel Chevalier et Mme Maya Detiège, n° 1841/1 du 8 juin 2005.
28. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 août 1998 fixant les normes auxquelles doit répondre une fonction «service mobile d'urgence» (SMUR) pour être agréée.
Déposée par Mme Hilde Dierickx, n° 1884/1 du 23 juin 2005.
29. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux en ce qui concerne les hôpitaux militaires.
Déposée par MM. Jo Vandeurzen et Pieter De Crem, n° 2016/1 du 6 octobre 2005.
30. Proposition de résolution relative à la lutte contre l'hépatite C.
Déposée par Mme Dominique Tilmans, n° 2133/1 du 2 décembre 2005.
31. Proposition de résolution relative à l'incidence de l'innovation en biologie clinique sur la politique de santé de la Belgique.
Déposée par Mmes Yolande Avontroodt, Maggie De Block et Hilde Dierickx, n° 2137/1 du 2 décembre 2005.
32. Proposition de résolution relative à l'apposition d'un pictogramme sur le conditionnement extérieur ainsi que sur la notice de certains médicaments ou produits ayant des effets sur la capacité de conduire des véhicules ou d'utiliser des machines.
Déposée par MM. David Lavaux et Joseph Arens, n° 2204/1 du 12 janvier 2006
33. Proposition de loi complétant l'article 6 de l'arrêté royal du 25 novembre 2005 réglementant les tatouages et les piercings.
Déposée par M. André Frédéric, Mmes Karine Lalieux et Valérie Déom et MM. Éric Massin et Yvan Mayeur, n° 2238/1 du 1 février 2006.
34. Proposition de résolution concernant la gestion des problèmes de santé liés à la pollution ou la détérioration de l'environnement.
Déposée par Mme Dominique Tilmans, n° 2271/1 du 9 février 2006.
35. Proposition de loi portant réglementation de la réutilisation des dispositifs médicaux.
Déposée par M. Jo Vandeurzen, n° 2343/1 du 16 mars 2006.
36. Proposition de résolution relative à l'établissement d'un plan global de prévention et de lutte en matière d'obésité.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, M. Miguel Chevalier et Mme Hilde Dierickx, n° 2346/1 du 16 mars 2006.
37. Proposition de résolution relative à la mise en oeuvre de mesures concrètes pour garantir le respect du principe d'égalité quant à l'offre médicale sur l'ensemble du territoire national.
Déposée par MM. Denis Ducarme, François Bellot, Olivier Chastel, Philippe Collard, Robert Denis et Richard Fournaux, Mme Jacqueline Galant et MM. Jean-Pierre Malmendier, Charles Michel et Daniel Ducarme, n° 2349/1 du 17 mars 2006.
38. Proposition de résolution visant à créer un numéro gratuit en vue de renseigner les personnes confrontées directement ou indirectement à un problème lié à la drogue et d'assurer leur orientation ou leur prise en charge.
Déposée par M. Thierry Giet, Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, Mme Valérie Déom, M. Patrick Moriau et Mme Karine Lalieux, n° 2361/1 du 23 mars 2006.
39. Proposition de loi visant à consacrer une nouvelle politique de gestion des drogues, à prévenir leurs effets néfastes et à lutter contre leur commerce illicite.
Déposée par M. Thierry Giet, Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, Mme Valérie Déom, M. Patrick Moriau et Mme Karine Lalieux, n° 2362/1 du 23 mars 2006.

40. Proposition de résolution relative au maquillage permanent.
Déposée par Mme Josée Lejeune, M. Daniel Bacquelaine et Mme Dominique Tilmans, n° 2441/1 du 26 avril 2006.
41. Proposition de résolution relative à la lutte contre le dopage.
Déposée par M. Jacques Germeaux et Mme Hilde Dierickx, n° 2584/1 du 28 juin 2006.
42. Proposition de loi en matière de régulation de l'offre médicale.
Déposée par Mme Muriel Gerkens, n° 2727/1 du 27 octobre 2006.
43. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 2006 fixant les normes auxquelles un programme de soins pour enfants doit répondre pour être agréé et modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1997 fixant les normes auxquelles doit répondre la fonction «hospitalisation chirurgicale de jour» pour être agréée.
Déposée par Mme Annemie Turtelboom, M. Guido De Padt, Mme Hilde Dierickx et M. Guy Hove, n° 2744/1 du 13 novembre 2006.
44. Proposition de loi instaurant diverses dispositions en vue de lutter contre le dopage.
Déposée par M. Jacques Germeaux et Mme Hilde Dierickx, n° 2800/1 du 8 décembre 2006.
45. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'anonymat du don d'organes, la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.
Déposée par Mmes Martine Taelman et Hilde Dierickx, n° 2810/1 du 14 décembre 2006.
46. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et instaurant une interdiction de fumer dans les établissements horeca.
Déposée par M. Stijn Bex, n° 2901/1 du 8 février 2007.
47. Proposition de loi visant à réglementer la pratique de la médecine et de la chirurgie esthétique.
Déposée par M. Thierry Giet et Mme Colette Burgeon, n° 2934/1 du 21 février 2007.
48. Proposition de loi réglementant la publicité relative aux interventions à visée esthétique.
Déposée par Mmes Dominique Tilmans, Muriel Gerkens, Véronique Salvi, Yolande Avontroodt et M. Daniel Bacquelaine, n° 2956/1 du 5 mars 2007.
49. Proposition de résolution relative à une meilleure prévention de l'accident vasculaire cérébral (AVC).
Déposée par Mmes Maya Detiège, Maggie De Block, Magda Raemaekers, Josée Lejeune, MM. Yvan Mayeur et Miguel Chevalier, n° 2975/1 du 9 mars 2007.
50. Proposition de résolution relative à l'utilisation du GSM.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mmes Corinne De Permentier et Dominique Tilmans et M. François Bellot, n° 3030/1 du 27 mars 2007.

SECURITE PUBLIQUE

Proposition de loi modifiant, en vue d'améliorer la sécurité des biens et des personnes en milieu hospitalier, l'article 68 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.
Déposée par Mme Dominique Tilmans, n° 389/1 du 4 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Hilde Dierickx

SECURITE ROUTIERE

Proposition de résolution relative à la sensibilisation et à la formation aux premiers secours dans le cadre du permis de conduire et dans l'enseignement.
Déposée par Mme Dominique Tilmans, n° 2962/1 du 7 mars 2007.

SECURITE SOCIALE

1. Proposition de loi modifiant l'article 127 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'interdire la publicité pour la fourniture d'implants mammaires.
Déposée par Mme Magda De Meyer, n° 120/1 du 28 juillet 2003.
Rapporteur: Mme *Karine Jiroflée* (**)
2. Proposition de résolution relative à la prise en charge par la sécurité sociale des frais inhérents au traitement de l'enfant atteint d'une pathologie lourde.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Denis Ducarme, n° 305/1 du 17 octobre 2003.
Rapporteurs: Mme Colette Burgeon et M. Luc Goutry
3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les suppléments d'honoraires, la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.
Déposée par Mmes Greta D'hondt et Nahima Lanjri, n° 1657/1 du 10 mars 2005.
Rapporteur: Mme Maya Detiège
4. Proposition de loi visant à instaurer l'interdiction de facturer des suppléments lors de l'hospitalisation d'une personne ayant besoin, pour des raisons médicales ou psychosociales, de l'assistance permanente d'un membre de sa famille ou d'une tierce personne.
Déposée par MM. Luc Goutry et Mark Verhaegen, n° 2830/1 du 22 décembre 2006.

SOIN PALLIATIF

Proposition de résolution pour un meilleur soutien des soins palliatifs.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans et Mme Frieda Van Themsche, n° 3044/1 du 30 mars 2007.

DROIT PENAL

Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de garantir le droit au travail durant les actions de grève.
Déposée par MM. Hendrik Daems et Daniel Bacquelaine, n° 2289/1 du 14 février 2006.

Commission spéciale du Règlement et de la Réforme du Travail parlementaire

REGLEMENT DE LA CHAMBRE

1. Proposition visant à modifier le Règlement de la Chambre des représentants en vue d'assurer le respect d'un Code de déontologie régissant les services fournis aux citoyens par les membres de la Chambre des représentants.
Déposée par Mme Zoé Genot, n° 35/1 du 26 juin 2003.
2. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue d'insérer au titre III un chapitre IVbis ayant trait à l'examen systématique par les commissions permanentes de arrêts de la Cour d'arbitrage.
Déposée par M. *Jean-Jacques Viseur* (**), n° 101/1 du 17 juillet 2003.
3. Proposition de modification du Règlement en vue d'instituer un Comité d'avis fédéral pour les questions spatiales.
Déposée par Mme Dominique Tilmans, n° 318/1 du 22 octobre 2003.
4. Proposition complétant le Règlement de la Chambre des représentants par un chapitre VIter relatif au comité d'avis pour le Code de déontologie.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 346/1 du 24 octobre 2003.

5. Proposition complétant le Règlement de la Chambre des représentants par une disposition relative au droit de consultation et de contrôle.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 355/1 du 29 octobre 2003.
6. Proposition complétant le Règlement de la Chambre des représentants par une disposition relative aux communications du gouvernement.
Déposée par M. *Geert Bourgeois* (**), n° 356/1 du 29 octobre 2003.
7. Proposition de modification de l'article 75 du Règlement de la Chambre des représentants visant à la mise à disposition des députés de versions coordonnées des législations à l'examen en commission.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Olivier Chastel, n° 483/1 du 24 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Annemie Roppe
8. Proposition modifiant l'article 127 du Règlement de la Chambre des représentants en vue de permettre aux ministres de renvoyer les auteurs de questions aux réponses données sur le même sujet au Sénat.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Olivier Chastel, n° 484/1 du 24 novembre 2003.
9. Proposition de modification de l'article 132 du Règlement de la Chambre des représentants en vue de réorganiser le dépôt en commission de motions en conclusion d'interpellations.
Déposée par MM. Daniel Bacquelaine et Olivier Chastel, n° 485/1 du 24 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Greet Van Gool
10. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue de supprimer la motion pure et simple.
Déposée par MM. Jan Mortelmans, Koen Bultinck et Guy D'haeseleer, n° 508/1 du 28 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Greet Van Gool
11. Proposition modifiant l'article 127, n° 5, du Règlement de la Chambre des représentants.
Déposée par M. Willy Cortois, n° 858/1 du 2 mars 2004.
12. Proposition visant à modifier le règlement de la Chambre des représentants en vue de régler la procédure pour charger les médiateurs fédéraux de mener des investigations sur le fonctionnement des services administratifs fédéraux.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Zoé Genot, Muriel Gerken et M. *Gérard Gobert* (**), n° 916/1 du 16 mars 2004.
13. Proposition visant à modifier le règlement de la Chambre des représentants en vue de régler la procédure pour charger la Cour des comptes de mener une analyse de gestion.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Zoé Genot, Muriel Gerken et M. *Gérard Gobert* (**), n° 917/1 du 16 mars 2004.
14. Proposition modifiant l'article 121 du Règlement de la Chambre des représentants.
Déposée par Mmes Marie Nagy et Zoé Genot, n° 1147/1 du 19 mai 2004.
15. Proposition visant à modifier l'article 11 du Règlement de la Chambre des représentants concernant la reconnaissance des groupes politiques.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Zoé Genot, Muriel Gerken et M. *Gérard Gobert* (**), n° 1199/1 du 9 juin 2004.
16. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne l'emploi des langues lors des questions et interpellations.
Déposée par M. *Karel Pinxten* (**), n° 1269/1 du 5 juillet 2004.
17. Proposition complétant l'article 98 du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne l'avis de fond complémentaire sur les projets de loi qui ont déjà fait l'objet d'un avis urgent du Conseil d'État.
Déposée par M. Paul Tant, n° 2219/1 du 19 janvier 2006.
18. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue de supprimer le Compte rendu analytique.
Déposée par M. Filip De Man, n° 2226/1 du 26 janvier 2006.

19. Proposition visant à modifier le Règlement de la Chambre des représentants afin de rendre automatique l'inscription à l'ordre du jour des commissions des propositions.
Déposée par Mmes Zoé Genot, Muriel Gerken, Marie Nagy et M. Jean-Marc Nollet, n° 2230/1 du 26 janvier 2006.
20. Proposition insérant un article 73bis dans le Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne les avant-projets de loi.
Déposée par MM. Koen Bultinck, Jan Mortelmans, Bert Schoofs et Ortwin Depoortere, n° 2259/1 du 6 février 2006.

Commissions réunies des Affaires sociales et de la Santé publique

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en vue de la reconnaissance des spécificités des hôpitaux publics.
Déposée par M. Yvan Mayeur, n° 246/1 du 2 octobre 2003.
2. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux en vue de promouvoir l'établissement d'un statut unique pour les hôpitaux.
Déposée par M. Jo Vandeurzen, n° 253/1 du 2 octobre 2003.

Commissions réunies de la Justice et de la Santé publique

SANTE PUBLIQUE

Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis.
Déposée par Mmes Marie Nagy, Muriel Gerken et Zoé Genot, n° 262/1 du 8 octobre 2003.

IMPOT DIRECT

Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code judiciaire en vue de favoriser et garantir la mobilité des travailleurs, l'utilisation des transports publics sur le chemin du travail et rendant incessibles et insaisissables les sommes versées par l'employeur en remboursement ou paiement des frais de transport entre le domicile et le lieu de travail.
Déposée par MM. Yvan Mayeur et Thierry Giet, n° 331/1 du 23 octobre 2003.

Sous-commission «Droit de la famille»

DIVORCE

1. Proposition de loi relative à la création des espaces-rencontre et à leur fonctionnement dans le cadre d'une procédure judiciaire.
Déposée par M. Melchior Wathelet, n° 435/1 du 14 novembre 2003.
Rapporteur: Mme Valérie Déom
2. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'objectiver le calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants.
Déposée par MM. Melchior Wathelet et Jean-Jacques Viseur (**), n° 1145/1 du 19 mai 2004.
Rapporteurs: Mme Valérie Déom M. Servais Verherstraeten

ÉTAT CIVIL

1. Proposition de loi modifiant les articles 55 et 56 du Code civil relatifs à la déclaration de naissance.
Déposée par MM. Yves Leterme (**), Geert Bourgeois (**) et Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 308/1 du 20 octobre 2003.
Amendement de M. Guy Swennen, n° 308/2 du 10 décembre 2003.
Addendum, n° 308/3 du 21 octobre 2005.
Rapporteur: Mme Valérie Déom

MARIAGE

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en ce qui concerne le mariage.
Déposée par Mmes Katrien Schryvers et Liesbeth Van der Auwera, n° 2324/1 du 8 mars 2006.
Amendements de Mmes Katrien Schryvers et Liesbeth Van der Auwera, n° 2324/2 du 29 janvier 2007.
Rapporteur: Mme Valérie Déom

Commission des Pétitions

FONCTION PUBLIQUE

Proposition demandant au Collège des médiateurs fédéraux d'examiner, en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, le fonctionnement des six centres fermés gérés par l'Office des Etrangers.
Déposée par Mme Marie Nagy, M. Jean-Marc Nollet et Mmes Zoé Genot et Muriel Gerken, n° 2797/1 du 8 décembre 2006.

RESSORTISSANT ETRANGER

Proposition demandant au Collège des médiateurs fédéraux de mener un audit sur le fonctionnement des centres fermés de l'Office des étrangers.
Déposée par MM. Thierry Giet, Mohammed Boukourna, Mme Karine Lalieux et M. Jean-Claude Maene, n° 2828/1 du 21 décembre 2006.

III. — PROPOSITIONS QUI N'ONT PAS ÉTÉ RENVOYÉES EN COMMISSION

ARMÉE

1. Proposition de loi relative à la publicité de la procédure négociée dans le cadre de marchés publics militaires.
Déposée par M. Luc Sevenhans, n° 1286/1 du 14 juillet 2004.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 2003 accordant le titre honorifique de vétéran à certains membres du personnel du département de la Défense en ce qui concerne l'octroi d'une assistance matérielle.
Déposée par M. David Geerts, Mmes Talbia Belhouari, Colette Burgeon, Maya Detiège, M. Philippe Monfils et Mme Hilde Vautmans, n° 3103/1 du 25 avril 2007.

ASSURANCE

Proposition de résolution relative à la problématique de la segmentation dans les assurances.
Déposée par Mmes Anne-Marie Baeke et Greet Van Gool, n° 1290/1 du 16 juillet 2004.

CHOMAGE

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage en vue de subordonner le bénéfice d'allocations de chômage à une exigence linguistique.

Déposée par MM. Guy D'haeseleer et Koen Bultinck, n° 2642/1 du 14 juillet 2006.

Avis du Conseil d'État, n° 2642/2 du 9 novembre 2006.

DROITS DE L'HOMME

Proposition de résolution relative au respect des droits de l'homme en Iran.

Déposée par Mme Josée Lejeune et MM. Patrick Moriau et Dirk Van der Maelen, n° 1889/1 du 24 juin 2005.

GUERRE

1. Proposition de loi effaçant, pour l'avenir, tous les effets des condamnations et sanctions infligées du chef d'actes d'incivisme prétendument commis entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945 et instituant une commission chargée d'indemniser les victimes de la répression d'après-guerre ou leurs descendants pour le préjudice financier subi à la suite desdites condamnations et sanctions.

Déposée par Mme Alexandra Colen et MM. Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Bart Laeremans, Bert Schoofs, *Guido Tastenhoye* (**), Jaak Van den Broeck et Francis Van den Eynde, n° 409/1 du 6 novembre 2003.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 mars 1954, relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droits.

Déposée par Mme Zoé Genot, n° 3110/1 du 26 avril 2007.

PARLEMENT NATIONAL

Proposition de loi relative à la déclaration d'affiliation à des cercles élitistes.

Déposée par M. Koen T'Sijen, n° 2059/1 du 9 novembre 2005.

RESSORTISSANT ETRANGER

Proposition de loi relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume et modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposée par Mme Joëlle Milquet, MM. Melchior Wathelet, Joseph Arens, Benoît Drèze, *Jean-Jacques Viseur* (**), Mme Brigitte Wiaux et M. David Lavaux, n° 2369/1 du 24 mars 2006.

SANTE PUBLIQUE

Proposition de loi visant à promouvoir l'interdiction de fumer dans le secteur horeca.

Déposée par M. Stijn Bex, n° 1240/1 du 24 juin 2004.

TRAVAIL

Proposition de loi modifiant le règlement général pour la protection du travail, en vue de garantir un environnement de travail non-fumeur.

Déposée par M. Stijn Bex et Mme Annelies Storms, n° 875/1 du 5 mars 2004.

B. Projets de loi adoptés et transmis par le Sénat avant la dissolution des chambres du 2 mai 2007

I. — PROJETS DE LOI DONT L'EXAMEN EST TERMINÉ EN COMMISSION

a) Projets de loi que les commissions proposent de ne pas adopter

DROIT COMMERCIAL

1. Projet de loi complétant le Code des sociétés par des dispositions relatives à la publicité des rémunérations des administrateurs et des dirigeants de sociétés cotées en bourse et de sociétés de droit public. Transmis par le Sénat, n° 1502/1 du 10 décembre 2004.
Amendements de MM. Hendrik Daems, Georges Lenssen, Ludo Van Campenhout et Mme Marie-Christine Marghem, n° 1502/2 du 5 juillet 2005.
Amendements de Mme Trees Pieters et M. Melchior Wathelet, n° 1502/3 du 12 juillet 2005.
Avis du Conseil d'État, n° 1502/4 du 16 septembre 2005.
Avis, n° 1502/5 du 8 décembre 2005.
Amendements de M. Pierre Lano, n° 1502/6 du 7 mars 2006.
Amendements de M. Hendrik Daems, n° 1502/7 du 21 mars 2006.
Amendements de M. Hendrik Daems, n° 1502/8 du 19 avril 2006.
Rapport de M. Dylan Casaer, n° 1502/9 du 17 mai 2006.

II. — PROJETS DE LOI EN COMMISSION

Commission des Affaires sociales

HANDICAPÉ

Projet de loi modifiant l'article 8bis de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, en vue de réduire le délai de confirmation d'un handicap.
Transmis par le Sénat, n° 3087/1 du 24 avril 2007.

Commission chargée des problèmes de Droit commercial et économique

DROIT CIVIL

Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction et la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.
Transmis par le Sénat, n° 638/1 du 19 décembre 2003.
Amendements de M. Geert Bourgeois (**), n° 638/2 du 27 janvier 2004.
Avis du Conseil d'État, n° 638/3 du 16 mars 2004.
Amendements de M. Geert Bourgeois (**), n° 638/4 du 20 avril 2004.
Rapporteurs: Mme Joke Schauvliege (**), M. Pierre Lano et Mme Véronique Ghene

SOCIÉTÉ COMMERCIALE

Projet de loi modifiant le Code des sociétés en vue d'instaurer la participation à distance à l'assemblée générale.
Transmis par le Sénat, n° 3114/1 du 30 avril 2007.

BUDGET DE L'ÉTAT

Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la dotation allouée au Conseil supérieur de la Justice.

Projet amendé par le Sénat, n° 722/4 du 30 mars 2007

COMMERCE DES ARMES

Projet de loi visant à interdire le financement de la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnel.

Transmis par le Sénat, n° 1879/1 du 20 juin 2005.

JURIDICTION SUPÉRIEURE

Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en ce qui concerne la dotation à cette Cour.

Projet amendé par le Sénat, n° 590/4 du 20 avril 2007.

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

CONSEIL D'ÉTAT BELGE

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État, en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif.

Transmis par le Sénat, n° 2998/1 du 16 mars 2007.

MEDIATEUR

Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

Transmis par le Sénat, n° 637/1 du 19 décembre 2003.

Rapporteurs: MM. André Frédéric et *Charles Janssens* (**)

POLICE

1. Projet de loi complétant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en vue d'assurer la publicité des données relatives à la criminalité dans les zones de police.

Transmis par le Sénat, n° 1503/1 du 10 décembre 2004.

Rapporteur: Mme Annick Saudoyer

2. Projet de loi complétant l'article 45 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en vue de renforcer la participation démocratique.

Transmis par le Sénat, n° 3022/1 du 29 mars 2007.

PROTECTION DES MINORITES

Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Transmis par le Sénat, n° 1929/1 du 8 juillet 2005.

Avis du Conseil d'État, n° 1929/2 du 8 mars 2006.

Amendement de M. Filip De Man, n° 1929/3 du 16 mars 2006.

Amendement de M. Herman De Croo, n° 1929/4 du 13 septembre 2006.

Amendement de M. Philippe Monfils et Mme Jacqueline Galant, n° 1929/5 du 10 octobre 2006.

Avis du Conseil d'État, n° 1929/6 du 10 janvier 2007.

Rapporteur: Mme Jacqueline Galant

Commission de la Justice

AIDE JUDICIAIRE

1. Projet de loi instituant les avocats des mineurs.

Transmis par le Sénat, n° 644/1 du 19 décembre 2003.

Avis du Conseil d'État, n° 644/2 du 8 mars 2004.

Amendement de M. Servais Verherstraeten et Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 644/3 du 10 mai 2006.

Amendements du gouvernement, n° 644/4 du 30 mai 2006.

Rapporteur: Mme Valérie Déom

DROIT PENAL

Projet de loi modifiant l'article 475 du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 2279/1 du 10 février 2006.

Rapporteur: M. Walter Muls

PROCEDURE CIVILE

1. Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives au droit des mineurs d'être entendus par le juge.

Transmis par le Sénat, n° 634/1 du 19 décembre 2003.

Avis du Conseil d'État, n° 634/2 du 8 mars 2004.

Amendement de M. Servais Verherstraeten et Mme Liesbeth Van der Auwera, n° 634/3 du 10 mai 2006.

Amendements de Mmes Martine Taelman et Sabien Lahaye-Battheu, n° 634/4 du 30 mai 2006.

Rapporteur: Mme Valérie Déom

2. Projet de loi ouvrant l'accès à la justice aux mineurs.

Transmis par le Sénat, n° 643/1 du 19 décembre 2003.

Avis du Conseil d'État, n° 643/2 du 8 mars 2004.

Amendements du gouvernement, n° 643/3 du 30 mai 2006.

Rapporteur: Mme Valérie Déom

PROCEDURE PENALE

Projet de loi contenant le Code de procédure pénale.

Transmis par le Sénat, n° 2138/1 du 2 décembre 2005.

Amendements de MM. Dylan Casaer, Tony Van Parys et André Perpète, n° 2138/3 du 30 mai 2006.

Rapport de MM. Tony Van Parys et André Perpète, n° 2138/4 du 27 avril 2007.

REVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de la Constitution. Révision de l'article 22bis de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa concernant la protection de droits supplémentaires de l'enfant.

Transmis par le Sénat, n° 1501/1 du 10 décembre 2004.

Rapporteur: Mme Alisson De Clercq

Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

DROIT PENAL

Projet de loi créant une banque de données centrale des chiens et contenant des dispositions diverses tendant à prévenir des incidents impliquant des chiens.

Transmis par le Sénat, n° 2822/1 du 19 décembre 2006.

Rapporteur: Mme Colette Burgeon

ORGANISATION DE LA PROFESSION

1. Projet de loi réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution concernant la déontologie des professions des soins de santé.

Transmis par le Sénat, n° 2885/1 du 2 février 2007.

Rapporteur: Mme Magda De Meyer

2. Projet de loi portant des dispositions relatives à l'Ordre des médecins et à l'Ordre des pharmaciens.

Transmis par le Sénat, n° 2886/1 du 2 février 2007.

3. Projet de loi portant création d'un Conseil supérieur de déontologie des professions des soins de santé et fixant les principes généraux pour la création et le fonctionnement des Ordres des professions des soins de santé.

Transmis par le Sénat, n° 2887/1 du 6 février 2007.

4. Projet de loi créant un Ordre des pharmaciens.

Transmis par le Sénat, n° 2888/1 du 6 février 2007.

5. Projet de loi créant un Ordre des médecins.

Transmis par le Sénat, n° 2889/1 du 6 février 2007.

Amendements de MM. Koen Bultinck et Mark Verhaegen, n° 2889/2 du 24 avril 2007.

6. Projet de loi créant un Ordre des kinésithérapeutes.

Transmis par le Sénat, n° 2890/1 du 6 février 2007.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Projet de loi modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable et l'arrêté royal du 22 septembre 2004 portant création des cellules de développement durable au sein des services publics fédéraux, des services publics fédéraux de programmation et du ministère de la Défense.

Transmis par le Sénat, n° 3088/1 du 24 avril 2007.

MEDIATEUR

Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.
Transmis par le Sénat, n° 637/1 du 19 décembre 2003.

2. Wetsontwerp houdende bepalingen met betrekking tot de Orde van artsen en de Orde van apothekers. Overgezonden door de Senaat, nr. 2886/1 van 2 februari 2007.

3. Wetsontwerp tot oprichting van een Hoge Raad voor Deontologie van de gezondheidszorgberoepen en tot vaststelling van de algemene beginselen voor de oprichting en de werking van de Orden van de gezondheidszorgberoepen.
Overgezonden door de Senaat, nr. 2887/1 van 6 februari 2007.
Amendementen van de heer Bultinck, nr. 2887/2 van 24 april 2007.

4. Wetsontwerp tot oprichting van een Orde van apothekers.
Overgezonden door de Senaat, nr. 2888/1 van 6 februari 2007.

5. Wetsontwerp tot oprichting van een Orde van artsen.
Overgezonden door de Senaat, nr. 2889/1 van 6 februari 2007.
Amendementen van de heren Koen Bultinck en Mark Verhaegen, nr. 2889/2 van 24 april 2007.

6. Wetsontwerp tot oprichting van een Orde van kinesitherapeuten.
Overgezonden door de Senaat, nr. 2890/1 van 6 februari 2007.

MILIEUBESCHERMING

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling en het koninklijk besluit van 22 september 2004 houdende oprichting van cellen duurzame ontwikkeling in de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten en het ministerie van Landsverdediging.
Overgezonden door de Senaat, nr. 3088/1 van 24 april 2007.

STRAFRECHT

Wetsontwerp tot oprichting van een centrale gegevensbank van honden en houdende diverse bepalingen om incidenten met honden te voorkomen.
Overgezonden door de Senaat, nr. 2822/1 van 19 december 2006.
Rapporteur: mevrouw Colette Burgeon

1. Wetsontwerp tot regeling van een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet inzake de deontologie van de gezondheidszorgberoepen.
Overgezonden door de Senaat, nr. 2885/1 van 2 februari 2007.
Rapporteur: mevrouw Magda De Meyer

BEROEPSORGANISATIE

Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.
Overgezonden door de Senaat, nr. 637/1 van 19 december 2003.

BEMIDDELAAR

Commissie voor de Verzoekschriften

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 8bis van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, om de wachttijd voor de vaststelling van een handicap in te korten.
Overgezonden door de Senaat, nr. 3087/1 van 24 april 2007.

GEHANDICAPTE

Commissie voor de Sociale Zaken

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 475 van het Strafwetboek.
Overgezonden door de Senaat, nr. 2279/1 van 10 februari 2006.
Rapporteur: de heer Walter Muis

STRAFRECHT

Wetsontwerp houdende het Wetboek van strafprocesrecht.
Overgezonden door de Senaat, nr. 2138/1 van 2 december 2005.
Amendementen van de regering, nr. 2138/2 van 15 mei 2006.
Amendementen van de heren Dylan Casaeer en Bart Laeremans, nr. 2138/3 van 30 mei 2006.
Verslag van de heren Tony Van Parys en André Perpète, nr. 2138/4 van 27 april 2007.

STRAFPROCEDURE

Wetsontwerp tot instelling van advocaten voor minderjarigen.
Overgezonden door de Senaat, nr. 644/1 van 19 december 2003.
Advies van de Raad van State, nr. 644/2 van 8 maart 2004.
Amendement van de heer Servais Verherstraeten en mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 644/3 van 10 mei 2006.
Amendementen van de regering, nr. 644/4 van 30 mei 2006.
Rapporteur: mevrouw Valérie Dèom

RECHTSBIJSTAND

2. Wetsontwerp betreffende het recht van minderjarigen op toegang tot de rechter.
Overgezonden door de Senaat, nr. 643/1 van 19 december 2003.
Advies van de Raad van State, nr. 643/2 van 8 maart 2004.
Amendementen van de regering, nr. 643/4 van 30 mei 2006.
Rapporteur: mevrouw Valérie Dèom

RIJKSBEGROTING

Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende dotatie aan de Hoge Raad voor de Justitie.
Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 722/4 van 30 maart 2007.

WAPENHANDEL

Wetsontwerp inzake het verbod op de financiering van de productie, het gebruik en het bezit van anti-persoonsmijnen.
Overgezonden door de Senaat, nr. 1879/1 van 20 juni 2005.

Commissie belast met de problemen inzake Handels- en Economisch Recht

BURGERLIJK RECHT

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 9 juli 1971 tot regeling van de woningbouw en de verkoop van te bouwen of in aanbouw zijnde woningen en de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect.
Overgezonden door de Senaat, nr. 638/1 van 19 december 2003.
Amendementen van de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 638/2 van 27 januari 2004.
Advies van de Raad van State, nr. 638/3 van 16 maart 2004.
Amendementen van de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 638/4 van 20 april 2004.
Rapporteurs: de heer Pierre Lano en mevrouw Veronique Ghene

HANDELSMAATSCHAPPIJ

Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen met het oog op de invoering van de deelname op afstand aan de algemene vergadering.
Overgezonden door de Senaat, nr. 3114/1 van 30 april 2004.

Commissie voor de Herziening van de Hervorming van de Instellingen

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 22bis van de Grondwet teneinde een lid toe te voegen betreffende de bescherming van aanvullende rechten van het kind.
Overgezonden door de Senaat, nr. 1501/1 van 10 december 2004.
Rapporteur: mevrouw Alisson De Clercq

BURGERLIJKE RECHTSVORDERING

Commissie voor de Justitie

1. Wetsontwerp tot wijziging van verschillende bepalingen over het recht van minderjarigen om door de rechter te worden gehoord.
Overgezonden door de Senaat, nr. 634/1 van 19 december 2003.
Advies van de Raad van State, nr. 634/2 van 8 maart 2004.
Amendement van de heer Servais Verherstraeten en mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 634/3 van 10 mei 2006.
Amendementen van de dames Martine Taelman, Sabien Lahaye-Battheu, de heren Alfons Borginon en Melchior Watheliet en de regering (**), nr. 634/4 van 30 mei 2006.
Rapporteur: mevrouw Valérie Déom

Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, betreffende de dotatie aan dit hof.
Ontwerp gearmeend door de Senaat, nr. 590/4 van 20 april 2007.

HOGERE RECHTSPRAAK

Commissie voor de Financien en de Begroting

Wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, teneinde verenigingen een vorderingsrecht toe te kennen ter verdediging van collectieve belangen.
Overgezonnen door de Senaat, nr. 2998/1 van 16 maart 2007.

RAAD VAN STATE

1. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met het oog op de openbaarheid van de criminaliteitsgegevens in politiezones.
Overgezonnen door de Senaat, nr. 1503/1 van 10 december 2004.
Rapporteur: mevrouw Annick Saudoyer
2. Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 45 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, ter versterking van de democratische betrokkenheid.
Overgezonnen door de Senaat, nr. 3022/1 van 29 maart 2007.

POLITIE

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.
Overgezonnen door de Senaat, nr. 1929/1 van 8 juli 2005.
Advies van de Raad van State, nr. 1929/2 van 8 maart 2006.
Amendement van de heer Filip De Man, nr. 1929/3 van 16 maart 2006.
Amendement van de heer Herman De Croo, nr. 1929/4 van 13 september 2006.
Amendement van de heer Philippe Montfis en mevrouw Jacqueline Galant, nr. 1929/5 van 10 oktober 2006.
Advies van de Raad van State, nr. 1929/6 van 10 januari 2007.
Rapporteur: mevrouw Jacqueline Galant

BESCHERMING VAN MINDERHEDEN

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.
Overgezonnen door de Senaat, nr. 637/1 van 19 december 2003.
Rapporteurs: de heren André Frédéric en Charles Janssens (**)

BEMIDDELAAR

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

II. — WETSONTWERPEN AANHANGIG BIJ DE COMMISSIES.

Advies van de Raad van State, nr. 1502/4 van 16 september 2005.
Advies, nr. 1502/5 van 8 december 2005.
Amendementen van de heer Pierre Lano, nr. 1502/6 van 7 maart 2006.
Amendementen van de heer Hendrik Daems, nr. 1502/7 van 21 maart 2006.
Amendementen van de heer Hendrik Daems, nr. 1502/8 van 19 april 2006.
Verslag van de heer Dylan Casaeer, nr. 1502/9 van 17 mei 2006.

1. Wetsvoorstel tot uitwisseling van alle gevolgen voor de toekomst van veroordelingen en sancties wegens tijdens de periode van 10 mei 1940 tot 8 mei 1945 gestelde vermoevende daden van incivisme en tot oprichting van een commissie belast met de schadeopstelling van de door de naoorlogse repressie getroffen personen of hun nabestaanden voor de ten gevolge van deze veroordelingen en sancties geleden financiële schade.
 Ingeleid door mevrouw Alexandra Colen, de heren Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Bart Laeremans, Bert Schoofs, *Guido Tassenhoye* (**), Jaak Van den Broeck en Francis Van den Eynde, nr. 409/1 van 6 november 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.
 Ingeleid door mevrouw Zoë Genot, nr. 3110/1 van 26 april 2007.

RECHTEN VAN DE MENS

Voorstel van resolutie betreffende de eerbiediging van de rechten van de mens in Iran.
 Ingeleid door mevrouw Josée Lejeune, de heren Patrick Moriau en Dirk Van der Maelen, nr. 1889/1 van 24 juni 2005.

VERZEKERING

Voorstel van resolutie betreffende de segmenteringsproblematiek bij verzekeringen.
 Ingeleid door de dames Anne-Marie Baeke en Greet Van Gool, nr. 1290/1 van 16 juli 2004.

VOLKSGEZONDHEID

Wetsvoorstel om rookvrije horeca te stimuleren.
 Ingeleid door de heer Stijn Bex, nr. 1240/1 van 24 juni 2004.

WERKLOOSHEID

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsheidsreglementering met het oog op de invoering van de taalkennissvereiste om werkloosheidsuitkeringen te kunnen genieten.
 Ingeleid door de heren Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, nr. 2642/1 van 14 juli 2006.
 Advies van de Raad van State, nr. 2642/2 van 9 november 2006.

B. — Wetsontwerpen die voor de ontbinding van de kamers op 2 mei 2007 werden aangenomen en overgezonden door de Senaat.

I. — WETSONTWERPEN WAARVAN DE BEHANDELING IN COMMISSIE BEËINDIGD IS:

a) Wetsontwerpen waarvan de aanneming niet wordt voorgesteld door de commissies.

HANDELSRECHT

Wetsontwerp tot aanvulling van het Wetboek van vennootschappen met bepalingen betreffende de openbaarmaking van bezoldigingen van bestuurders en van leidinggevende personen van genoteerde vennootschappen en vennootschappen van publiek recht.
 Overgezonden door de Senaat, nr. 1502/1 van 10 december 2004.
 Amendementen van de heren Hendrik Daems, Georges Lenssen, Ludo Van Campenhout en mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 1502/2 van 5 juli 2005.
 Amendementen van mevrouw Trees Pieters en de heer Melchior Wathelet, nr. 1502/3 van 12 juli 2005.

Wetsvoorstel betreffende de aangifte van het lidmaatschap van eliteclubs. Ingediend door de heer Koen T'Sijen, nr. 2059/1 van 9 november 2005.

NATIONAAL PARLEMENT

Resultaten van de tweede Conferentie van de Verenigde Naties over klimaatveranderingen (Buenos Aires 6-17 december 2004). Gedachtewisseling. Verslag van de heer Commission/Commissie, nr. 1983/1 van 18 augustus 2005.

MILIEUBESCHERMING

Ingediend door de heer David Geerts, de dames Talbia Belhouari, Colette Burgeon, Maya Dettiège, de heer Philippe Montfilis en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 3103/1 van 25 april 2007.

1. Wetsvoorstel betreffende de openbaarheid van de onderhandelingsprocedure bij het gunnen van legeraankopen.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 april 2003 tot toekenning van eretitel van veteraan aan sommige personeelsleden van het departement van Landsverdediging betreffende de toekenning van materiele bijstand.

Ingediend door de heer Luc Sevenhans, nr. 1286/1 van 14 juli 2004.

KRIJGSMACHT

Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, de heren Melchior Wathelet, Joseph Arens, Benoît Drèze, *Jean-Jacques Viseur* (**), mevrouw Brigitte Viaux en de heer David Lavaux, nr. 2369/1 van 24 maart 2006.

Wetsvoorstel tot regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk en tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verblijfsduur van vreemdelingen.

BUITENLANDSE STAATSBURGER

Wetsvoorstel tot wijziging van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming om een rookvrije omgeving te verzekeren. Ingediend door de heer Stijn Bex en mevrouw Annelies Storms, nr. 875/1 van 5 maart 2004.

ARBEID

III. — VOORSTELLEN DIE NIET NAAR DE COMMISSIE WERDEN VERZONDEN

Rapporteur: mevrouw Valérie Dëom

Amendementen van de dames Katrien Schryvers en Liesbeth Van der Auwera, nr. 2324/2 van 29 januari 2007. Ingediend door de dames Katrien Schryvers en Liesbeth Van der Auwera, nr. 2324/1 van 8 maart 2006. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake het huwelijk.

HUWELIJK

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, teneinde te voorzien in een objectieve berekening van de vader en de moeder te betalen onderhoudsbijdragen voor hun kinderen. Ingediend door de heren Melchior Wathelet en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1145/1 van 19 mei 2004. Rapporteurs: mevrouw Valérie Dëom en de heer Servais Verherstraeten

VOLKSGEZONDHEID

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen, wat de reclame voor cosmetische chirurgie betreft.
 Ingediend door de dames Dominique Tilmans en Josée Lejeune, nr. 1994/1 van 9 september 2005.
 Amendement van mevrouw Dominique Tilmans, nr. 1994/2 van 23 juni 2006.

Verenigde commissies voor de Sociale Zaken en de Volksgezondheid

VOLKSGEZONDHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de ziekenhuiswet van 7 augustus 1987, teneinde de bijzondere kenmerken van de openbare ziekenhuizen te erkennen.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, nr. 246/1 van 2 oktober 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de ziekenhuiswet, met het oog op de bevordering van een eenvormig statuut voor ziekenhuizen.
 Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, nr. 253/1 van 2 oktober 2003

Verenigde commissies voor de Justitie en de Volksgezondheid

VOLKSGEZONDHEID

Wetsvoorstel tot regeling van de teelt, de distributie en de verkoop van cannabis.
 Ingediend door de dames Marie Nagy, Muriel Gerkens en Zoë Genot, nr. 262/1 van 8 oktober 2003.

DIRECTE BELASTING

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de mobiliteit van de werknemers en het gebruik van het openbaar vervoer van en naar het werk te bevorderen en te garanderen door de door de werkgever gestorte bedragen als terugbetaling van de kosten voor het woon-werkverkeer niet vatbaar te maken voor overdracht en beslag.
 Ingediend door de heren Yvan Mayeur en Thierry Giet, nr. 331/1 van 23 oktober 2003.

Subcommissie «Familierecht»

BURGERLIJKE STAND

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 55 en 56 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aangifte van geboorte.
 Ingediend door de heren Yves Letermé (**), Geert Bourgeois (**), mevrouw Liesbeth Van der Auwera ter verangiging van de heer Yves Letermé (**), en de heer Geert Bourgeois, nr. 308/1 van 20 oktober 2003.
 Verslag van de heer Guy Swennen, nr. 308/2 van 10 december 2003.
 Addendum, nr. 308/3 van 21 oktober 2005.
 Rapporteur: mevrouw Valérie Dëom

ECHTSCHIEDING

1. Wetsvoorstel betreffende de oprichting van ontmoetingsruimten in het kader van de gerechtelijke procedure.
 Ingediend door de heer Melchior Watheliet, nr. 435/1 van 14 november 2003.
 Rapporteur: mevrouw Valérie Dëom

5. Voorstel van resolutie betreffende de Corporate Governance Code.
 Ingediend door de heer Hendrik Daems, nr. 1356/1 van 5 oktober 2004.
 Rapporteur: de heer Dylan Casaeer
 6. Voorstel van resolutie betreffende de code inzake corporate governance.
 Ingediend door de heren Eric Massin, Alain Mathot, mevrouw Camille Dieu en de heer Yvan Mayeur, nr. 1670/1 van 16 maart 2005.
 Rapporteur: de heer Dylan Casaeer
 7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 528 van het Wetboek van vennootschappen teneinde de hoofdelijke aansprakelijkheid van de bestuurders van vennootschappen ook te doen gelden in geval van niet-naleving van een code inzake corporate governance.
 Ingediend door de heer Eric Massin, mevrouw Anne-Marie Baeke, de heer Dylan Casaeer, de dames Veronique Ghene, Camille Dieu, Yvan Mayeur en mevrouw Anнемie Foppe, nr. 2111/1 van 25 november 2005.
 Advies van de Raad van State, nr. 2111/2 van 29 juni 2006.
 Rapporteur: de heer Eric Libert
 8. Wetsvoorstel tot instelling van een Waarnemings- en monitoringscmissie voor de Belgische Corporate Governance Code.
 Ingediend door mevrouw Anne Barzin (**), de heer Eric Libert, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heren François-Xavier de Donnae, Olivier Chastel en Daniel Bacquelaïne, nr. 2474/1 van 9 mei 2006.
 Rapporteur: de heer Eric Massin
 9. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsovereenkomsten, met het oog op de elektronische indiening en raadpleging van documenten.
 Ingediend door de heer Eric Massin, de dames Valérie Déom en Veronique Ghene, nr. 2939/1 van 26 februari 2007.
 10. Voorstel van resolutie betreffende de naleving en de evaluatie van de toepassing van de beginselen en aanbevelingen inzake corporate governance.
 Ingediend door de heer Eric Massin, de dames Veronique Ghene, Camille Dieu, Anne-Marie Baeke, Anнемie Foppe en de heer Dylan Casaeer, nr. 2985/1 van 9 maart 2007.
 Addendum, nr. 2985/2 van 23 maart 2007.
- HANDELSRECHT
1. Wetsvoorstel tot openbaarmaking van de deelnemingen en de individuele bezoligingen van de leiders van beursgenoteerde vennootschappen.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1505/1 van 14 december 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1505/2 van 16 september 2005.
 Advies, nr. 1505/3 van 8 december 2005.
 Verslag van de heer Dylan Casaeer, nr. 1505/4 van 17 mei 2006.
 2. Wetsvoorstel betreffende de openbaarmakingsverplichting van de bezoliging van bepaalde bestuurders.
 Ingediend door de heer Ludo Van Campenhout, nr. 1576/1 van 28 januari 2005.
 Advies van de Raad van State, nr. 1576/2 van 16 september 2005.
 Advies, nr. 1576/3 van 8 december 2005.
 Verslag van de heer Dylan Casaeer, nr. 1574/4 van 17 mei 2006.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aannemings- en de onderaannemingsovereenkomst.
 Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, nr. 809/1 van 13 februari 2004.
 Rapporteur: mevrouw Anne-Marie Baeke

FAILLISSEMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord, teneinde de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op gelijke voet te plaatsen met de belastingsadministratie, wat de garanties betreft in het raam van de akkoordprocedure.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, nr. 298/1 van 16 oktober 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 juli 1997 op het gerechtelijk akkoord.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 509/1 van 28 november 2003.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van de faillissementswet ingeval van faillissement van rust- en verzorgingsinstellingen.
 Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heren Jo Vandeurzen en Servais Verherstraeten, nr. 1219/1 van 18 juni 2004.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 98 van de faillissementswet van 8 augustus 1997, in verband met de toestand van de natuurlijke personen die zich kosteloos borg hebben gesteld voor een gefailleerde.
 Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 1409/1 van 26 oktober 2004.

HANDELSMAATSCHAPPIJ

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, teneinde te voorzien in de transparantie van de salarissen en de anderszortige voordelen van onverschillig welke aard die de bedrijfsleiders ontvangen.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, nr. 243/1 van 2 oktober 2003.
 Advies van de Raad van State, nr. 243/2 van 16 september 2005.
 Advies, nr. 243/3 van 8 december 2005.
 Verslag van de heer Dylan Casaeer, nr. 243/4 van 17 mei 2006.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen, alsmede van artikel 1 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen.
 Ingediend door mevrouw *Anne Barzin* (**), de heren Guy Hove, Georges Lenssen, Melchior Wathelet en Pierre Lano, nr. 427/1 van 10 november 2003.
 Rapporteur: mevrouw Liesbeth Van der Auwera

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen, alsmede van artikel 1 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen.
 Ingediend door de heren Guy Hove, Georges Lenssen, mevrouw *Anne Barzin* (**), en de heer Pierre Lano, nr. 621/1 van 29 december 2003.
 Rapporteur: mevrouw Liesbeth Van der Auwera

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Vennootschappen, teneinde binnen de beursgenoteerde vennootschappen een auditcomité op te richten.
 Ingediend door de heren Melchior Wathelet en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1312/1 van 4 augustus 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1312/2 van 16 september 2005.
 Advies, nr. 1312/3 van 8 december 2005.
 Rapporteur: mevrouw Trees Pieters

14. Voorstel tot wijziging van artikel 121 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Ingediend door de dames Marie Nagy en Zoë Genot, nr. 1147/1 van 19 mei 2004.
15. Voorstel tot wijziging van artikel 11 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers in verband met de erkenning van de politieke fracties. Ingediend door de dames Marie Nagy, Zoë Genot, Muriel Gerkens en de heer *Gérard Gobert* (**), nr. 1199/1 van 9 juni 2004.
16. Voorstel tot wijziging van het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers met betrekking tot het taaggebruik bij vragen en interpellaties. Ingediend door de heer *Karel Pinxten* (**), nr. 1269/1 van 5 juli 2004.
17. Voorstel tot aanvulling van artikel 98 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers met betrekking tot het bijkomend inhoudelijk advies over wetsontwerpen waarover de Raad van State reeds een spoedadvies heeft uitgebracht. Ingediend door de heer Paul Tant, nr. 2219/1 van 19 januari 2006.
18. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde het Be-knopst Verslag af te schaffen. Ingediend door de heer Filip De Man, nr. 2226/1 van 26 januari 2006.
19. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers om de voorstellen automatisch in te schrijven op de agenda van de commissies. Ingediend door de dames Zoë Genot, Muriel Gerkens, Marie Nagy en de heer Jean-Marc Nolleit, nr. 2230/1 van 26 januari 2006.
20. Voorstel tot invoeging van een artikel 73bis in het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers met betrekking tot voorontwerpen van wet. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Jan Mortelmans, Bert Schoots en Ortwin Depoortere, nr. 2259/1 van 6 februari 2006.
- Commissie belast met de problemen inzake Handels- en Economisch Recht*
- AUTEURSRECHT
- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten inzake de bilijkke vergoeding en de werking van de beheersvermoensschappen. Ingediend door de heren Bart Tommelein, *Karel Pinxten* (**), en Ludo Van Campenhout, nr. 990/1 van 1 april 2004.
- BESCHERMING VAN DE CONSUMENT
- Wetsvoorstel tot bescherming van de consument in de woningbouw. Ingediend door de dames Anne-Marie Baeke, Anemie Roppe, de heren Dylan Casaeer, Thierry Giet en mevrouw Marie Nagy, nr. 2942/1 van 27 februari 2007.
- Rapporteur: mevrouw Veronique Ghene
- BURGERLIJK RECHT
1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, wat de interesten en schadebedingen bij contract-tuele wanuitvoering betreft. Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 122/1 van 28 juli 2003.
- Rapporteur: de heer Eric Massin
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1798, eerste lid van het Burgerlijk Wetboek betreffende de recht-streekse vordering van een onderaannemer tegen zijn opdrachgever. Ingediend door de heer Alfons Borignon, nr. 706/1 van 19 januari 2004.
- Rapporteur: mevrouw Anne-Marie Baeke

2. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde in titel III een hoofdstuk IVbis in te voegen met betrekking tot een systematische analyse van de arresten van het Arbitragehof door de vaste commissies.
 Ingediend door de heer *Jean-Jacques Visser* (**), nr. 101/1 van 17 juli 2003.
3. Voorstel tot wijziging van het Reglement om een federaal Adviescomité voor ruimtevartaarangelegenheden op te richten.
 Ingediend door mevrouw Dominique Tilmans, nr. 318/1 van 22 oktober 2003.
4. Voorstel tot aanvulling van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers met een hoofdstuk Vter, betreffende het Adviescomité voor de deontologische code.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 346/1 van 24 oktober 2003.
5. Voorstel tot aanvulling van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers met een bepaling betreffende inzage- en controlerecht.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 355/1 van 29 oktober 2003.
6. Voorstel tot aanvulling van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers met een bepaling betreffende mededelingen door de regering.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 356/1 van 29 oktober 2003.
7. Voorstel tot wijziging van artikel 75 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde ervoor te zorgen dat de volksvertegenwoordigers kunnen beschikken over een gecoördineerde versie van de in de commissies ter bespreking voorliggende wetgeving.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Olivier Chastel, nr. 483/1 van 24 november 2003.
 Rapporteur: mevrouw Anemie Roppe
8. Voorstel tot wijziging van artikel 127 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers teneinde de ministers toe te staan de vragenstellers te verwijzen naar over hetzelfde onderwerp in de Senaat gegeven antwoorden.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Olivier Chastel, nr. 484/1 van 24 november 2003.
9. Voorstel tot wijziging van artikel 132 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers teneinde de regeling aan te passen die geldt inzake de moties die tot besluit van interpellaties in commissies worden ingediend.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Olivier Chastel, nr. 485/1 van 24 november 2003.
 Rapporteur: mevrouw Greet Van Gool
10. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tot afschaffing van de eenvoudige motie.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans, Koen Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 508/1 van 28 november 2003.
 Rapporteur: mevrouw Greet Van Gool
11. Voorstel tot wijziging van artikel 127, nr. 5 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.
 Ingediend door de heer Willy Cortois, nr. 858/1 van 2 maart 2004.
12. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde de procedure te regelen op grond waarvan de federale ombudsmannen kunnen worden gelast een onderzoek in te stellen naar de werking van de federale administratieve diensten.
 Ingediend door de dames Marie Nagy, Zoë Genot, Muriel Gerkens en de heer *Geert Gobert* (**), nr. 916/1 van 16 maart 2004.
13. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde de procedure te regelen op grond waarvan het Rekenhof met een beheersonderzoek wordt belast.
 Ingediend door de dames Marie Nagy, Zoë Genot, Muriel Gerkens en de heer *Geert Gobert* (**), nr. 917/1 van 16 maart 2004.

1. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers teneinde de inachtneming te waarborgen van een Deontologische Code inzake dienstverlening aan de bevolking door de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Ingediend door mevrouw Zoë Genot, nr. 35/1 van 26 juni 2003.

REGLEMENT VAN DE KAMER

Bijzondere Commissie voor het Reglement en voor de Hervorming van de Parlementaire Werkzaamheden

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op het garanderen van het recht op arbeid tijdens stakingsacties.

Ingediend door de heren Hendrik Daems en Daniel Bacquelaïne, nr. 2289/1 van 14 februari 2006.

STRAFRECHT

4. Voorstel van resolutie betreffende de verzorging van chronische wonden.

Ingediend door de dames Yolande Avontroot, Maglie De Block, Hilde Dierickx en de heer Jacques Germeaux, nr. 2552/1 van 15 juni 2006.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 141 en 218 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, teneinde de regelgeving inzake geneesmiddelen duurzamer en de controles op de zorgverleners humaner te maken.

Ingediend door de heer Benoît Drèze, nr. 2234/1 van 30 januari 2006.

Rapporteur: mevrouw Maya Detège

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 73 en 141 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen teneinde de ziektenhuisbeheerders te responsabiliseren.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 1760/1 van 3 mei 2005.

Rapporteur: mevrouw Maya Detège

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte ziekteverzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met het oog op de oprichting van een Comité voor de permanente doorlichting van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen.

Ingediend door de heer Jo Vandeurzen en mevrouw Maglie De Block, nr. 413/1 van 7 november 2003.

Rapporteur: mevrouw Colette Burgeon en de heer Luc Goutry

ZIEKTEVERZEKERING

6. Voorstel van resolutie betreffende de religieuze, filosofische en morele bijstand binnen de murale zorg.

Ingediend door mevrouw *Karine Jiroflée* (**), nr. 2709/1 van 16 oktober 2006.

Overgenomen door de dames A.-M. Baëke en G. Van Gool, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Karine Jiroflée* (**).

Addendum, nr. 2709/2 van 16 januari 2007.

5. Voorstel van resolutie betreffende een actieplan voor het kind in het ziekenhuis.

Ingediend door de dames Yolande Avontroot, Maglie De Block, Hilde Dierickx en Annelie Turtelboom, nr. 2246/1 van 3 februari 2006.

Rapporteur(s): de dames Dominique Tilmans en José Lejeune

Ingediend door mevrouw Maya Detège, nr. 1327/1 van 2 september 2004.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van een Verpleegkundige adviesraad.

Ingediend door mevrouw Maya Detège, nr. 1327/1 van 2 september 2004.

Ingediend door de heren Bart Laeremans, Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, nr. 1108/1 van 7 mei 2004.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, om de verplichting tot naleving van de taalwetgeving in te schrijven in de algemene normen.

40. Voorstel van resolutie betreffende permanente make-up.
 Ingediend door mevrouw Josée Lejeune, de heer Daniel Bacquelaïne en mevrouw Dominique Tilmans, nr. 2441/1 van 26 april 2006.

41. Voorstel van resolutie betreffende de aanpak van dopinggebruik.
 Ingediend door de heer Jacques Germeaux en mevrouw Hilde Dierickx, nr. 2584/1 van 28 juni 2006.

42. Voorstel tot regulering van het medisch aanbod.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2727/1 van 27 oktober 2006.

43. Voorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 2006 houdende vaststelling van de normen waaraan het zorgprogramma voor kinderen moet voldoen om erkend te worden en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1997 houdende vaststelling van de normen waaraan de functie «chirurgische daghospitaalsite» moet voldoen om te worden erkend.
 Ingediend door mevrouw Annelie Turtelboom, de heer Guido De Padt, mevrouw Hilde Dierickx en de heer Guy Hove, nr. 2744/1 van 13 november 2006.

44. Voorstel tot invoering van diverse bepalingen met het oog op de strijd tegen dopinggebruik.
 Ingediend door de heer Jacques Germeaux en mevrouw Hilde Dierickx, nr. 2800/1 van 8 december 2006.

45. Voorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen met betrekking tot de anonimiteit van orgaandonatie.
 Ingediend door de dames Martine Taelman en Hilde Dierickx, nr. 2810/1 van 14 december 2006.

46. Voorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten met het oog op het rookvrij maken van de volledige horeca.
 Ingediend door de heer Stijn Bex, nr. 2901/1 van 8 februari 2007.

47. Voorstel tot reglementering van de praktijkvoering inzake cosmetische geneeskunde en chirurgie.
 Ingediend door de heer Thierry Giet en mevrouw Collette Burgeon, nr. 2934/1 van 21 februari 2007.

48. Voorstel tot regeling van de reclame voor cosmetische ingrepen.
 Ingediend door de dames Dominique Tilmans, Muriel Gerkens, Veronique Salvi, Yolande Avontroodt en de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 2956/1 van 5 maart 2007.

49. Voorstel van resolutie betreffende een betere preventie van het cerebrovasculair accident (CVA).
 Ingediend door de dames Maya Detège, Magalie De Block, Magda Raemaekers, Josée Lejeune, de heren Yvan Mayeur en Miguel Chevalier, nr. 2975/1 van 9 maart 2007.

50. Voorstel van resolutie betreffende het gsm-gebruik.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, de dames Corinne De Permentier, Dominique Tilmans en de heer François Bellot, nr. 3030/1 van 27 maart 2007.

WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK

Voorstel van resolutie betreffende onderzoek naar hersenaandoeningen.
 Ingediend door de dames Yolande Avontroodt, Hilde Vautmans en Hilde Dierickx, nr. 1953/1 van 18 juli 2005.

ZIEKENHUIS

1. Voorstel tot wijziging van de wet op de ziekenhuizen, gecodificeerd op 7 augustus 1987.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 526/1 van 2 december 2003.

2. Voorstel tot het geven van rechtszekerheid met betrekking tot de kwalificatie van de juridische relatie tussen beheerders en ziekenhuisgenooten.
 Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, nr. 860/1 van 2 maart 2004.

27. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen met een hoofdstuk over het medicinaal gebruik van cannabis. Ingediend door de dames Hilde Vautmans, Anнемie Turtelboom, de heer Miguel Chevalier en mevrouw Maya Detège, nr. 1841/1 van 8 juni 2005.
28. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 houdende de vaststelling van de normen waaraan een functie « mobiele urgentiegroep » (MUG) moet voldoen om te worden erkend. Ingediend door mevrouw Hilde Dierickx, nr. 1884/1 van 23 juni 2005.
29. Wetsvoorstel tot wijziging van de ziekenhuiswet met betrekking tot militaire hospitalen. Ingediend door de heren Jo Vandeurzen en Pieter De Crem, nr. 2016/1 van 6 oktober 2005.
30. Voorstel van resolutie betreffende de strijd tegen hepatitis C. Ingediend door mevrouw Dominique Tillmans, nr. 2133/1 van 2 december 2005.
31. Voorstel van resolutie betreffende de impact van de innovatie in de klinische biologie op het Belgisch gezondheidsbeleid. Ingediend door de dames Yolande Avontroodt, Maggie De Block en Hilde Dierickx, nr. 2137/1 van 2 december 2005.
32. Voorstel van resolutie betreffende het aanbrenge van een pictogram op de buitenverpakking en op de bijsluiter van bepaalde geneesmiddelen of producten die inwerken op het vermogen om voertuigen te besturen of machines te bedienen. Ingediend door de heren David Lavaux en Joseph Arens, nr. 2204/1 van 12 januari 2006.
33. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 6 van het koninklijk besluit van 25 november 2005 betreffende de reglementering van tatoeages en piercings. Ingediend door de heer André Frédéric, de dames Karine Lalleux, Valérie Déom, de heren Eric Massin en Yvan Mayeur, nr. 2238/1 van 1 februari 2006.
34. Voorstel van resolutie betreffende de aanpak van de gezondheidsproblemen als gevolg van de vervuiling of de aantasting van het milieu. Ingediend door mevrouw Dominique Tillmans, nr. 2271/1 van 9 februari 2006.
35. Wetsvoorstel tot regeling van het hergebruik van medische hulpmiddelen. Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, nr. 2343/1 van 16 maart 2006.
36. Voorstel van resolutie betreffende het opstellen van een globaal plan ter voorkoming en bestrijding van obesitas. Ingediend door mevrouw Anнемie Turtelboom, de heer Miguel Chevalier en mevrouw Hilde Dierickx, nr. 2346/1 van 16 maart 2006.
37. Voorstel van resolutie betreffende de tenuitvoerlegging van concrete maatregelen om te garanderen dat het gelijkheidsbeginsel over het hele nationale grondgebied van toepassing wordt op het medisch aanbod. Ingediend door de heren Denis Ducarme, François Bellot, Olivier Chastei, Philippe Collard, Robert Denis, Richard Fournaux, mevrouw Jacqueline Galant, de heren Jean-Fierre Malmendier, Charles Michel en Daniel Ducarme, nr. 2349/1 van 17 maart 2006.
38. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een gratis telefoonnummer teneinde informatie te verstrekken aan wie direct of indirect met een drugsprobleem in aanraking komt en die mensen door te verwijzen en te begeleiden. Ingediend door de heer Thierry Giet, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Valérie Déom, de heer Patrick Moriau en mevrouw Karine Lalleux, nr. 2361/1 van 23 maart 2006.
39. Wetsvoorstel tot vastlegging van een nieuw drugsbeleid, ter voorkoming van de funeste gevolgen van drugs en ter bestrijding van de illegale drugshandel. Ingediend door de heer Thierry Giet, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Valérie Déom, de heer Patrick Moriau en mevrouw Karine Lalleux, nr. 2362/1 van 23 maart 2006.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de ziekenhuizen, gecorrigeerd op 7 augustus 1987, betreffende de opvang van de kinderen in de ziekenhuizen.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Denis Ducarme, nr. 810/1 van 16 februari 2004.
 Rapporteur(s): de dames *Karine Jiraffe* (**), Colette Burgeon en de heer Luc Gouty
 15. Voorstel van resolutie tot bestrijding van de ziekenhuisinfecties.
 Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heren Luc Gouty en Jo Vandeurzen, nr. 836/1 van 20 februari 2004.
 Rapporteurs: de dames Yolande Avontroot en Hilde Dierickx
 16. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen wat betreft de behandelingen die in een ziekenhuis dienen te gebeuren.
 Ingediend door de dames Maglie De Block en Yolande Avontroot, nr. 855/1 van 2 maart 2004.
 17. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de bestrijding van de besmettelijke ziekten van pluimvee en andere neerhoftieren, alsook het in de handel brengen van broedeieren, eendagskuikens en fokpluimvee.
 Ingediend door mevrouw Martine Taelman, de heren Georges Lenssen, Ludo Van Campenhout, Guido De Padt, Philippe De Coene, *Pierre-Ves Jeholet* (**), Thierry Giet, Miguel Chevalier en *Raymond Langendries* (**), nr. 1039/1 van 22 april 2004.
 Rapporteur: mevrouw Magda De Meyer
 18. Wetsvoorstel tot instelling van een «niet-rokers»-gezonheidslabel voor de horecazaken en tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 mei 1990 tot het verbieden van het roken in bepaalde openbare plaatsen.
 Ingediend door de heer Denis Ducarme, nr. 1171/1 van 28 mei 2004.
 19. Voorstel van resolutie ten einde een klinisch experiment inzake het voorschrijven en verstrekken van heroine onder medisch toezicht toe te staan en te steunen.
 Ingediend door mevrouw Marie-Claire Lambert, nr. 1189/1 van 3 juni 2004.
 20. Voorstel van resolutie betreffende het aanbrengen van tatoeages en piercings.
 Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea, *Jean-Luc Crucke* (**), Denis Ducarme en mevrouw *Françoise Collina* (**), nr. 1209/1 van 15 juni 2004.
 21. Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds voor de asbestslachtoffers.
 Ingediend door de dames Muriel Gerkens, Colette Burgeon, *Catherine Doyen-Fonck* (**), en de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 1244/1 van 24 juni 2004.
 Advies, nr. 1244/2 van 27 juni 2005.
 Rapporteur: mevrouw Marie-Claire Lambert
 22. Voorstel van resolutie tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 februari 1991 betreffende voedingsmiddelen bestemd voor bijzondere voeding.
 Ingediend door de dames Annermie Turtelboom, Hilde Vautmans en de heer Miguel Chevalier, nr. 1436/1 van 17 november 2004.
 23. Voorstel van resolutie betreffende een nieuw chemicaliënbeleid.
 Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 1513/1 van 17 december 2004.
 24. Voorstel van resolutie betreffende een aanscherping van het systeem voor de beoordeling van chemische stoffen REACH (Registration, Evaluation, Authorization, Authorization of Chemicals).
 Ingediend door de heer Jean-Marc Nolle en mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1518/1 van 22 december 2004.
 25. Voorstel van resolutie tot invoering van een registratie van geneesmiddelen specifiek voor kinderen.
 Ingediend door de heren Hagen Goyvaerts, Koen Bultinck en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 1533/1 van 23 december 2004.
 26. Voorstel van resolutie betreffende de opvoering van de aidsbestrijding.
 Ingediend door de dames José Lejeune, Corinne De Permentier, de heren Daniel Bacquelaïne en Charles Michel, nr. 1802/1 van 24 mei 2005.

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Hoge Raad voor Ethiek en Deontologie van de Gezondheidszorg.
 Ingeleid door mevrouw Magda De Meyer, de heer Jan Peeters en mevrouw Maya Detège, nr. 187/1 van 2 september 2003.
2. Wetsvoorstel tot invoering van een vergoedingsregeling voor personen die als gevolg van de toediening van bloedproducten of als gevolg van de toediening van bloedproducten met een hepatitisvirus zijn besmet.
 Ingeleid door de heer Daniel Bacquelaire, nr. 193/1 van 5 september 2003.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde ziekenhuiswet om de oprichting van divisies mogelijk te maken.
 Ingeleid door de heer Jo Vandeurzen, nr. 214/1 van 22 september 2003.
4. Voorstel van resolutie betreffende het niet-dringenend vervoer van zieken met een ziekenwagen.
 Ingeleid door de heer Yvan Mayeur, nr. 245/1 van 2 oktober 2003.
5. Voorstel van resolutie met betrekking tot acrylamide.
 Ingeleid door mevrouw Colette Burgeon en de heer Yvan Mayeur, nr. 328/1 van 23 oktober 2003.
6. Voorstel van resolutie tot systematische bestrijding van ziektehuismistie.
 Ingeleid door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Hagen Goyaerts, nr. 558/1 van 5 december 2003.
 Rapporteurs: de dames Yolande Avontroot en Hilde Dierickx
7. Voorstel van resolutie betreffende de ondertekening en bekrachtiging van de op 21 mei 2003 door de Wereldgezondheidsorganisatie goedgekeurde Kadervereenkomst voor de bestrijding van het tabaksgebruik.
 Ingeleid door mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), nr. 568/1 van 8 december 2003.
8. Wetsvoorstel tot instelling van een Fonds ter responsabilisering van de producenten van producten die tot verslaving leiden en de gezondheid ernstige schade toebrengen.
 Ingeleid door mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), nr. 607/1 van 19 december 2003.
 Rapporteur: mevrouw Karine Jiroflée (**)
9. Voorstel van resolutie betreffende het nemen van maatregelen inzake de etikettering van geneesmiddelen met het oog op de voorkoming van het onopzettelijk gebruik van verboden middelen door sporters.
 Ingeleid door de heer Staf Neel, nr. 677/1 van 13 januari 2004.
10. Voorstel van resolutie betreffende de controle op de toepassing van de regelgeving inzake het rookverbod op openbare plaatsen.
 Ingeleid door mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), nr. 716/1 van 21 januari 2004.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, teneinde de gratis verspreiding van tabak, soortgelijke producten en rookbenodigdheden te verbieden.
 Ingeleid door mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), nr. 718/1 van 21 januari 2004.
 Rapporteur: mevrouw Karine Jiroflée (**)
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, teneinde een verbod in te stellen op de verkoop via automaten van sigaretten, tabaksproducten en rookbenodigdheden.
 Ingeleid door mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), nr. 719/1 van 21 januari 2004.
 Rapporteur: mevrouw Karine Jiroflée (**)
13. Wetsvoorstel tot wijziging van de besluitwet van 24 januari 1945 betreffende de profylaxe der geslachtsziekten.
 Ingeleid door de heer Daniel Fèret (**), nr. 795/1 van 9 februari 2004.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wat betreft de leeftijdsgrenzen voor de soorten begeleiding.
 Ingediend door de heer Koen T'Sijen, nr. 2427/1 van 21 april 2006.
 Rapporteur: mevrouw Maya Detège
6. Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een signaal- en verwijssysteem voor sociale noodgevallen.
 Ingediend door de heer Van Mayeur, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heren Jean-Claude Maene en André Frédéric, nr. 2933/1 van 21 februari 2007.

SOCIALE ZEKERHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 127 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, met het oog op de invoering van een verbod van reclame voor het verstréken van borstimplantaten.
 Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 120/1 van 28 juli 2003.
 Rapporteur: mevrouw *Karine Jirioleé* (*)

2. Voorstel van resolutie betreffende het ten laste nemen door de sociale zekerheid van de kosten die inherent zijn aan de behandeling van zwaar zieke kinderen.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire en Denis Ducarme, nr. 305/1 van 17 oktober 2003.
 Rapporteur: mevrouw Colette Burgeon en de heer Luc Goutry

3. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de honorariumsupplementen betreft, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.
 Ingediend door de dames Greta D'hondt en Nahima Lanjri, nr. 1657/1 van 10 maart 2005.
 Rapporteur: mevrouw Maya Detège

4. Wetsvoorstel tot invoering van een verbod om supplementen aan te rekenen bij de ziekenhuisopname van een persoon voor wie om medische of psychosociale redenen de permanente bijstand van een familielid of derde persoon noodzakelijk is.
 Ingediend door de heren Luc Goutry en Mark Verhaegen, nr. 2830/1 van 22 december 2006.

STRAFRECHT

1. Wetsvoorstel tot invoering in de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, van maatregelen betreffende gevaarlijke honden.
 Ingediend door mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 1076/1 van 29 april 2004.
 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.
 Ingediend door mevrouw Hilde Vautmans, nr. 1600/1 van 9 februari 2005.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de oprichting van een gegevensbank betreffende bijtincidenten met honden.
 Ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en de heer Mark Verhaegen, nr. 2668/1 van 31 augustus 2006.
 Rapporteur: mevrouw Colette Burgeon

VERKEERSVEILIGHEID

- Voorstel van resolutie betreffende de eerstehulpopleiding en de sensibilisering daarvoor in het kader van het rijbewijs en in het onderwjs.
 Ingediend door mevrouw Dominique Tilmans, nr. 2962/1 van 7 maart 2007.

1. Wetsvoorstel tot instelling van een woontoeslag op het leefloon. Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 42/1 van 2 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot oprichting van een stookkoliefonds. Ingediend door de dames *Simonne Creyf* en *Trees Pieters*, nr. 1401/1 van 21 oktober 2004. Rapporteur: mevrouw *Hilde Dierickx*.
3. Wetsvoorstel tot oprichting van een Stookkoliefonds. Ingediend door de heer *Ortwin Depoortere* en mevrouw *Marleen Govaerts*, nr. 1549/1 van 12 januari 2005.
4. Voorstel van resolutie om de terugbetalingen op basis van de maximumfactuur niet in aanmerking te nemen als bestaansmiddel. Ingediend door mevrouw *Hilde Dierickx*, nr. 198/1 van 12 september 2005.

SOCIALE BIJSTAND

1. Wetsvoorstel houdende invoering van een eenmalige bijdrage ten laste van de petroleumsector en toekenning van een toelage als eenmalige tegemoetkoming in de huisbrandoliekosten. Ingediend door de dames *Muriel Gerkens*, *Marie Nagy*, *Zoë Genot* en de heer *Jean-Marc Nolleit*, nr. 1490/1 van 7 december 2004.
2. Voorstel van resolutie om het sociaal stookkoliefonds meer armslag te geven. Ingediend door mevrouw *Joëlle Milquet*, de heren *Jean-Jacques Viseur* (**), *Melchior Wathelet* en mevrouw *Brigitte Viaux*, nr. 1494/1 van 8 december 2004.

SOCIAAL BELEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt met betrekking tot de uitoefening van het klachtrecht. Ingediend door mevrouw *Annelies Storms*, nr. 2401/1 van 4 april 2006.
6. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de wet op de patiëntenrechten. Ingediend door mevrouw *Annelies Storms*, nr. 2402/1 van 4 april 2006.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, wat betreft de ombudsfunctie. Ingediend door de dames *Hilde Claes* (**) en *Magda De Meyer*, nr. 2109/1 van 25 november 2005. Overgenomen door de heer *Guy Swennen*, op 16 januari 2007, mevrouw *Maya Detège*, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Hilde Claes* (**).
Kaff, nr. 2109/2 van 16 januari 2007.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt wat betreft de bevordering van de onafhankelijkheid van de ombudsfuncties. Ingediend door mevrouw *Annelies Storms*, nr. 2033/1 van 18 oktober 2005.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt met het oog op het beter informeren van de patiënt. Ingediend door mevrouw *Annelies Storms*, nr. 2015/1 van 6 oktober 2005.
1. Wetsvoorstel tot oprichting van een patiëntenfederatie. Ingediend door mevrouw *Yolande Avontrootd*, de heer *Miguel Chevalier*, de dames *Catherine Doyen-Fonck* (**) en *Dominique Tilmans*, nr. 1077/1 van 29 april 2004.

RECHTEN VAN DE ZIEKE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers.
Ingediend door de heer Olivier Maingain, nr. 926/1 van 17 maart 2004.
2. Wetsvoorstel houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers.
Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, nr. 2101/1 van 22 november 2005.
Advies, nr. 2101/2 van 7 februari 2006.

3. Voorstel van resolutie betreffende het toekennen van een parkeerkaart aan oorlogsslachtoffers.
Ingediend door de dames Hilde Dierickx en Hilde Vautmans, nr. 2129/1 van 30 november 2005.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van de oorlogsinvaliden en oorlogsgewezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat.
Ingediend door de heren Olivier Chastel en Jean-Pol Henry, nr. 2957/1 van 5 maart 2007.

OPENBARE VEILIGHEID

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 68 van de ziekenhuiswet, gecoördineerd op 7 augustus 1987, teneinde de veiligheid van de goederen en de personen in de ziekenhuizen te verhogen.
Ingediend door mevrouw Dominique Tilmans, nr. 389/1 van 4 november 2003.
Rapporteur: mevrouw Hilde Dierickx

ORGANISATIE VAN DE GEZONDHEID

Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 78 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, wat de samenwerking tussen de beroepsbeoefenaars in de gezondheidssector betreft.
Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 28/1 van 25 juni 2003.

ORGANISATIE VAN VERKIEZINGEN

Wetsvoorstel houdende wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
Ingediend door mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), en de heer Jean-Jacques Viseur (**), nr. 871/1 van 5 maart 2004.

PALLIATIEVE ZORG

Voorstel van resolutie betreffende een betere ondersteuning van de palliatieve zorg.
Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 3044/1 van 30 maart 2007.

RECHTEN VAN DE MENS

Voorstel van resolutie betreffende de algemene maatschappelijke aanvaarding en gelijkheidskaking van homoseksuel's.
Ingediend door de dames Hilde Vautmans, Anнемie Turtelboom, Maggie De Block, Martine Taelman, de heren Bart Tommelein en Miguel Chevalier, nr. 1897/1 van 28 juni 2005.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met het oog op de terugvordering van kosten in geval van vrijwillig onjuiste of onvolledige aangifte.
 Ingediend door mevrouw Hilde Dierickx, nr. 1864/1 van 17 juni 2005.
 Rapporteur: mevrouw Nahima Lanjri
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn teneinde dringende sociale voorzieningen voor daklozen in te stellen.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, mevrouw Colette Burgeon, de heer François-Xavier de Donnea, de dames Maya Deïégé, Marie-Claire Lambert, Nahima Lanjri, de heer Charles Michel, de dames Marie Nagy en Yolande Avontroodt, nr. 2210/1 van 17 januari 2006.
 Addendum, nr. 2210/2 van 30 januari 2006.
 Rapporteurs: de dames *Karine Jiroffée* (**) en Dominique Tilmans
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
 Ingediend door mevrouw Hilde Dierickx en de heer Guy Hove, nr. 2564/1 van 16 juni 2006.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wat betreft het sluiten, stopzetten, afbouwen en overdragen van diensten en inrichtingen opgericht door deze centra.
 Ingediend door de heren Guido De Padt, Willy Cortois, Filip Anthuenis, de dames Hilde Dierickx en Sabien Lahaye-Battheu, nr. 2578/1 van 26 juni 2006.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 september 2002 houdende toewijzing van een opdracht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn inzake de begeleiding en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevenden inzake energielevering.
 Ingediend door de heer Koen T'Sijlen, nr. 2801/1 van 11 december 2006.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de dames Colette Burgeon en Marie-Claire Lambert, nr. 2832/1 van 27 december 2006.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integrale tie, teneinde de financiële bijdrage van de Staat in het leeloan te verhogen.
 Ingediend door mevrouw Zoë Genot, nr. 2868/1 van 25 januari 2007.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integrale tie, teneinde het leeloan op te trekken tot boven de armoedegrens en het aan de samenwonenden toegekende bedrag af te stemmen op het aan de alleenstaanden toegekende bedrag.
 Ingediend door mevrouw Zoë Genot, nr. 2869/1 van 26 januari 2007.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met betrekking tot budgetbegeleiding en budgetbeheer.
 Ingediend door de dames Sabien Lahaye-Battheu, Maggie De Block en Hilde Dierickx, nr. 2882/1 van 2 februari 2007.
- ONDERWIJS
1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitvoering van de gezondheidszorgbepalingen, teneinde de maatregelen ter beperking van het medisch aanbod tijdelijk op te schorten.
 Ingediend door de dames *Catherine Doyen-Fonck* (**), Muriel Gerkens en de heer *Jean-Jacques Visseur* (**), nr. 471/1 van 21 november 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitvoering van de gezondheidszorgbepalingen, teneinde de maatregelen ter beperking van het medisch aanbod tijdelijk op te schorten.
 Ingediend door de heer Joseph Arens, nr. 1825/1 van 1 juni 2005.

2. Voorstel van resolutie betreffende de problematiek van het chronisch vermoedheidsyndroom. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 2601/1 van 6 juli 2006.

MILIEUBESCHERMING

1. Voorstel tot wijziging van de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België. Ingediend door de heren Koen Bultinck, mevrouw Frieda Van Themsche, de heren Bert Schoofs en Jaak Van den Broeck, nr. 476/1 van 24 november 2003.

2. Voorstel tot wijziging van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling. Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 130/1 van 13 mei 2004.
3. Voorstel van resolutie betreffende het bewust maken van luchtreizigers van de gevolgen van de uitstoot van schadelijke stoffen voor het milieu. Ingediend door de heer Miguel Chevalier en mevrouw Martine Taelman, nr. 1340/1 van 15 september 2004.

4. Voorstel van resolutie betreffende de luchtverontreiniging door fijn stof. Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2235/1 van 30 januari 2006.
5. Voorstel van resolutie betreffende ISO-norm 14064, teneinde het terugdringen van de uitstoot van broeikasgassen, alsook de handel in emissierechten te evalueren en te bevorderen. Ingediend door de dames Collette Burgeon, Marie-Claire Lambert, de heren Yvan Mayeur en André Frédéric, nr. 2751/1 van 16 november 2006.
6. Voorstel van resolutie over steun aan een biologische landbouw zonder genetisch gemodificeerde organismen en pesticiden. Ingediend door de dames Muriel Gerkens, Marie Nagy, de heer Jean-Marc Nolleet en mevrouw Zoë Genot, nr. 2992/1 van 14 maart 2007.

OCMW

1. Voorstel tot principiële afschaffing van de terugvorderingsmogelijkheid door het OCMW van de kosten gemaakt voor maatschappelijke dienstverlening in het kader van de opname van ouderen in een rusthuis. Ingediend door de heren Guy D'haeseleer, Koen Bultinck, Staf Neel, Hagen Goyvaerts en Luc Sevenhans, nr. 932/1 van 18 maart 2004.
2. Voorstel tot invoering van de mogelijkheid van overdracht van inrichtingen of diensten in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Ingediend door de heer Luc Gouty, mevrouw Nahima Lanjri, de heren Jo Vandeurzen en Mark Verhaegen, nr. 1723/1 van 21 april 2005.
- Amendement van de heer Mark Verhaegen en mevrouw Nahima Lanjri, nr. 1723/2 van 20 juni 2006. Rapporteur: mevrouw Hilde Dierickx

3. Voorstel van resolutie ter aanmaning van de regering om dringend werk te maken van nationale en internationale wettelijke initiatieven en maatregelen om de OCMW-diensten in de mogelijkheid te stellen om een echt vermogensonderzoek te voeren naar eigendommen in het buitenland van aanvragers van een leefloon. Ingediend door de heren Bert Schoofs, Filip De Man, Ortwin Depoortere, Staf Neel, Guido Tastenhoye (**), Francis Van den Eynde en mevrouw Nancy Caslo, nr. 1826/1 van 2 juni 2005.

4. Voorstel tot bevordering van de maatschappelijke participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van de gebruikers van de dienstverlening van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Ingediend door de heer Koen T'Sijen, de dames Greet Van Gool, Nahima Lanjri, de heren Jean-Jacques Viseur (**), en Yvan Mayeur, nr. 1849/1 van 9 juni 2005.

Advies van de Raad van State, nr. 1849/2 van 20 juli 2005.

Wetsvoorstel tot invoering van een verplichte palliatieve filter in de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Bart Laeremans, Ortwin Depoortere, Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans, Francis Van den Eynde en mevrouw Alexandra Colen, nr. 1737/1 van 27 april 2005.

GEHANDICAPTE

Wetsvoorstel tot invoering van een gratis toegangsrecht van persoonlijke begeleiders van personen met een handicap.
 Ingediend door de heer Patrick De Grootte, nr. 3028/1 van 27 maart 2007.

GENEESKUNDE

Voorstel van resolutie betreffende de implementatie en normering van gespecialiseerde multiprofessionele hersentumorbehandeling.
 Ingediend door mevrouw Greet Van Gool, nr. 3101/1 van 25 april 2007.

GEZONDHEIDSBELEID

1. Wetsvoorstel tot schadeboosstelling van hepatitis-C-slachtoffers en tot invoering van een federaal plan ter bestrijding van hepatitis C.
 Ingediend door de heer Joseph Arens, nr. 166/1 van 7 augustus 2003.

2. Voorstel van resolutie betreffende een actieplan inzake zeldzame aandoeningen en weesgeestesmiddelen.
 Ingediend door de dames Yolande Avontroot en Hilde Dierckx, nr. 2282/1 van 13 februari 2006.
 Rapporteurs: mevrouw Hilde Dierckx en de heer Daniel Bacquelaire

HUISDIER

Voorstel van resolutie over het recht op een gezelschapsdier.
 Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 683/1 van 13 januari 2004.
 Amendement van de dames Magda De Meyer, Dominique Tillmans, Colette Burgeon en Yolande Avontroot, nr. 683/2 van 8 februari 2006.
 Rapporteur: de heer Mark Verhaegen

KINDERBESCHERMING

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht, om de verkoop van alcoholische dranken in drankautomaten aan jongeren jonger dan 16 jaar te verbieden.
 Ingediend door de dames *Karine Jiroffée* (**) en Maya Deltège, nr. 1338/1 van 10 september 2004.
 Overgenomen door mevrouw Yvette Mues, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Karine Jiroffée* (**).
 Amendementen van mevrouw *Karine Jiroffée* (**), nr. 1338/2 van 24 januari 2005.
 Rapporteur: mevrouw Marie-Claire Lambert

MEDISCHE RESEARCH

1. Wetsvoorstel tot regeling van het post mortem onderzoek.
 Ingediend door de heer Jacques Germeaux, nr. 2563/1 van 16 juni 2006.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de bijlage van het koninklijk besluit van 17 mei 2001 betreffende de toege-
stane ingrepen bij gewervelde dieren, met het oog op het nutsgebruik van de dieren of op de beperking
van de voortplanting van de soort.
Ingediend door de heren Guido De Padt, Willy Cortois, mevrouw Hilde Vautmans, de heren Guy Hove,
Georges Lenssen, Robert Denis en François Bellot, nr. 969/1 van 29 maart 2004.
Amdementen van de heren Guido De Padt en Willy Cortois, nr. 969/2 van 13 april 2005.
Amdement van de heren Robert Denis, Guido De Padt en Willy Cortois, nr. 969/3 van 17 januari 2006.
Rapporteurs: mevrouw Magda De Meyer en de heer Miguel Chevalier
7. Voorstel van resolutie voor het beperken van het leed van levend vee tijdens transporten.
Ingediend door de heer Luc Sevenhans, nr. 151/1 van 19 mei 2004.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 35 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en
het welzijn der dieren.
Ingediend door mevrouw Dominique Tilmans, nr. 1629/1 van 23 februari 2005.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn
der dieren.
Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 1753/1 van 2 mei 2005.
Rapporteur: mevrouw Maya Detège
10. Voorstel van resolutie betreffende het houden van «nieuwe» gezelschapsdieren.
Ingediend door de dames José Lejune, Dominique Tilmans en de heer Thierry Giet, nr. 2198/1 van
10 januari 2006.
11. Voorstel van resolutie betreffende de bevordering van het dierenwelzijn.
Ingediend door de heer Miguel Chevalier, nr. 2424/1 van 20 april 2006.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 februari 1997 houdende de erkennings-
voorwaarden voor hondenkwekerijen, kattenkwekerijen, dierenasielen, dierenpensions en handelszaken
voor dieren, en de voorwaarden inzake verhandeling van dieren.
Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 2444/1 van 26 april 2006.
Rapporteur: mevrouw Collette Burgeon
13. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op pelsdierfokkerijen in België.
Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 2728/1 van 30 oktober 2006.
- DIRECTE BELASTING
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde het bedrag te
verhogen van de uitgaven voor kinderopvang die voor aftrek van het totale inkomen in aanmerking ko-
men, alsook, in het geval van zwaar zekere kinderen, het belastingvrije inkomen op te trekken.
Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en de heer Jean-Jacques Viseur (**), nr. 43/1 van 2 juli 2003.
- ENERGIEBELEID
1. Voorstel van resolutie betreffende de activering en de ontwikkeling van het systeem van de derde-inves-
teerder, met het oog op energiebesparing en energie-efficiëntie in de gebouwen van de overheidsin-
stellingen en semi-overheidsinstellingen.
Ingediend door de dames Muriel Gerkens, Zoé Genot, Marie Nagy en de heer Jean-Marc Nolleit,
nr. 1460/1 van 25 november 2004.
2. Voorstel van resolutie betreffende de investeringen in hernieuwbare energie en het afsluiten van een
Europees verdrag van hernieuwbare energie «EURONEW».
Ingediend door de here, Koen T'Sijen, Dirk Van der Maelen, Walter Muls, Geert Lambert, Stijn Bex, de
dames Annelies Storms en Anнемie Roppe, nr. 2955/1 van 5 maart 2007.

1. Wetsvoorstel betreffende therapeutische experimenten op zwangere en lacterende vrouwen. Ingeleid door de heer Philippe Montils, nr. 2884/1 van 2 februari 2007. Amendement van de heer Philippe Montils, nr. 2884/2 van 18 april 2007.
2. Wetsvoorstel betreffende het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de toepassing op de mens of voor wetenschappelijk onderzoek. Ingeleid door de heer Yvan Mayeur, de dames Colette Burgeon en Marie-Claire Lambert, nr. 3007/1 van 20 maart 2007.

BIOTECHNOLOGIE

1. Wetsvoorstel tot reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten, en tot opheffing van het koninklijk besluit van 18 december 1998. Ingeleid door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 220/1 van 24 september 2003. Amendementen van mevrouw Muriel Gerkens, nr. 220/2 van 26 september 2003.
2. Voorstel van resolutie betreffende het voorzorgsbegeinzel inzake genetisch gemodificeerde organismen. Ingeleid door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1835/1 van 6 juni 2005. Amendement van mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1835/2 van 1 september 2005.

BUITENLANDSE STAATSBURGERS

Wetsvoorstel tot wijziging van een aantal bepalingen over de vestiging van vreemdelingen. Ingeleid door mevrouw Nahima Lanjri en de heer Dirk Claes, nr. 939/1 van 22 maart 2004. Rapporteur: de dames Hilde Dierickx en Nahima Lanjri

DIERENBESCHERMING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren. Ingeleid door de heer Richard Fournaux en mevrouw Joëlle Millquet, nr. 178/1 van 27 augustus 2003. Rapporteur: de heer Miguel Chevalier
2. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 30bis in de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren. Ingeleid door de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**), nr. 255/1 van 3 oktober 2003. Overgenomen door mevrouw Dominique Tillmans, op 9 november 2004, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**). Rapporteur: de heer Miguel Chevalier
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3bis van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren. Ingeleid door de heer Philippe De Coene en mevrouw Magda De Meyer, nr. 302/1 van 16 oktober 2003. Rapporteur: de heer Miguel Chevalier
4. Wetsvoorstel tot waarborging van het welzijn en de bescherming van de circusdieren. Ingeleid door de heer Denis Ducarme, nr. 423/1 van 10 november 2003. Rapporteur: de heer Miguel Chevalier
5. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de organisatie van wedstrijden met duiven betreft, van het koninklijk besluit van 23 september 1998 betreffende de bescherming van dieren bij wedstrijden. Ingeleid door de heren Jan Mortelmans, Koen Bultinck en Jaak Van den Broeck, nr. 738/1 van 27 januari 2004. Amendementen van de heren Jan Mortelmans, Koen Bultinck en Jaak Van den Broeck, nr. 738/2 van 3 februari 2004.

4. Wetsvoorstel tot reglementering van de uitoefening van de beroepen uit de sector van de geestelijke gezondheidszorg, in het raam van de gezondheidszorgberoeppen.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 232/1 van 29 september 2003.
 Rapporteur: mevrouw *Anissa Tamsamani*(**)
 5. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nederlandstalige Orde van Franstalige Orde van geneeskundigen.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Gerolf Annemans, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans en mevrouw Alexandra Colen, nr. 378/1 van 30 oktober 2003.
 6. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nederlandstalige Orde van Franstalige Orde van Apothekers.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Hagen Goyvaerts, nr. 379/1 van 30 oktober 2003.
 7. Wetsvoorstel tot oprichting van de Orde van artsen.
 Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, nr. 424/1 van 10 november 2003.
 8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wijze waarop de vertakelingen worden georganiseerd op basis waarvan de vertegenwoordiging van de representatieve beroepsorganisaties van de geneesheren in diverse organen van het RIZIV wordt geregeld.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 772/1 van 4 februari 2004.
 Rapporteur: mevrouw Yolande Avontroodt
 9. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 april 1977 tot vaststelling van de regels die toelaten de waarde van de overdracht der apotheken vast te stellen en toezicht uit te oefenen op deze overdracht, ter voorkoming van misbruiken bij de dubbele verkoop van vastgoed waarin een apotheek gevestigd is.
 Ingediend door de heren Philippe Montfis en Daniel Bacquelaïne, nr. 827/1 van 19 februari 2004.
 Rapporteur: de heer Miguel Chevalier
 10. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de uitoefening van de beroepen uit de sector van de geestelijke gezondheidszorg betreft, van koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoeppen.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de dames Colette Burgeon en Marie-Claire Lambert, nr. 861/1 van 3 maart 2004.
 Rapporteur: mevrouw *Anissa Tamsamani*(**)
 11. Wetsvoorstel tot oprichting van een Orde van Vlaamse artsen en een Orde van Franstalige en Duitstalige artsen.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois*(**), nr. 1045/1 van 23 april 2004.
 12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 1675/1 van 17 maart 2005.
- BESCHERMING VAN DE CONSUMENT
1. Voorstel van resolutie betreffende de voedingswaaardeclams.
 Ingediend door de dames Dominique Tilmans, *Anne Barzin*(**) en de heer Olivier Chastel, nr. 1702/1 van 11 april 2005.
 2. Voorstel van resolutie betreffende de etikettering van levensmiddelen.
 Ingediend door de dames Colette Burgeon, Sophie Pécriaux en Véronique Ghene, nr. 1771/1 van 6 mei 2005.
 3. Voorstel van resolutie betreffende de koopvernieuwigende gebreken bij de verkoop of ruiling van paard-achtigen.
 Ingediend door mevrouw José Lejune en de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 2485/1 van 15 mei 2006.

ALIMENTATIEPFLICHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn met het oog op het instellen van een uniforme regeling inzake de onderhouds-plicht van kinderen bij de opname van bejaarden in een rusthuis.
Ingediend door de dames Yolande Avontroot en Maggie De Block, nr. 170/1 van 18 augustus 2003.
Rapporteur: mevrouw Hilde Dierickx
2. Wetsvoorstel ter verbetering van de toepassing van de onderhoudsplicht bij opname van ouderen in een rusthuis.
Ingediend door de heer Luc Goutry en mevrouw Greta D'hondt, nr. 271/1 van 9 oktober 2003.
Rapporteur: mevrouw Hilde Dierickx
3. Wetsvoorstel tot afschaffing van de terugvorderingsplicht bij de kinderen bij opname van bejaarden in een rusthuis.
Ingediend door de heer Jan Peeters en mevrouw Magda De Meyer, nr. 362/1 van 30 oktober 2003.
Rapporteur: mevrouw Hilde Dierickx

APOTHEKER

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, wat de versprekking van geneesmiddelen in de luchthavens betreft.
Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de dames Camille Dieu en Veronique Ghenee, nr. 2861/1 van 24 januari 2007.

BELGISCH REKENHOF

- Voorstel van resolutie ten einde het Rekenhof te belasten met een onderzoek naar het beheer en de controle van het RIZIV en de FOD Volksgezondheid inzake de ziekenhuisfinanciering.
Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de dames Magda De Meyer en Maya Detège, nr. 1890/1 van 27 juni 2005.

BEROEPSDEONTOLOGIE

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 april 1958 betreffende de publiciteit inzake tandverzorging wat betreft de ophffing van het verbod van bepaalde informatieverstreking.
Ingediend door mevrouw Hilde Dierickx, nr. 3032/1 van 28 maart 2007.

BEROEPSORGANISATIE

1. Wetsvoorstel tot oprichting van de Orde van artsen, het Tuchtcollege voor de Gezondheid en de Hoge Raad voor de Ethiek en Deontologie van de Gezondheid.
Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 45/1 van 2 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzor-ging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met het oog op de invoering van de mogelijkheid dat niet-gemengde beroepsorganisaties van artsen kunnen deelnemen aan de artsenverkiezingen.
Ingediend door de heren Jo Vandeurzen, Luc Goutry en mevrouw Greta D'hondt, nr. 186/1 van 2 septem-ber 2003.
Amendement van mevrouw Yolande Avontroot en de heer Miguel Chevalier, nr. 186/2 van 17 mei 2005.
Rapporteur: mevrouw Yolande Avontroot
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde van geneesheren.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 191/1 van 5 september 2003.

3. Wetsvoorstel tot verbetering van de moederschapsbescherming, inzonderheid ten voordele van moeders van vroeggeborenen kinderen of van in een neonataal centrum opgenomen kinderen. Ingediend door de heren Yvan Mayeur, André Frédéric, mevrouw Colette Burgeon en de heer Bruno Van Grootenbrulle, nr. 743/1 van 28 januari 2004.

Amendement van mevrouw Colette Burgeon en de heer Yvan Mayeur, nr. 743/2 van 22 maart 2004.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, 14 juli 1994, teneinde het zwangerschapsverlof te verlenen voor vrouwen die vroegtijdig van twee of meer kinderen bevallen. Ingediend door mevrouw *Françoise Collina* (**), nr. 993/1 van 2 april 2004.

Overgenomen door mevrouw Dominique Tilmans, op 26 oktober 2005, ter vervanging van mevrouw *Françoise Collina* (**).
Kaff, nr. 993/2 van 26 oktober 2005.

5. Wetsvoorstel tot verlenging van het moederschapsverlof van werknemers in geval van geboorte van een meering.
Ingediend door de dames Annelies Storms en *Els Van Weert* (**), nr. 1089/1 van 4 mei 2004.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de gecodificeerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen met het oog op de verlenging van de nabevalingsrust bij een meerlinggeboorte en de verlenging van de nabevalingsrust bij hospitalisatie van een pasgeboren kind.
Ingediend door mevrouw Annamie Turtelboom, nr. 1173/1 van 28 mei 2004.

Commissie voor de Verzoekschriften

BUITENLANDSE STAATSBURGER

Voorstel van verzoek aan het College van de federale ombudsmannen om een audit te houden over de werking van de gesloten centra van de Dienst Vreemdelingenzaken.
Ingediend door de heren Thierry Gilet, Mohammed Boukourna, mevrouw Karine Lalleux en de heer Jean-Claude Maene, nr. 2828/1 van 21 december 2006.

OVERHEIDSPARAAT

Voorstel aan het college van de federale ombudsmannen om, met toepassing van artikel 1, eerste lid, 2°, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen, een onderzoek in te stellen naar de werking van de zes door de Dienst Vreemdelingenzaken beheerde gesloten centra.
Ingediend door mevrouw Marie Nagy, de heer Jean-Marc Nolleit, de dames Zoë Genot en Muriel Gerkens, nr. 2797/1 van 8 december 2006.

Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

AANSPRAKELIJKHEID

1. Wetsvoorstel tot instelling van een foutloze aansprakelijkheidsregeling voor medische ongevallen en tot oprichting van een Fonds voor medische ongevallen.
Ingediend door de heer Benoît Drèze, nr. 2013/1 van 4 oktober 2005.
Rapporteurs: mevrouw Magda Raemaekers en de heer Luc Goutry

2. Wetsvoorstel tot vergoeding van patiënten die met hiv werden besmet als gevolg van een bloedtransfusie of van een toediening van bloedderivaten die vóór 1 augustus 1985 in België werden uitgeoerd.
Ingediend door de dames Josée Lejeune en Dominique Tilmans, nr. 2146/1 van 7 december 2005.

14. Wetsvoorstel tot invoering van de antwoordplicht ten aanzien van sollicitanten in de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling. Ingediend door de heer Hans Bonte, nr. 2579/1 van 26 juni 2006.
15. Voorstel van resolutie betreffende de activering van de werklozen. Ingediend door de heer Koen T'Sijen, nr. 2657/1 van 8 augustus 2006.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, teneinde aan de geconventioneerde kinderonthaalsters het voordeel van de werkloosheidsverzekering te bieden. Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2695/1 van 3 oktober 2006.
17. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integrale, teneinde de betrokken begunstigde in staat te stellen een zelfstandigenactiviteit te ontplooiën. Ingediend door de heer Benoît Drèze, nr. 2872/1 van 29 januari 2007.
18. Voorstel van resolutie met betrekking tot de instelling van fiscale en sociale maatregelen als steun voor de werkzoekenden die zich vrijwillig heroriënteren naar een knelpuntberoep of een zelfstandigenactiviteit. Ingediend door de heren Charles Michel, Denis Ducarme, de dames Jacqueline Galant en Corinne De Permentier, nr. 2893/1 van 6 februari 2007.
- ZIEKTEVERZEKERING
1. Wetsvoorstel tot invoering in de Ziekteverzekeringswet van de terugbetaling van verstrekingen door erkende diëtisten ter bestrijding van obesitas. Ingediend door de dames Hilde Dierickx, Yolande Avontroot en de heer Miguel Chevalier, nr. 1652/1 van 8 maart 2005.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van autosondage bij de rechtebepende thuis met het oog op de inwerkingtreding van de tenlasteneming vanaf de start van de behandeling. Ingediend door de dames Magda De Meyer, Maya Detège en *Karine Jiroffée* (**), nr. 2376/1 van 29 maart 2006.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1986 tot uitvoering van artikel 53, negende lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met het doel in een automatische en verplichte derdebetalersregeling te voorzien voor sociaal kwetsbare kinderen. Ingediend door de dames *Karine Jiroffée* (**), en Magda De Meyer, nr. 2499/1 van 19 mei 2006.
4. Voorstel van resolutie betreffende de terugbetaling van pennaalden voor diababetespatiënten. Ingediend door de heren Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 2804/1 van 11 december 2006.
- ZWANGERSCHAPSVERLOF
1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de artikelen 39 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 met het oog op het verbeteren van de moederschapsbescherming. Ingediend door de dames Magda De Meyer, Greet Van Gool, Maya Detège, Anne-Marie Baeke, *Karine Jiroffée* (**), en de heer Jan Peeters, nr. 131/1 van 29 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot verlenging van de nabevalingsrust bij vroeggeboorte. Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 676/1 van 13 januari 2004.

1. Wetsvoorstel betreffende het begeleidingsplan voor langdurig werklozen en houdende wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering met betrekking tot de langdurig werklozen.
Ingediend door mevrouw Zoë Genot, nr. 46/1 van 3 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 80 tot 88 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.
Ingediend door de heren *Jean-Jacques Viséur* (**), en *Louis Smal* (**), nr. 68/1 van 11 juli 2003.
3. Wetsvoorstel tot aanpassing van het stelsel van de werkloosheid om sociale en familiale redenen.
Ingediend door de dames Magda De Meyer, Greet Van Gool en de heer Hans Bonte, nr. 133/1 van 29 juli 2003.
Amendementen van de dames Greta D'hondt en Nahima Lanjri, nr. 133/2 van 2 maart 2004.
Rapporteur: mevrouw Nahima Lanjri
4. Voorstel van resolutie betreffende het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, in verband met de langdurig werklozen.
Ingediend door de heren Jean-Marc Delizée, Bruno Van Groetenbrulle en mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs, nr. 310/1 van 20 oktober 2003.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
Ingediend door de heren Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, nr. 530/1 van 3 december 2003.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen.
Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, de heer Servais Verherstraeten en mevrouw *Inge Vervotte* (**), nr. 900/1 van 11 maart 2004.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 60 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering.
Ingediend door mevrouw Hilde Vautmans, nr. 1010/1 van 7 april 2004.
8. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de kunstenaars betreft, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.
Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 1166/1 van 27 mei 2004.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, teneinde de werkloze te beschermen tegen een willekeurige sanctie.
Ingediend door mevrouw Zoë Genot, nr. 1304/1 van 26 juli 2004.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.
Ingediend door de dames Sabien Lahaye-Battneu, Maglie De Block en Annemie Turtelboom, nr. 1648/1 van 7 maart 2005.
11. Wetsvoorstel tot waarderling van de werkloze ouder die een zorgbehoevend kind opvangt.
Ingediend door de heren Jan Peeters, David Geerts en mevrouw Greet Van Gool, nr. 2004/1 van 19 september 2005.
12. Wetsvoorstel teneinde economische werkloosheid ook open te stellen voor personeel van handelszaken welke in zware moeilijkheden verkeren ingevolge wegwerkzaamheden.
Ingediend door de dames Muriel Gerkens en Trees Pieters, nr. 2295/1 van 15 februari 2006.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.
Ingediend door de dames Maglie De Block en Sabien Lahaye-Battneu, nr. 2445/1 van 27 april 2006.

Wetsvoorstel betreffende het referendum in de ondernemingen en in de overheidssector. Ingeënd door de dames Anemie Turtelboom, Hilde Vautmans en de heer Miguel Chevalier, nr. 1716/1 van 18 april 2005.

STAKINGSRECHT

Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de toepassing van dwangsommen te verbieden bij geschillen die zijn gerezen naar aanleiding van collectieve arbeidsconflicten. Ingeënd door mevrouw Zoë Genot, nr. 38/1 van 26 juni 2003.

STRAFRECHT

Wetsontwerp tot invoering van een sociaal Strafwetboek. Ingeënd door de regering, nr. 3059/1 van 30 maart 2007. Bijlage, nr. 3059/2 van 30 maart 2007.

UITKERING AAN NABESTAANDEN

Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers alsmede van koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen teneinde de cumulatie toe te staan van een overlevingspensioen met een uitkering wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid. Ingeënd door mevrouw Pierrette Cahay-André, nr. 1024/1 van 20 april 2004.

VAKBOND

Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 24 mei 1921 tot waarborging der vrijheid van vereniging, teneinde de «closed shop»-praktijken of enige andere aantasting van de vrijheid van vereniging te verbieden. Ingeënd door de heer Patrick Cocriamont, nr. 1477/1 van 2 december 2004.

VERLOF OM SOCIALE REDENEN

1. Wetsvoorstel tot instelling van een opvangverlof in geval van adoptie. Ingeënd door de heren *Raymond Langendries* (**), *Jean-Jacques Viseur* (**), en mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 65/1 van 11 juli 2003. Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs
2. Wetsvoorstel tot instelling van een adoptieverlof voor werknemers en zelfstandigen. Ingeënd door mevrouw Yolande Avontroodt, de heer Filip Anthuenis, de dames Anemie Turtelboom, Sabien Lahaye-Battheu en Maglie De Block, nr. 588/1 van 16 december 2003. Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, teneinde het rouwverlof bij het overlijden van minderjarige kinderen op 10 dagen te brengen. Ingeënd door de heren Daniel Bacquelaïne en Denis Ducarme, nr. 870/1 van 5 maart 2004.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het handvest van de sociaal verzekerde om de behandelingsstijd voor aanvragen van sommige sociale tegemoetkomingen in te korten.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Staf Neel en Francis Van den Eynde, nr. 873/1 van 5 maart 2004.
 Verslag van mevrouw Pierrette Cahay-André, nr. 873/2 van 19 december 2006.
17. Wetsvoorstel tot invoering van een zelfredzaamheidsverzekering in de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.
 Ingediend door de heren *Jean-Jacques Visieur* (**), *Louis Smal* (**), en mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 1126/1 van 12 mei 2004.
18. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 64 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, wat de verjaringsstermijn van de vordering tot invordering van de bijzondere bijdragen voor sociale zekerheid betreft.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaire, nr. 1222/1 van 18 juni 2004.
19. Wetsvoorstel ter uniformisering van de wetgeving inzake gewaarborgd loon en tot afschaffing van de carensdag.
 Ingediend door de heren Jean-Marc Delizée, Hans Bonte, mevrouw Camille Dieu en de heer Jan Peeters, nr. 1358/1 van 5 oktober 2004.
20. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 14 juli 1994 gecördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen wat de maximumfactuur betreft.
 Ingediend door de dames Yolande Avontroot, Hilde Dierickx en Sabien Lahaye-Battneu, nr. 1458/1 van 23 november 2004.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002, met het oog op het verlagen van de leeftijd voor doeligroepvermindering van sociale bijdragen voor oudere werknemers.
 Ingediend door de dames Maglie De Block, Anemie Turtelboom en Sabien Lahaye-Battneu, nr. 1688/1 van 29 maart 2005.
22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers teneinde de drempel om een tiende werknemer aan te werven weg te werken.
 Ingediend door de heer Bart Tommelein, de dames Anemie Turtelboom en Sabien Lahaye-Battneu, nr. 1912/1 van 5 juli 2005.
23. Wetsvoorstel tot verbetering van het sociaal statuut van de betaalde sportbeoefenaar.
 Ingediend door de heren David Geerts, Hans Bonte, Jan Peeters, Dirk Van der Maelen, Bruno Van Grootenbrulle, mevrouw Annick Saudoyer, de heer Jean-Marc Delizée en mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs, nr. 1945/1 van 13 juli 2005.
24. Wetsontwerp houdende een structureel aanpassingsmechanisme aan de welvaart van platonds en inkomensdempels alsook de sociale uitkeringen.
 Ingediend door de regering, nr. 1948/1 van 13 juli 2005.
25. Wetsvoorstel tot waarderling van de invalide die een zorgbehoevende (groot)ouder, een zorgbehoevend kind of een zorgbehoevende partner opvangt.
 Ingediend door mevrouw Greet Van Gool, de heren Jan Peeters en David Geerts, nr. 2152/1 van 9 december 2005.
26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen met betrekking tot het zetelen van lokale mandatarissen tijdens hun zwangeterschapverlof.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 2961/1 van 6 maart 2007.
27. Voorstel van resolutie betreffende de splitsing van de sociale zekerheid.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts en Bart Laeremans, nr. 3026/1 van 29 maart 2007.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 19 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 28 november 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders met het oog op de vrijstelling van sociale lasten van de ploegenremie.
 Ingediend door de heren Luc Sevenhans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs en mevrouw Marleen Govaerts, nr. 277/1 van 14 oktober 2003.
 Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 286 van 31 maart 1984 houdende maatregelen om een betere inning te verzekeren van de socialezekerheidsbijdragen en de solidariteitsbijdragen verschuldigd door publiekrechtelijke personen.
 Ingediend door de dames Greta D'hondt, Trees Pieters en de heer Luc Goutry, nr. 286/1 van 14 oktober 2003.
 Rapporteur: mevrouw Maggie De Block
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen teneinde de bijzondere verzorging als gevolg van zelfredzaamheidsverlies te waarborgen.
 Ingediend door de heer Olivier Maingamin, mevrouw *Martine Payta* (**) en de heer Eric Libert, nr. 289/1 van 15 oktober 2003.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen wat betreft de verplichte inning van het persoonlijk aandeel bij thuisverpleging en kinesitherapie.
 Ingediend door de dames Yolande Avontroot, Maggie De Block en Hilde Dierickx, nr. 326/1 van 23 oktober 2003.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 216 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.
 Ingediend door de dames Yolande Avontroot, Hilde Dierickx en de heer Miguel Chevalier, nr. 376/1 van 30 oktober 2003.
10. Wetsvoorstel houdende jaarlijkse aanpassing van de sociale uitkeringen.
 Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, de heer Luc Goutry, mevrouw Trees Pieters, de heer *Ves Letermé* (**) en mevrouw Nahima Lanjri, nr. 425/1 van 10 november 2003.
11. Wetsvoorstel tot verbetering van de inkomenssituatie van arbeidsongeschikte personen.
 Ingediend door de heer Luc Goutry, de dames Greta D'hondt en Nahima Lanjri, nr. 512/1 van 28 november 2003.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 20 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziektefondsen en de landsbonden van ziektefondsen.
 Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Filip Anthuenis, de dames Annie Turtelboom en Sabien Lahaye-Battheu, nr. 575/1 van 11 december 2003.
13. Wetsvoorstel tot afschaffing van de sociale zekerheidsbijdragen op premies toegekend voor ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige arbeid.
 Ingediend door de dames Greta D'hondt, Nahima Lanjri en de heer Jo Vandeurzen, nr. 653/1 van 6 januari 2004.
 Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs
14. Wetsvoorstel tot invoering van een opvoedersvergoeding voor en tot toekenning van een sociaal statuut aan de thuiswerkende ouder.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 660/1 van 7 januari 2004.
15. Voorstel van resolutie betreffende gratis tandzorg voor kinderen tussen 6 en 12 jaar.
 Ingediend door mevrouw Maya Detège, nr. 835/1 van 20 februari 2004.

20. Wetsvoorstel betreffende de berekening van het rustpensioen van werknemers, teneinde de oudere werknemers langer aan het werk te houden.
 Ingediend door de heren Eric Massin, Jean-Marc Delizée en mevrouw Camille Dieu, nr. 1975/1 van 5 augustus 2005.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, teneinde de werknemers in staat te stellen hun beroepsactiviteit na de gangbare pensioenleeftijd te blijven uitoefenen en aldus hun pensioenbedrag te verhogen.
 Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea en Daniel Bacquelaïne, nr. 1990/1 van 5 september 2005.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatieve van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervaningsinkomen, teneinde rekening te houden met opdrachten voor een wegvende vergadering, een universiteit, een hot of een rechtebank.
 Ingediend door de heer Joseph Arens, nr. 2509/1 van 23 mei 2006.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wat betreft de verdeling van de pensioenrechten tussen echtgenoten of wettelijk samenwonenden.
 Ingediend door mevrouw Annamie Turtelboom, nr. 2650/1 van 19 juli 2006.

24. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 januari 1983 tot uitvoering van artikel 42bis van de arbeidsongevalwet van 10 april 1971.
 Ingediend door mevrouw Maglie De Block, nr. 2789/1 van 5 december 2006.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers met betrekking tot de verdeling van de pensioenrechten tussen echtgenoten of wettelijk samenwonenden.
 Ingediend door mevrouw Annamie Turtelboom, nr. 2932/1 van 21 februari 2007.

SOCIALE UITKERING

Voorstel van resolutie met het oog op een ambtshalve uitbetaling van de sociale uitkeringen waar ex-gedeïneerden recht op hadden vóór hun gevangenschap.
 Ingediend door mevrouw Greet Van Gool, nr. 1605/1 van 14 februari 2005.

SOCIALE ZEKERHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de arbeidsongevalwet van 10 april 1971.
 Ingediend door de heer Olivier Maignain en mevrouw *Martine Payta* (**), nr. 85/1 van 15 juli 2003.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 9 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepszaken in de overheidssector.
 Ingediend door de heer Olivier Maignain en mevrouw *Martine Payta* (**), nr. 86/1 van 15 juli 2003.

3. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, met het oog op het verbeteren van de moederschapsbescherming.
 Ingediend door de dames Magda De Meyer, Greet Van Gool, Maya Detège, Anne-Marie Baëke, *Karine Jirouffe* (**) en de heer Jan Peeters, nr. 132/1 van 29 juli 2003.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 42bis van de arbeidsongevalwet van 10 april 1971.
 Ingediend door de heren Olivier Maignain, Daniel Bacquelaïne, Eric Libert en mevrouw *Martine Payta* (**), nr. 260/1 van 7 oktober 2003.

10. Voorstel van resolutie tot opheffing van de gedeeltelijke vermindering van de prestaties toegekend ter uitvoering van de arbeidsongevallenwet van zodra een recht ontstaat op een rust- of overlevingspensioen. Ingediend door de heren Bert Schoofs, Koen Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 774/1 van 4 februari 2004.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van de pensioenwetgeving, wat de betaling van kleine pensioenen betreft. Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, nr. 921/1 van 16 maart 2004.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers alsmede van koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen met een uitkering wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid. Ingediend door mevrouw Pierrette Cahay-André, nr. 1024/1 van 20 april 2004.
13. Voorstel van resolutie tot het creëren van een wettelijke regeling voor een aanvullend pensioen voor contractuelen in overheidsdienst. Ingediend door mevrouw Annemie Turtelboom, nr. 1135/1 van 17 mei 2004. Rapporteur: de heer Jacques Germaux
14. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten betreffende het gewaarborgd inkomen voor ouderen en de inkomensgarantie voor ouderen. Ingediend door mevrouw Zoë Genot, nr. 1190/1 van 3 juni 2004.
15. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatieve pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen, teneinde de beperkingen inzake toegestane arbeid voor de gepensioneerden af te schaffen. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, François-Xavier de Donnea en Pierre-Yves Jeholet (**), nr. 1266/1 van 1 juli 2004. Overgenomen door de heer Ch. Michel, op 26 april 2005, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**).
- Kaif, nr. 1266/2 van 26 april 2005.
Advies, nr. 1266/3 van 16 augustus 2005.
Rapporteur: mevrouw Maggie De Block
16. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7, § 2, van het decreet van 28 juni 1957 houdende statuut van de koloniale verzekeringskas, inzake de overlevingspensioenen van de uit de echt gescheiden weduwen van oud-kolonialen. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, Philippe Montils, Charles Michel en mevrouw Dominique Tillmans, nr. 1838/1 van 7 juni 2005. Amendementen van de heer Daniel Bacquelaire, nr. 1838/2 van 30 januari 2007. Rapporteur: mevrouw Greet Van Gool
17. Wetsvoorstel tot wijziging, wat cumulatieve betreft, van diverse bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen alsmede tot instelling van een variabel overlevingspensioenbedrag naar gelang van de beroepsinkomsten. Ingediend door mevrouw Joëlle Millquet, de heren Benoît Drèze en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1874/1 van 17 juni 2005. Rapporteur: mevrouw Maggie De Block
18. Wetsvoorstel tot afschaffing van de verplichte aangifte van beroepsbezigheid door gerechtigden op een rust- en/of overlevingspensioen en door hun werkgever. Ingediend door mevrouw Greet Van Gool, nr. 1875/1 van 17 juni 2005.
19. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, teneinde het loon van het jaar tijdens hetwelk de uitkering ingaat en het loon van het jaar tijdens hetwelk het pensioen ingaat in aanmerking te nemen voor de berekening van het werknemerspensioen. Ingediend door de heer Benoît Drèze, nr. 1972/1 van 2 augustus 2005.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen en een uitkering wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid. Ingediend door de heer *Jean-Jacques Visœur* (**), nr. 98/1 van 17 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 7 en 9 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers. Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 192/1 van 5 september 2003. Rapporteur: mevrouw Maglie De Block
3. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 68 tot 68quinties van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen en tot invoering van de geleidelijke afschaffing van de bij die artikelen bepaalde afhouding op de pensioenen. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Olivier Chastel, nr. 254/1 van 2 oktober 2003. Overgenomen door de heer *Jean-Luc Crucke* (**), op 2 december 2004, ter vervanging van de heer Olivier Chastel. Kaff, nr. 254/2 van 9 maart 2004. Overgenomen door de heer Olivier Chastel, ter vervanging van de heer *Jean-Luc Crucke* (**). Rapporteur: mevrouw Annemie Turtelboom
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen, wat de cumulatieve van een overlevingspensioen en een ziekte- en invaliditeits-uitkering betreft. Ingediend door de dames Sabien Lahaye-Bathneu, Maglie De Block en Annemie Turtelboom, nr. 398/1 van 6 november 2003. Advies, nr. 398/2 van 16 augustus 2005. Rapporteur: mevrouw Maglie De Block
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, met het oog op de verhoging van de werkgelegenheidsgraad van oudere werknemers. Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, nr. 538/1 van 3 december 2003. Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs
6. Wetsvoorstel tot opheffing van het cumulatievebod tussen pensioen en inkomen uit arbeid voor personen ouder dan 65 jaar en tussen overlevingspensioen en inkomen uit arbeid voor genietters met kinderen ten laste. Ingediend door de dames Maglie De Block, Annemie Turtelboom, Sabien Lahaye-Bathneu en Yolande Avontroot, nr. 586/1 van 16 december 2003. Errata, nr. 586/2 van 5 januari 2004. Advies, nr. 586/3 van 16 augustus 2005. Rapporteur: mevrouw Maglie De Block
7. Wetsvoorstel tot indexering van de pensioenen. Ingediend door de dames Yolande Avontroot, Maglie De Block, Annemie Turtelboom en Sabien Lahaye-Bathneu, nr. 587/1 van 16 december 2003.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn, ten einde gehandicapte werknemers de mogelijkheid te bieden vervroegd met pensioen te gaan. Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 600/1 van 17 december 2003. Rapporteur: mevrouw Sabien Lahaye-Bathneu
9. Wetsvoorstel tot hervorming van het overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen. Ingediend door de dames Greta D'hondt, Trees Pieters, de heren Servais Verherstraeten en Roel Deseyn, nr. 745/1 van 28 januari 2004. Advies, nr. 745/2 van 16 augustus 2005. Rapporteur: mevrouw Maglie De Block

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 37, § 17, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, teneinde in de sector van de kinesitherapie de inning van het remgeld verplicht te maken.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, Olivier Chastel en mevrouw Pierrette Cahay-André, nr. 742/1 van 28 januari 2004.
 Errata, nr. 742/2 van 2 februari 2004.

PARAMEDISCH BEROEP

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de rijksbesturen.
 Ingediend door de dames Anнемie Turtelboom en Maggie De Block, nr. 2416/1 van 18 april 2006.
1. Voorstel van resolutie betreffende het opzetten van experimenten inzake deeltijds telewerken in de federale administratie.
 Ingediend door mevrouw Maggie De Block, nr. 195/1 van 9 september 2003.
 Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs

OVERHEIDSPARAAT

10. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het recht op ouderschapsverlof voor alleenstaande ouders.
 Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heren Pieter De Crem, Roel Deseyn en mevrouw Katrien Schryvers, nr. 3034/1 van 28 maart 2007.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan strekkende tot verduubeling van het ouderschapsverlof voor alleenstaande ouders.
 Ingediend door mevrouw Annelies Storms en de heer Koen T'Sijen, nr. 2866/1 van 25 januari 2007.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan.
 Ingediend door mevrouw Annelies Storms en de heer Koen T'Sijen, nr. 2631/1 van 12 juli 2006.
7. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het recht op vaderschapsverlof bij vroeggeboorte.
 Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri en de heer Roel Deseyn, nr. 1336/1 van 9 september 2004.
6. Wetsvoorstel tot verlenging van het vaderschapsverlof in geval van geboorte van een meering.
 Ingediend door de dames Annelies Storms en *Els Van Weert* (**), nr. 1090/1 van 4 mei 2004.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen teneinde het ouderschapsverlof te verlengen en de voorwaarden terzake te versoepelen.
 Ingediend door de dames *Catherine Doyen-Fonck* (**), en Joëlle Milquet, nr. 1065/1 van 29 april 2004.
4. Wetsvoorstel tot verlenging van bijstandsverlof aan de werknemers die een kind hebben dat ernstig ziek is of een zware medische ingreep moet ondergaan.
 Ingediend door de heren André Frédéric, Yvan Mayeur en mevrouw Colette Burgeon, nr. 933/1 van 19 maart 2004.
3. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het recht op ouderschapsverlof, palliatief verlof en zorgverlof en tot verhoging van de onderbrekingsuitkering in geval van ouderschapsverlof, palliatief verlof en zorgverlof.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 616/1 van 29 december 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan.
 Ingediend door de dames Maggie De Block, Anнемie Turtelboom en Sabien Lahaye-Bathneu, nr. 550/1 van 4 december 2003.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijlag ten voordele van de zelfstandigen en van artikel 42 van de samengevoerde wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, wat de bepaling van de rang van de rechtigevende kinderen betreft.
 ingediend door de heer Richard Fournaux, nr. 2435/1 van 24 april 2006.
8. Wetsvoorstel tot gelijkschakeling van het bedrag van het kramgeld ten voordele van werknemers en zelfstandigen ongeacht de rang van het kind.
 ingediend door heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Hagen Goyvaerts, nr. 2468/1 van 5 mei 2006.
 Verslag van mevrouw Pierrette Cahay-André, nr. 2468/2 van 19 december 2006.
9. Voorstel van resolutie tot invoering van een verhoogde tegemoetkoming aan gezinnen met kinderen.
 ingediend door de heren Koen Bultinck, Filip De Man, Hagen Goyvaerts en Guy D'haeseleer, nr. 2483/1 van 12 mei 2006.

KINDERBESCHERMING

- Voorstel van resolutie betreffende de erkenning van pleegzorg op federaal niveau.
 ingediend door de dames Greet Van Gool, Magda De Meyer, Karine Jirofflé (**), Anne-Marie Baeke, en *Els Van Weert* (**), nr. 715/1 van 21 januari 2004.
 Overgenomen door mevrouw Annelies Storms, op 20 januari 2005, ter vervanging van mevrouw *Els Van Weert*.
 Kaff, nr. 715/2 van 20 januari 2005.
 Amendementen van de dames Greet Van Gool en Danielle Van Lombeek-Jacobs, nr. 715/3 van 31 mei 2005.
 Amendement van mevrouw G. Van Gool, nr. 715/4 van 1 juni 2005.
 Rapporteur: mevrouw Nahima Lanjri

KUNSTEN

1. Voorstel van resolutie betreffende het federaal beleid ten gunste van de kunstenaars alsmede ter bevordering van de uitbouw van en de toegang tot de cultuur.
 ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 454/1 van 19 november 2003.
2. Wetsvoorstel houdende toekenning van cultuurchèques.
 ingediend door de heren André Frédéric en Thierry Gilet, nr. 2094/1 van 22 november 2005.
 Advies van de Raad van State, nr. 2094/2 van 26 januari 2006.

MOEDERSCHAP

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met het oog op een betere moederschapsbescherming.
 ingediend door de dames *Catherine Doyen-Fonck* (**), Joëlle Milquet, de heren Joseph Arens en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1160/1 van 26 mei 2004.

OUDERVERLOF

1. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het recht op ouderschapsverlof
 ingediend door de dames Greta D'hondt en Nahima Lanjri, nr. 240/1 van 30 september 2003.

1. Wetsvoorstel houdende de hervorming van de kinderbijlagen, het kraamgeld en de adoptiepremie. Ingediend door de dames Greta D'hondt, Trees Pieters, Nahima Lanjri, de heren Roel Deseyn en Luc Goutry, nr. 293/1 van 15 oktober 2003. Rapporteur: mevrouw Anemie Turtelboom
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de door het koninklijk besluit van 19 december 1939 samengeordnete wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Hagen Goyvaerts, nr. 625/1 van 29 december 2003.
3. Wetsvoorstel tot aanpassing van de wetgeving betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap en betreffende de kinderbijslag aan de burgerlijke meerderjarigheid van achttien jaar. Ingediend door de dames Greet Van Gool en *Els Van Weert* (**), nr. 816/1 van 16 februari 2004.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordnete wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders wat betreft de intrekking van gezinsbijslag in geval van schoolspijbelen. Ingediend door de heren Filip De Man, Koen Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 1453/1 van 22 november 2004.
5. Wetsvoorstel waarbij de kinderbijslag alleen wordt toegekend zo het kind daadwerkelijk regelmatig de lessen volgt in een onderwijsinstelling of een opleidingscentrum, of aanwezig is op de plaats waar het in de leer is. Ingediend door de heer Alain Courtois, nr. 1466/1 van 26 november 2004.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordnete wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, en van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, wat de toestand betreft van de wezen die beide ouders hebben verloren. Ingediend door de heer Melchior Wathélet, nr. 1655/1 van 9 maart 2005.

GEZINSUITKERING

1. Voorstel van resolutie over de genderdimensie in statistieken en het opstellen van genderindicatoren. Ingediend door mevrouw Anemie Turtelboom, de heer Miguel Chevalier en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 1846/1 van 8 juni 2005.
2. Voorstel van resolutie betreffende de invoering van een feitelijk gelijke verloning tussen vrouwen en mannen. Ingediend door de dames Anemie Turtelboom, Hilde Vautmans en Maggie De Block, nr. 1959/1 van 19 juli 2005.

GELIJKE BEHANDELING VAN MAN EN VROUW

9. Wetsvoorstel tot invoering van een vakantiegeld voor invaliden. Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, de heer Luc Goutry, mevrouw Nahima Lanjri en de heer Jo Vandeurzen, nr. 1021/1 van 15 april 2004.
10. Wetsvoorstel tot verhoging van de minimumuitkeringen voor alleenstaande invaliden en invalide gezinshoofden. Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, de heer Luc Goutry, mevrouw Nahima Lanjri en de heer Jo Vandeurzen, nr. 1106/1 van 6 mei 2004.
8. Wetsvoorstel tot vaststelling van een kortere athenaandelingstermijn ten einde over de aanvragen van een tegemoetkoming voor personen met een handicap sneller te kunnen beslissen. Ingediend door de heer Luc Goutry, de dames *Catherine Doyen-Fonck* (**) en Yolande Avontroot, nr. 974/1 van 29 maart 2004.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen en van het uitvoeringsbesluit van die wet, teneinde 8 maart, de internationale vrouwendag, als wettelijke feestdag in te stellen. Ingediend door de dames Zoë Genot en Muriel Gerkens, nr. 198/1 van 10 september 2003.
- Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de feestdagen met het oog op de invoering van 8 maart als extra feestdag.
- Ingediend door de dames Dailia Douffi, Magda De Meyer, Hilde Claes (**), Maya Detiège, Karine Jiroflée (**), Anne-Marie Baeke en Greet Van Gool, nr. 210/1 van 22 september 2003.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen en het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen met het oog op het invoeren van een wettelijke feestdag op 8 mei. Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 472/1 van 24 november 2003.
7. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen teneinde de eerste verangingsdag bij voorrang vast te stellen op een communautaire feestdag. Ingediend door de heren Bart Tommelein en Alfons Borginon, nr. 972/1 van 29 maart 2004.
8. Voorstel van resolutie betreffende het actief beleven van 9 mei als «Dag van Europa». Ingediend door de heer Miguel Chevalier en mevrouw Annermie Turtelboom, nr. 2366/1 van 24 maart 2006.

GEHANDICAPTE

1. Wetsvoorstel strekkende om gehandicapten en de dieren die hen begeleiden, toe te laten tot alle plaatsen die openstaan voor het publiek. Ingediend door de dames Muriel Gerkens en Zoë Genot, nr. 462/1 van 20 november 2003. Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs
2. Wetsvoorstel inzake de toegang voor assistentiehonden tot ruimten en gebouwen die voor het publiek of voor gemeenschappelijk gebruik bestemd zijn. Ingediend door mevrouw Greet Van Gool en de heer Daan Schack (**), nr. 505/1 van 28 november 2003. Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, wat de minimumleeftijd betreft die het recht op de tegemoetkomingen opent. Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 601/1 van 18 december 2003.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 teneinde het inkomen van de invaliden te verhogen door de aanpassing van het inkomensplatform voor de personen ten laste. Ingediend door mevrouw Yolande Avontroot, de heer Miguel Chevalier en mevrouw Hilde Dierickx, nr. 685/1 van 13 januari 2004.
5. Wetsvoorstel betreffende het statuut van in een pleeggezin geplaatste personen met een handicap en het statuut van het gastgezin ten aanzien van het socialezekerheidsrecht. Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 770/1 van 4 februari 2004. Rapporteur: mevrouw Greet Van Gool
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, wat het inkomen betreft van gehandicapten die hun baan verliezen. Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 929/1 van 18 maart 2004.
7. Wetsvoorstel tot instelling van een ombudsdienst bij de Dienst voor Tegemoetkomingen voor Personen met een Handicap. Ingediend door de heer Luc Goutry, de dames Yolande Avontroot, Catherine Doyen-Fonck (**), en de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 968/1 van 29 maart 2004.

CIVIELE AANSPRAKELIJKHEID

Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 3 juni 1970 betreffende de schadeaansprakelijkheid van de burgerrechtelijke aansprakelijkheidsregeling van de werkggever het begrip opzettelijke fout te schrappen inzake arbeidsongevallen en beroepszaken.
 Ingediend door mevrouw Karine Lalleux, nr. 53/1 van 8 juli 2003.

COMMERCIELE DISTRIBUTIE

Wetsvoorstel betreffende de tewerkstelling van personeel in en de openingsuren van tankstations en de bijbehorende winkels.
 Ingediend door de heren *Karel Pinxten* (**), Georges Lenssen, Pierre Lano en Guy Hove, nr. 373/1 van 30 oktober 2003.

DIRECTE BELASTING

1. Wetsvoorstel tot verhoging van het toegeleden inkomen van de «personen ten laste» in gezinnen met een invalide gezinshoofd.
 Ingediend door de heer Luc Goutry, de dames Greta D'hondt, Nahima Lanjri en de heer Jo Vandeurzen, nr. 1022/1 van 15 april 2004.

2. Wetsvoorstel strekkende tot de vrijstelling van de bezoldiging van leerlingen voor de toekenning van kinderbijlagen en de definitie van persoon ten laste.
 Ingediend door de heer *Jean-Jacques Visser* (**), mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), de heren Joseph Arens en de heer Melchior Watheliet, nr. 1096/1 van 5 mei 2004.

FEESTDAG

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 30/1 van 26 juni 2003.

2. Voorstel van resolutie teneinde de wettelijke betaalde feestdag van 21 juli te schrappen en te vervangen door 1 juli voor de Vlaamse Gemeenschap, 27 september voor de Franse Gemeenschap en 15 november voor de Duitstalige Gemeenschap.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Jan Mortelmans, nr. 71/1 van 14 juli 2003.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen en het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, teneinde van 11 juli, 27 september en 15 november wettelijke feestdagen te maken.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Jan Mortelmans, nr. 72/1 van 14 juli 2003.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen en het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, teneinde van 8 mei een wettelijke feestdag te maken.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de dames Colette Burgeon en Magda De Meyer, nr. 116/1 van 28 juli 2003.

59. Voorstel van resolutie betreffende een betere bescherming van vrouwen die een beroep doen op in-vitrofertilisatie.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de dames Valérie Déom, Colette Burgeon en Véronique Ghenee, nr. 2681/1 van 12 september 2006.
60. Voorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, alsook van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, teneinde de werkloosheidsvallen weg te werken, door elkeen die een baan aanneemt, een financiële bonus te waarborgen van ten minste 20% vergeleken bij zijn vroegere situatie.
 Ingediend door de heer Benoit Drèze, de dames Joëlle Milquet en Véronique Salvi, nr. 2959/1 van 5 maart 2007.
61. Voorstel van resolutie betreffende het wegwerken van inactiviteitsvallen bij personen met een handicap.
 Ingediend door mevrouw Greet Van Gool, nr. 3102/1 van 25 april 2007.

ARBEIDSONGEVAL

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen wat betreft het toekennen van een lijfrente aan de overblijvende partner van een wettelijke samenwoning.
 Ingediend door de dames Maggie De Block, Greta D'hondt en de heer Guy Hove, nr. 1831/1 van 3 juni 2005.

ARBEIDSVVEILIGHEID

Voorstel van resolutie betreffende de preventie van prikongevallen op het werk.
 Ingediend door mevrouw Maggie De Block, nr. 1734/1 van 26 april 2005.

BEROEPSORGANISATIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde ziekteverzekeringwet, met het oog op de organisaties van verzekeringen tot vaststelling van de vertegenwoordiging van de representatieve beroepsorganisaties van de verpleegkundigen in de organen van het RIZIV.
 Ingediend door de dames Yolande Avontroot, Hilde Dierickx en de heer Miguel Chevalier, nr. 370/1 van 30 oktober 2003.

2. Wetsvoorstel teneinde in de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen opnieuw een artikel 34, eerste lid, 1°, b), in te voegen.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne en mevrouw *Françoise Collina* (**), nr. 979/1 van 30 maart 2004.
 Overgenomen door mevrouw Dominique Tilmans, op 26 oktober 2005, ter vervanging van mevrouw Kaff, nr. 979/2 van 26 oktober 2005.

BEROEPSZIEKTE

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51 van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de schadeverzekering voor beroepsziekten, teneinde er het begrip «onverschoonbare fout» in op te nemen.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1292/1 van 19 juli 2004.

BRANDBESTRIJDING

Voorstel van resolutie betreffende de uitkeringsgerechtigde werkzoekenden die optreden als vrijwillige brandweerman.
 Ingediend door de heer Jean-Claude Maene, mevrouw Sophie Péciaux, de heren Bruno Van Grootenbrulle, Eric Massin en mevrouw Annick Saudoyer, nr. 2221/1 van 20 januari 2006.

47. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor atwezighheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgelijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, wat betreft het rouwverlof.
- Ingediend door de heer David Geerts en mevrouw Anne-Marie Baëke nr. 2203/1 van 12 januari 2006.
48. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat betreft de toegang en controle van buitenlandse werknemers.
- Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, de heer Jo Vandeurzen, de dames Nahima Lanjri en Trees Pieters, nr. 2297/1 van 16 februari 2006.
49. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 december 2005 betreffende het Generatiepact, teneinde onrechtmatig gebruik van het begrip « onderneming in herstructurering » te voorkomen.
- Ingediend door de heer Benoît Drèze, nr. 2335/1 van 10 maart 2006.
50. Wetsvoorstel tot wijziging, wat het vaderschapsverlof betreft, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomsten voor de dienst op binnenschepen.
- Ingediend door de dames Alisson De Clercq, Colette Burgeon en de heer Yvan Mayeur, nr. 2371/1 van 24 maart 2006.
51. Wetsvoorstel teneinde korte bedrijfsstages te gebruiken als middel om vooroordelen weg te werken en discriminatie bij indienstneming te bestrijden.
- Ingediend door de heer Benoît Drèze, nr. 2406/1 van 11 april 2006.
52. Wetsvoorstel betreffende telethuiswerk.
- Ingediend door de dames Maglie De Block, Hilde Dierickx en Sabien Lahaye-Battneu, nr. 2428/1 van 21 april 2006.
53. Voorstel van resolutie betreffende de berekening van de inkomensgarantie-uitkering, teneinde de werkloosheidsval voor deeltijdwerkers weg te werken.
- Ingediend door de dames Marie-Claire Lambert, Véronique Ghene, Talbia Belhouari en Annick Saudoyer, nr. 2513/1 van 29 mei 2006.
54. Wetsvoorstel tot wijziging van de Arbeidswet van 16 maart 1971.
- Ingediend door de heer Bart Tommelen, mevrouw Annelie Turtelboom en de heer Georges Lenssen, nr. 2525/1 van 2 juni 2006.
55. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, teneinde werknemers een recht op verlof toe te kennen bij de geboorte van het kind van een vrouw met wie zij zijn gehuwd of met wie zij samenwonen.
- Ingediend door mevrouw Zoë Genot en de heer Stijn Bex, nr. 2530/1 van 7 juni 2006.
- Addendum, nr. 2530/2 van 5 december 2006.
56. Wetsvoorstel strekkende tot gelijkstelling van de lonen tussen mannen en vrouwen, tussen allochtone en autochtone werknemers en tussen werknemers met en zonder handicap.
- Ingediend door de dames Inga Verhaert (**), Véronique Ghene, Anne-Marie Baëke, Talbia Belhouari, Karine Jiriflé (**), Camille Dieu, de heer Hans Bonte, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Dirk Van der Maelen en mevrouw Colette Burgeon, nr. 2550/1 van 14 juni 2006.
- Overgenomen door de dames Maya Detège en Greet Van Gool, op 16 januari 2007, ter vervanging van de dames Inga Verhaert (**), en Karine Jiriflé (**).
- Advies van de Raad van State, nr. 2550/2 van 25 juli 2006.
- Kaft, nr. 2550/3 van 16 januari 2007.
57. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, teneinde komat te maken met een werkloosheidsval voor onvrijwillig deeltijdwerkers met een inkomensgarantie-uitkering.
- Ingediend door de heer Benoît Drèze, nr. 2621/1 van 10 juli 2006.
58. Wetsvoorstel ter bevordering van de werkgelegenheidsgraad bij personen met een handicap.
- Ingediend door de heer Jean-Marc Delizée, mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs, de heer Yvan Mayeur en mevrouw Colette Burgeon, nr. 2666/1 van 29 augustus 2006.

36. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. Ingediend door de dames Annermie Turtelboom, Hilde Vautmans en de heer Miguel Chevalier, nr. 1816/1 van 27 mei 2005.

37. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers. Ingediend door mevrouw Annermie Turtelboom, de heer Georges Lenssen, mevrouw Hilde Vautmans, de heren Miguel Chevalier en Bart Tommelein, nr. 1848/1 van 9 juni 2005.

38. Wetsvoorstel tot afschaffing van de sociale zekerheidsbijdragen op overuren en tot vermindering van de inkomstenbelasting op overuren. Ingediend door de heer Georges Lenssen en mevrouw Annermie Turtelboom, nr. 1876/1 van 22 juni 2005.

39. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en banen als-mede van de programmawet (I) van 24 december 2002, en tot opheffing van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidssovereenkomst, teneinde de regeling van de dienstenechques uit te breiden en te veralgemenen. Ingediend door de heren Benoît Drèze en Joseph Arens, nr. 1973/1 van 2 augustus 2005. Rapporteur: de heer Bruno Van Grootenbulle

40. Voorstel van resolutie tot het toelaten van het tewerkstellen van uitzendkrachten in ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritaire Comité 139 voor de binnenscheepvaart. Ingediend door de heer Ludo Van Campenhout, nr. 1976/1 van 9 augustus 2005.

41. Wetsvoorstel tot wijziging van de regeling betreffende het rouwverlof. Ingediend door de heer Geert Lambert, nr. 1977/1 van 16 augustus 2005.

42. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers, wat de ontslagbegeleiding betreft, en houdende andere maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid van de oudere werknemers. Ingediend door de heren Jean-Marc Delizée, Eric Massin en mevrouw Camille Dieu, nr. 1995/1 van 9 september 2005.

43. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidssovereenkomsten, teneinde de bescherming tegen willikeurige atdancking ook te doen gelden voor de bedienden ouder dan vijftig 1 jaar. Ingediend door mevrouw Camille Dieu, de heren Eric Massin en Jean-Marc Delizée, nr. 1996/1 van 9 september 2005.

44. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, met het oog op de instelling van de vertegenwoordiging van de werknemers in de kleine en Middelgrote Ondernemingen. Ingediend door mevrouw Camille Dieu, de heren Hans Bonte, Eric Massin, Dirk Van der Maelen, Jean-Marc Delizée, de dames Greet Van Gool, Danielle Van Lombeek-Jacobs en Magda De Meyer, nr. 2031/1 van 26 oktober 2005. Rapporteur: mevrouw Maglie De Block

45. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidssovereenkomsten wat betreft het willikeurig ontslag van werknemers. Ingediend door mevrouw Greta D'hondt en de heer Benoît Drèze, nr. 2155/1 van 12 december 2005. Rapporteur: mevrouw Nahima Lanjri

46. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidssovereenkomsten, ter invoering van een recht op verlof voor het bijwonen van processen voor het hot van assisen. Ingediend door mevrouw Hilde Claes (**), nr. 2201/1 van 11 januari 2006. Overgenomen door de heer Guy Swennen en mevrouw M. Raemaekers, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw Hilde Claes (**). Kaff, nr. 2201/2 van 16 januari 2007.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk om de organisatie van de sociale verkiezingen anders te organiseren. Ingediend door de heren Koen Bullinck, Guy D'haeseleer en Staf Neel, nr. 948/1 van 24 maart 2004. Verslag van mevrouw Pierrette Cahay-André, nr. 948/2 van 19 december 2006.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, nr. 1018/1 van 13 april 2004.
25. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende overuren. Ingediend door mevrouw Trees Pieters, de heren Pieter De Crem en Yves Letermé (**), nr. 1031/1 van 20 april 2004.
26. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971 met het oog op de uitbreiding van het overurenkrediet. Ingediend door mevrouw Annemie Turtelboom en de heer Georges Lenssen, nr. 1162/1 van 27 mei 2004.
27. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het systeem van dienstencheques. Ingediend door de heer Hendrik Bogeaert, nr. 1193/1 van 7 juni 2004.
28. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 3ter in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Ingediend door mevrouw Annemie Turtelboom, nr. 1268/1 van 2 juli 2004.
29. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971, wat het maken van overuren betreft. Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea en Alain Courtois, nr. 1299/1 van 22 juli 2004.
30. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de opzeggingstermijnen voor werklieden betreft, van de Arbeidsovereenkomstenwet. Ingediend door de heren Jean-Marc Delizée, Hans Bonte, mevrouw Camille Dieu en de heer Jan Peeters, nr. 1357/1 van 5 oktober 2004.
31. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten met het oog op de herinschakeling van arbeidsongeschikte werknemers. Ingediend door de heren Dirk Van der Maelen, Hans Bonte en mevrouw Greet Van Gool nr. 1464/1 van 25 november 2004. Rapporteur: mevrouw Greet Van Gool
32. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers. Ingediend door de heren Dirk Claes, Jef Van den Bergh, Filip Anthuenis en Carl Devlies, nr. 1570/1 van 27 januari 2005.
33. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002 om de opleiding of omscholing van oudere werknemers aan te moedigen. Ingediend door de dames Maggie De Block, Annemie Turtelboom en Sabien Lahaye-Bathneu, nr. 1654/1 van 8 maart 2005.
34. Wetsvoorstel betreffende de activering van de aanvullende vergoeding in het kader van de brugpensioenenregeling. Ingediend door de dames Annemie Turtelboom, Sabien Lahaye-Bathneu en Maggie De Block, nr. 1676/1 van 17 maart 2005.
35. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers. Ingediend door de dames Annemie Turtelboom, Maggie De Block en Sabien Lahaye-Bathneu, nr. 1681/1 van 21 maart 2005.

11. Wetsvoorstel tot instelling van een wetgeving ter bescherming van de veiligheid en de gezondheid van personen die arbeid onder overdruk verrichten.
 Ingediend door de dames Anнемie Turtelboom, Sabien Lahaye-Battheu en Maggie De Block, nr. 372/1 van 30 oktober 2003.
12. Wetsvoorstel tot wijziging, met het oog op de uitbreiding van het overurenkrediet en op de gunstigere fiscale en parafiscale behandeling van overwerk, van de Arbeidswet van 16 maart 1971, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 en van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.
 Ingediend door de heren Guy D'haeseleer, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts en Luc Sevenhans, nr. 488/1 van 24 november 2003.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele werkplaatsen.
 Ingediend door de dames Maggie De Block en Anнемie Turtelboom, nr. 494/1 van 26 november 2003.
 Rapporteur: mevrouw Anнемie Storms
14. Voorstel van resolutie over de vereenvoudiging van de reglementering met betrekking tot de verplichte aanstelling van veiligheidscoördinatoren op particuliere bouwerven van beschiedен omvang.
 Ingediend door de dames Anнемie Turtelboom en Maggie De Block, nr. 517/1 van 1 december 2003.
 Rapporteur: mevrouw Anнемie Storms
15. Wetsvoorstel tot invoering van een eenheidsstatuut voor werknemers.
 Ingediend door de heren Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, nr. 527/1 van 2 december 2003.
16. Wetsvoorstel betreffende de verplichte fiets- en voetgangersvergoeding voor het woon-werkverkeer.
 Ingediend door de heren Daan Schalk (**), en Hans Bonte, nr. 542/1 van 4 december 2003.
 Rapporteurs: de dames Anнемie Turtelboom en Maggie De Block
17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarplan voor werkgelegenheid om de sociale balans af te schaffen.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 659/1 van 7 januari 2004.
18. Wetsvoorstel strekkende tot de expliciete bevestiging, in de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, van het feit dat de federale overheid niet bevoegd is voor de algemeen verbindend verklaaring van de collectieve arbeidsovereenkomsten of de bepalingen van collectieve arbeidsovereenkomsten die betrekking hebben op aangelеgenheden die behoren tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen of van de Gewesten.
 Ingediend door de heren Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, nr. 725/1 van 22 januari 2004.
19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck en Guy D'haeseleer nr. 773/1 van 4 februari 2004.
 Verslag van mevrouw Pierrette Cahay-André, nr. 773/2 van 19 december 2006.
20. Wetsvoorstel tot wedertewerkstelling van mensen die invalide werden als gevolg van een ernstige aan-doening.
 Ingediend door mevrouw Valérie De Bue en de heer Daniel Bacquelaire, nr. 824/1 van 18 februari 2004.
 Rapporteur: de heer Jacques Germеaux
21. Wetsvoorstel tot opheffing van het verbod op de uitvoering van bouwwerken op zaterdag.
 Ingediend door de heren Guy D'haeseleer, Koen Bultinck en Staf Neel, nr. 901/1 van 1 maart 2004.
22. Voorstel van resolutie met het oog op het wegwerken van inactiviteitsvallen bij arbeidsongeschikte werknemers en zelfstandigen.
 Ingediend door de dames Greet Van Gool en Anнемie Storms, nr. 938/1 van 19 maart 2004.
 Rapporteur: mevrouw Greet Van Gool

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, teneinde een verbod in te stellen op antidiesactiviteitsmechanismen.
 Ingediend door de dames Muriel Gerkens en Marie Nagy, nr. 1463/1 van 25 november 2004.
 Amendement van de heer Robert Denis, nr. 1463/2 van 12 januari 2007.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidssovereïnkomenst voor bepaalde sportbeoefenaars.
 Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, de heren *Raymond Langendries* (**), en *Louis Smal* (**), nr. 177/1 van 27 augustus 2003.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidssovereïnkomenst en de paritaire comités, met het oog op de erkenning van de representatieve vakbondsovereïnkomenst van het kaderpersoneel.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, de dames Corinne De Permentier, *Anne Barzin* (**), en Maglie De Block nr. 202/1 van 16 september 2003.
 Rapporteurs: de heren *Jean-Luc Crucke* (**), en Charles Michel
5. Voorstel van resolutie tot invoering van de kwaliteitskaart.
 Ingediend door de dames Greta D'hondt en Nahima Lanjri, nr. 239/1 van 30 september 2003.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidssovereïnkomenst met het oog op de invoering van een schorsing van de opzeggingstermijn tijdens een staking.
 Ingediend door de dames Greta D'hondt en Nahima Lanjri, nr. 249/1 van 2 oktober 2003.
7. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
 Ingediend door mevrouw Greta D'hondt, de heer Roel Deseyn en mevrouw Nahima Lanjri, nr. 250/1 van 2 oktober 2003.
 Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs
8. Wetsvoorstel tot wijziging, wat het adoptieverlof betreft, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidssovereïnkomenst en de wet van 1 april 1936 op de arbeidssovereïnkomenst voor de dienst op binnenscheepen.
 Ingediend door de heer André Frédéric, nr. 290/1 van 15 oktober 2003.
 Rapporteur: mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 148*decies* 2.2.2*bis* van het algemeen reglement voor de bescherming van de arbeid, betreffende de strijd tegen hinder te wijten aan omgevingsstankrook.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 320/1 van 22 oktober 2003.
10. Wetsvoorstel ter bevordering van de evenredige arbeidsparticipatie.
 Ingediend door de heer Hans Bonte, de dames Magda De Meyer, Greet Van Gool, Maya Detège en *Karine Jirifée* (**), nr. 340/1 van 24 oktober 2003.

ARBEID

Commissie voor de Sociale Zaken

BEGROTING

1. Wetsontwerp houdende aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2007 - Sectie 16 «Landsverdediging».
Ingediend door de regering, nr. 311/1 van 26 april 2007.

KRIJGSMACHT

1. Voorstel van resolutie over een transparant opvolgingsmechanisme inzake de uitvoering van het Stuurplan van Defensie.
Ingediend door de heer *Daan Schalk* (**) en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 154/1 van 24 mei 2004.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van de Gecoördineerde Dienstplichtwetten van 30 april 1962.
Ingediend door de heer Walter Muis, nr. 2316/1 van 24 februari 2006.
3. Wetsvoorstel tot opheffing van de Gecoördineerde Dienstplichtwetten van 30 april 1962.
Ingediend door de dames Hilde Vautmans, Ingrid Meeus en de heer Stef Goris, nr. 2512/1 van 24 mei 2006.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht met het oog op de toelating van militairen tot de uitoefening van politieke mandaten.
Ingediend door de heer Luc Sevenhans, nr. 2805/1 van 11 december 2006.
5. Wetsvoorstel betreffende de organisatie en de werking van het koninklijk hoger instituut voor Defensie.
Ingediend door de heer Philippe Montils, mevrouw Talbia Belhouari, de heer David Geerts en mevrouw Ingrid Meeus, nr. 2881/1 van 1 februari 2007.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger voor wat betreft het indienen van het verslag.
Ingediend door de heren Paul Meeus, Staf Neel en Luc Sevenhans, nr. 3095/1 van 24 april 2007.

OORLOG

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers.
Ingediend door de heer Olivier Maingain, nr. 926/1 van 17 maart 2004.
Rapporteur: de heer Robert Denis
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de wet van 1 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers.
Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, nr. 1306/1 van 27 juli 2004.
Advies, nr. 1306/2 van 3 november 2004.
Rapporteur: de heer Robert Denis
3. Wetsvoorstel tot oprichting van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Hoei.
Ingediend door de heren Jacques Chabot en Luc Gustin, nr. 3003/1 van 16 maart 2007.

WAPENHANDEL

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wapenwet van 3 januari 1933, wat betreft het verbod op antidesactiveringsmechanismen.
Ingediend door mevrouw Karine Lallieux en de heer *Claude Eerdekens* (**), nr. 137/1 van 30 juli 2003.
Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, mevrouw Pierrette Cahay-André, de heren Robert Denis en *Pierre-Yves Jeholet* (**), nr. 309/1 van 20 oktober 2003.

Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002 wat de procedure van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad betreft
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Olivier Chastel, nr. 486/1 van 24 november 2003.

Wetsvoorstel betreffende het gebruik van de Duitse taal in wetten.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Bert Schoofs, Jaak Van den Broeck, Francis Van den Eynde en Staf Neel, nr. 1483/1 van 3 december 2004.

WETGEVING

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens ten einde de termijn voor de aangifte van wapenbezit te verlengen met zes maanden, dat wil zeggen tot 31 december 2007.
 Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2969/1 van 8 maart 2007.
 Amendement van heer Philippe Montils, nr. 2969/2 van 18 april 2007.
 Rapporteur: mevrouw Marie-Christine Marghem
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.
 Ingediend door de heren Filip De Man en Bart Laeremans, nr. 2864/1 van 25 januari 2007.
1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.
 Ingediend door de heren Philippe Montils, François-Xavier de Donnea, mevrouw Jacqueline Galant en de heer Daniel Ducarme, nr. 2718/1 van 24 oktober 2006.

WAPENHANDEL

7. Wetsvoorstel tot invoering van inspraakrecht, hoorrecht en recht op persoonlijk contact voor pleegouders.
 Ingediend door mevrouw Annelies Storms, nr. 2667/1 van 30 augustus 2006.
6. Wetsvoorstel betreffende het statuut van pleegouders
 Ingediend door de dames Martine Taelman en Maggie De Block, nr. 2539/1 van 9 juni 2006.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat betreft de rechten en plichten van pleegouders.
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Patrick De Groot, nr. 2487/1 van 15 mei 2006.
4. Wetsvoorstel tot opheffing van de gerechtelijke onbekwaamverklaring en van de toevoeging van een gerechtelijk raadsman.
 Ingediend door de heer Alfons Borginon, nr. 2175/1 van 21 december 2005.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek ten einde de geestesgestoorde onder voorlopig bewind met machtiging van de vrede rechter te laten testen.
 Ingediend door de heer Alfons Borginon en mevrouw Martine Taelman, nr. 1850/1 van 10 juni 2005.
 Amendement van de heer Alfons Borginon, nr. 1850/2 van 30 januari 2007.

76. Wetsontwerp betreffende de schorsing en de uitsluiting van het kiesrecht en van de rechten bedoeld in artikel 31 van het Strafwetboek in geval van strafrechtelijke veroordeling.
 Ingediend door de regering, nr. 3005/1 van 16 maart 2007.
 Amendement van de heren Thierry Giet, Claude Marinower, Jean-Pierre Malmendier, mevrouw Valérie Déom en de heer Walter Muls, nr. 3005/2 van 16 april 2007.
 Amendement van de heren Gerolf Annemans, Bart Laeremans en Bert Schoofs, nr. 3005/3 van 18 april 2007.
 Advies van de Raad van State, nr. 3005/4 van 26 april 2007.
 Rapporteur: de heer Tony Van Parys
77. Wetsvoorstel betreffende het verbod op racistische, negationistische en neonazistische organisaties.
 Ingediend door de heren Koen T'Sijen, Daniel Bacquelaïne, Stijn Bex, Philippe De Coene, Thierry Giet, Geert Lambert, Walter Muls, Claude Marinower, mevrouw Annemie Roppe en de heer Dirk Van der Maelen, nr. 3014/1 van 22 maart 2007.
 Rapporteur: de heer Alain Courtols
78. Wetsvoorstel ter bestrafing van *happy slapping*.
 Ingediend door de heer Charles Michel en mevrouw Dalila Douifi, nr. 3079/1 van 13 april 2007.
79. Wetsontwerp betreffende de aflevering van uittreksels uit het Strafrechtregister aan particulieren.
 Ingediend door de regering, nr. 3099/1 van 25 april 2007.

VAKBOND

- Wetsvoorstel tot het verlenen van rechtspersoonlijkheid aan organisaties van werknemers en overheids-
 personeel.
 Ingediend door de heren Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, nr. 367/1 van 30 oktober 2003.
- Wetsvoorstel met betrekking tot de rechtspersoonlijkheid en de representativiteit van de vakverenigin-
 gen.
 Ingediend door de heer Patrick Cocriamont, nr. 1581/1 van 31 januari 2005.

VOLKSGEZONDHEID

- Wetsvoorstel tot invoering van een coherent beschermingssysteem voor geestelijk gehandicapten in het
 Burgerlijk Wetboek.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 54/1 van 8 juli 2003.
- Wetsvoorstel tot instelling en bescherming van de vrije keuze van arts en van de therapeutische vrijheid
 in de strafrecht.
 Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 163/1 van 7 augustus 2003.
- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van
 de geesteszieke.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Filip De Man, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en de heer
 Francis Van den Eynde, nr. 1011/1 van 7 april 2004.

VOOGDIJSCHAP

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving van het Burgerlijk Wetboek inzake de bescherming van de
 goederen van personen die wegens hun lichams- of geestesstoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam
 zijn die te beheren.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 599/1 van 17 december 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een
 Rijksregister van de natuurlijke personen, ten einde de beslissing tot aanwijzing van een voorlopig be-
 windvoerder ruimer bekend te maken.
 Ingediend door de heren Eric Massin, Yvan Mayeur en André Frédéric, nr. 1772/1 van 9 mei 2005.

63. Wetsvoorstel tot bestraffing van bepaalde door seksisme ingegeven daden. Ingediend door de heer Jean-Marc Nolle en mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2663/1 van 18 augustus 2006.
64. Wetsvoorstel teneinde elektronisch toezicht op en hormonale farmacologische behandeling van in vrijheid gestelde seksuele delinquenten mogelijk te maken. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, Jean-Pierre Malmendier en Alain Courtois, nr. 2694/1 van 3 oktober 2006.
65. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek, teneinde de jegens recidiverende seksuele delinquenten uitgesproken straffen te verzwaren. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, Jean-Pierre Malmendier en Alain Courtois, nr. 2698/1 van 4 oktober 2006.
66. Wetsvoorstel tot invoering in het Strafwetboek van een beveiligingsperiode bij veroordelingen voor bijzondere zware misdrijven. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, Jean-Pierre Malmendier en Alain Courtois, nr. 2702/1 van 11 oktober 2006.
67. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 138 van het Strafwetboek met het oog op een strengere bestraffing van terroristische misdrijven. Ingediend door de heer Patrick Cocriamont, nr. 2735/1 van 9 november 2006.
68. Wetsvoorstel tot regeling van de voorlichting bij een openbare oproep tot sociale solidariteit. Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2757/1 van 22 november 2006.
69. Wetsvoorstel tot wijziging van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de betuigeling van de dronkenschap. Ingediend door de heren Bart Tommelein, Miguel Chevalier en mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 2857/1 van 23 januari 2007.
70. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse wetten betreffende de ontvluchting van gevangenen en de voorwaardelijke invrijheidsstelling. Ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Tony Van Parys, nr. 2883/1 van 2 februari 2007.
71. Wetsvoorstel teneinde bij de berechting van zware feiten gepleegd door een minderjarige ouder dan 16 jaar, de publicatie en verspreiding toe te staan van het verslag van de debatten voor de rechtbank. Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2896/1 van 7 februari 2007.
72. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 4 mei 1999 tot invoering van de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen. Ingediend door de regering, nr. 2929/1 van 19 februari 2007.
73. Wetsvoorstel tot invoeging van de artikelen 442*quater* en 442*quinties* in het Strafwetboek, met het oog op de strafbaarstelling van de mentale destabilisatie van personen en van het misbruik van personen in een verzwakte positie. Ingediend door de heer André Frédéric, mevrouw Valérie Deom, de heer Eric Massin en mevrouw Veronique Ghene, nr. 2935/1 van 21 februari 2007.
74. Wetsvoorstel betreffende de getuigschritten van goed zedelijk gedrag. Ingediend door de heer Dominique Van Roy, de heer Daniel Bacquelaïne en mevrouw Corinne De Permentier, nr. 2948/1 van 1 maart 2007.
75. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 383*bis* van het Strafwetboek, teneinde de strafbaarstelling van de verspreiding en de commercialisering van pornografie uit te breiden tot de geluidsdragers. Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2960/1 van 5 maart 2007.

49. Wetsvoorstel tot instelling van commissarissen-generaal voor de slachtofferrechten.
 Ingediend door de heren Jean-Pierre Malmendier en Daniel Bacquelaïne, nr. 2092/1 van 21 november 2005.

50. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met betrekking tot verzachtende omstandigheden voor de gevallen van wettelijke herhaling.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans, Filip De Man en Bert Schoofs, nr. 2113/1 van 28 november 2005.

51. Wetsvoorstel tot verspreiding van de regels betreffende de samenloop van misdrijven.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans, Bert Schoofs en Filip De Man, nr. 2114/1 van 28 november 2005.
 Rapporteur: de heer Walter Muls

52. Wetsvoorstel tot wijziging van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden teneinde de beschikbaarheid van het personeel van de gevangenis-
 sen te garanderen.
 Ingediend door de heer Alfons Borjion, nr. 2131/1 van 1 december 2005.

53. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek met betrekking tot het gebruik van vuurwapens door politiebemannen die de met een vuurwapen gewapende dader van een misdrijf op heterdaad betrappen.
 Ingediend door de heer Filip De Man, nr. 2135/1 van 2 december 2005.

54. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek teneinde de straffen wegens het plegen van levensdelicten ten aanzien van dragers van de openbare macht te verzwaren.
 Ingediend door de heren Staf Neel, Bert Schoofs, Filip De Man, Bart Laeremans, Francis Van den Eynde en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 2147/1 van 8 december 2005.

55. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden.
 Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 2208/1 van 16 januari 2006.

56. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 556 in het Strafwetboek, teneinde intimidatie door middel van handen te verbieden.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Charles Michel, nr. 2232/1 van 26 januari 2006.

57. Wetsvoorstel van resolutie om een globale aanpak van winkelicriminaliteit op het getouw te zetten.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Ortwin Depoortere, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Staf Neel en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 2281/1 van 10 februari 2006.

58. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op de bestaande bepalingen van slagen en verwondingen door gezelschapsdieren.
 Ingediend door de heer Dylan Casaeer, mevrouw Hilde Claes (***) en de heer Guy Swennen, nr. 2317/1 van 24 februari 2006.

59. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 399, 400 en 405bis van het Strafwetboek, wat de vrijwillige slagen en verwondingen betreft.
 Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 2355/1 van 20 maart 2006.

60. Voorstel van resolutie betreffende de begeleiding van minderjarige seksuele delinquenten.
 Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2484/1 van 17 mei 2006.

61. Wetsvoorstel tot invoering in het Strafwetboek van een verzwarende omstandigheid voor bepaalde misdrijven tegen bepaalde personen bekleed met een openbare hoedanigheid.
 Ingediend door de heren Dirk Claes, Tony Van Parys en Servais Verherstraeten, nr. 2508/1 van 23 mei 2006.

62. Wetsontwerp tot bestaande bepaling van het bedrieglijk misbruik van de onwetendheid of van de zwakke positie van personen.
 Ingediend door de regering, nr. 2637/1 van 13 juli 2006.

35. Voorstel van resolutie om een meer samenhangend slachtofferbeleid te garanderen. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Jean-Pierre Malmendier, nr. 1495/1 van 8 december 2004.
36. Wetsvoorstel tot aanpassing van artikel 85 van het Strafwetboek. Ingediend door mevrouw Nathalie Muyllie en de heer Tony Van Parys, nr. 1500/1 van 10 december 2004.
37. Voorstel van resolutie betreffende de status van de slachtoffers. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Jean-Pierre Malmendier, nr. 1561/1 van 17 januari 2005.
38. Wetsvoorstel tot verbetering van de positie van het slachtoffer in geval van invrijheidsstelling. Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Tony Van Parys en Jo Vandeurzen, nr. 1597/1 van 7 februari 2005.
- Amendement van de heren Tony Van Parys en Walter Muls, nr. 1597/2 van 22 februari 2006. Rapporteur: de heer Walter Muls
39. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 563bis in het Strafwetboek, houdende algemeen verbod om zich met gemaskerd, vermomd of verborgen gezicht op de openbare weg en/of in openbare plaatsen te begeven. Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, nr. 1625/1 van 21 februari 2005.
40. Wetsvoorstel betreffende de oorlogspropaganda in vredesijd. Ingediend door de heren Filip De Man en Guy D'haeseleer, nr. 1769/1 van 6 mei 2005.
41. Wetsvoorstel houdende verbod op de kinderhandel. Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 1823/1 van 1 juni 2005.
42. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek teneinde straf te stellen op de invoering in de uitoefening van de rechterlijke macht. Ingediend door de dames Marie Nagy, Muriel Gerkens, Zoë Genot en de heer Jean-Marc Nolleit, nr. 1830/1 van 2 juni 2005.
43. Wetsvoorstel tot invoeging van het misdrijf van kraken van gebouwen in het Strafwetboek. Ingediend door de heren Ortwin Depoortere, Filip De Man, Hagen Goyvaerts en Francis Van den Eynde, nr. 1894/1 van 27 juni 2005.
44. Wetsvoorstel betreffende daderherkenning en het recht van slachtoffers van misdrijven om foto's van daders die op heterdaad gefilmd of gefotografeerd werden openbaar te maken. Ingediend door de heer Filip De Man, de dames Nancy Caslo en Frieda Van Themsche, nr. 1918/1 van 6 juli 2005.
45. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op de strafbbaarstelling van de mentale destabilisatie van personen en van het misbruik van personen in een verzakte positie. Ingediend door de dames Hilde Vautmans, Anemie Turtelboom en de heer Miguel Chevalier, nr. 2001/1 van 13 september 2005.
46. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 137, § 2, van het Strafwetboek, teneinde verkrachting op te nemen in de lijst van misdrijven die als terroristisch kunnen worden aangemerkt. Ingediend door de dames José Lejune en Corinne De Permentier, nr. 2056/1 van 4 november 2005.
47. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op strafverzwaring in geval van wettelijke herhaling. Ingediend door de heren Bart Laerebans, Filip De Man en Bert Schoofs, nr. 2061/1 van 9 november 2005.
48. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de regeling van de verplichte DNA-atname bij bepaalde groepen van veroordeelden. Ingediend door de heren Filip De Man, Bart Laerebans en Bert Schoofs, nr. 2068/1 van 10 november 2005.

22. Wetsvoorstel betreffende de bestraffing van het vernielen of het beschadigen van anderemans roerende goederen.
 Ingediend door de heren Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer, Bart Laeremans, Jan Mortelmans, Bert Schoofs en mevrouw Gerda Van Steenberghe (**), nr. 756/1 van 29 januari 2004.
23. Wetsvoorstel tot versoepeling van de vervolgingen en opsporingen in het kader van het drugbeleid.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans en Filip De Man, nr. 852/1 van 27 februari 2004.
24. Wetsvoorstel tot invoeging in het Strafwetboek van een verbod op het dragen van gelaatverhullende gewaden in openbare ruimten en op openbare plaatsen.
 Ingediend door mevrouw Gerda Van Steenberghe (**), de heren Filip De Man en Bart Laeremans, nr. 880/1 van 8 maart 2004.
25. Wetsvoorstel tot opheffing van de bestraffing van waarszeggerij in het Strafwetboek.
 Ingediend door mevrouw Annemie Turtelboom en de heer Bart Tommelein, nr. 985/1 van 31 maart 2004.
26. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek, teneinde onherkenbaarstelling met de bedoeling misdrijf-ven te plegen, strafbaar te maken.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire en *Pierre-Yves Jeholet* (**), nr. 114/1 van 7 mei 2004.
 Overgenomen door de heer Alain Courtois, op 29 september 2004, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**).
 Addendum, nr. 114/2 van 29 september 2004.
27. Wetsvoorstel tot verspreiding van de straffen zoals bepaald in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans en Filip De Man, nr. 1233/1 van 22 juni 2004.
28. Wetsvoorstel tot strafbaarstelling van de niet-naleving van de taalwetgeving door spoedgevallen- of mobiele hulpdiensten van de ziekenhuizen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.
 Ingediend door de heren Hagen Goyvaerts, Bart Laeremans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Filip De Man, nr. 1260/1 van 30 juni 2004.
29. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-analyse in strafzaken.
 Ingediend door de heren Tony Van Parys, Hendrik Bogaert en Dirk Claes, nr. 1280/1 van 12 juli 2004.
30. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten, alsook van het Wetboek van strafvordering, teneinde een regeling in te stellen waarbij de geldboeten in verhouding staan tot de inkomsten van de veroordeelde.
 Ingediend door de heer Thierry Gilet en mevrouw Karine Lalieux, nr. 1346/1 van 20 september 2004.
31. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek wat de ontvluchting van gevangenen betreft.
 Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea en mevrouw Corinne De Permentier, nr. 1355/1 van 4 oktober 2004.
32. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de voorwaardelijke invrijheidsstelling en tot wijziging van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.
 Ingediend door de heren Walter Muls en Alfons Borgnon, nr. 1404/1 van 25 oktober 2004.
33. Wetsvoorstel tot instelling van de automatische opheffing van het recht verkozen te worden bij een veroordeling op grond van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden alsmede van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain en Eric Libert, nr. 1442/1 van 18 november 2004.
34. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 380quater in het Strafwetboek met betrekking tot het gebruiken van diensten van seksuele aard geleverd door een slachtoffer van mensenhandel.
 Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 1485/1 van 3 december 2004.

10. Wetsvoorstel betreffende de invoering van een regeling voor mede werkers met het gerecht. Ingediend door mevrouw Martine Taelman en de heren Alfons Borginon en Claude Marinower, nr. 399/1 van 6 november 2003.
Advies van de Raad van State, nr. 399/2 van 19 augustus 2004.
Amendementen van de heren Alfons Borginon en Claude Marinower en mevrouw Martine Taelman, nr. 399/3 van 16 november 2004.
Rapporteur: de heer Jean-Pierre Malmendier
11. Wetsvoorstel ter bestaating van de omzetting van de strafwet door de overheid. Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, nr. 429/1 van 13 november 2003.
12. Voorstel van resolutie betreffende het sluiten van een samenwerkingsakkoord over de integratie en de stroomlijning van het beleid ten gunste van de slachtoffers. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Jean-Pierre Malmendier, nr. 446/1 van 18 november 2003.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek en het Strafvordering in verband met de bescherming van kwetsbare personen. Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 448/1 van 18 november 2003.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 7 en 14 van de wet tot bescherming van de maatschappij tegen abnormale en gewoontemisdadigers. Ingediend door de heer Geert Bourgeois (**), en mevrouw Yolande Avontroot, nr. 555/1 van 5 december 2003.
15. Wetsvoorstel tot bescherming van de uitoefening van de door de Grondwet en het Verdrag tot bescherming van de rechten en van de fundamentele vrijheden gearbeide rechten. Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 611/1 van 19 december 2003.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wettelijke regeling inzake noodweer en tot invoering van de algemene uitsluitingsgrond «noodweereexcès». Ingediend door de heer Bart Laere mans, mevrouw Gerda Van Steenberghe (**), de heer Koen Bultinck en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 651/1 van 6 januari 2004.
17. Voorstel van resolutie betreffende het opstellen van een internationale overeenkomst die de mededeling ten doel heeft van het strafregister van personen die betrokken zijn bij ernstige feiten in geval van grensoverschrijdende wijziging van de woonplaats van die personen. Ingediend door mevrouw Dominique Tillmans, de heer François Bellot, de dames Corinne De Permentier, Jacqueline Galant en de heer François Bellot, nr. 671/1 van 9 januari 2004.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 mei 1892 «sur l'hypothèque» en tot vaststelling van de Nederlandse tekst van dezelfde wet. Ingediend door de heren Bart Laere mans en Bert Schoofs, nr. 684/1 van 13 januari 2004.
19. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op de bestaating van de vernietiging, de beschadiging of het onbruikbaar maken van verkeers tekens of onbemande automatisch werkende toestellen. Ingediend door de heren Jos Ansomms (**), Servais Verherstraeten en Dirk Claes, nr. 703/1 van 16 januari 2004.
20. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 31, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, betreffende de onregelmatigheid van de procedure als gevolg van problemen in verband met de hoedanigheid van beëdigd tolk. Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, nr. 732/1 van 26 januari 2004.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Strafwetboek inzake noodweer. Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Trees Pieters, de heren Pieter De Crem en Tony Van Parys, nr. 741/1 van 27 januari 2004.

41. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis met betrekking tot de onmiddellijke aanhouding.
 Ingediend door de heren Filip De Man en Bart Laerebans, nr. 2809/1 van 14 december 2006.
42. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot het getuigen van personen in strafsaken.
 Ingediend door de heren Koen T'Sijen, Geert Lambert, Walter Muis, Stijn Bex, de dames Annelies Storms en Annerie Roppe, nr. 2838/1 van 9 januari 2007.
43. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, teneinde de leerkrachten daarin op te nemen.
 Ingediend door de heer Richard Fournaux, nr. 3000/1 van 16 maart 2007.

STRAFRECHT

1. Wetsvoorstel met betrekking tot het verlies van bepaalde burgerlijke en politieke rechten, tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestrafing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alsmede van de wet van 23 maart 1995 tot bestrafing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.
 Ingediend door de heer *Claude Erdekens* (**), nr. 185/1 van 29 augustus 2003.
 Overgenomen door de heer Thierry Giet, op 5 oktober 2005, ter vervanging van de heer *Claude Erdekens* (**).
 Addendum, nr. 185/2 van 5 oktober 2005.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek ter bescherming, onder andere, van de Belgische vlag.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire en Richard Fournaux, nr. 234/1 van 29 september 2003.
3. Wetsvoorstel ter bestrijding van de sociale marginalisering van de personen die zich prostitueren.
 Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 236/1 van 30 september 2003.
4. Wetsvoorstel tot bestrafing van het bedrieglijk misbruik van iemands zwakke positie, met de bedoeling hem of haar te dwingen een daad te stellen of te verzummen een daad te stellen.
 Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 322/1 van 22 oktober 2003.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 341/1 van 24 oktober 2003.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek, inzake roofmoord.
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Tony Van Parys en Jo Vandeurzen, nr. 350/1 van 29 oktober 2003.
7. Wetsvoorstel tot invoering van een spijtoptantenregeling.
 Ingediend door de heren Tony Van Parys en Jo Vandeurzen, nr. 358/1 van 29 oktober 2003.
 Advies van de Raad van State, nr. 358/2 van 19 augustus 2004.
 Amendementen van de heren Tony Van Parys en Jean-Pierre Malmendier, nr. 358/3 van 23 maart 2005.
 Rapporteur: de heer Jean-Pierre Malmendier
8. Wetsvoorstel tot strafbaarstelling van het kraken van gebouwen en tot uitbreiding van de strafbaarstelling van woonstschennis.
 Ingediend door de heer Tony Van Parys, nr. 366/1 van 30 oktober 2003.
9. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek om misbruik van de vrijgevigheid van de bevolking strafbaar te stellen.
 Ingediend door de heren *Yves Letenne* (**), Tony Van Parys en Servais Verherstraeten, nr. 396/1 van 6 november 2003.

29. Wetsvoorstel tot afschaffing van het verval van strafvordering voor bepaalde misdaden. Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Bart Laeremans en Bert Schoofs, nr. 1705/1 van 14 april 2005.
30. Wetsvoorstel tot wijziging van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering om voor sommige op minderjarige gepleegde ernstige feiten de verjaringsstermijn vast te stellen op dertig jaar. Ingediend door de dames Annelies Storms en *Hilde Claes* (**), nr. 1795/1 van 20 mei 2005. Overgenomen door de heer Dylan Casaeer, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Hilde Claes* (**).
- Addendum, nr. 1795/2 van 16 januari 2007.
31. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot het gebruik der talen bij het verhoren van personen. Ingediend door de heer Gerolf Annemans, nr. 1804/1 van 24 mei 2005.
32. Wetsvoorstel tot invoeging in het Wetboek van Strafvordering van de wettelijke voorwaarden van de confrontatie als onderzoeksmethode. Ingediend door de heren Bert Schoofs, Bart Laeremans, Filip De Man en mevrouw Nancy Caslo, nr. 1903/1 van 30 juni 2005.
33. Voorstel van resolutie tot het bevorderen van het verstrekken van informatie bestemd voor de burger met het oog op het versnellen van de afhandeling van lopende strafonderzoeken. Ingediend door de heren Filip De Man, Bert Schoofs en Bart Laeremans, nr. 1949/1 van 14 juli 2005.
34. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot de kosteloze bijstand aan slachtoffers in strazen. Ingediend door de heren Bart Laeremans, Bert Schoofs en Filip De Man, nr. 2064/1 van 9 november 2005.
35. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering. Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 2453/1 van 3 mei 2006.
36. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering teneinde aangiften en klachten langs elektronische weg mogelijk te maken. Ingediend door de heer Gerolf Annemans, nr. 2537/1 van 8 juni 2006.
37. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 21 en 21 bis van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, teneinde voor sommige op minderjarige gepleegde ernstige feiten de verjaringsstermijn vast te stellen op dertig jaar. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, Jean-Pierre Malmendier en Alain Courtois, nr. 2696/1 van 3 oktober 2006.
38. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, teneinde te voorzien in de onmiddellijke en systematische aanhouding van personen die zijn veroordeeld wegens misdrijven van aanranding of van verkrachting van een minderjarige jonger dan 16 jaar. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, Jean-Pierre Malmendier en Alain Courtois, nr. 2697/1 van 4 oktober 2006.
39. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, teneinde in geval van veroordeling wegens seksueel misbruik van een minderjarige het volgen van een begeleiding of van een behandeling verplicht te maken. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, Jean-Pierre Malmendier en Alain Courtois, nr. 2699/1 van 4 oktober 2006.
40. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering teneinde het openbaar ministerie te verplichten de correctionele straf die het wil vorderen reeds te bepalen bij de regeling van de rechtspleging of de dagvaarding. Ingediend door de heer Patrick Cocriamont, nr. 2734/1 van 9 november 2006.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering inzake de kennisgeving van het cassatieberoep.
 Ingediend door de heer Alfons Borignon en mevrouw Sabien Lahaye-Battneu, nr. 820/1 van 18 februari 2004.
 Verslag van de heren Tony Van Parys en André Perpète, nr. 820/2 van 27 april 2007.
17. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering, in verband met de herziening van de veroordelingen
 ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 868/1 van 4 maart 2004.
18. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de betekening betreft, van de artikelen 37 en 38 van het Gerechtelijk Wetboek alsook de artikelen 172, 203 en 373 van het Wetboek van Strafvordering.
 Ingediend door de heren Alain Courtois en Daniel Bacquelaïne, nr. 978/1 van 30 maart 2004.
19. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 172, 203 en 373 van het Wetboek van Strafvordering, ter bepaling van het ogenschijnlijk waarloos ingaat waarbinnen hoger beroep wordt ingesteld tegen de beslissingen die geacht worden op tegenspraak te zijn.
 Ingediend door de heer Alain Courtois, nr. 1028/1 van 20 april 2004.
20. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering.
 Ingediend door de heren *Geert Bourgeois* (**), Alain Courtois, Tony Van Parys en Melchior Wathelet, nr. 1099/1 van 5 mei 2004.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat het verstek betreft.
 Ingediend door de heer Melchior Wathelet en mevrouw Joëlle Milquet, nr. 1104/1 van 6 mei 2004.
22. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering met het oog op burgerlijke-partijstelling van de Staat tot herstel van de schade veroorzaakt door de niet-inning van belastingen en toebehoren ten gevolge van strafbare wanprestaties
 ingediend door de heren Yvan Mayeur, Eric Massin en Alain Mathot, nr. 1113/1 van 7 mei 2004.
23. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van Strafvordering, teneinde niet langer te voorzien in de bijzitters van het hof van assisen.
 Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem en de heer Alain Courtois, nr. 1148/1 van 19 mei 2004.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot het vonnis als op tegenspraak.
 Ingediend door de heer Alfons Borignon, nr. 1185/1 van 3 juni 2004.
 Verslag van de heren Tony Van Parys en André Perpète, nr. 1185/2 van 27 april 2007.
25. Wetsvoorstel tot oprichting van een Rijksregister van plegers van seksuele misdrijven, als onderdeel van het Centraal Straatregister.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain, Daniel Bacquelaïne, Melchior Wathelet, Jean-Pierre Malmendier en mevrouw Marie Nagy, nr. 1307/1 van 27 juli 2004.
26. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 417 van het Wetboek van Strafvordering teneinde bij cassatieberoep gelijke behandeling inzake de kennisgeving aan de partijen te waarborgen.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, Jean-Pierre Malmendier en Alain Courtois, nr. 1316/1 van 23 augustus 2004.
27. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1 en 2 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
 Ingediend door de heren Tony Van Parys, Hendrik Bogaert en Dirk Claes, nr. 1577/1 van 28 januari 2005.
28. Wetsvoorstel tot invoering van de mogelijkheid om hoger beroep in te stellen tegen de arresten van het hof van assisen.
 Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 1630/1 van 24 februari 2005.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 5*bis* van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering met betrekking tot het informatierecht van de slachtoffers.
Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 149/1 van 4 augustus 2003.
3. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de mededeling van de strafrechtelijke beslissing betreft, van de artikelen 163, 176, 195 en 211 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 162/1 van 7 augustus 2003.
4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 143*bis* van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, nr. 213/1 van 22 september 2003.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 183 van het Wetboek van Strafvoeding.
Ingediend door de heer Geert Bourgeois (**), nr. 287/1 van 14 oktober 2003.
6. Wetsvoorstel tot invoeging van de artikelen 164 en 195*ter* in het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heren Tony Van Parys en Jo Vandeurzen, nr. 359/1 van 29 oktober 2003.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering wat de toepassing van de bepalingen inzake het Centraal Strafrechtregister betreft, teneinde ze ook te laten gelden voor rechtspersonen.
Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 457/1 van 19 november 2003.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 407 van het Wetboek van Strafvoeding.
Ingediend door de heer Geert Bourgeois (**), nr. 478/1 van 24 november 2003.
9. Wetsvoorstel betreffende de kennisgeving van strafrechtelijke uitspraken.
Ingediend door de heren Bart Laeremans, Bert Schoofs en mevrouw Gerda Van Steenberghe (**), nr. 482/1 van 24 november 2003.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 236 van 20 januari 1936 tot vereenvoudiging van sommige vormen van de strafvordering ten opzichte van de gedeïneerden.
Ingediend door de heer Geert Bourgeois (**), nr. 511/1 van 28 november 2003.
11. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 442*bis* in het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer Geert Bourgeois (**), nr. 514/1 van 28 november 2003.
Overgenomen door de heer P De Groot, op 22 september 2005, ter vervanging van de heer Geert Bourgeois (**).
Addendum, nr. 514/2 van 22 september 2005.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 768 en 1107 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van een artikel 29*bis* in het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de dames Marie Nagy, Karine Lalleux en de heer Alain Courtois, nr. 516/1 van 1 december 2003.
Advies, nr. 516/2 van 8 december 2003.
13. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 3 van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvoeding met het oog op de instelling ten voordele van de verenigingen van een rechtsvoeding ter verdediging van collectieve belangen.
Ingediend door de heer Melchior Wathelot, nr. 528/1 van 3 december 2003.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 90*ter* van het Wetboek van Strafvoeding.
Ingediend door mevrouw Hilde Claes (**), nr. 534/1 van 3 december 2003.
Overgenomen door de heer Dylan Casaeer, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw Hilde Claes (**).
Addendum, nr. 534/2 van 16 januari 2007.
15. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van strafvordering wat de verstekprocedure voor het hof van assisen betreft.
Ingediend door de heren Olivier Maingnin en Daniel Bacquelaïne, nr. 750/1 van 28 januari 2004.

36. Wetsvoorstel houdende invoering in het Gerechtelijk Wetboek van een bijzondere tuchtprocedure in geval van schending van het neutraliteitsbeginsel door leden van de zetel van de rechterlijke macht. Ingediend door de heer Guy Swennen, nr. 2186/1 van 23 december 2005.
37. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de arbeidsrechtbanken van Brugge en Namen-Dinant betreft, van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken. Ingediend door mevrouw *Hilde Claes* (**), nr. 2214/1 van 18 januari 2006.
38. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting. Ingediend door de heren Tony Van Parys, Luc Goutry, Hendrik Bogaert, Roel Deseyn, de dames Nathalie Muylle en Trees Pieters, nr. 2258/1 van 6 februari 2006.
39. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 53bis in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtsszaken, ten einde te voorzien in de vaststelling van de taalkaders voor het personeel van de griffiediensten van de Brusselse gerechten. Ingediend door de heer Olivier Maignain, mevrouw Karine Lalieux, de heren François-Xavier de Donnea en Eric Libert, nr. 2399/1 van 31 maart 2006.
40. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 524 van het Gerechtelijk Wetboek, wat de plaatsvervangende gerechtsduurwaarders betreft. Ingediend door de heren François Bellot, Olivier Maignain, Jean-Pierre Malmendier, Alain Courtois en Daniel Ducarme, nr. 2575/1 van 23 juni 2006.
41. Wetsontwerp tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de toegang tot de magistratuur. Ingediend door de regering, nr. 2624/1 van 11 juli 2006.
42. Wetsontwerp tot invoeging van een hoofdstuk *Vibis* houdende de aanwijzingsvoorwaarden voor de beëdigde vertalers, tolken en vertalers-tolken in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtsszaken en tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering. Ingediend door de regering, nr. 2636/1 van 13 juli 2006.
43. Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een instituut voor gerechtelijke opleiding per gemeenschap. Ingediend door de heer Bart Laeremans, nr. 2837/1 van 9 januari 2007.
44. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 207 van het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 2895/1 van 6 februari 2007.
45. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de uitoefening van politieke mandaten door personeelsleden van griffies en parketsecretarissen. Ingediend door de heer Guido De Padt, nr. 2986/1 van 12 maart 2007.
46. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek ten einde de rechtspositie van de bureauleden van de Hoge Raad voor de Justitie aan te vullen. Ingediend door mevrouw Martine Taelman en de heer Alfons Borginon, nr. 3096/1 van 24 april 2007.
- STAKINGSRECHT
- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 406 van het Strafwetboek ter vrijwaring van het stakingsrecht. Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, de heren Jean-Marc Delizée en Hans Bonte, nr. 118/1 van 28 juli 2003.
- STRAFPROCEDURE
1. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen met betrekking tot het strafrecht en de strafrechtspiegling, ten einde de gerechtelijke achterstand weg te werken. Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 136/1 van 30 juli 2003. Rapporteur: de heer Claude Marinower

22. Wetsvoorstel houdende oprichting van een adviesraad van de griffiers.
 Ingediend door de heer Alfons Borginon, nr. 1043/1 van 22 april 2004.
23. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde te voorzien in de mobiliteit van de magistraten in de politierechtbanken en de vrederechters.
 Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heren Jean-Luc Crucke (**) en Olivier Maingain, nr. 1305/1 van 26 juli 2004.
 Overgenomen door de heer Alain Courtois, op 1 oktober 2004, ter vervanging van de heer Jean-Luc Crucke (**).
 Addendum, nr. 1305/2 van 1 oktober 2004.
24. Wetsvoorstel tot invoeging van een hoofdstuk Vibis houdende de rechtspositie van de beëdigd vertalers en tolken in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
 Ingediend door de heer Alain Courtois en mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 1321/1 van 30 augustus 2004.
25. Voorstel van resolutie over een duidelijker en begrijpelijker rechtstaal.
 Ingediend door de dames Anemie Turtelboom, Hilde Vautmans en de heer Miguel Chevalier, nr. 1343/1 van 15 september 2004.
26. Wetsvoorstel tot vaststelling van de personeelsformaties van de hoven en rechtbanken.
 Ingediend door de heer Alfons Borginon, nr. 1368/1 van 8 oktober 2004.
27. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken betreffende de taakkeuze van verdachten en getuigen bij het atleggen van mondelinge verklaringen.
 Ingediend door de heer Patrick De Groot, nr. 1400/1 van 21 oktober 2004.
28. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het taalgebruik in gerechtszaken wat betreft het taalgebruik in kantschiffen.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Bart Laeremans, de dames Marleen Govaerts en Alexandra Colen, nr. 1413/1 van 27 oktober 2004.
29. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
 Ingediend door de heer Walter Muls, nr. 1447/1 van 22 november 2004.
30. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken betreffende de werking van de gerichten in Brussel.
 Ingediend door de heer Walter Muls, nr. 1563/1 van 19 januari 2005.
31. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek tot horizontale integratie van de hoven en rechtbanken op het niveau van eerste aanleg en tweede aanleg.
 Ingediend door de heer Alfons Borginon, nr. 1571/1 van 27 januari 2005.
32. Wetsvoorstel ter regeling van de opdeling op taalbasis van de rechtbank van eerste aanleg in het gerechtelijk arrondissement Brussel.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain, Eric Libert, Alain Courtois en mevrouw Marie Nagy, nr. 1733/1 van 4 mei 2005.
 Addendum, nr. 1733/2 van 8 juni 2005.
33. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de tarieven van gerechtsdeurwaarders.
 Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 1819/1 van 31 mei 2005.
34. Wetsvoorstel tot splitsing van de nationale kamer van gerechtsdeurwaarders in een Nederlandstalige en een Frans- en Duitstalige kamer.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans en Bert Schoofs, nr. 1828/1 van 2 juni 2005.
35. Wetsvoorstel betreffende de vormvoorwaarden voor een klacht bij de Hoge Raad voor de Justitie.
 Ingediend door mevrouw Hilde Claes (**), nr. 2035/1 van 18 oktober 2005.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de oprichting van Nederlandstalige en Franstalige rechtbanken van eerste aanleg en de splitsing van het parket bij de rechtbank van eerste aanleg in het gerechtelijk arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde.
 Ingediend door de heren Tony Van Parys, Servais Verherstraeten, Carl Devlies en *Geert Bourgeois* (**), nr. 506/1 van 28 november 2003.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 43quater van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 523/1 van 2 december 2003.
 10. Wetsvoorstel tot wijziging van de taalverhouding en het aantal magistraten bij het Hof van Cassatie.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 524/1 van 2 december 2003.
 11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 478 van het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door mevrouw Martine Taelman, de heren Alfons Borginon en Claude Marinower, nr. 577/1 van 1 december 2003.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken teneinde de werking van de gerechten in het arrondissement Brussel te verbeteren.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain, Eric Libert, mevrouw *Martine Payta* (**), en de heer Jean-Pierre Malmendier, nr. 647/1 van 5 januari 2004.
 13. Wetsvoorstel tot wijziging van een aantal bepalingen met betrekking tot de rechterlijke organisatie.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 650/1 van 6 januari 2004.
 14. Wetsvoorstel tot wijziging van de bevoegdheden van de vrederechter.
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Jo Vandeurzen, Tony Van Parys en mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 723/1 van 22 januari 2004.

15. Wetsvoorstel houdende instelling van een familierechtbank.
 Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en de heer Melchior Wathelet, nr. 765/1 van 5 februari 2004.
 Addendum, nr. 765/2 van 7 februari 2006.
 16. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde ondersteunende rechters en substituten en mobiele ondersteunende rechters aan te stellen.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain, Daniel Bacquelaïne en Alain Courtois, nr. 776/1 van 4 februari 2004.
 17. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, wat de aanwijzing van in rust gestelde magistraten als plaatsvervangend magistrat betreft.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain, Alain Courtois, Eric Libert en mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 777/1 van 4 februari 2004.
 18. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 43, § 2, derde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het taalgebruik in gerechtszaken.
 Ingediend door de heer Bart Laeremans, de dames Alexandra Colen en *Gerda Van Steenberghe* (**), nr. 781/1 van 5 februari 2004.

19. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 205 van het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heer Alfons Borginon en mevrouw Sabien Lahaye-Bathneu, nr. 830/1 van 20 februari 2004.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de mobiliteit van de magistraten in de hand te werken.
 Ingediend door de heer Melchior Wathelet en mevrouw Marie Nagy, nr. 848/1 van 26 februari 2004.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de referendarissen-stagiairs bij het Hof van Cassatie tijdens hun stage te evalueren.
 Ingediend door de heren Alain Courtois en Olivier Maingain, nr. 905/1 van 11 maart 2004.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 43, § 5, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, teneinde de werking van de rechtbanken in het arrondissement Brussel te verbeteren. Ingediend door mevrouw Joëlle Millquet, nr. 48/1 van 3 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de arbeidsrechtbank van Tongeren betreft, van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en rechtbanken. Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, nr. 21/1 van 22 september 2003.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van koophandel en tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, nr. 212/1 van 22 september 2003.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 342/1 van 24 oktober 2003.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de benoemingsprocedure van magistraten te versnellen. Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 416/1 van 10 november 2003.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het gerechtelijk Wetboek, in verband met de wedde van de magistraten van het Hof van Cassatie. Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 436/1 van 14 november 2003.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft het statuut van de referendarissen bij het Hof van Cassatie. Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 451/1 van 18 november 2003.

RECHTERLIJKE INRICHTING

Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State teneinde verenigingen een vorderingsrecht toe te kennen ter verdediging van collectieve belangen. Ingediend door de dames Annelies Storms en Muriel Gerkens, nr. 2627/1 van 12 juli 2006.

RAAD VAN STATE

1. Wetsvoorstel tot invoering van het Burgerlijk Wetboek. Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 815/1 van 16 februari 2004. Overgenomen door de heer F. De Groote, op 23 juni 2005, ter vervanging van de heer *Geert Bourgeois* (**).
Kaff, nr. 815/2 van 23 juni 2005.
- Advies van de Raad van State, nr. 815/3 van 7 oktober 2005.
2. Wetsvoorstel teneinde het zorgouderschap in het Burgerlijk Wetboek op te nemen. Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 1958/1 van 19 juli 2005.
Advies van de Raad van State, nr. 1958/2 van 7 oktober 2005.
3. Wetsvoorstel houdende invoering van basisbepalingen voor het zorgouderschap. Ingediend door de heer Guy Swennen, nr. 2924/1 van 16 februari 2007.
4. Wetsvoorstel houdende invoering van de wettelijke zorgouderschapsakte. Ingediend door de heer Guy Swennen, nr. 2926/1 van 16 februari 2007.

OUDERLIJKE MACHT

Wetsvoorstel tot splitsing van de Nationale Kamer van notarissen in een Nederlandstalige Kamer en een Frans- en Duitstalige Kamer.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans en Bert Schoofs, nr. 2062/1 van 9 november 2005.

ONTEIGENING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.
 Ingediend door de heer Claude Marinower, mevrouw Hilde Vautmans, de heer Alfons Borginon en mevrouw Martine Taelman, nr. 589/1 van 16 december 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.
 Ingediend door de heren Alfons Borginon en Claude Marinower, nr. 2315/1 van 24 februari 2006.
 Advies van de Raad van State, nr. 2315/2 van 10 april 2006.

OORLOG

1. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de eventuele verantwoordelijkheden die België op bestuurlijk, gerechtelijk en politiek vlak ten laste kunnen worden gelegd voor de vervolging en de deportatie van de tijdens de Tweede Wereldoorlog in België verblijvende joden.
 Ingediend door de heren Olivier Malingain, *Claude Erdékens* (**), Daniel Bacquelaïne, mevrouw *Martine Payfa* (**), en de heer Eric Libert, nr. 343/1 van 27 oktober 2003.

2. Voorstel van resolutie betreffende de herdenking van de zestigste verjaardag van de bevrijding van de nazi-concentratiekampen.
 Ingediend door de heren Yvan Mayeur, André Frédéric en Thierry Giet, nr. 1376/1 van 13 oktober 2004.

3. Voorstel van resolutie inzake een herdenkingsdag van de holocaust en de strijd tegen antisemitisme, racisme, xenofobie en onverdraagzaamheid.
 Ingediend door de heren David Geerts, Philippe De Coene, Dylan Casar, de dames *Hilde Claes* (**), *Karine Jirofée* (**), Greet Van Gool en Maya Detège, nr. 1633/1 van 24 februari 2005.

ORGANISATIE ZONDER WINSTOOGMERK

1. Voorstel van resolutie tot administratieve vereenvoudiging van de openbaararmaking op de griffie, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winsttoogmerk, de internationale verenigingen zonder winsttoogmerk en de stichtingen.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, mevrouw *Anne Barzin* (**), de heren Alain Courtois, Jean-Pierre Malmendier en Olivier Malingain, nr. 1389/1 van 18 oktober 2004.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winsttoogmerk, de internationale verenigingen zonder winsttoogmerk en de stichtingen, met betrekking tot de samenstelling van de raad van bestuur.
 Ingediend door de heer Guy Hove en mevrouw Hilde Dierickx, nr. 2136/1 van 2 december 2005.

Wetsvoorstel tot regeling van het post mortem onderzoek.
 Ingediend door de heer Jacques Germeaux, nr. 2563/1 van 16 juni 2006.

NATIONALITEIT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de Belgische nationaliteit met het oog op vereenvoudiging en de invoering van een dubbele nationaliteit voor Belgen die een vreemde nationaliteit aannemen.
 Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, nr. 515/1 van 29 november 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.
 Ingediend door de heren Guy Hove, Willy Cortois, Filip Anthuenis en Claude Marinower, nr. 615/1 van 29 december 2003.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 22 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit met het oog op het instellen van het principe van de dubbele nationaliteit voor de Belgische onderdanen die vrijwillig een buitenlandse nationaliteit verkrijgen.
 Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 951/1 van 24 maart 2004.

4. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek van de problemen waartoe de toepassing van de zogenaamde snel-Belg-wet van 1 maart 2000 aanleiding geeft.
 Ingediend door de heren *Guido Tastenhoye* (**), Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Jan Mortelmans, Bart Laeremans en Bert Schoofs, nr. 1710/1 van 15 april 2005.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van een aantal bepalingen van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, wat de verkrijging van de nationaliteit betreft.
 Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, nr. 2065/1 van 10 november 2005.

6. Voorstel van resolutie betreffende het vergemakkelijken van het ongedaan maken van onrechtmatig verkregen naturalisaties.
 Ingediend door de heren Filip De Man, Hagen Goyvaerts en Jan Mortelmans, nr. 2423/1 van 20 april 2006.

NATURALISATIE

1. Wetsvoorstel houdende invoering van de verplichte inburgeringsvoorwaarde voor het verkrijgen van de Belgische nationaliteit.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 296/1 van 15 oktober 2003.
 Overgenomen door de heer P. De Groote, op 9 november 2004, ter vervanging van de heer *Geert Bourgeois* (**).
 Addendum, nr. 296/2 van 9 november 2004.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 299/1 van 16 oktober 2003.
 Overgenomen door de heer P. De Groote, op 9 november 2004, ter vervanging van de heer *Geert Bourgeois* (**).
 Addendum, nr. 299/2 van 9 november 2004.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van een aantal bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verrijdering van vreemdelingen, en van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.
 Ingediend door de heer Filip Anthuenis, mevrouw Sabien Lahaye-Battneu, de heer Guy Hove, mevrouw Anнемie Turtelboom, de heren Willy Cortois en Claude Marinower, nr. 1251/1 van 25 juni 2004.

KANSSPEL

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.
Ingediend door de heer Jan Mortelmans, de dames Nancy Casio, Marieen Govaerts, de heren Bart Laeremans, Jaak Van den Broeck en mevrouw *Gerda Van Steenberge* (**), nr. 507/1 van 28 november 2003.
2. Wetsontwerp houdende diverse bepalingen betreffende kansspelen.
Ingediend door de regering, nr. 2807/1 van 7 december 2006.
3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 5 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.
Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 2993/1 van 14 maart 2007.

KINDERBESCHERMING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 49 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, teneinde een minderjarige die voor de onderzoekersrechter verschijnt, te laten bijstaan door een advocaat.
Ingediend door de heer Jean-Pierre Malmendier en mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 1602/1 van 10 februari 2005.
2. Voorstel van resolutie voor een doeltreffende samenwerking tussen de gemeenschappen en de federale overheid betreffende de aanpak van kindermishandeling.
Ingediend door de dames Anemie Turtelboom, Martine Taelman en Yolande Avontroot, nr. 1862/1 van 16 juni 2005.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, teneinde te voorzien in de verplichte onttrekking van de zaak aan de jeugdrechtbank in geval van herhaling van zware misdrijven door een minderjarige van meer dan 16 jaar.
Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2946/1 van 28 februari 2007.
4. Voorstel van resolutie betreffende het verbod op bedelarij door minderjarigen jonger dan 16 jaar en betreffende hun opvoedkundige en sociale begeleiding.
Ingediend door de heren Denis Ducarme en Jean-Pierre Malmendier, nr. 3070/1 van 11 april 2007.

KRIJGSMACHT

Wetsvoorstel tot wijziging, wat de afzetting en de beroving van de graad betreft, van het Militair Strafwetboek.
Ingediend door de heer Stef Goris, mevrouw Hilde Vautmans en de heer Miguel Chevalier, nr. 595/1 van 16 december 2003.

MEDE-EIGENDOM

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de bepalingen inzake mede-eigendom.
Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 481/1 van 24 november 2003.
Overgenomen door de heer P. De Groot, op 22 april 2005, ter vervanging van de heer *Geert Bourgeois* (**).
Kaff, nr. 481/2 van 22 april 2005.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 27 en 29 van de hypothotheekwet van 16 december 1851, met het oog op het creëren van een voorrecht voor de verenigingen van mede-eigenaars.
Ingediend door de dames *Catherine Doyen-Fonck* (**), Joëlle Millquet, de heren Joseph Arens en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1161/1 van 19 mei 2004.

12. Wetsvoorstel betreffende de huurovereenkomsten van studentenkamers.
 Ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en de heer Servais Verherstraeten, nr. 3109/1 van 26 april 2007.

HUWELIJK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1394 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de afstand van het recht van natrekking tussen in gemeenschap van goederen gehuwde echtgenoten.
 Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 1152/1 van 19 mei 2004.
 Rapporteur: mevrouw Valérie Dèom

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1595 van het Burgerlijk Wetboek betreffende het verbod op verkoop tussen echtgenoten.
 Ingediend door de heren Eric Massin, Yvan Mayeur en mevrouw Valérie Dèom, nr. 1908/1 van 4 juli 2005.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake het huwelijk.
 Ingediend door de dames Katrien Schryvers en Liesbeth Van der Auwera, nr. 2324/1 van 8 maart 2006.
 Amendementen van de dames Katrien Schryvers en Liesbeth Van der Auwera, nr. 2324/2 van 29 januari 2007.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat betreft de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel zonder tussenkomst van de rechtbank.
 Ingediend door mevrouw Martine Taelman, de heren Alfons Borginon, Claude Marinower en mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 2327/1 van 8 maart 2006.
 Amendementen van mevrouw Martine Taelman en de heer Alfons Borginon, nr. 2327/2 van 29 november 2006.
 Rapporteur: mevrouw Valérie Dèom

5. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek.
 Ingediend door de regering, nr. 2419/1 van 18 april 2006.

HYPOTHEEK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 december 1851 tot herziening van het hypothecair stelsel, met het oog op de totstandkoming van een voorrecht voor de schuldvorderingen die verband houden met de gezondheidstoestand van de schuldenaar en voor die welke betrekking hebben op de woning van de schuldenaar.
 Ingediend door de heren Yvan Mayeur en Eric Massin, nr. 2557/1 van 16 juni 2006.

INDIRECTE BELASTING

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 95 en 97 van het Wetboek der Successierechten.
 Ingediend door mevrouw Simonne Creyt en de heer Servais Verherstraeten, nr. 401/1 van 6 november 2003.

JUSTITIEHUIS

Voorstel van resolutie betreffende de evaluatie van het door de Justitiehuzen geleverde werk.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, Jean-Pierre Malmendier en mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 445/1 van 18 november 2003.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de procedure betreft met het oog op een voorafgaande minnelijke schikking inzake huurovereenkomsten die betrekking hebben op de hoofdverhuurplaats:
 - Ingediend door de heren Daniel Bacquelaîne, *Serge Van Overveldt*(**), Olivier Maingain, mevrouw *Anne Barzin*(**) en de heer Alain Courtois, nr. 668/1 van 8 januari 2004.
 - Overgenomen door de heer Charles Michel, op 1 oktober 2004, ter vervanging van de heer *Serge Van Overveldt*(**).
 - Addendum, nr. 668/2 van 1 oktober 2004.
2. Wetsvoorstel tot verbetering van het recht op huisvesting en houdende wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverhuurplaats en van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet.
 - Ingediend door de dames Karine Lalleux, Valérie Dèom, de heren André Perpète en Eric Massin, nr. 670/1 van 9 januari 2004.
3. Wetsvoorstel houdende registratie van de huurovereenkomst bij de verandering van woonplaats en het houden van een gemeentelijk register van de huurprijzen.
 - Ingediend door de dames Anne-Marie Baëke en *Hilde Claes*(**), nr. 1230/1 van 22 juni 2004.
4. Wetsvoorstel houdende specifieke maatregelen met betrekking tot de huur van studentenkamers.
 - Ingediend door mevrouw Anne-Marie Baëke, de heer Stijn Bex, de dames *Hilde Claes*(**), *Maya Dettiège*, *Karine Jiroflée*(**), de heren *Daan Schalck*(**) en Dirk Van der Maelen, nr. 1231/1 van 22 juni 2004.
5. Wetsvoorstel tot verbetering van de sociale en juridische toestand van mannelijke en vrouwelijke prostituees.
 - Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea en Philippe Montils, nr. 1412/1 van 27 oktober 2004.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de rechten van onderhuurders te waarborgen.
 - Ingediend door mevrouw Valérie De Bue en de heer Jean-Pierre Malmendier, nr. 1537/1 van 30 december 2004.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de huurovereenkomsten.
 - Ingediend door mevrouw Marie Nagy en de heer Jean-Marc Nolleit, nr. 1788/1 van 18 mei 2005.
8. Wetsvoorstel tot objectivering van een controle op de huurprijzen van woningen, tot betere waarborging van de huurbescherming van de huurders en tot oprichting van Commissies voor huurovereenkomsten.
 - Ingediend door de heer André Frédéric, mevrouw Anne-Marie Baëke, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Dalia Douifi, de heer Eric Massin, de dames *Karine Jiroflée*(**), *Véronique Ghene*, de heren Guy Swennen, Thierry Giet en Dirk Van der Maelen, nr. 1899/1 van 29 juni 2005.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II van het Burgerlijk Wetboek, met betrekking tot de huurwaarborg.
 - Ingediend door de dames Anne-Marie Baëke, *Hilde Claes*(**) en Magda De Meyer, nr. 2050/1 van 27 oktober 2005.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3, § 5, van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling 2, van het Burgerlijk Wetboek.
 - Ingediend door mevrouw Anne-Marie Baëke, nr. 2477/1 van 10 mei 2006.
11. Wetsvoorstel tot oprichting van een «Federaal huurwaarborgfonds» en tot wijziging van de regels van het Burgerlijk Wetboek in verband met de waarborgen die worden geboden door wie een huurovereenkomst met betrekking tot de hoofdverhuurplaats van de huurder sluit.
 - Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur*(**) en mevrouw Joëlle Milquet, nr. 2480/1 van 10 mei 2006.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de regels betreffende de handelsuur:
Ingediend door de heer Claude Marinower en mevrouw Martine Taelman, nr. 609/1 van 19 december 2003.
2. Wetsvoorstel houdende verbod op de mogelijkheid een handelsuurovereenkomst op te zeggen ingevolge het niet naleven van een afnameverplichting.
Ingediend door de heren David Geerts en Dirk Van der Maelen, nr. 2225/1 van 26 januari 2006.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling 2bis, van het Burgerlijk Wetboek, teneinde de automatische hernieuwing van de handelsuur te garanderen.
Ingediend door mevrouw Karine Lalleux en de heer Thierry Giet, nr. 3082/1 van 18 april 2007.

HUURCONTRACT VAN EEN WINKEL

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Waarnemingscentrum voor huiselijk geweld.
Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, de heer Melchior Watheliet en mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), nr. 1188/1 van 3 juni 2004.
2. Voorstel van resolutie betreffende de bestrijding van huiselijk geweld.
Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, nr. 2200/1 van 11 januari 2006.

HUISELIJK GEWELD

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, met het oog op de intrekking van de islamitische eredienst, en tot wijziging van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erediensten.
Ingediend door de heer Filip De Man, nr. 739/1 van 27 januari 2004.
2. Voorstel van resolutie tot het instellen van een onderzoek naar de mogelijkheid om te komen tot een verbod op de financiering van moskeëën en islamitische instutien door middel van internationale geldstromen uit moslimfundamentealistische hoek.
Ingediend door de heren Filip De Man en Jaak Van den Broeck, nr. 767/1 van 3 februari 2004.

GODSDIENST

1. Wetsvoorstel houdende instelling van een gezinseffectenrapport.
Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Jaak Van den Broeck en mevrouw Alexandra Colen, nr. 380/1 van 30 oktober 2003.

GEZINSBELEID

1. Voorstel van resolutie over het gevangenisbeleid.
Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera en de heer Theo Kelchtermans, nr. 950/1 van 24 maart 2004.
2. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een basisopleiding en een voortgezette opleiding ten behoeve van de penitentiaire beambten.
Ingediend door de heren Jean-Pierre Malmendier, Philippe Montils, Olivier Maingain, Alain Courtois en Charles Michel, nr. 1416/1 van 27 oktober 2004.

GEVANGENISWEZEN

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde het stiefkind als erfgenaam te kunnen benoemen.
 Ingediend door de heer Alfons Borignon en mevrouw Martine Taelman, nr. 1853/1 van 10 juni 2005.
 Rapporteur: mevrouw Sabien Lahaye-Battheu
5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde de erfrechtelijke reserve van de descendenten te berekenen per staak.
 Ingediend door de heer Alfons Borignon, de dames Sabien Lahaye-Battheu en Martine Taelman, nr. 1854/1 van 10 juni 2005.
 Rapporteur: mevrouw Sabien Lahaye-Battheu
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek ter invoering van de vrijwillige erfentissprong.
 Ingediend door de heren Stijn Bex, Koen T'Sijen en mevrouw Annelies Storms, nr. 2856/1 van 23 januari 2007.

EUTHANASIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie.
 Ingediend door de heer Joseph Arens, nr. 52/1 van 8 juli 2003.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie wat betreft minderjarigen.
 Ingediend door de dames *Karine Jirofté* (**), Anne-Marie Baëke en Maya Detège, nr. 2553/1 van 16 juni 2006.

FAMILIERECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek betreffende de persoonlijke banden tussen broers en zusters.
 Ingediend door de dames Pierrette Cahay-André, *Anne Barzin* (**), en de heer Olivier Maingain, nr. 311/1 van 20 oktober 2003.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Burgerlijk Wetboek, met bepalingen inzake het zorgouderschap.
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Jo Vandeurzen, Tony Van Parys en mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 393/1 van 6 november 2003.
 Advies van de Raad van State, nr. 393/2 van 7 oktober 2005.
 Verslag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 393/3 van 23 april 2007.

GEHANDICAPTE

- Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de omschrijving van personen met een verstandelijke handicap.
 Ingediend door mevrouw *Hilde Claes* (**), nr. 2325/1 van 8 maart 2006.
 Overgenomen door mevrouw Greet Van Gool, op 23 maart 2006.
 Addendum, nr. 2325/2 van 23 maart 2006.

GEREGISTREERD SAMENWONEN

- Wetsvoorstel tot wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de wettelijke samenwoning.
 Ingediend door de heer Olivier Maingain en mevrouw *Martine Payfa* (**), nr. 110/1 van 15 juli 2003.
 Overgenomen door de heer Eric Libert, op 9 september 2004, ter vervanging van mevrouw *Martine Payfa* (**).
 Addendum, nr. 110/2 van 9 september 2004.

1. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de privacy en de verwerking van persoonsgegevens.
 Ingediend door de heer *Karel Pinxten* (**), en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 2039/1 van 24 oktober 2005.
2. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie die ermee belast is de verantwoordelijkheden vast te stellen en duidelijkheid te scheppen omtrent de moord op volksvertegenwoordiger en voorzitter van de Kommunistische Partij van België Julien Lahaut, door onbekenden gepleegd op 18 augustus 1950 te Seraing.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Patrick Moriau en mevrouw Marie-Claire Lambert, nr. 2104/1 van 24 november 2005.
3. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar het optreden van de Staatsveiligheid en andere politionele diensten in de zogenaamde zaak « Erdal » in het bijzonder en naar het functioneren van, eventuele disfuncties bij en de noodzakelijke aanpassingen van de organisatie en de werking van de Staatsveiligheid in het algemeen.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans en Bart Laeremans, nr. 2339/1 van 14 maart 2006.
4. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met een onderzoek naar de dynamisering van de IJzertoren op 15 maart 1946 en naar de wijze waarop het gerechtelijk onderzoek dienaangaande werd gevoerd.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck en Bart Laeremans, nr. 2592/1 van 30 juni 2006.

EREDIENST

1. Voorstel tot wijziging van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten, van de bedienaars van de erkende erediensten en van de afgevaardigden van de Centrale Vrijzinnige Raad.
 Ingediend door de heer Tony Van Parys, nr. 1573/1 van 27 januari 2005.
2. Voorstel van resolutie betreffende de mogelijke islam om als gematigde religie een sereen bestaan te leiden, zonder ook maar enige radicale ontsporing te tolereren.
 Ingediend door de heren Denis Ducarme, Olivier Chastel, Richard Fournaux, Alain Courtois, mevrouw Marie-Christine Marghem en de heer Daniel Ducarme, nr. 2526/1 van 2 juni 2006.
3. Voorstel van resolutie betreffende de totstandkoming van een Belgische islam die vrij is van buitenlandse ideologische bevoogding en financieel onafhankelijk is van het buitenland.
 Ingediend door de heren Denis Ducarme, Olivier Chastel, Alain Courtois, de dames Marie-Christine Marghem, Jacqueline Galant, de heren Philippe Collard, François Bellot, Robert Denis en Daniel Ducarme, nr. 2847/1 van 15 januari 2007.

ERFRECHT

1. Voorstel houdende wijziging van het Burgerlijk Wetboek inzake het beschikbaar gedeelte der goederen.
 Ingediend door de heer Guy Swennen, nr. 726/1 van 22 januari 2004.
2. Voorstel tot wijziging van artikel 727 van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de onwaardigheid om te erven.
 Ingediend door de heer Guy Swennen, nr. 727/1 van 22 januari 2004.
3. Voorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde plaatsvervulling van de verwerpende erfgenaam toe te laten.
 Ingediend door de heer Alfons Borginon en mevrouw Martine Taelman, nr. 1711/1 van 15 april 2005.
 Amendementen van de heer Alfons Borginon, nr. 1711/2 van 11 mei 2005.
 Rapporteur: mevrouw Sabien Lahaye-Battneu

BURGERLIJKE STAND

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 55 en 56 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aangifte van geboorte.

Ingeleid door de heren *Yves Letenne* (**), nr. 308/1 van 20 oktober 2003. *Geert Bourgeois* (**), nr. 308/1 van 20 oktober 2003. Overgenomen door mevrouw *Liesbeth Van der Auwera*, ter vervanging van de heer *Yves Letenne* (**). Amendement van de heer *Guy Swennen*, nr. 308/2 van 10 december 2003. Addendum, nr. 308/3 van 21 oktober 2005.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving betreffende levenloos geboren kinderen.

Ingeleid door mevrouw *Liesbeth Van der Auwera*, de heer *Servais Verherstraeten*, mevrouw *Greta D'hondt* en de heren *Herman Van Rompuy*, *Dirk Claes* en *Roel Deseyn* nr. 879/1 van 8 maart 2004.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek inzake de aangifte van het doodgeboren kind.

Ingeleid door de heer *Guido De Padt*, de dames *Martine Taelman*, *Annamie Turtelboom*, de heer *Karel Pinxten* (*) en mevrouw *Hilde Vautmans*, nr. 883/1 van 9 maart 2004.
4. Wetsvoorstel tot vermelding in het rijksregister van de afstammelingen in de eerste graad.

Ingeleid door de heer *Servais Verherstraeten*, nr. 1333/1 van 7 september 2004.

Rapporteur: de heer *André Perpète*
5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de aangifte van geboorte.

Ingeleid door de heer *Koen T'Sijen*, nr. 1482/1 van 3 december 2004.

CIVIELE AANSPRAKELIJKHEID

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1383bis in het Burgerlijk Wetboek.

Ingeleid door mevrouw *Jolïe Milquet*, nr. 47/1 van 3 juli 2003.

ECHTSCHIEDING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1385bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingeleid door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 272/1 van 9 oktober 2003.
2. Wetsvoorstel betreffende de oprichting van ontmoetingsruimten in het kader van de gerechtelijke procedure.

Ingeleid door de heer *Melchior Watheliet*, nr. 435/1 van 14 november 2003.

3. Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een Fonds voor alimentatievorderingen.

Ingeleid door mevrouw *Muriel Gerkens*, de heer *Gérard Gobert* (**), en mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 1067/1 van 29 april 2004.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, teneinde te voorzien in een objectieve berekening van de vader en de moeder te betalen onderhoudsbijdragen voor hun kinderen.

Ingeleid door de heren *Melchior Watheliet* en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1145/1 van 19 mei 2004.

Rapporteurs: mevrouw *Valérie D'om* en de heer *Servais Verherstraeten*

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde de onderhoudsgelden aan kinderen bij voorkur te domiciliëren.

Ingeleid door mevrouw *Dalila Douifi* en de heer *Guy Swennen*, nr. 2968/1 van 8 maart 2007.

EERBIEDIGING VAN HET PRIVE-LEVEN

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Ingeleid door mevrouw *Annamie Roppe*, nr. 1693/1 van 31 maart 2005.

39. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 1107 van het Gerechtelijk Wetboek. Ingeleid door de heren Alain Courtois, Olivier Maignain en Jean-Pierre Malmendier, nr. 1352/1 van 4 oktober 2004.
40. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het verstaanbaar maken van vonnissen en arresten. Ingeleid door mevrouw *Hilde Claes* (**), nr. 1366/1 van 7 oktober 2004. Overgenomen door de heren Guy Swennen en Dylan Casae, op 16 januari 2007 ter vervanging van mevrouw *Hilde Claes* (**). Addendum, nr. 1366/2 van 16 januari 2007.
41. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde een in tegenwoordigheid van advocaten aangegane dading uitvoerbaar te maken zonder dat een rechterlijke beslissing vereist is. Ingeleid door de heren Thierry Giet, Tony Van Parys, mevrouw *Hilde Claes* (**), en de heer Melchior Wathelet, nr. 1468/1 van 29 november 2004.
42. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende het versneld afhandelen van sommige cassatieberoepen. Ingeleid door de heer Alfons Borginon, nr. 1569/1 van 27 januari 2005.
43. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de rechtsplegingsvergoeding. Ingeleid door de heer Patrick De Groot, nr. 1719/1 van 19 april 2005.
44. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het vermijden van openbare verkopen waar de schuldeiser geen baat bij heeft. Ingeleid door mevrouw Magda De Meyer, nr. 1758/1 van 2 mei 2005.
45. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de verschijning in rechte van gemeenten. Ingeleid door de heren Guido De Padt, Philippe De Coene, François Bellot en mevrouw *Hilde Claes* (**), nr. 1777/1 van 11 mei 2005.
46. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 110 van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de aanhangigmaking voor het verwijzingsgerecht door het Hof van Cassatie automatisch te maken. Ingeleid door de heren Eric Massin, Thierry Giet en Yvan Mayeur, nr. 1814/1 van 27 mei 2005.
47. Wetsvoorstel tot invoering van een overlastrechter-verzoeningsrechter. Ingeleid door de heren Tony Van Parys, Jo Vandeurzen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera en de heer Servais Verherstraeten, nr. 1891/1 van 27 juni 2005.
48. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de termijnen voor hoger beroep en voorziening in cassatie. Ingeleid door de heer Alfons Borginon, nr. 2150/1 van 8 december 2005.
49. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1408 van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de niet voor beslag vatbare goederen. Ingeleid door mevrouw Magda De Meyer, nr. 2409/1 van 11 april 2006.
50. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de gedagde te waarschuwten voor de gevolgen van het niet-verschijnen. Ingeleid door de heer Alfons Borginon, mevrouw Martine Taelman, de heer Claude Marinower en mevrouw Sabien Lahaye-Battneu, nr. 2457/1 van 4 mei 2006.
51. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde verenigingen een vorderingsrecht toe te kennen ter verdediging van collectieve belangen. Ingeleid door de dames Annelies Storms en Muriel Gerkens, nr. 2620/1 van 11 juli 2006.

24. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 1344septies van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de verplichte poging tot minnelijke schikking inzake huurcontracten.
 Ingediend door de heer Melchior Wathélet, nr. 812/1 van 16 februari 2004.
25. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 153 en 190 van het Wetboek van Strafvordering.
 Ingediend door de heer Alfons Borjion, nr. 834/1 van 20 februari 2004.
 Verslag van de heren Tony Van Parys en André Perpète, nr. 834/2 van 27 april 2007.
26. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de procedure van rechtsbijstand voor het Hof van Cassatie betreft.
 Ingediend door de heren Alain Courtois en Olivier Maignain, nr. 889/1 van 10 maart 2004.
27. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek ten einde, in geval van onttrekking van een zaak aan een rechter, het Hof van Cassatie in staat te stellen de zaak te verwijzen naar een rechtbank van een ander ressort.
 Ingediend door de heren Alain Courtois en Olivier Maignain, nr. 891/1 van 10 maart 2004.
28. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek ten einde te voorzien in toezicht op de toegang tot cassatieberoep.
 Ingediend door de heren Alain Courtois en Olivier Maignain, nr. 892/1 van 10 maart 2004.
29. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de procedure tot onttrekking aan de rechter die verzult de zaak te berechten die hij in beraad heeft genomen.
 Ingediend door de heren Alain Courtois en Olivier Maignain, nr. 893/1 van 10 maart 2004.
30. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 962 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de kwalificatie van de geneesheren-deskundigen.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire en Alain Courtois, nr. 991/1 van 1 april 2004.
 Advies, nr. 991/2 van 7 juli 2005.
 Rapporteur: mevrouw Valérie Dèom
31. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1253quater van het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 1008/1 van 7 april 2004.
32. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heren Alfons Borjion en *Karel Pinxten* (**), nr. 1055/1 van 28 april 2004.
33. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1067bis in het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heren Melchior Wathélet, *Jean-Jacques Viseur* (**), en mevrouw Joëlle Milquet, nr. 1071/1 van 29 april 2004.
34. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van vennootschappen, ten-
 einde alle inzake vennootschappen specifieke geschillen samen te brengen bij de rechtbank van koop-
 handel.
 Ingediend door de heren *Jean-Jacques Viseur* (**), en Melchior Wathélet, nr. 1214/1 van 16 juni 2004.
35. Wetsvoorstel tot invoering van een betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heer Alfons Borjion en mevrouw Martine Taelman, nr. 1215/1 van 16 juni 2004.
36. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1344septies van het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heer Guido De Padt en mevrouw Sabien Lahaye-Bathneu, nr. 1241/1 van 24 juni 2004.
37. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de bevoegdheid en de rechtspleging.
 Ingediend door de heer Alfons Borjion, mevrouw Martine Taelman, de heren Claude Marinower, Guy Hove, Guido De Padt en Stéf Goris, nr. 1252/1 van 25 juni 2004.
38. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 van het Wetboek van Internationaal Privaatrecht.
 Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, nr. 1337/1 van 9 september 2004.

10. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek met een rechtspleging voor geschillen met betrekking tot de uitoefening van het persoonlijk contact.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 273/1 van 9 oktober 2003.
11. Wetsvoorstel tot vaststelling in het Gerechtelijk Wetboek, van een niet voor beslag vatbaar minimum-bedrag voor alle bezoldigingen en sociale uitkeringen, met inbegrip van de onderhoudsverplichtingen, en tot opheffing van het op grond van de homoseksualiteit discriminerende karakter van artikel 68bis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur en mevrouw Colette Burgeon, nr. 330/1 van 23 oktober 2003.
12. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 992bis in het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 345/1 van 24 oktober 2003.
13. Wetsvoorstel tot het verlenen van machtiging om in rechte op te treden namens de Staat.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 388/1 van 3 november 2003.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van strafvordering in verband met de terugbetaling van de gerechtskosten.
 Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 417/1 van 10 november 2003.
 Amendement van de heer Melchior Wathelet, nr. 417/2 van 10 maart 2004.
15. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek teneinde de procedures in familiëzaken menselijker te doen verlopen.
 Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 433/1 van 14 november 2003.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek inzake het parket-generaal bij het Hof van Cassatie.
 Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 490/1 van 25 november 2003.
17. Wetsvoorstel tot precisering van de motiveringsplicht van de rechter.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 525/1 van 2 december 2003.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, wat de burgerlijke rechtspleging betreft.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 574/1 van 11 december 2003.
19. Wetsvoorstel tot invoering van het recht op kosteloze rechtsbijstand voor slachtoffers van misdaden.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Bart Laeremans en mevrouw *Gerda Van Steenberghe* (**), nr. 652/1 van 6 januari 2004.
20. Wetsvoorstel tot regeling van de gerechtelijke procedure van beëindiging van de wettelijke en feitelijke samenwoning.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 681/1 van 13 januari 2004.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 516 van het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heer Claude Marinower, mevrouw Martine Taelman en de heer Alfons Borginon, nr. 744/1 van 28 januari 2004.
22. Wetsvoorstel betreffende de lijsten van deskundigen op te maken door de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans, Bert Schoofs en mevrouw *Gerda Van Steenberghe* (**), nr. 780/1 van 5 februari 2004.
 Advies, nr. 780/2 van 7 juli 2005.
 Rapporteur: mevrouw Valérie D'œm
23. Wetsvoorstel ter vervanging van artikel 1050 van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de mogelijkheid af te schaffen om tegen vonnissen hoger beroep in te stellen alvorens recht te doen.
 Ingediend door de heren Jean-Pierre Malmendier, Alain Courtois en mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 800/1 van 12 februari 2004.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het onbetamelijk gedrag van een begunstigde.

Ingediend door de heer Alfons Borinon en mevrouw Martine Taelman, nr. 1885/1 van 24 juni 2005.

11. Wetsvoorstel tot invoering in het Burgerlijk Wetboek van een objectieve aansprakelijkheid van de ouders voor de schade veroorzaakt door hun minderjarige kinderen.

Ingediend door de heer Guido De Padt, nr. 2163/1 van 16 december 2005.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek tot invoering van een verbod op geweld tussen kinderen en ouders.

Ingediend door mevrouw *Karine Jiroffée* (**), nr. 2673/1 van 4 september 2006.

Overgenomen door mevrouw Magda Raemaekers, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Karine Jiroffée* (**).

Addendum, nr. 2673/2 van 16 januari 2007.

13. Voorstel van resolutie tenzinde delen van het Burgerlijk Wetboek te hercodificeren.

Ingediend door de heer Alfons Borinon, nr. 2732/1 van 8 november 2006.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de hypotheekwet van 16 december 1851 inzake de overschrijving van notariële akten tot overdracht van onroerende zakelijke rechten.

Ingediend door de heer Paul Meeus, nr. 3094/1 van 24 april 2007.

BURGERLIJKE RECHTSVORDERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, wat de berechting bij verstek betreft.

Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 49/1 van 3 juli 2003.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Burgerlijk Wetboek met een bepaling inzake het vorderingrecht van consumentenorganisaties.

Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 124/1 van 28 juli 2003.

3. Wetsvoorstel waarbij aan huurdersbonden het recht van vertegenwoordiging in rechte wordt toegekend.

Ingediend door mevrouw Magda De Meyer en de heer Hans Bonte, nr. 127/1 van 28 juli 2003.

4. Wetsvoorstel tot invoeging van een onderzoeks- en informatierecht van de gerechtsdeurwaarder in het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 157/1 van 6 augustus 2003.

Errata nr. 157/2 van 18 augustus 2003.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 43 van het Burgerlijk Wetboek en ter bevordering van een begrijpelijke rechtspraak.

Ingediend door de heren Thierry Giet en André Frédéric, nr. 158/1 van 7 augustus 2003.

6. Wetsvoorstel tot invoeging van een boek IIIter in het tweede deel van het Burgerlijk Wetboek, met betrekking tot de gerechtelijk bemiddelaar.

Ingediend door de heer Thierry Giet en mevrouw Karine Lalieux, nr. 165/1 van 7 augustus 2003.

Rapporteur: mevrouw Alisson De Clercq

7. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 508/19 van het Burgerlijk Wetboek, in verband met de vergoeding van de met rechtsbijstand belaste advocaten.

Ingediend door de heren Thierry Giet en Yvan Mayeur, nr. 171/1 van 18 augustus 2003.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 702, 1026 en 1034ter van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 190/1 van 4 september 2003.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1057 van het Burgerlijk Wetboek, met betrekking tot de inhoud van de akte van hogere beroep.

Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 238/1 van 30 september 2003.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek en het Wetboek van de Belgische nationaliteit tot bestrafing van het schijnhuwelijk.
Ingediend door de heer Carl Devies, de dames Nahima Lanjri en Simone Creyf, nr. 872/1 van 5 maart 2004.
2. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de fraude en onwettelijkheden gepleegd in het kader van de procedure van de regularisatie van illegalen.
Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Jan Mortelmans, Hagen Goyaerts en Filip De Man, nr. 1810/1 van 26 mei 2005.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 6 van de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.
Ingediend door de heer Patrick Cocriamont, nr. 1910/1 van 4 juli 2005.

BURGERLIJK RECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, wat de interessen en schadebedingen bij contractuele wanuitvoering betreft.
Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 122/1 van 28 juli 2003.
Rapporteur: de heer Jean-Pierre Malmendier
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de bevoegdheid om authentieke akten te verlijden.
Ingediend door de heer Jan Peeters, nr. 270/1 van 9 oktober 2003.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 227bis van het Burgerlijk Wetboek, ingediend door de heer Olivier Chastel, nr. 450/1 van 18 november 2003.
Overgenomen door mevrouw Marie-Christine Marghem, op 12 maart 2004, ter vervanging van de heer Olivier Chastel.
Addendum, nr. 450/2 van 12 maart 2004.
4. Wetsvoorstel tot het verlenen van rechtspersoonlijkheid aan het ongeboren kind.
Ingediend door de heer Gerolf Annemans en mevrouw Alexandra Colen, nr. 461/1 van 20 november 2003.
5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 1226 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 480/1 van 24 november 2003.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de hypothotheekwet van 16 december 1851 houdende invoering van een algemeen voorrecht op roerende goederen ten voordele van de slachtoffers van strafrechtelijke misdrijven.
Ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Tony Van Parys, nr. 498/1 van 26 november 2003.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 577-8 en 577-11 van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de taken van de syndicus.
Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea en Alain Courtois, nr. 869/1 van 5 maart 2004.
8. Wetsvoorstel tot aanvulling van de Hypotheekwet wat betreft de toekenning aan de vereniging van mede-eigenaars van een voorrecht op onroerende goederen.
Ingediend door de heer Alfons Borginon, nr. 894/1 van 10 maart 2004.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 77, 80 en 84 van het Burgerlijk Wetboek inzake de vaststelling van overlijden en het vervoer van lijken.
Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 1220/1 van 18 juni 2004.
Amendementen van mevrouw Taelman, nr. 1220/2 van 22 maart 2006.
Advies van de Raad van State, nr. 1220/3 van 11 mei 2006.
Rapporteur: de heer Jean-Pierre Malmendier

10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 328 van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de postume erkenning van een kind.
 ingediend door de heer Alfons Borinon en mevrouw Martine Taelman, nr. 2286/1 van 14 februari 2006.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en de voornamen ten einde de naamswijziging te vergemakkelijken.
 ingediend door de dames Anнемie Turtelboom en Martine Taelman, nr. 2475/1 van 10 mei 2006.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de toekenning van de familienaam betreft, ten einde de afstamming van moederszijde duidelijk vast te stellen en tegelijkertijd de historiciteit van de afstamming van vaderszijde te vrijwaren.
 ingediend door de heer Olivier Malingain, nr. 2507/1 van 23 mei 2006.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek om het bevalen in discretie mogelijk te maken.
 ingediend door de heer Guy Swennen en mevrouw Magda De Meyer, nr. 2900/1 van 8 februari 2007.

ALIMENTATIEPLICHT

- Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek betreffende de verplichting tot levensonderhoud aan ascendenten.
 ingediend door de heer Alfons Borinon en mevrouw Martine Taelman, nr. 1852/1 van 10 juni 2005.
 Rapporteur: mevrouw Sabien Lahaye-Battheu

ARBEID

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat betreft de toegang en controle van buitenlandse werknemers.
 ingediend door mevrouw Greta D'hondt, de heer Jo Vandeurzen, de dames Nahima Lanjri en Trees Pieters, nr. 2297/1 van 16 februari 2006.

BEROEPSORGANISATIE

- Wetsvoorstel houdende verplichte certificatie van experts.
 ingediend door de heer Eric Massin, mevrouw Sophie Pécriaux, de heer André Perpète en mevrouw Karine Lalleux, nr. 1345/1 van 20 september 2004.

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

- Wetsvoorstel tot invoeging in het Burgerlijk Wetboek van een artikel 1584bis, inzake de koopovereenkomst betreffende een woning.
 ingediend door mevrouw Josée Lejune en de heer Alain Courtois, nr. 919/1 van 16 maart 2004.

BIO-ETHIEK

1. Wetsvoorstel betreffende het draagmoederschap.
 ingediend door de dames Karine Jiroffée (**), en Magda De Meyer, nr. 1915/1 van 5 juli 2005.
 Overgenomen door mevrouw Maya Detège, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw Karine Jiroffée (**).
 Addendum, nr. 1915/2 van 16 januari 2007.
2. Wetsvoorstel tot regeling van het draagmoederschap.
 ingediend door mevrouw Anнемie Turtelboom, de heer Miguel Chevalier en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 1941/1 van 13 juli 2005.

1. Wetsvoorstel tot regeling van de aanwending van genetische identificatietests om de afstamming te bepalen.
Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, nr. 66/1 van 11 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de toekenning van de naam van het kind.
Ingediend door de dames Zoë Genot en Muriel Gerkens, nr. 89/1 van 16 juli 2003.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, de op 14 juli 1994 gecorrigeerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, alsook de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, teneinde de mogelijkheid in te voeren om naamloos te vallen.
Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 155/1 van 4 augustus 2003.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, wat de familienaam betreft.
Ingediend door de dames *Els Van Weert* (**) en Annelies Storms, nr. 724/1 van 22 januari 2004.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 320 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 1009/1 van 7 april 2004.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving om het naamloos bevallen mogelijk te maken.
Ingediend door de dames Alexandra Colen, Marieen Govaerts, Frieda Van Themsche en de heer Bart Laeremans, nr. 1984/1 van 18 augustus 2005.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek in verband met de toewijzing van de familienaam, teneinde de overdracht van de familie-identiteit te garanderen via de dubbele naamgeving.
Ingediend door mevrouw Karine Lalleux, de heer Thierry Giet, mevrouw Colette Burgeon, de heer Eric Massin, mevrouw Valérie Déom en de heer André Perpète, nr. 2037/1 van 19 oktober 2005.
9. Wetsvoorstel van resolutie betreffende de discrete bevrugging.
Ingediend door de dames *Karine Jiroffée* (**) en Magda De Meyer, nr. 2182/1 van 22 december 2005.
Overgenomen door mevrouw Maya Detiège, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Karine Jiroffée* (**).
Addendum, nr. 2182/2 van 16 januari 2007.

AFSTAMMING

1. Wetsvoorstel ter herinvoering van abortus in het strafrecht.
Ingediend door de heer Gerolf Annemans, nr. 556/1 van 5 december 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 350, tweede lid, 6°, van het Strafwetboek.
Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, nr. 699/1 van 15 januari 2004.

ABORTUS

Wetsvoorstel tot regeling van schadevergoeding toegekend bij aansprakelijkheid voor het ontstaan en voortbestaan van menselijk leven.
Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, nr. 428/1 van 13 november 2003.

AANSPPRAKELIJKHEID

9. Wetsvoorstel betreffende de zichtbaarheid van parkeerplaatsen voor mindervaliden.
 Ingediend door mevrouw Frieda Van Themsche, de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde en mevrouw Alexandra Colen, nr. 1980/1 van 16 augustus 2005.

10. Wetsvoorstel ten einde jongeren financieringssteun te verstrekken om hun rijopleiding te helpen betalen.
 Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2171/1 van 19 december 2005.

11. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 12 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.
 Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 2183/1 van 22 december 2005.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, wat de wegkapiteins betreft die groepen fietsers en motorfietsers begeleiden.
 Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 2184/1 van 22 december 2005.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, ter afschaffing van het mechanisme van de opdecimes voor de verkeersboetes.
 Ingediend door de heren Melchior Watheliet en David Lavaux, nr. 2202/1 van 12 januari 2006.

14. Wetsvoorstel tot regularisatie van het parkeren van motorfietsen in de bebouwde kom.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans en Francis Van den Eynde, nr. 2292/1 van 15 februari 2006.

15. Voorstel van resolutie betreffende de wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg om het parkeren van motorfietsen te liberaliseren.
 Ingediend door de heer Ludo Van Campenhout, de dames Hilde Vautmans, Maya Detège, de heren Guido De Padt en Miguel Chevalier, nr. 2312/1 van 23 februari 2006.
 Rapporteur: de heer Dylan Casae

16. Wetsvoorstel betreffende de tijdelijke aanvullende reglementen op het wegverkeer.
 Ingediend door mevrouw Katrien Schryvers, de heren Dirk Claes en Guido De Padt, nr. 2495/1 van 18 mei 2006.
 Rapporteur: de heer Jef Van den Bergh

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer betreffende de immobilisering van voertuigen.
 Ingediend door de heren Jef Van den Bergh en Roel Deseyn, nr. 2574/1 van 23 juni 2006.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, ten einde de motorfietsen toe te staan gebruik te maken van de bussen voorbehouden rijstroken.
 Ingediend door de heren François Bellot, Thierry Giet, Olivier Chastel, mevrouw Valérie De Bue, de heer Charles Michel, de dames Corinne de Fermentier en Camille Dieu en de heer Hans De Bonte, nr. 2619/1 van 10 juli 2006

19. Wetsvoorstel betreffende het rijden op de openbare weg.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans en Guy D'haeseleer, nr. 2778/1 van 29 november 2006.

WEGVERVOER

Voorstel van resolutie om de afgifte van het rijbewijs verplicht te laten voortgaan door een aanvullende rijvaardigheidstest.
 Ingediend door mevrouw Annick Saudoyer, de heer André Frédéric en mevrouw Camille Dieu, nr. 693/1 van 14 januari 2004.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project. Ingediend door de heren Olivier Chastel en François Bellot, nr. 146/1 van 31 juli 2003.
2. Voorstel van resolutie betreffende het herstel van het evenwicht inzake spoorinvesteringen tussen het Vlaamse en Waalse Gewest bij de overname van de schulden van de NMBS. Ingediend door de heer Jos Ansons (**), nr. 283/1 van 14 oktober 2003.
3. Voorstel van resolutie betreffende de basismobiliteit op het spoor. Ingediend door de heren Daan Schalk (**), en Philippe De Coene, nr. 920/1 van 16 maart 2004.

WEGVERKEER

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 van de op 18 maart 1968 gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer. Ingediend door de heer Jos Ansons (**), nr. 113/1 van 24 juli 2003.
2. Voorstel van resolutie over de regels voor de uitreiking en het gebruik van de bewonerskaart. Ingediend door mevrouw Anemie Turtelboom, de heren Willy Cortois, Ludo Van Campenhout, Bart Tommelein en Daan Schalk (**), nr. 629/1 van 29 december 2003.
3. Wetsvoorstel tot aanpassing van het verkeersreglement teneinde de eigenaar van een inrit het recht te verliezen zijn wagen langdurig voor deze inrit te parkeren. Ingediend door de heer Guido De Padt, de dames Hilde Vautmans en Yolande Avontroodt, nr. 1540/1 van 6 januari 2005. Rapporteurs: mevrouw Hilde Vautmans de heer Dylan Casae
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968 gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer inzake het verplaatsen van voertuigen. Ingediend door de heren Dylan Casae, Philippe De Coene en mevrouw Inga Verhaert (**), nr. 1585/1 van 1 februari 2005. Amendement van de heer Ludo Van Campenhout, nr. 1585/2 van 24 maart 2006. Amendement van de heren Roel Deseyn, Guido De Padt, de dames Hilde Vautmans en Camille Dieu, nr. 1585/3 van 17 januari 2007. Amendement van de heer Guido De Padt, de dames Hilde Vautmans en Camille Dieu, nr. 1585/4 van 31 januari 2007. Rapporteurs: de dames Hilde Vautmans en Camille Dieu
5. Wetsvoorstel tot invoering van een gemeentelijke vergunningkaart voor parkeren. Ingediend door de heer Guido De Padt, mevrouw Yolande Avontroodt, de heren Willy Cortois en Bart Tommelein, nr. 1643/1 van 3 maart 2005. Rapporteur: de heer François Bellot
6. Wetsvoorstel tot invoeging van specifieke parkeerregeling voor artsen en hulpdiensten in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg. Ingediend door de heer Ludo Van Campenhout, mevrouw Yolande Avontroodt en de heer Guido De Padt, nr. 1669/1 van 15 maart 2005. Rapporteur: de heer François Bellot
7. Wetsvoorstel strekkende tot het opheffen van bepaalde categorieën van kentekenplaten. Ingediend door de heren Jan Mortelmans, François Van den Eynde, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1779/1 van 11 mei 2005.
8. Wetsvoorstel tot het invoeren van een rijverbod voor vrachtwagens op zon- en feestdagen. Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1801/1 van 23 mei 2005.

29. Voorstel van resolutie tot herinvoering van de verplichting tot het volgen van theoretische rijlessen bij een erkende rijfschool voor de tot tweemaal toe niet-geslaagde in het theoretische rijexamen.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans en Francis Van den Eynde, nr. 1721/1 van 21 april 2005.
30. Voorstel tot vereenvoudiging van de indeling van de zware verkeersovertreddingen.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1740/1 van 28 april 2005.
31. Voorstel betreffende het gebruik der talen bij examens voor het rijbewijs.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1741/1 van 28 april 2005.
32. Voorstel tot uitbreiding van de autokeuring.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1742/1 van 28 april 2005.
33. Voorstel strekkende tot het veiliger maken van overwegen.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Jan Mortelmans, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1743/1 van 28 april 2005.
34. Voorstel tot het bepalen van de veiligheidsafstand tussen voertuigen op autosnelwegen.
 Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 1748/1 van 29 april 2005.
35. Voorstel tot het verdubbelen van de straffen voor snelheidsovertreddingen tijdens tijdelijk gewijzigde verkeerssituaties.
 Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 1749/1 van 29 april 2005.
36. Voorstel strekkende tot het optrekken van de minimumsnelheid op de autosnelwegen.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1754/1 van 2 mei 2005.
37. Voorstel strekkende tot uitbreiding van de gordelplicht.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1755/1 van 2 mei 2005.
38. Voorstel strekkende tot het optrekken van de maximumsnelheid op de autosnelwegen.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1759/1 van 2 mei 2005.
39. Voorstel tot uitbreiding van de snelheidsbeperking voor vrachtwagens en slepen.
 Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 1768/1 van 6 mei 2005.
40. Voorstel betreffende de verkeersveiligheid aan verkeerslichten.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1780/1 van 11 mei 2005.
41. Voorstel van resolutie betreffende het invoeren van verkeersleutels in het middelbaar onderwijs.
 Ingediend door mevrouw Hilde Vautmans, de heer Miguel Chevalier en mevrouw Annemie Turtelboom, nr. 1858/1 van 15 juni 2005.
42. Voorstel van resolutie betreffende een aangepaste weginrichting, teneinde de veiligheid van de gebruikers van tweewielige motorvoertuigen te verhogen.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, François Bellot, Charles Michel en de dames Valérie De Bue en Jacqueline Galant, nr. 19471 van 19 juli 2007.

18. Wetsvoorstel ter verbetering van de verkeersveiligheid van de deelnemers aan jeugdkampen en van groepen voetgangers.
 Ingediend door de heer *Jos Anoms* (**), nr. 1270/1 van 5 juli 2004.
 Overgenomen door de heer Jef Van den Bergh, op 12 januari 2005, ter vervanging van de heer *Jos Anoms* (**).
 Kaff, nr. 1270/2 van 12 januari 2005.
19. Wetsvoorstel betreffende het atbakenen van zone 30 in tijd door middel van het gebruik van een statisch bord.
 Ingediend door de heren Jan Peeters en Philippe De Coene, nr. 1323/1 van 1 september 2004.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
20. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.
 Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, nr. 1373/1 van 12 oktober 2004.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 56 van de gecodificeerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.
 Ingediend door de heren Olivier Chastel, François Bellot en mevrouw Valérie De Bue, nr. 1422/1 van 29 oktober 2004.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
22. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement betreffende de politie over het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg wat de voorraagsregeling betreft.
 Ingediend door de heer *Jos Anoms* (**), nr. 1454/1 van 22 november 2004.
 Overgenomen door de heer Jef Van den Bergh, op 12 januari 2005, ter vervanging van de heer *Jos Anoms* (**).
 Kaff, nr. 1454/2 van 12 januari 2005.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
23. Voorstel van resolutie teneinde het reflecterend veiligheidsvest op te nemen in de lijst van verplicht veiligheidsbehoren alsmede bestuurders te verplichten dat vest te dragen na een ongeval of bij motorpech.
 Ingediend door mevrouw Annick Saudoyer, de heer André Frédéric en mevrouw Camille Dieu, nr. 1474/1 van 1 december 2004.
24. Voorstel van resolutie betreffende een herziening van de wet van 7 februari 2003 houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid ter bevordering van meer verkeersveiligheid.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, François Bellot en Philippe Montils, nr. 1478/1 van 3 december 2004.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
25. Wetsvoorstel betreffende het verplicht gebruik van het reflecterend veiligheidsvest.
 Ingediend door de dames Hilde Vautmans, Anemie Turtelboom, de heren Miguel Chevalier, *Karel Pinxten* (*) en Guido De Padt, nr. 1550/1 van 12 januari 2005.
26. Wetsvoorstel tot oprichting van een fonds ter ondersteuning van de autorijopleiding.
 Ingediend door de dames Valérie De Bue, José Lejeune, de heer Daniel Bacquelaïne en mevrouw Jacqueline Galant, nr. 1634/1 van 25 februari 2005.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
27. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement betreffende de politie van het wegverkeer, betreffende het overdag met ontstoken dimlichten rijden.
 Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, nr. 1667/1 van 15 maart 2005.
28. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 29 van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecodificeerd op 16 maart 1968.
 Ingediend door de heer François Bellot en mevrouw Valérie De Bue, nr. 1686/1 van 24 maart 2005.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 16 maart 1968 gecodificeerde wet betreffende de politie over het wegverkeer wat betreft het invoeren van een speekseltest voor de analyse van andere stoffen dan alcohol die de rijvaardigheid beïnvloeden.
 Ingediend door de heer *Jos Ansons* (**), nr. 391/1 van 6 november 2003.
 Overgenomen door de heer Jef Van den Bergh, op 12 januari 2005, ter vervanging van de heer Kaff, nr. 391/2 van 12 januari 2005.
7. Voorstel van resolutie betreffende de verplichte installatie van kindertzjes in personenwagens.
 Ingediend door de heren *Daan Schalk* (**), en Philippe De Coene, nr. 437/1 van 17 november 2003.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie over het wegverkeer.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 713/1 van 21 januari 2004.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.
 Ingediend door de heren *Karel Pinxten* (**), en Guido De Padt, nr. 832/1 van 20 februari 2004.
10. Voorstel van resolutie teneninde een theoretisch rijexamen op te leggen voor bromfietzen klasse A.
 Ingediend door de dames Annick Sadoyer, Camille Dieu en de heer André Frédéric, nr. 843/1 van 23 februari 2004.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 59 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement betreffende de politie over het wegverkeer.
 Ingediend door de heer *Jos Ansons* (**), en mevrouw *Inge Verotte* (**), nr. 931/1 van 18 maart 2004.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg inzake het dragen van de valhelm door fietsers beneden de leeftijd van 16 jaar.
 Ingediend door de heer Jan Mortelmans, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 960/1 van 25 maart 2004.
13. Voorstel van resolutie betreffende de plaats die de bestuurders op de openbare weg moeten innemen.
 Ingediend door mevrouw Annick Sadoyer, nr. 962/1 van 26 maart 2004.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
14. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen in verband met de verkeersveiligheid.
 Ingediend door de heer Philippe Monfils, nr. 1074/1 van 29 april 2004.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecodificeerd op 16 maart 1968, teneninde parkeercapaciteiten toe te kennen aan beoefenaars van een gezondheidsberoep die op huisbezoek zijn.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 1103/1 van 6 mei 2004.
 Rapporteur: de heer François Bellot
16. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, teneninde de voertuigen van meer dan 7,5 ton die bestemd zijn voor het personenvervoer vrij te stellen van het inhaalverbod bij regen.
 Ingediend door mevrouw Josée Lejeune, nr. 1105/1 van 6 mei 2004.
17. Voorstel van resolutie tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer met het oog op de verbetering van niet-prioritair zekeren- vervoer en een hogere rechtszekerheid bij het uitvoeren van prioritaire opdrachten in het algemeen.
 Ingediend door de heer Ludo Van Campenhout en mevrouw Yolande Avontroodt, nr. 1225/1 van 21 juni 2004.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans

STRAFRECHT

1. Voorstel van resolutie betreffende het afschaffen van de boetezegels.
Ingediend door mevrouw Hilde Vautmans, de heer Guido De Padt, mevrouw Annemie Turtelboom en de heer Miguel Chevalier, nr. 1765/1 van 3 mei 2005.
 2. Wetsvoorstel tot invoeging in het Strafwetboek van beschuldigingen of vernielingen die de verkeersveiligheid in het gedrang brengen als verzwarende omstandigheid.
Ingediend door de heren Dylan Casaeer, Philippe De Coene en mevrouw Inga Verhaert (**), nr. 2154/1 van 12 december 2005.
 3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met betrekking tot de weggebruikers die bij gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg een verkeersongeval veroorzaken.
Ingediend door de heer Guido De Padt, nr. 2628/1 van 12 juli 2006.
-
1. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het sociaal telefoontarief tot mobiele aansluitingen.
Ingediend door mevrouw Inge Vervotte (**), en de heer Roel Deseyn, nr. 1058/1 van 28 april 2004.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie wat betreft de gebruikersefficiëntie.
Ingediend door de heren Roel Deseyn, Jef Van den Bergh en mevrouw Simonne Creyf, nr. 2385/1 van 30 maart 2006.
 3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, ten-einde de persoonlijke levenssfeer beter te beschermen in het kader van de op locatiegegevens geba-seerde diensten of de locatiediensten via mobiele telefoon.
Ingediend door mevrouw Veronique Salvi en de heer David Lavaux, nr. 2949/1 van 1 maart 2007.
Rapporteur: mevrouw Karine Lalioux
-
1. Wetsvoorstel tot hervorming van de rijopleiding.
Ingediend door de heer Jos Ansons (**), nr. 112/1 van 24 juli 2003.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 27.5.2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.
Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, de heren Daan Schalk (**), en Philippe De Coene, nr. 126/1 van 28 juli 2003.
 3. Wetsvoorstel houdende verschuivende bepalingen inzake verkeersveiligheid.
Ingediend door de heer Jos Ansons (**), nr. 205/1 van 18 september 2003.
Overgenomen door de heer Jef Van den Bergh, op 12 januari 2005, ter vervanging van de heer Jos Ansons (**).
Kaff, nr. 205/2 van 12 januari 2005.
Rapporteurs: de dames Valérie De Bue en Hilde Vautmans
 4. Wetsvoorstel tot invoering van taxicheques voor jongeren.
Ingediend door de heren Georges Lenssen, Ludo Van Campenhout, Guido De Padt en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 351/1 van 29 oktober 2003.
 5. Voorstel van resolutie over een aanpassing van de wegcode met het oog op een veiliger en meer comfortabel fietsgebruik.
Ingediend door de heren Daan Schalk (**), en Philippe De Coene, nr. 364/1 van 30 oktober 2003.

VERKEERSVEILIGHEID

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Tony Van Parys, nr. 1592/1 van 3 februari 2005.

STRAFPROCEDURE

Wetsvoorstel tot waarborging van een minimumdienstverlening in het raam van opdrachten van openbare dienst en taken van algemeen belang.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, Olivier Chastel, François Bellot, mevrouw Valérie De Bue, de heren Denis Ducarme en *Pierre-Yves Jeholet* (**), nr. 604/1 van 18 december 2003.
 Amendement van de heren Olivier Chastel, François Bellot en mevrouw Valérie De Bue, nr. 604/2 van 7 februari 2006.
 Advies van de Raad van State, nr. 604/3 van 18 mei 2006.
 Amendement van de heren Daniel Bacquelaire, Olivier Chastel, François Bellot en mevrouw Valérie De Bue, nr. 604/4 van 21 maart 2007.
 Rapporteur: mevrouw Camille Dieu

STAKING

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde een vooratgaande controle mogelijk te maken op de verspreiding van drukwerk met een racistisch, xenofob of negationistisch karakter.
 Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 788/1 van 5 februari 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 788/2 van 30 april 2004.

POSTDIENST

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.
 Ingediend door de heren Roel Deseyn en Jef Van den Bergh, nr. 2582/1 van 27 juni 2006.

POST EN TELECOMMUNICATIE

7. Voorstel van resolutie betreffende de toekomst van de overheidsdiensten.
 Ingediend door de heren Olivier Chastel, François Bellot en mevrouw Valérie De Bue, nr. 2318/1 van 27 februari 2006.
 Verslag van de heer Roel Deseyn, nr. 2318/2 van 30 mei 2006.
 Amendement van mevrouw Camille Dieu, nr. 2318/3 van 8 juni 2006.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven om sociale verkiezingen te organiseren met het oog op de vertegenwoordiging van hun werknemers.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, François Bellot, Richard Fournaux en mevrouw Valérie De Bue, nr. 1037/1 van 22 april 2004

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde de gewestelijke en lokale overheden de mogelijkheid te bieden een retributie te heffen voor het gebruik van het openbaar domein door de telecommunicatieoperatoren.
 Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea, Jos Ansoms (**), en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 503/1 van 27 november 2003.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.
 Ingediend door mevrouw Karine Lalleux, nr. 114/1 van 24 juli 2003.
 Rapporteur: mevrouw Camille Dieu

LUCHTHAVEN

Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een onafhankelijk openbaar orgaan belast met de controle op de boven woongebieden door het luchtverkeer vanop de luchthaven van Zaventem vóór-zaakte geluidshinder.

Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea en Olivier Maingain, nr. 1720/1 van 21 april 2005.

LUCHTVERKEER

Wetsontwerp inzake het vastleggen van vliegproudures.

Ingediend door de regering, nr. 2466/1 van 5 mei 2006.

Amendementen van mevrouw Karine Lalleux, de heer David Lavaux, de dames Brigitte Wiaux, Marie Nagy, de heer Jef Van den Bergh en mevrouw Valérie De Bue, nr. 2466/2 van 22 mei 2006.

Amendementen van de heer David Lavaux, de dames Brigitte Wiaux, Marie Nagy, de heer Jef Van den Bergh en mevrouw Valérie De Bue, nr. 2466/3 van 29 juni 2006.

Amendementen van mevrouw Marie Nagy, de heer Jef Van den Bergh en mevrouw Valérie De Bue, nr. 2466/4 van 5 juli 2006.

Amendementen van de heer Jef Van den Bergh en mevrouw Valérie De Bue, nr. 2466/5 van 13 juli 2006.

Rapporteur: mevrouw Valérie De Bue

LUCHTVERVOER

1. Voorstel van resolutie tot volwaardige erkenning van de luchthaven van Kortrijk-Wevelegem en de integratie ervan in het samenwerkingsakkoord van 30 november 1989 tussen de Staat en de Gewestelijke Luchthavenbeheerders.

Ingediend door de heer Koen Bultinck en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 532/1 van 3 december 2003.

2. Voorstel van resolutie betreffende het opvoeren van de luchtvaartveiligheid.

Ingediend door de dames Dominique Tillmans, Valérie De Bue, de heren François Bellot en Olivier Chastel, nr. 1888/1 van 24 juni 2005.

OPENBAAR VERVOER

Voorstel van resolutie betreffende het bevorderen van de toegankelijkheid van het openbaar vervoer.

Ingediend door mevrouw Greet Van Gool en de heer Jean-Marc Delizée, nr. 2626/1 van 12 juli 2006.

OVERHEIDSBEDRIJF

1. Voorstel tot wijziging van de wet van 29 oktober 1946 op de inrichting van het Rekenhof en de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsonderwerpen, wat de controle op de autonome overheidsonderwerpen betreft.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens en de heer Gérard Gobert (**), nr. 36/1 van 26 juni 2003.

Rapporteur: mevrouw Camille Dieu

2. Voorstel tot vaststelling van het statuut van de overheidsbestuurders en de overheidsbeheerders.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens en de heer Gérard Gobert (**), nr. 37/1 van 26 juni 2003.

Rapporteur: mevrouw Camille Dieu

3. Voorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsonderwerpen.

Ingediend door de heer Raymond Langendries (**), mevrouw Joëlle Milquet en de heer Jean-Jacques Viseur (**), nr. 106/1 van 22 juli 2003.

Rapporteur: mevrouw Camille Dieu

DIRECTE BELASTING

Wetsvoorstel tot bevordering van de kwaliteit van rijopleiding.
Ingeleid door de heren Jef Van den Bergh en Roel Deseyn, nr. 2206/1 van 12 januari 2006.
Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans

ENQUÊTECOMMISSIE

Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop de overheid het dossier van de uitbreiding van het koerierbedrijf DHL heeft behandeld.
Ingeleid door de heren Gerolf Annemans en Bart Laeremans, nr. 1443/1 van 18 november 2004.

GEHANDICAPTE

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg teneinde ervoor te zorgen dat de gereserveerde parkeerplaatsen voor personen met een handicap niet door anderen worden ingenomen.
Ingeleid door de heren Joseph Arens, *Louis Smal* (**) en Melchior Wathelet, nr. 1164/1 van 27 mei 2004.

INFORMATICA

Voorstel van resolutie tot bevordering van de mobiliteit door middel van nieuwe informatie technologieën.
Ingeleid door de heren François Bellot en Olivier Chastel, nr. 153/1 van 4 augustus 2003.
Overgenomen door mevrouw Valérie De Bue, op 8 maart 2004 ter vervanging van de heer Olivier Chastel.
Addendum nr. 153/2 van 8 maart 2004.

INFORMATIEMAATSCHAPPIJ

1. Voorstel van resolutie betreffende een ruimere toegang tot breedbandinternet.
Ingeleid door de heer Richard Fouraux, mevrouw Dominique Tillmans, de heer François Bellot, mevrouw Jacqueline Galant en de heer Philippe Collard, nr. 2268/1 van 8 februari 2006.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie teneinde aan basisscholen toegang tot internet ter beschikking te stellen dat beantwoordt aan hun bijzondere noden.
Ingeleid door de heer Philippe De Coene en mevrouw Karine Lalleux, nr. 3076/1 van 12 april 2007.
Addendum, nr. 3076/2 van 18 april 2007.

KANSPPEL

Wetsontwerp houdende diverse bepalingen betreffende kansspelen.
Ingeleid door de regering, nr. 2807/1 van 7 december 2006.
Amendementen van de regering, nr. 2807/2 van 12 januari 2007.

KINDERBESCHERMING

Voorstel van resolutie tot omkadering van de mobiele telefonie markt teneinde te voorkomen dat de fabrikanten zich op de doelgroep van de jonge kinderen zouden richten.
Ingeleid door de dames Karine Lalleux, Sophie Pécriaux, Camille Dieu, de heren André Frédéric en Eric Massin, nr. 1383/1 van 14 oktober 2004.

SOCIALE ZEKERHEID

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op de splitsing van de sociale zekerheid.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 469/1 van 21 november 2003.

VOLKSGEZONDHEID

Voorstel van bijzondere wet teneinde de beleidslijnen inzake preventieve en curatieve gezondheidszorg opnieuw op het federale niveau samen te brengen, om aldus de volksgesondheid ten goede te komen, via een wijziging van artikel 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, nr. 224/1 van 25 september 2003.

WETGEVING

Voorstel van resolutie betreffende de systematische opvolging van de vernietigingsarresten van het Arbitragehof.
 Ingediend door de heer Paul Tant, nr. 1367/1 van 7 oktober 2004.
 Rapporteur: mevrouw Aïssou De Clercq

Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Voorstel tot wijziging van bijlage 1 bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde de instelling en het gebruik van alle infokioskoperkingen gratis te maken.
 Ingediend door de dames Camille Dieu, Karine Lalleux, de heren André Frédéric en Eric Massin, nr. 823/1 van 18 februari 2004.
2. Voorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde in een getrapte verantwoordelijkheid te voorzien wat het aanbieden van infokioskdiensten betreft.
 Ingediend door de heer André Frédéric, mevrouw Karine Lalleux en de heer Eric Massin, nr. 828/1 van 19 februari 2004.
3. Voorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde overmatige schuldenlast als gevolg van GSM-gebruik te bestrijden.
 Ingediend door de heer Melchior Watheliet, nr. 1390/1 van 18 oktober 2004.
4. Voorstel van resolutie betreffende de misbruiken van de mobiele telefoonequipmenten in zaken roaming.
 Ingediend door de heer Melchior Watheliet, nr. 2294/1 van 15 februari 2006.
5. Voorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
 Ingediend door de heren Roel Deseyn, Jef Van den Bergh en mevrouw Simonne Creyft, nr. 2372/1 van 27 maart 2006.
 Rapporteur: mevrouw Hilde Vautmans
6. Voorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie wat betreft de verbindingskosten tussen netwerken.
 Ingediend door de heren Roel Deseyn, Jef Van den Bergh en mevrouw Simonne Creyft, nr. 2386/1 van 30 maart 2006.

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen. Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, nr. 2434/1 van 24 april 2006. Amendement van de heer Servais Verherstraeten, nr. 2434/2 van 31 mei 2006. Rapporteurs: de heren Hervé Hasquin en David Geerts

REGIONAAL PARLEMENT

2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragerecht. Ingediend door de heren Olivier Malingain, Eric Libert en mevrouw *Martine Payfa* (**), nr. 206/1 van 19 september 2003.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 6 januari 1989 betreffende de wedden en pensioenen van de rechters, de referendarissen en de griffiers van het Arbitragerecht. Ingediend door de heer Olivier Malingain en mevrouw *Martine Payfa* (**), nr. 81/1 van 15 juli 2003. Overgenomen door de heer Eric Libert, op 9 september 2004, ter vervanging van mevrouw *Martine Payfa* (**).

RECHTERLIJKE INRICHTING

Wetsvoorstel tot uitbreiding van de bevoegdheden van de algemene vergadering van de afdeling administratie van de Raad van State en tot wijziging van de wetten op de Raad van State gecodificeerd op 12 januari 1973. Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 179/1 van 27 augustus 2003.

RAAD VAN STATE

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, en van de wet van 26 juni 2004 tot uitvoering van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen. Ingediend door de heren Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Daniel Bacquelaire en Thierry Giet, nr. 1398/1 van 20 oktober 2004. Amendement van de heer Thierry Giet en mevrouw Marie-Claire Lambert, nr. 1398/2 van 28 oktober 2004. Amendementen van de heer Servais Verherstraeten, nr. 1398/3 van 8 november 2005. Amendementen van de heer Herman De Croo, nr. 1398/4 van 6 juli 2006. Advies van de Raad van State, nr. 1398/5 van 20 september 2006. Rapporteurs: de heren Hervé Hasquin, Servais Verherstraeten en David Geerts.

3. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen. Ingediend door de heren Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Daniel Bacquelaire en Thierry Giet, nr. 1397/1 van 20 oktober 2004. Amendement van de heer Thierry Giet en mevrouw Marie-Claire Lambert, nr. 1397/2 van 28 oktober 2004. Amendementen van de heer Servais Verherstraeten, nr. 1397/3 van 8 november 2005. Advies van de Raad van State, nr. 1397/5 van 20 september 2006. Rapporteurs: de heren Hervé Hasquin, Servais Verherstraeten en David Geerts.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse wetten met het oog op de afschaffing van de ambten van gouverneur en vice-gouverneur van het arrondissement Brussel-Hoofdstad. Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea en Olivier Malingain, nr. 1150/1 van 19 mei 2004.

4. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, teneinde de inachtneming van het algemeen stemrecht te herstellen voor de verkiezing van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Ingediend door de heer Olivier Maignain, mevrouw *Martine Payta* (**), en de heer Eric Libert, nr. 786/1 van 5 februari 2004.

5. Wetsvoorstel houdende de versterking van de kiezer door te voorzien in de beëindiging van rechtsweg van het mandaat van volksvertegenwoordiger, rechtstreeks gekozen senator, of gecoopteerd senator bij de verkiezing voor een andere parlementaire assemblee.

Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant en Herman Van Rompuy, nr. 1359/1 van 5 oktober 2004.

6. Voorstel van bijzondere wet houdende de versterking van de kiezer door te voorzien in de beëindiging van rechtsweg van het mandaat van lid van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad bij de verkiezing voor een andere parlementaire assemblee.

Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant en Herman Van Rompuy, nr. 1360/1 van 5 oktober 2004.

7. Wetsvoorstel houdende de versterking van de kiezer door te voorzien in de beëindiging van rechtsweg van het mandaat van lid van het Europees Parlement bij de verkiezing voor een andere parlementaire assemblee.

Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant en Herman Van Rompuy, nr. 1361/1 van 5 oktober 2004.

8. Wetsvoorstel houdende de versterking van de kiezer door te voorzien in de beëindiging van rechtsweg van het mandaat van lid van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap bij de verkiezing voor een andere parlementaire assemblee.

Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant en Herman Van Rompuy, nr. 1362/1 van 5 oktober 2004.

9. Wetsvoorstel tot bestrijding van kiezersbedrog door het invoeren van een verbod van meervoudige kandidaatsstelling bij gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement met de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers, het Vlaams Parlement, het Waals Parlement of het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement.

Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant en Herman Van Rompuy, nr. 1363/1 van 5 oktober 2004.

10. Voorstel van bijzondere wet tot bestrijding van kiezersbedrog door de invoering van een verbod van meervoudige kandidaatsstelling bij gelijktijdige verkiezingen van de gewestraden met de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers of van het Europees Parlement.

Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Dirk Claes, Paul Tant en Herman Van Rompuy, nr. 1364/1 van 5 oktober 2004.

11. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op het mogelijk maken van vervroegde verkiezingen voor deelstaatsparlementen.

Ingediend door de heren Gerolf Annemans en *Guido Tassenhoye* (**), nr. 1863/1 van 17 juni 2005.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de bijzondere wetten van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen inzake het toekennen van stemrecht aan Belgen in het buitenland.

Ingediend door de heer Patrick De Groot, nr. 3093/1 van 24 april 2007.

PUBLIEK RECHT

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen met het oog op de afschaffing van de ambten van gouverneur en vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea en Olivier Maignain, nr. 1149/1 van 19 mei 2004.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Bart Laeremans en Guy D'haeseleer, nr. 1697/1 van 7 april 2005.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, in verband met de bekendmaking van de bezoldigingen.
 Ingediend door de dames Zoë Genot, Muriel Gerkens, Marie Nagy en de heer Jean-Marc Nolle, nr. 2391/1 van 31 maart 2006.
 Rapporteurs: de heren Hervé Hasquin en David Geerts
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de wetgevende kamers.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain, Melchior Wathelet en Eric Libert, nr. 2397/1 van 31 maart 2006.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.
 Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, nr. 2433/1 van 24 april 2006.
 Rapporteurs: de heren Hervé Hasquin en David Geerts
 Amendement van de heer Servais Verherstraeten, nr. 2433/2 van 31 mei 2006.

ONDERWIJS

5. Wetsvoorstel van bijzondere wet tot wijziging van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken ten einde de verblijfsvoorwaarden af te schaffen die toegang verleent tot het in de randge meenten georganiseerde Franstalig onderwijs.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain, Eric Libert en mevrouw *Martine Payfa* (**), nr. 208/1 van 19 september 2003.
6. Wetsvoorstel van bijzondere wet tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
 Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 216/1 van 24 september 2003.

ORGANISATIE VAN VERKIEZINGEN

1. Wetsvoorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 16 juli 1993 (II) tot vervollediging van de federale staatsstructuur en tot aanvulling van de kieswetgeving met betrekking tot de gewesten en de gemeenschappen, met betrekking tot het presentiegebed van de leden van de kiesbureaus.
 Ingediend door de heren Luc Sevenhans en Jan Mortelmans, nr. 64/1 van 10 juli 2003.
2. Wetsvoorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op de toekennning van volledige constitutionele autonomie aan de Vlaamse Raad, de Franse Gemeenschapsraad en de Waalse Gewestraad voor wat betreft hun verkiezing, samenstelling en werking.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 460/1 van 20 november 2003.

3. Wetsvoorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ten einde volledige constitutionele autonomie te verlenen aan de Vlaamse Raad, de Franse Gemeenschapsraad en de Waalse Gewestraad voor wat betreft hun verkiezing, samenstelling en werking.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans, Gerolf Annemans, Koen Bultinck en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 696/1 van 15 januari 2004.

13. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 10, tweede lid, tweede zinsdeel, van de Grondwet. Voorstel ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 1019/1 van 13 april 2004.
14. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 28 van de Grondwet. Voorstel ingediend door mevrouw Joëlle Milliquet, de heren *Jean-Jacques Visseur*(**) en Melchior Wathelet, nr. 1128/1 van 13 mei 2004.
15. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 68, § 2, van de Grondwet teneinde de stemplicht af te schaffen. Voorstel ingediend door de dames Hilde Vautmans, Anemie Turtelboom en de heer Miguel Chevalier, nr. 1216/1 van 16 juni 2004.
16. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 10, tweede lid, tweede zinsdeel, van de Grondwet. Voorstel ingediend door mevrouw Nahima Lanjri en de heer Hans Bonte, nr. 1330/1 van 6 september 2004.
17. Herziening van de Grondwet. Herziening van de artikelen 65 en 70 van de Grondwet, teneinde de federale zittingsperiode van vier op vijf jaar te brengen. Voorstel ingediend door de heren *Jean-Jacques Visseur*(**) en Melchior Wathelet, nr. 1331/1 van 6 september 2004.
18. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 63 van de Grondwet inzake de zetelverdeling van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Voorstel ingediend door de heren Filip De Man, Jaak Van den Broeck en mevrouw Marleen Govaerts, nr. 1647/1 van 7 maart 2005.
19. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 150 van de Grondwet betreffende de vrouwen discriminatie en de vrouwenhaat. Voorstel ingediend door de heren Filip De Man en Guy D'haeseleer, nr. 1770/1 van 6 mei 2005.
20. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 167, § 2, tweede volzin, van de Grondwet teneinde bij de instemmingsprocedure voor verdragen een volksraadpleging mogelijk te maken. Voorstel ingediend door de heer Hendrik Daems, nr. 1818/1 van 31 mei 2005.
21. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 23 van de Grondwet met het oog op de invoeging van het recht op toereikende energie. Voorstel ingediend door de dames Magda De Meyer, *Karine Jiroflée*(**), *Dalila Douifi* en *Hilde Claes*(**), nr. 2270/1 van 9 februari 2006.
22. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 63 van de Grondwet, ten einde een vierde van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers te laten kiezen in een federale kieskring. Voorstel ingediend door mevrouw Marie Nagy en de heer Jean-Marc Nolle, nr. 2373/1 van 27 maart 2006. Errata, nr. 2373/2 van 27 maart 2006.
23. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 57 van de Grondwet, teneinde het petitierecht te moderniseren en het om te vormen tot een echt parlementair debat op volksinitiatief. Voorstel ingediend door de dames Véronique Ghemne en Talbia Belhouari, nr. 2850/1 van 16 januari 2007.

LUCHTVERVOER

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op de regionalisering van de luchthaven Brussel-Nationaal. Ingediend door de heren Patrick De Groot, Roel Deseyn en Hendrik Bogaert, nr. 1435/1 van 17 november 2004.

1. Voorstel tot herziening van artikel 23 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 39/1 van 2 juli 2003.
Overgenomen door de heer P. De Groote, op 8 juni 2006, ter vervanging van de heer *Geert Bourgeois* (**).
Addendum, nr. 39/2 van 8 juni 2006.
2. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 28 van de Grondwet betreffende het petitiererecht door er het College van de federale ombudsmannen in op te nemen.
Voorstel ingediend door de heer Olivier Chastel, nr. 225/1 van 25 september 2003.
3. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 23 van de Grondwet teneinde dat artikel aan te vullen ter bekrachtiging van het recht op communicatie en mobiliteit.
Voorstel ingediend door mevrouw Karine Lallieux, nr. 339/1 van 24 oktober 2003.
4. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 111 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, Alain Courtois, Olivier Maingain en Philippe Montfils, nr. 419/1 van 10 november 2003.
5. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 23 van de Grondwet inzake het voorzorgsbegeïnsel ten aanzien van de huidige en toekomstige generaties.
Voorstel ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 491/1 van 25 november 2003.
6. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 44, eerste lid, van de Grondwet teneinde de bijeenroeping van de Kamers van rechtswege te vervroegen naar de eerste dinsdag van september.
Voorstel ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Dirk Claes, nr. 504/1 van 28 november 2003.
7. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 10 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de dames Karine Lallieux, Marie-Claire Lambert, de heer Thierry Giet en mevrouw Alisson De Clercq, nr. 567/1 van 8 december 2003.
8. Herziening van de Grondwet. Herziening van de artikelen 18 en 123 van de Grondwet houdende toekennning van de constitutionele autonomie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de Duitstalige Gemeenschap.
Voorstel ingediend door de heren Olivier Maingain, *Charles Piqué* (**), François-Xavier de Donnea en mevrouw *Martine Payta* (**), nr. 778/1 van 4 februari 2004.
9. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 23 van de Grondwet, ter bekrachtiging van het recht op watervoorziening.
Voorstel ingediend door mevrouw Karine Lallieux, de heren Dirk Van der Maelen, Alain Mathot en mevrouw Valérie D'œm, nr. 841/1 van 23 februari 2004.
10. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van de Grondwet teneinde er een artikel 39bis in te voegen betreffende de volksraadpleging.
Voorstel ingediend door de heren Daniel Bacquelaire en *Claude Erdékens* (**), nr. 862/1 van 3 maart 2004.
Overgenomen door de heer Thierry Giet, op 16 juni 2006, ter vervanging van de heer *Claude Erdékens* (**).
11. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 56 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de dames Nahima Lanjri en Liesbeth Van der Auwera, nr. 904/1 van 11 maart 2004.
12. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 63, §§ 2 en 3, van de Grondwet, tot oprichting van een kieskring voor de vertegenwoordiging van de Belgen die in het buitenland verblijven.
Voorstel ingediend door de heren Thierry Giet, André Frédéric en *Claude Erdékens* (**), nr. 953/1 van 24 maart 2004.

16. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 6, § 1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen met het oog op de regionalisering van de reglementering inzake tijdelijke arbeid, uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebuikers. Ingediend door de dames Annemie Turtelboom, Hilde Vautmans en de heer Miguel Chevalier, nr. 1539/1 van 6 januari 2005.

17. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op een nieuwe bevoegdheidsverdeling inzake jeugdbescherming. Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, Jean-Pierre Malmendier en Alain Courtois, nr. 1544/1 van 11 januari 2005.

18. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaanwijzing in te dienen. Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Bart Laeremans en Guy D'haeseleer, nr. 1696/1 van 7 april 2005.

19. Voorstel van bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wat de brandweer betreft. Ingediend door de heren Jan Mortelmans, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans en mevrouw Nancy Caslo, nr. 1785/1 van 13 mei 2005.

20. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, alsook van artikel 79 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, om de parlementaire assamblees een belangrijker rol te geven in de organisatie van de administratie en de ministeriële kabinetten. Ingediend door de dames Marie Nagy, Muriel Gerkens, Zoë Genot en de heer Jean-Marc Nolle, nr. 1839/1 van 7 juni 2005.

Advies van de Raad van State, nr. 1839/2 van 4 augustus 2005.

21. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met betrekking tot de filmkering. Ingediend door de heer Koen T'Sijen, nr. 2217/1 van 19 januari 2006.

22. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wat de cumulatie betreft van een mandaat in het Vlaams Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Waals Parlement en het Brussels Parlement met andere ambten. Ingediend door de heren Olivier Maignain, Melchior Wathelet en Eric Libert, nr. 2398/1 van 31 maart 2006.

23. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 64 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, nr. 2543/1 van 9 juni 2006.

24. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op de regionalisering van het handelsvestigingsbeleid. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Ortwin Depoortere en Bert Schoofs, nr. 2623/1 van 11 juli 2006.

GEMEENTE

1. Voorstel van bijzondere wet tot definitieve vastlegging van de grens tussen Vlaanderen en Wallonië en tot afschaffing van de faciliteiten in de taalregensgemeenten. Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Bart Laeremans, Guido Tassenhoye (**) en Filip De Man, nr. 662/1 van 7 januari 2004.

2. Voorstel van bijzondere wet tot afschaffing van de faciliteiten in de randgemeenten. Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Bart Laeremans, Guido Tassenhoye (**) en Filip De Man, nr. 663/1 van 7 januari 2004.

5. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, wat de bevoegdheden van de raden en de verenigde vergadering van de gemeenschapscommissies betreft. Ingediend door de heren Olivier Maignain en François-Xavier de Donnea, nr. 702/1 van 16 januari 2004.
6. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 5, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in verband met de burgerschapsproef voorgeschreven met het oog op de naturalisatie van vreemdelingen. Ingediend door de heren Bart Laeremans, Jan Mortelmans, Bert Schoofs, mevrouw Gerda Van Steenberghe (**), en de heer Hagen Goyvaerts, nr. 853/1 van 27 februari 2004.
7. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen alsmede van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wat de democratische afbakening van de grenzen van de Gewesten en Gemeenschappen betreft en tot organisatie van een volksraadpleging daarover. Ingediend door de heren Olivier Maignain, François-Xavier de Donnea en mevrouw Martine Payta (**), nr. 877/1 van 8 maart 2004.
8. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen. Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, de heren Jean-Jacques Viseur (**), en Melchior Wathelet, nr. 887/1 van 10 maart 2004.
- Advies van de Raad van State, nr. 887/2 van 6 juli 2004.
9. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, ten einde in het licht van het arrest van het Arbitragehof van 25 maart 2003 het bestuur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te waarborgen. Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 957/1 van 25 maart 2004.
- Advies van de Raad van State, nr. 957/2 van 6 juli 2004.
10. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen. Ingediend door de heer Charles Picqué (**), mevrouw Karine Lalieux, de heren Mohammed Boukourna en Yvan Mayeur, nr. 958/1 van 25 maart 2004.
- Advies van de Raad van State, nr. 958/2 van 6 juli 2004.
11. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wat de spoorwegen betreft. Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Bart Laeremans, Jan Mortelmans, Luc Sevenhans en Francis Van den Eynde, nr. 1232/1 van 22 juni 2004.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen. Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Bart Laeremans, Koen Bultinck en Guido Tassenhoye (**), nr. 1297/1 van 20 juli 2004.
13. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op de overdracht naar de gewesten van de bevoegdheden inzake normalisatie. Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Bert Schoofs, nr. 1298/1 van 20 juli 2004.
14. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, nr. 1302/1 van 22 juli 2004.
15. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 79 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Ingediend door de heer Jan Mortelmans en mevrouw Alexandra Colen, nr. 1473/1 van 1 december 2004.

2. Voorstel van bijzondere wet strekkende tot de expliciete bevestiging, in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, van het feit dat de Gewesten en de Gemeenschappen bevoegd zijn voor de algemeen verbindend verklaard van de collectieve arbeidsovereenkomsten of de bepalingen van collectieve arbeidsovereenkomsten die betrekking hebben op aangeglegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.
- Ingediend door de heren Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, nr. 624/1 van 29 december 2003.

ARBITRAGEHOF

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof teneinde het Arbitragehof bevoegd te maken voor de toetsing van de artikelen 41 en 162 van de Grondwet inzake de gemeentelijke en provinciale autonomie.

Ingediend door de heer Jo Vandeurzen, de dames Simone Creyf, Greta D'hondt, de heren Pieter De Crem, Carl Devlies, de dames Nathalie Muyile, Trees Pieters, de heer Paul Tant, mevrouw Liesbeth Van der Auwera en de heer Mark Verhaegen, nr. 1665/1 van 14 maart 2005.

BRANDBESTRIJDING

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met betrekking tot de brandweerdiensten.

Ingediend door de heren Dirk Claes, Pieter De Crem, mevrouw Katrien Schryvers, de heren Tony Van Parrys, Mark Verhaegen en Servais Verherstraeten, nr. 3029/1 van 27 maart 2007.

EUROPESE UNIE

Voorstel tot instelling van een bijzonder en tijdelijk reglement betreffende een zo ruim mogelijke raadpleging en voorlichting alvorens wordt overgegaan tot de instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, alsook betreffende de instemmingsprocedure zelf.

Ingediend door de heer Thierry Giet, mevrouw Karine Lallieux, de heer Jean-Marc Delizée, mevrouw Camille Dieu, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Valérie Déom, de heer André Frédéric, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Patrick Moriau en mevrouw Talbia Belhouari, nr. 1461/1 van 25 november 2004.

Rapporteur: de heer Hervé Hasquin

GEMEENSCHAP EN GEWEST

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen teneinde hun de bevoegdheid te verlenen decreten uit te vaardigen die kracht van wet hebben.
- Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 58/1 van 9 juli 2003.
2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 6, § 1, VIII, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
- Ingediend door de heren Willy Corts, Filip Anthuenis en Claude Marinower, nr. 402/1 van 6 november 2003.
3. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.
- Ingediend door de heren François-Xavier de Donna, Olivier Maingain, Daniel Bacquelaïne, Alain Corts, en Philippe Montils, nr. 518/1 van 1 december 2003.
- Advies van de Raad van State, nr. 518/2 van 6 juli 2004.
4. Voorstel van resolutie om het samenwerkingsakkoord tot oprichting van het Agentschap voor Buitenlandse Handel op te zeggen.
- Ingediend door de heren Koen Bultinck, Bart Laerebans en *Guido Tassenhoye* (**), nr. 569/1 van 9 december 2003.

Wetsvoorstel houdende mogelijke afstand en vervreemding van goederen die tot de Koninklijke Schenking behoren, als het algemeen belang zulks vereist.
 Ingeleid door de heren Mohammed Boukourna, Philippe De Coene, Yvan Mayeur en Patrick Lansens
 (**), nr. 1957/1 van 19 juli 2005.
 Advies van de Raad van State, nr. 1957/2 van 1 september 2005.

STAATSHOOFD

Wetsvoorstel tot opheffing van de dotaties aan leden van de koninklijke familie.
 Ingeleid door de heren Hagen Goyaerts, Francis Van den Eynde en Filip De Man, nr. 740/1 van 27 januari 2004.

STRAFRECHT

1. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme wat betreft de gelden en activa die als illegaal worden beschouwd.
 Ingeleid door de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1499/1 van 10 december 2004.
 Advies, nr. 1499/2 van 1 juli 2005.
 Rapporteur: de heer Jacques Chabot

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme.
 Ingeleid door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1698/1 van 8 april 2005.

VOLKSGEZONDHEID

Voorstel van resolutie teneinde de regering aan te bevelen de bijzondere accijns op tabak fors te verhogen in het raam van de bestrijding van het tabaksgebruik.
 Ingeleid door mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), nr. 717/1 van 21 januari 2004.

WERKLOOSHEID

Voorstel van resolutie tot wijziging van de regeling inzake de trekingsrechten.
 Ingeleid door de heer Charles Picqué en mevrouw Karine Lalieux, nr. 1093/1 van 4 mei 2004.

WETGEVING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 46 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, teneinde erin te voorzien dat bij de indiening van wetsontwerpen bij de Kamer of de Senaat het voorafgaand advies van de Inspectie van Financiën wordt toegevoegd.
 Ingeleid door de heer Jean-Jacques Viseur (**), nr. 93/1 van 16 juli 2003.

Commissie voor de Herziening van de Hervorming van de Instellingen

ARBEID

1. Wetsvoorstel strekkende tot de expliciete bevestiging, in de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, van het feit dat de Duitstalige Gemeenschap bevoegd is voor de algemeen verbindend verklaard arbeidsovereenkomsten of de bepalingen van collectieve arbeidsovereenkomsten die betrekking hebben op aanglegenheden die tot haar bevoegdheid behoren.
 Ingeleid door de heren Guy D'haeseleer en Koen Bultinck, nr. 533/1 van 3 december 2003.

OVERHEIDSPDRACHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en de concessies voor openbare werken en van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sector water, energie, vervoer en telecommunicatie. Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 510/1 van 28 november 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de concessies voor openbare werken en van de bijlage bij dit besluit. Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, nr. 754/1 van 29 januari 2004.

3. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de overheidsopdrachten op het gebied van wapens, munitie en oorlogsmaterieel betreft, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. Ingediend door de heren Alain Mathot en Philippe Montils, nr. 1187/1 van 3 juni 2004.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor wat betreft het vaststellen van criteria inzake maatschappelijk verantwoordelijke investeringen. Ingediend door mevrouw Anнемie Roppe, nr. 3078/1 van 13 april 2007.

OVERHEIDSTOEZICHT

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen teneinde vennootschappen waarin de Regie der Gebouwen participeert of die ze mede opricht onder de controlebevoegdheid van het Rekenhof te doen vallen. Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, nr. 1328/1 van 3 september 2004.

PENSIOENEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 34 van het Wetboek van de inkomstbelastingen 1992 in verband met de pensioenen die door een Franse instelling voor aanvullende pensioenen worden gestort. Ingediend door de heren Joseph Arens en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 142/1 van 31 juli 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen teneinde de ten laste van de Schatkist zijnde pensioenen van de personeelsleden van de psychologisch-medische sociale centra en van de centra voor leerlingbegeleiding gelijk te stellen met de pensioenen van de personeelsleden van de onderwijsinstellingen. Ingediend door de dames *Camille Dieu*, *Françoise Collin* (**), de heer *Gérard Gobert* (**), de dames *Catherine Doyen-Fonck* (**), en *Greta D'hondt*, nr. 1073/1 van 29 april 2004. Overgenomen door de heer Jean-Marc Nolle, op 19 juli 2006, ter vervanging van de heer *Gérard Gobert* (**).

Kaff, nr. 1073/2 van 19 juli 2006.

3. Wetsvoorstel tot duurzame oriëntatie van de pensioenfondsen van de tweede en de derde pijler en van de reserves van het Zilverfonds. Ingediend door de heer Jean-Marc Nolle, de dames *Zoé Genot*, *Marie Nagy* en *Muriel Gerkens*, nr. 2284/1 van 13 februari 2006. Errata nr. 2284/2 van 4 juli 2006.

37. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde en de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen, teneinde het gebruik van de elektronische factuur aan te moedigen en de termijnen voor het bewaren van sommige boeken, facturen en documenten in te korten.
 Ingediend door de heren Melchior Wathelet en *Jean-Jacques Viseur*(**), nr. 2436/1 van 24 april 2006.

MILIEUBESCHERMING

38. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 95 van het Wetboek der Successierechten.
 Ingediend door de dames Anнемie Roppe, Simone Creyt en de heer Servais Verherstraeten, nr. 2515/1 van 30 mei 2006.
 Amendementen van mevrouw Anнемie Roppe, nr. 2515/2 van 6 april 2007.

39. Voorstel van resolutie betreffende de uitbreiding van het verlaagde btw-tarief van 6% tot de hygiëne- en basisproducten voor kinderen.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de dames Colette Burgeon, Danielle Van Lombeek-Jacobs en de heer André Frédéric, nr. 2570/1 van 22 juni 2006.
 Mevrouw Veronique Ghene wordt als indienstverplichting toegevoegd, op 28 juli 2006.
 Addendum, nr. 2570/2 van 28 juli 2006.

40. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, teneinde de bouw van sociale woningen te bevorderen.
 Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur*(**), nr. 2640/1 van 14 juli 2006.

ONROEREND EIGENDOM

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1993 tot instelling van een bijdrage op de energie ter vrijwaring van het concurrentievervalsing en de werkgelegenheid.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens en de heer *Gerard Gobert*(**), nr. 329/1 van 23 oktober 2003.
 Overgenomen door de heer Jean-Marc Nolle, op 19 juli 2006, ter vervanging van de heer *Gerard Gobert*(**).
 Kaff, nr. 329/2 van 19 juli 2006.

2. Voorstel van resolutie betreffende het fiscaal stimuleren van roeffilters in dieselmotoren.
 Ingediend door mevrouw Marieen Govaerts en de heer Hagen Govaerts, nr. 2024/1 van 13 oktober 2005.

OVERHEIDSPARAAAT

Wetsvoorstel tot regeling van het toezicht op de Federale Overheidsdienst Financiën.
 Ingediend door de heren Carl Devlies en Hendrik Bogaert, nr. 2925/1 van 16 februari 2007.
 Rapporteur: de heer Bart Tommelein

OVERHEIDSBEOEKHOUDING

Voorstel van resolutie betreffende het verlenen aan het Rekenhof van een opdracht naar aankomend onderzoek over de transacties Financiële, het domein Les Dolimarts in Vresse-Sur-Semois, het nieuw Antwerps Paleis van Justitie, het Berlaymont-gebouw, het domein Hengelhof in Houthalen en het centrum Zon en Zee in Westende.
 Ingediend door de heren Hagen Govaerts en Koen Bultinck, nr. 2387/1 van 30 maart 2006.

27. Voorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven om de bouw van sociale woningen te steunen.
 Ingediend door de dames Marie Nagy, Muriel Gerkens, Zoë Genot en de heer Jean-Marc Nolleit, nr. 1475/1 van 1 december 2004.
 Advies, nr. 1475/2 van 19 januari 2006.
 Rapporteur: mevrouw Annermie Roppe
28. Voorstel tot verlaging van het tarief van de belasting over de toegevoegde waarde op beplantingen door tuinaanleggers geleverd.
 Ingediend door de heer Miguel Chevalier, de dames Annermie Turtelboom en Hilde Vautmans, nr. 1558/1 van 14 januari 2005.
 Advies, nr. 1558/2 van 22 april 2005.
 Rapporteur: de heer Hendrik Bogaert
29. Voorstel van resolutie betreffende de procedure voor het ter beschikking stellen van BTW-inkomsten door de Belgische overheid aan de organisatoren of organisatoren van een (inter)nationale humanitaire actie naar aanleiding van nationale of internationale rampen.
 Ingediend door mevrouw *Inga Verhaert* (**), de heer Dirk Van der Maelen, de dames Karine Lalleux, Nathalie Muyile, Annermie Roppe en Hilde Vautmans, nr. 1773/1 van 9 mei 2005.
 Overgenomen door mevrouw M. De Coninck, de heer D. Geerts, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Inga Verhaert* (**).
 Kaff, nr. 1773/2 van 16 januari 2007.
30. Voorstel van resolutie betreffende de daling van de belasting over de toegevoegde waarde op rijstages voor bestuurders van tweewielige motorvoertuigen.
 Ingediend door de heren Olivier Chastel, François Bellot, mevrouw Valérie De Bue, de heren Charles Michel, Daniel Bacquelaïne en mevrouw Jacqueline Galant, nr. 1936/1 van 11 juli 2005.
31. Voorstel houdende wijziging van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten.
 Ingediend door de dames Anne-Marie Baeke, Annermie Roppe, de heren Daniel Bacquelaïne, Luk Van Biesen en Dirk Van der Maelen, nr. 1970/1 van 27 mei 2005.
 Advies, nr. 1970/2 van 5 mei 2006.
 Rapporteur: de heer Eric Massin
32. Voorstel tot het verlagen van de BTW op de rijopleiding.
 Ingediend door mevrouw Frieda Van Themsche, de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde en mevrouw Alexandra Colen, nr. 1979/1 van 16 augustus 2005.
33. Voorstel tot aanvulling van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde met een vrijstelling voor bepaalde beoefenaars van niet-conventionele praktijken inzake geneeskunde.
 Ingediend door de heer Patrick De Groot, nr. 2040/1 van 24 oktober 2005.
34. Voorstel tot wijziging van de programmawet van 27 december 2004 met betrekking tot de accijnsverhogingen op motorbrandstoffen.
 Ingediend door de heren Hendrik Bogaert, Pieter De Crem, Carl Devlies, de dames Trees Pieters, Simonne Crey, Katrien Schryvers, Nathalie Muyile, de heren Dirk Claes, Servais Verherstraeten en Theo Kelchtermans, nr. 2052/1 van 27 oktober 2005.
35. Voorstel tot invoering van een verlaagd BTW-tarief voor producten bestemd voor de hygiënische bescherming van de vrouw.
 Ingediend door de dames Maya Detégé, Anne-Marie Baeke, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Sophie Pécriaux, de heer Guy Swennen, mevrouw Dominique Tilmans, de heren Bart Tommelein, Koen T'Sijen en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 2331/1 van 10 maart 2006.
36. Voorstel tot terugbetaling van de BTW bij aankoop van een wagen door grote gezinnen.
 Ingediend door de dames Frieda Van Themsche en Marleen Govaerts, nr. 2352/1 van 17 maart 2006.

15. Wetsvoorstel tot invoering van een verlaagd BTW-tarief voor audiovisuele middelen in het koninkrijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Hagen Goyaerts en Guy D'haeseleer, nr. 493/1 van 26 november 2003.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven. Ingediend door mevrouw Trees Pieters, nr. 500/1 van 27 november 2003. Advies, nr. 500/2 van 23 juni 2006. Rapporteur: mevrouw Anнемie Roppe
17. Voorstel van resolutie tot invoering van het verlaagd BTW-tarief voor restauratiediensten. Ingediend door mevrouw Trees Pieters, de heren Hendrik Bogaert, Dirk Claes, Carl Devlies en Jo Vandeurzen, nr. 529/1 van 3 december 2003. Rapporteur: mevrouw Anne-Marie Baeke
18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 44 van het BTW-wetboek. Ingediend door de heren Georges Lenssen, Stéf Goris, Hendrik Daems en Bart Tommelein, nr. 617/1 van 29 december 2003. Rapporteur: mevrouw Anнемie Roppe
19. Wetsvoorstel tot wijziging van het BTW-wetboek inzake de aankoop van automobielen door personen die in aanmerking komen voor het bekomen van een speciale parkeerkaart voor gehandicapten. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Hagen Goyaerts en Guy D'haeseleer, nr. 627/1 van 29 december 2003.
20. Voorstel van resolutie betreffende de BTW-tarieven die van toepassing zijn op audio CD's en videofilms. Ingediend door de heer André Frédéric, nr. 775/1 van 4 februari 2004.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven teneinde het BTW-tarief voor rijopleidingen te verlagen. Ingediend door mevrouw Annick Saudoyer, nr. 796/1 van 9 februari 2004.
22. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de procedurekosten te verlagen door de rechtsvorderingen waarvan de waarde niet meer dan vijfduizend euro bedraagt vrij te stellen van indirecte belastingen. Ingediend door de heer Alain Courtois, nr. 907/1 van 12 maart 2004.
23. Wetsvoorstel met het oog op de toepassing van een verlaagd BTW-tarief van 6% op de levering, bouw, renovatie en verbouwing van in het kader van het sociaal beleid verstrekte huisvesting. Ingediend door de heer *Charles Picqué* (**) en mevrouw Karine Lalleux, nr. 1091/1 van 4 mei 2004. Overgenomen door de heer Yvan Mayeur, op 20 maart 2006, ter vervanging van de heer *Charles Picqué* (**): Addendum, nr. 1091/2 van 20 maart 2006. Advies, nr. 1091/3 van 5 mei 2006. Rapporteur: mevrouw Anнемie Roppe
24. Wetsvoorstel houdende afschaffing van het zegelrecht op sommige uittreksels en getuigschriften. Ingediend door de heer Guido De Padt en mevrouw Dominique Tillmans, nr. 1227/1 van 21 juni 2004.
25. Wetsvoorstel tot wijziging van het BTW-Wetboek teneinde in te gaan tegen de organisatie van onvermoggen in het kader van bedrijflijke overdracht van een geheel van goederen. Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1421/1 van 29 oktober 2004. Advies, nr. 1421/2 van 23 juni 2006.
26. Voorstel van resolutie betreffende fiscale maatregelen voor de bevordering van het fietsgebruik. Ingediend door de heren Hagen Goyaerts en Jan Mortelmans, nr. 1457/1 van 23 november 2004.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van tabel A die als bijlage gaat bij koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goede-
ren en de diensten bij die tarieven.
Ingediend door de heren *Claude Eerdekens* (**), André Frédéric en mevrouw Karine Lallieux, nr. 145/1 van 31 juli 2003.
Rapporteur: de heer Eric Massin
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de bijlage, tabel A, XX, bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goede-
ren en diensten bij die tarieven.
Ingediend door de heren Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde, Guy D'haeseleer, Jan Mortelmans, Luc Sevenhans en mevrouw Marleen Govaerts, nr. 151/1 van 4 augustus 2003.
Rapporteur: mevrouw Anne-Marie Baeke
7. Wetsvoorstel tot wijziging van tabel A gevoegd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststel-
ling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de
diensten bij die tarieven.
Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 161/1 van 7 augustus 2003.
8. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het verlaagde BTW-tarief voor de siertheit tot de levering van planten en
bloemen bij tuinaanleg.
Ingediend door de heer Paul Tant, nr. 204/1 van 18 september 2003
Amendement van de heren Paul Tant en Hendrik Boggaert, nr. 204/2 van 17 maart 2005.
Advies, nr. 204/3 van 22 april 2005.
Rapporteur: de heer Hendrik Boggaert
9. Voorstel van resolutie houdende uitbreiding van het verlaagd BTW-tarief van 6% tot de levering van gas
en elektriciteit aan alle gezinnen met een laag of middelgroot inkomen.
Ingediend door de heren Yvan Mayeur en Eric Massin, nr. 247/1 van 2 oktober 2003.
Advies, nr. 247/2 van 27 juli 2005.
Rapporteur: de heer Jacques Chabot
10. Wetsvoorstel tot invoeging van het tarief van 6 procent voor eet- en drinkwaren die worden aangewend
voor menselijke consumptie in hotels, restaurants of cafés in het koninkrijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970
tot vaststelling van de BTW en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.
Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 368/1 van 30 oktober 2003.
Rapporteur: mevrouw Anne-Marie Baeke
11. Voorstel van resolutie betreffende de verlenging van het verlaagde BTW-tarief op bepaalde arbeidsinten-
sieve diensten, meer bepaald voor renovatiewerken aan woningen die ouder zijn dan 5 jaar.
Ingediend door de heren Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer en mevrouw Frieda
Van Themsche, nr. 404/1 van 6 november 2003.
Rapporteur: mevrouw Marleen Govaerts
12. Voorstel van resolutie betreffende de verlaging van het tarief van de belasting over de toegevoegde
waarde op de veiligheidsuitrusting van motorrijders en op motorbanden.
Ingediend door de heer Miguel Chevalier en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 414/1 van 7 november 2003.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven
van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die
tarieven.
Ingediend door de heren Hendrik Daems, Bart Tommelein en Stéf Goris, nr. 415/1 van 7 november 2003.
Rapporteur: mevrouw Anne-Marie Roppe
14. Wetsvoorstel tot structurele verlaging van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde met
betrekking tot de sociale huisvesting en de bouw en levering van beschiedden particuliere woningen.
Ingediend door de heren Koen Bultinck, Jan Mortelmans, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, de dames
Marleen Govaerts en Frieda Van Themsche, nr. 475/1 van 24 november 2003.
Advies, nr. 475/2 van 5 mei 2006.
Rapporteur: mevrouw Anne-Marie Roppe

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek der Successierechten om een oplossing te bieden aan de tijdelijke liquiditeitsproblemen van overlevenden.

Ingediend door mevrouw Anne-Marie Baeke en de heer David Geerts, nr. 2272/1 van 9 februari 2006.

FAILLISSEMENT

Wetsvoorstel tot invoering van de mogelijkheid van onmiddellijke recuperatie van de doorgestorte BTW op ongedeelte schuldvorderingen in geval van faillietverklaring van de afnemer en tot invoering van een fiscale vrijstelling voor de schuldvorderingen van de gewone schuldeisers van de gefailleerde.

Ingediend door de heren Staf Neel, Hagen Goyaerts, de dames Marieen Goyaerts en Frieda Van Themsche, nr. 673/1 van 13 januari 2004.

FINANCIËEL INSTRUMENT

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, met het oog op de oprichting van een nieuwe categorie van instellingen voor collectieve belegging, solidairiteitsprivak genaamd, en houdende diverse fiscale bepalingen.

Ingediend door de heer *Charles Fiqué* (**), mevrouw Annemie Roppe en de heer Eric Massin, nr. 927/1 van 18 maart 2004.

Rapporteur: mevrouw Annemie Roppe

GEMEENTE

Wetsvoorstel houdende wijziging van een aantal fiscale bepalingen met betrekking tot de autonome gemeentebesturen en de autonome provinciebesturen.

Ingediend door de heren Geert Versnick, Guido De Padt, Ludo Van Campenhout en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 620/1 van 29 december 2003.

Advies, nr. 620/2 van 17 mei 2005.

INDIRECTE BELASTING

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de voor onderwys bestemde gebouwen betreft, van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 59/1 van 9 juli 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 74/1 van 14 juli 2003.

3. Voorstel van resolutie betreffende de verlaging van het tarief van de belasting over de toegevoegde waarde op de gemotoriseerde tweewielers en op de veiligheidsuitrusting van de bestuurders, nr. 141/1 van 31 juli 2003.

Ingediend door de heren Olivier Chastel, François Bellot en mevrouw Valérie De Bue.

Addendum, nr. 141/2 van 8 maart 2004.

Addendum, nr. 141/3 van 11 mei 2005.

4. Voorstel van resolutie betreffende de tenuitvoerlegging van structurele maatregelen om de groei en de ontwikkeling van de horecasector te waarborgen.

Ingediend door de heren Richard Fournau en *Raymond Langendries* (**), nr. 143/1 van 31 juli 2003.

Rapporteur: mevrouw Anne-Marie Baeke

122. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde voor de autoursrechten en de naburige rechten een aparte belastingregeling in te voeren.
 Ingediend door de dames Valérie Déom, Anne-Marie Baëke, de heer Alain Mathot en mevrouw Karine Lallieux, nr. 2898/1 van 7 februari 2007.

123. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, met het oog op de promotie van passiefhuizen middels een groene hypotheeklening.
 Ingediend door de dames Anne-Marie Baëke, Anнемie Roppe, de heren Dirk Van der Maelen, Luk Van Biesen, Jacques Chabot en mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 2941/1 van 27 februari 2007.

124. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de aftrek van beroepskosten voor woon-werkverkeer.
 Ingediend door de heer Bart Tommelein, mevrouw Hilde Vautmans en de heer Luk Van Biesen, nr. 3036/1 van 28 maart 2007.

125. Wetsvoorstel tot invoeging in het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 van investeringen in de mode-industrie als vrijgestelde inkomsten.
 Ingediend door de dames Anнемie Turtelboom, Anнемie Roppe, de heren Koen T'Sijen en Luk Van Biesen, nr. 3042/1 van 29 maart 2007.

ECHTSCHIEDING

1. Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een Fonds voor alimentatievorderingen.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Gerard Gobert (**), mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), nr. 1067/1 van 29 april 2004.
 Rapporteur: de heer Eric Massin

2. Wetsvoorstel teneinde de kosten verbonden aan de echtscheiding door onderlinge toestemming gedeeltelijk fiscaal aftrekbaar te maken.
 Ingediend door de heren Guy Swennen en Dirk Van der Maelen, nr. 1591/1 van 2 februari 2005.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën.
 Ingediend door de dames Magda De Meyer, Dalila Douifi en Anнемie Roppe, nr. 2629/1 van 12 juli 2006.

ECONOMISCH BELEID

Wetsvoorstel tot herinvoering van de oneigenlijke reconversievennootschappen.
 Ingediend door de heren Karel Finxten (**), Georges Lenssen en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 1285/1 van 13 juli 2004.

EERBIEDIGING VAN HET PRIVE-LEVEN

Wetsontwerp betreffende bepaalde verwerkingen van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën.
 Ingediend door de regering, nr. 3064/1 van 4 april 2007.
 Rapporteur: de heer Bart Tommelein

ENQUÊTECOMMISSIE

1. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscmissie belast met het onderzoek naar de gebrekkige werking van de Regie der Gebouwen.
 Ingediend door de heer Walter Muls, nr. 2301/1 van 16 februari 2006.

2. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscmissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop Z.K.H. Prins Laurent in de periode vóór het verkrijgen van een dotatie inkomsten verwierft.
 Ingediend door de dames Anнемie Turtelboom en Hilde Vautmans, nr. 2862/1 van 24 januari 2007.

109. Wetsvoorstel ter bevordering van een snellere verwerking van belastingaangiften die elektronisch worden ingediend.
 Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Anne-Marie Baëke, de heer Eric Massin en mevrouw Anнемie Roppe, nr. 2379/1 van 29 maart 2006.
110. Wetsvoorstel tot wijziging van Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde een belastingvermindering in te stellen voor de begunstigten van de diensten voor gezinszorg en bejaardenhulp.
 Ingediend door de heer Philippe Montfils, nr. 2381/1 van 29 maart 2006.
111. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de aftrek van kinderopvang.
 Ingediend door mevrouw Katrien Schryvers, de heren Hendrik Bogaert, Carl Devlies, de dames Nahima Lanjri en Nathalie Muyile, nr. 2403/1 van 17 mei 2006.
112. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 342 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door de heer Philippe Montfils, nr. 2422/1 van 20 april 2006.
 Amendement van de heer Philippe Montfils, nr. 2422/2 van 1 september 2006.
113. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de pensioenspaarverzekeringen.
 Ingediend door mevrouw Anne-Marie Baëke, de heer Dirk Van der Maelen, de dames Anнемie Roppe, Greet Van Gool, de heren Lük Van Biesen en François-Xavier de Donnea, nr. 2442/1 van 26 april 2006.
114. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat betreft het pensioenkapitaal van bedrijfsleiders.
 Ingediend door mevrouw Anнемie Roppe, de heren Carl Devlies en Lük Van Biesen, nr. 2528/1 van 2 juni 2006.
115. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992 teneinde de polders en wateringen toe te voegen aan de rechtspersonenbelasting voor publieke rechtspersonen.
 Ingediend door de heer Alfons Borginon, nr. 2587/1 van 29 juni 2006.
116. Wetsvoorstel tot hervorming van de fiscale behandeling van vruchtgebruikconstructies.
 Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen en mevrouw Anne-Marie Baëke, nr. 2588/1 van 29 juni 2006.
 Amendementen van de heer Dirk Van der Maelen, nr. 2588/2 van 22 januari 2007.
117. Wetsvoorstel houdende de wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de fiscale aftrekbaarheid tot de duurtijd van 30 jaar te beperken.
 Ingediend door de heren Stijn Bex en Koen T'Sijen, nr. 2598/1 van 5 juli 2006.
118. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door de dames Greet Van Gool, Anne-Marie Baëke, Magda De Meyer, Annelies Storms, de heren Koen T'Sijen en Dirk Van der Maelen, nr. 2617/1 van 10 juli 2006.
119. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wat de aftrekbaarheid van de opvangkosten voor kinderen met een handicap betreft.
 Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem en de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 2731/1 van 7 november 2006.
120. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de discriminatie van gehuwde of wettelijk samenwonende grensarbeiders en feitelijk samenwonende grensarbeiders, bij het berekenen van de belastingvermindering voor personen ten laste af te schaffen.
 Ingediend door mevrouw Marieen Govaerts, nr. 2786/1 van 1 december 2006.
121. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de aanrekening van de fiscale aftrek van de hypothecaire lening van de enige woning.
 Ingediend door de heer Lük Van Biesen, mevrouw Anne-Marie Baëke, de heren François-Xavier de Donnea, Carl Devlies, mevrouw Anнемie Roppe, de heren Bart Tommelein en Melchior Watheliet, nr. 2827/1 van 21 december 2006.

97. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de fiscale behandeling van giften.
 Ingeïnd door mevrouw *Inga Verhaert* (**), nr. 2041/1 van 24 oktober 2005.
 Overgenomen door mevrouw M. De Coninck, de heren D. Van der Maelen en D. Geerts, op 16 januari 2007 ter verandering van mevrouw *Inga Verhaert* (**), op 16 januari 2007.
 Kaff, nr. 2041/2 van 16 januari 2007.
98. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde te voorzien in een fiscaal statuut ten behoeve van de rechters in handelszaken en de rechters in sociale zaken.
 Ingeïnd door de heer Melchior Wathelleit, nr. 2103/1 van 24 november 2005.
99. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de fiscale behandeling van bilocatie.
 Ingeïnd door mevrouw Martine Taelman, de heren Bart Tommelein en Luk Van Biesen, nr. 2134/1 van 2 december 2005.
100. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde te voorzien in een hogere belastingtarief van de aankooprijks van een zuinig voertuig dat per kilometer tussen 105 en 15 gram CO₂ uitstoot.
 Ingeïnd door de heer Benoît Drèze, nr. 2141/1 van 5 december 2005.
101. Wetsvoorstel betreffende de verrekening in de personenbelasting van een belastingkrediet van 20 euro bij het indienen van een elektronische aangifte.
 Ingeïnd door de heren Bart Tommelein, Daniel Bacquelaire, Luc Gustin, Eric Massin en mevrouw Anemie Roppe, nr. 2142/1 van 6 december 2005.
 Advies, nr. 2142/2 van 28 april 2006.
 Rapporteur: de heer Luk Van Biesen
102. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de termijn voor het indienen van de belastingaangifte.
 Ingeïnd door mevrouw Hilde Vautmans, de heren Bart Tommelein en Luk Van Biesen, nr. 2148/1 van 8 december 2005.
103. Wetsvoorstel tot verdeling van de opbrengst van de eenmalige bevrijdende aangifte teneinde de correcte belastingbetaler te compenseren.
 Ingeïnd door de heer Pieter De Crem, nr. 2178/1 van 21 december 2005.
104. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en tot instelling van een forfaitaire belastingregeling inzake auteursrechten en naburige rechten.
 Ingeïnd door de heer Philippe Montils, nr. 2216/1 van 19 januari 2006.
105. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de bestrijding van de verontreiniging door fijn stof.
 Ingeïnd door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2287/1 van 14 februari 2006.
106. Wetsvoorstel tot invoeging in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van een « *carry back* » voor de land- en tuinbouwsector.
 Ingeïnd door mevrouw Nathalie Muyllie, de heren Carl Devlies, Hendrik Bogaert, Mark Verhaegen en Jef Van den Bergh, nr. 2319/1 van 28 februari 2006.
107. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de geheime commissieslonen betreft.
 Ingeïnd door de heer Dirk Van der Maelen, de dames Anne-Marie Baeke en Anemie Roppe, nr. 2329/1 van 10 maart 2006.
108. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de korting die de Staat inhoudt op de aanvullende belastingen op de personenbelasting.
 Ingeïnd door de heren Mark Verhaegen, Paul Tant, Dirk Claes, Hendrik Bogaert, Pieter De Crem, Roel Deseyn, Carl Devlies, Theo Kelechtermans, de dames Nathalie Muyllie en Katrien Schryvers, nr. 2363/1 van 23 maart 2006.

85. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, tot uitbreiding van de fiscale compensatie voor ouders van kinderen tot 12 jaar die zelf voor de opvang zorgen.
 Ingediend door de dames Marieen Goverts, Alexandra Colen en de heer Hagen Goyvaerts, nr. 1660/1 van 11 maart 2005.
86. Wetsvoorstel betreffende het beroep op de vrijgevigheid van de bevolking en tot wijziging van de artikelen 104 en 110 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door de heren *Jean-Jacques Viseur* (**), Tony Van Parys en mevrouw Marie Nagy, nr. 1664/1 van 11 maart 2005.
87. Wetsvoorstel tot erkenning van het gewetensbezwaar tegen de militaire bestemming van belastinggeld en tot oprichting van een vredesbelastingfonds.
 Ingediend door mevrouw Annelie Roppe, de heren Stijn Bex, Geert Lambert, Walter Muls, mevrouw Annelies Storms en de heer Koen T'Sijen, nr. 1671/1 van 16 maart 2005.
88. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de definitie van het begrip «gehandicapte».
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Luc Goutry en Carl Devlies, nr. 1689/1 van 29 maart 2005.
89. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 om het gebruik van computers en internetdiensten te stimuleren.
 Ingediend door de heer Bart Tommelein, nr. 1690/1 van 29 maart 2005.
 Rapporteur: de heer Luk Van Biesen
 Advies, nr. 1690/2 van 30 mei 2006.
90. Wetsvoorstel tot bevordering van renovatie van onroerende goederen in grootsteden.
 Ingediend door de dames Nahima Lanjri, Simone Creyt en de heer Tony Van Parys, nr. 1730/1 van 22 april 2005.
 Kaff, nr. 1730/2 van 29 april 2005.
91. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de fiscale voordelen bij giften voor wetenschappelijk onderzoek uit te breiden.
 Ingediend door de heren François-Xavier de Donnea, Daniel Bacquelaïne en Hervé Hasquin, nr. 1761/1 van 3 mei 2005.
92. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de aftrek van opvangkosten van kinderen jonger dan twaalf jaar.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Hagen Goyvaerts en Jan Mortelmans, nr. 1789/1 van 18 mei 2005.
93. Wetsvoorstel tot aanpassing van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de indexatie van de forfaitaire kosten voor het woon-werkverkeer.
 Ingediend door de heren Carl Devlies, Mark Verhaegen, Hendrik Bogaert, Bart Tommelein, Luk Van Biesen en Melchior Wathélet, nr. 1796/1 van 20 mei 2005.
94. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de buitenschoolse kinderopvang.
 Ingediend door mevrouw Katrien Schryvers, de heren Hendrik Bogaert, Servais Verherstraeten, de dames Greta D'hondt, Nahima Lanjri, de heren Tony Van Parys, Carl Devlies en Jef Van den Bergh, nr. 1798/1 van 20 mei 2005.
95. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de belastingvermindering voor verbouwingwerken aan private woningen.
 Ingediend door de heer Miguel Chevalier, de dames Annelie Turtelboom, Hilde Vautmans en de heer Luk Van Biesen, nr. 1851/1 van 10 juni 2005.
 Advies, nr. 1851/2 van 28 april 2006.
 Rapporteur: de heer Bart Tommelein
96. Wetsvoorstel tot invoering in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van de fiscale duurzaamheidsbonus voor gehuwden en samenwonenden.
 Ingediend door de heer Guy Swennen, nr. 1909/1 van 4 juli 2005.

73. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de invoering van een fiscale regeling, « Tante Agath-regeling », ten gunste van startende ondernemers, ingediend door de heren Melchior Wathélet, *Jean-Jacques Viseur* (**), Benoît Drèze en Joseph Arens, nr. 1311/1 van 4 augustus 2004.
74. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de vrijstelling van winstbelasting van het effectief geïnvesteerde gedeelte van de investeringsreserve, ingediend door mevrouw Marleen Govaerts en de heer Hagen Govaerts, nr. 1318/1 van 26 augustus 2004.
75. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat betreft het niet in aanmerking nemen van vergoedingen voor de vrijwilligers van de openbare brandweerkorpsen en van de Civiele Bescherming, ingediend door de dames Greet Van Gool en Anne-Marie Baeke, nr. 1394/1 van 19 oktober 2004.
76. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de cvba « *Port autonome du centre et de l'ouest* » onvoorwaardelijke vrijstelling van vennootschapsbelasting te verlenen, ingediend door de dames Colette Burgeon, Anne-Marie Baeke, de heer Pieter De Crem, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heren Eric Massin, Alain Mathot, Jean-Marc Nolle, Bart Tommelein, *Jean-Jacques Viseur* (**), en Jacques Chabot nr. 1408/1 van 26 oktober 2004.
77. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet van 22 december 2003 betreffende de gedeeltelijke vrijstelling van bedrijfsvoorheffing bij ploegen- of nachtarbeid, ingediend door mevrouw Greta D'hondt, nr. 1411/1 van 27 oktober 2004.
78. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 66bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de aftrekbaarheid mogelijk te maken van veiligheidsuitrusting voor het gebruik van een motorfiets voor beroepsverplaatsingen, ingediend door de heer Benoît Drèze, nr. 1417/1 van 27 oktober 2004.
79. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde het woonsparen in te voegen, ingediend door mevrouw Anne-Marie Baeke en de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1420/1 van 29 oktober 2004. Advies, nr. 1420/2 van 30 mei 2006. Rapporteurs: de heer Eric Massin en mevrouw Anнемie Roppe
80. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 319 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de onderzoeksbevoegdheden inzake de inkomstenbelastingen af te stemmen op de onderzoeksbevoegdheden inzake de BTW, ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1423/1 van 4 november 2004
81. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 377bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de gewestelijke directeur de mogelijkheid te bieden om consignatie te verzorgen, ingediend door de heren Eric Massin, Alain Mathot en Jacques Chabot, nr. 1432/1 van 16 november 2004.
82. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 215 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingediend door de heren Georges Lenssen, *Karel Pinxten* (**), en Pierre Lano, nr. 1481/1 van 3 december 2004.
83. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de fiscale gunstmaatregelen voor zones van positief grootstedelijk beleid, ingediend door de heren Alfons Borghinon, Guido De Padt, Ludo Van Campenhout, Miguel Chevalier en mevrouw Sabien Lahaye-Battneu, nr. 1575/1 van 28 januari 2005. Advies, nr. 1575/2 van 5 mei 2006. Rapporteur: mevrouw Anнемie Roppe
84. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 tot afschaffing van fiscale discriminaties ten aanzien van gehuwden, ingediend door de dames Alexandra Colen, Marleen Govaerts, Frieda Van Themsche, Nancy Casio, de heren Hagen Govaerts, Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Bart Laeremans en Francis Van den Eynde, nr. 1641/1 van 2 maart 2005.

63. Voorstel van resolutie over een menselijker invorderingsbeleid inzake directe belastingen bij feitelijk geschieden.
- Ingediend door de dames Magda De Meyer, Anne-Marie Baeke en de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1168/1 van 28 mei 2004.
64. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de voorden alle aard.
- Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1172/1 van 28 mei 2004.
- Advies, nr. 1172/2 van 24 juni 2005.
- Rapporteur: de heer Bart Tommelein
65. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 teneinde de toerekeningsvolgorde van de betalingen om te keren, om aldus op te treden tegen overmatige schuldenlast.
- Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), en mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 1174/1 van 2 juni 2004.
66. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaanwijzing in te dienen, en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de uitbreiding van de toepassing van de bedrijfsvoorheffing.
- Ingediend door de heer *Gérard Gobert* (**), de dames Marie Nagy, Muriel Gerkens en Zoë Genot, nr. 1176/1 van 2 juni 2004.
- Overgenomen door de heer Jean-Marc Nolle, op 19 juli 2006, ter vervanging van de heer *Gérard Gobert* (**).
- Kaft, nr. 1176/2 van 19 juli 2006.
67. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaanwijzing in te dienen, met het oog op de invoering van een verklaring van fiscale regelmatigheid.
- Ingediend door de dames Marie Nagy, Muriel Gerkens, Zoë Genot en de heer *Gérard Gobert* (**), nr. 1177/1 van 2 juni 2004.
- Overgenomen door de heer Jean-Marc Nolle, op 19 juli 2006, ter vervanging van de heer *Gérard Gobert* (**).
- Kaft, nr. 1177/2 van 19 juli 2006.
68. Wetsvoorstel tot instelling van belastingvoordelen voor beleggingen die duurzame ontwikkeling bevorderen.
- Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens en de heer *Gérard Gobert* (**), nr. 1208/1 van 15 juni 2004.
- Overgenomen door de heer Jean-Marc Nolle, op 19 juli 2006, ter vervanging van de heer *Gérard Gobert* (**).
- Kaft, nr. 1208/2 van 19 juli 2006.
69. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 394 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
- Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, de heer Dirk Van der Maelen en mevrouw Anne-Marie Baeke, nr. 1226/1 van 21 juni 2004.
70. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 december 1999 houdende fiscale en diverse bepalingen met het oog op de ondersteuning van de ontwikkelingsamenwerking.
- Ingediend door mevrouw Greta D'hondt en de heer Roel Deseyn, nr. 1255/1 van 29 juni 2004.
71. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 171 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 in verband met de verplichte Franse aanvullende pensioenen.
- Ingediend door de dames Annick Saudoyer, Colette Burgeon, de heer André Perpète, mevrouw Camille Dieu, de heren Jean-Marc Delizée en Bruno Van Grootenbrielle, nr. 1279/1 van 12 juli 2004.
72. Wetsvoorstel tot wijziging van artikelen 465 tot 468 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 tot invoering van de mogelijkheid opcentiemen op de vennootschapsbelasting te heffen ten bate van de gemeenten.
- Ingediend door de heren Dirk Van der Maelen en *Patrick Lansens* (**), nr. 1301/1 van 22 juli 2004.

52. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 7 en 494 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in verband met de inkomsten van onroerende goederen die in beheer of ter verhuuring zijn toevertrouwd aan een overheidsinstelling.
- Ingediend door de heren *Charles Piqué* (**), *Claude Erdkens* (**), Bruno Van Grootenbrulle en mevrouw Karine Lalleux, nr. 1092/1 van 4 mei 2004.
- Overgenomen door de heer Yvan Mayeur, op 20 maart 2006, ter vervanging van de heer *Charles Piqué* (**).
- Addendum, nr. 1092/2 van 20 maart 2006.
- Advies, nr. 1092/3 van 28 april 2006.
- Rapporteur: de heer Luk Van Biesen
53. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot het indienen van bezwaar.
- Ingediend door de heer Guido De Padt, nr. 1110/1 van 7 mei 2004.
54. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de deelname aan de federale verkiezingen, alsook aan de gewest-, gemeenschaps-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen te bevorderen.
- Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1124/1 van 11 mei 2004.
55. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de steun aan de KMO's in de fiscale wetgeving te verankeren.
- Ingediend door de heer Melchior Watheliet, nr. 1125/1 van 12 mei 2004.
56. Wetsvoorstel tot erkenning van het gewetensbezwaar tegen de militaire bestemming van belastinggeld en tot oprichting van een vredesbestuifonds.
- Ingediend door de dames Muriel Gerkens, Marie Nagy, Zoë Genot en de heer *Gérard Gobert* (**), nr. 1127/1 van 12 mei 2004.
- Overgenomen door de heer Jean-Marc Nolleit, op 19 juli 2006, ter vervanging van de heer *Gérard Gobert* (**).
- Kaft, nr. 1127/2 van 19 juli 2006.
57. Wetsvoorstel ter invoering van sport- en cultuurchèques.
- Ingediend door mevrouw Annelies Storms en de heer Hans Bonte, nr. 1131/1 van 14 mei 2004.
58. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde te voorzien in de aantrekbaarheid van de adoptiegeleerde kosten.
- Ingediend door mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 1155/1 van 24 mei 2004.
59. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de aantrekbaarheid van de uitgaven voor kinderopvang uit te breiden alsook sommige onderwijskosten aantrekbaar te maken.
- Ingediend door de heren Carl Devlies, Jo Vandeurzen en mevrouw *Inge Vervotte* (**), nr. 1156/1 van 24 mei 2004.
60. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 met het oog op het wegwerken van de fiscale werkloosheidsval bij werklozen die een opleiding volgen.
- Ingediend door de dames Greet Van Gool, Anne-Marie Baëke, Annelies Storms, Colette Burgeon, Camille Dieu, Allisson De Clercq, de heren Dirk Van der Maelen, Georges Lenssen en Dirk Claes, nr. 1158/1 van 25 mei 2004.
61. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde bepaalde beroepsinkomsten van kunstenaars afzonderlijk belastbaar te maken.
- Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 1163/1 van 27 mei 2004.
62. Voorstel van resolutie om de vennootschapsbelasting te defederaliseren.
- Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bart Laeremans en Bert Schoofs, nr. 1167/1 van 27 mei 2004.

43. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde een hogere belastingvermindering toe te kennen voor de terugbetaling van hypothecaire leningen voor de aankoop of de bouw van een woning in een achterstandsgebied.
 Ingediend door de heer *Charles Fiqué* (**), mevrouw Karine Lallieux, de heren Jacques Chabot, Eric Massin en Alain Mathot, nr. 987/1 van 1 april 2004.
 Overgenomen door de heer Yvan Mayeur, op 20 maart 2006, ter vervanging van de heer *Charles Fiqué* (**).
 Addendum, nr. 987/2 van 20 maart 2006.
 Rapporteur: mevrouw Anнемie Foppe
44. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 117 in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de aan de sportclubs betaalde bijdragen aftrekbaar te maken.
 Ingediend door de heren *Raymond Langendries* (**), *Louis Smal* (**), en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1003/1 van 2 april 2004.
45. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de aftrekbaarheid van de uitgaven voor kinderopas.
 Ingediend door mevrouw Anнемie Turtelboom en de heer Miguel Chevalier, nr. 1015/1 van 9 april 2004.
46. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de woning kostenafrek mogelijk te maken.
 Ingediend door de heer Melchior Watheliet, nr. 1023/1 van 19 april 2004.
 Advies, nr. 1023/2 van 5 mei 2006.
 Rapporteur: de heer Luc Gustin
47. Wetsvoorstel tot het opnieuw in aanmerking nemen als beroepskost van de gewestelijke belastingen, heffingen en retributies in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door de heer Carl Devlies, nr. 1047/1 van 23 april 2004.
 Advies, nr. 1047/2 van 27 augustus 2005.
48. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de kosten voor het zoeken naar een baan fiscaal aftrekbaar te maken.
 Ingediend door de dames Joëlle Milquet en *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 1048/1 van 26 april 2004.
 Overgenomen door de heer B. Drèze, op 11 april 2005, ter vervanging van mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**).
 Advies, nr. 1048/2 van 11 april 2005.
49. Voorstel van resolutie betreffende het verlenen van een fiscale vrijstelling aan private ondernemingen voor het verstrekken van beurzen aan studenten die een voortgezette opleiding volgen in het buitenland en betreffende het sluiten van bilaterale culturele akkoorden door de gemeenschappen.
 Ingediend door de heer Miguel Chevalier en mevrouw Anнемie Turtelboom, nr. 1057/1 van 28 april 2004.
50. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 215, derde lid, 4^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door mevrouw Karine Lallieux, de heren Alain Mathot en *Maurice Dehu* (**), nr. 1059/1 van 28 april 2004.
 Advies, nr. 1059/2 van 26 juli 2005.
51. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 69 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door de heer *Gérard Gobert* (**), en mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1060/1 van 28 april 2004.
 Overgenomen door de heer Jean-Marc Nolleit, op 19 juli 2006, ter vervanging van de heer *Gérard Gobert* (**).
 Advies, nr. 1060/2 van 27 januari 2006.
 Advies, nr. 1060/3 van 19 juli 2006.

33. Wetsvoorstel houdende wijziging van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde het gebruik van de sport- en cultuurcheques aan te moedigen.
 Ingeïnd door de heren Alain Courtois en *Pierre-Yves Jeholet* (**), nr. 787/1 van 5 februari 2004.
 Overgenomen door de heer François-Xavier de Donnea, op 18 november 2004, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**).
 Advies van de Raad van State, nr. 787/2 van 17 maart 2004.
 Kaff, nr. 787/3 van 18 november 2004.
 Advies, nr. 787/4 van 18 augustus 2005.
 Rapporteur: de heer Luc Gustin
34. Voorstel van resolutie om het belastingvrije inkomen te verhogen bij het thuis verzorgen van zwaar chronisch zieke familieleden.
 Ingeïnd door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Govaerts, Staf Neel en mevrouw Alexandra Colen, nr. 833/1 van 20 februari 2004.
 Rapporteur: mevrouw Annemie Roppe
35. Wetsvoorstel tot wijziging van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de aan de provincie-, gemeente-, OCMW- en politieraadsleden toegekende vergoedingen vrij te stellen.
 Ingeïnd door de heer Joseph Arens, nr. 857/1 van 2 maart 2004.
36. Wetsvoorstel tot wijziging van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingeïnd door mevrouw Karine Lalleux en de heer Thierry Giet, nr. 886/1 van 9 maart 2004.
37. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 34 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot renten en pensioenen van buitenlandse oorsprong.
 Ingeïnd door de heren Joseph Arens, *Jean-Jacques Viseur* (**), en mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 922/1 van 17 maart 2004.
38. Wetsvoorstel tot afschaffing in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van de verplichte aanbesteding en goedkeuring van veiligheidsinvesteringen door een technopreventieadviseur.
 Ingeïnd door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Govaerts en Staf Neel, nr. 949/1 van 24 maart 2004.
39. Wetsvoorstel tot wijziging van de inkomstenbelastingen 1992 en het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, teneinde de fiscale invordering humaner te maken ten aanzien van de echtgenoten.
 Ingeïnd door mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), en de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 955/1 van 24 maart 2004.
40. Voorstel van resolutie betreffende de invoering van een fiscale aftrek voor kosten die zijn gefinancierd met eigen middelen door natuurlijke personen-belastingplichtigen voor werken aan private woningen.
 Ingeïnd door de heer Miguel Chevalier en mevrouw Annemie Turtelboom, nr. 967/1 van 29 maart 2004.
 Advies, nr. 967/2 van 28 april 2006.
 Rapporteur: de heer Bart Tommellein
41. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 om een belastingvermindering mogelijk te maken voor het installeren van beveiligingssystemen voor privé-woningen.
 Ingeïnd door de heren Dirk Claes en Carl Devlies, nr. 973/1 van 29 maart 2004.
 Advies, nr. 973/2 van 26 juli 2005.
 Rapporteur: de heer Hendrik Bogaeert
42. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde een grote aftrek toe te kennen voor de interest van hypothecaire leningen voor een woning die gelegen is in een zone voor positief grootstedelijk beleid.
 Ingeïnd door de heer *Charles Fiquet* (**), mevrouw Karine Lalleux, de heren Jacques Chabot, Eric Massin en Alain Mathot, nr. 986/1 van 1 april 2004.
 Overgenomen door de heer Yvan Mayeur, op 20 maart 2006, ter vervanging van de heer *Charles Fiquet* (**).
 Addendum, nr. 986/2 van 20 maart 2006.
 Rapporteur: mevrouw Annemie Roppe

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de invoering van de « Tante Agathe-regeling».
 Ingediend door de heer Richard Fournaux, nr. 570/1 van 9 december 2003.
23. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 115 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door de heren Georges Lenssen, Stéf Goris, Bart Tommelein en Hendrik Daems, nr. 593/1 van 16 december 2003.
 Rapporteur: de heer Eric Massin
24. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de vermindering van de fiscale lasten op het onroerend goed.
 Ingediend door de heren Georges Lenssen, Hendrik Daems, Bart Tommelein en Stéf Goris, nr. 594/1 van 16 december 2003.
 Advies, nr. 594/2 van 28 april 2006.
 Rapporteur: de heer Eric Massin
25. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 met het oog op het toekennen van een fiscale tegemoetkoming aan studenten en aan ouders van studenten.
 Ingediend door de heren Georges Lenssen, Hendrik Daems, Bart Tommelein en Stéf Goris, nr. 618/1 van 29 december 2003.
 Advies, nr. 618/2 van 2 mei 2005.
 Rapporteur: de heer Carl Devlies
26. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door de heren Hendrik Daems, Bart Tommelein en Stéf Goris, nr. 619/1 van 29 december 2003.
27. Wetsvoorstel tot compensatie van het inkomensverschil van Belgische grensarbeiders na de afschaffing van het dubbelbelastingverdrag van 19 oktober 1970.
 Ingediend door de heren Jo Vandeurzen en Servais Verherstraeten, nr. 622/1 van 29 december 2003.
28. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de uitgaven voor een schoolabonnement op het openbaar vervoer voor kinderen ten laste van de belastingplichtige fiscaal aftrekbaar te maken.
 Ingediend door de heer Jacques Chabot, mevrouw Collette Burgeon, de heer Alain Mathot en mevrouw Annick Saudoyer, nr. 691/1 van 14 januari 2004.
29. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde in een belastingvermindering te voorzien voor de premies die werden betaald in het raam van verzekeringsovereenkomsten ter dekking van de begrafeniskosten.
 Ingediend door de heren Jacques Chabot, Alain Mathot en Eric Massin, nr. 692/1 van 14 januari 2004.
30. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen van de bijlage bij koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, alsook van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de opleidingen voor het besturen van motorvoertuigen minder duur te maken.
 Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 709/1 van 19 januari 2004.
31. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de fiscale aftrekbaarheid van lidgeden van jongeren voor sportbeoefening.
 Ingediend door mevrouw Hilde Dierickx, de heren Bart Tommelein en Karel Pinxten (**), nr. 759/1 van 30 januari 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 759/2 van 17 maart 2004.
 Amendementen van mevrouw Hilde Dierickx en de heer Bart Tommelein, nr. 759/3 van 13 april 2005.
 Advies, nr. 759/4 van 27 augustus 2005.
 Rapporteur: de heer Luc Gustin.
32. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wat de terbeschikkingstelling van een fiets betreft.
 Ingediend door de heer Daan Schalk (**), en mevrouw Anne-Marie Baeke, nr. 782/1 van 5 februari 2004.

13. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 133 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde beter rekening te houden met de situatie van de eenoudergezinnen. Ingeleid door de heer *Jean-Jacques Viseur*(**), en mevrouw Joëlle Milquet, nr. 280/1 van 14 oktober 2003.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 49 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de werkozen in staat te stellen de kosten voor het zoeken van een baan af te trekken. Ingeleid door de heer Jacques Chabot, nr. 300/1 van 16 oktober 2003.
- Rapporteur: mevrouw Marie-Christine Marghem
Advies, nr. 300/2 van 26 juli 2005.
15. Wetsvoorstel tot toekennning van een moratoriumintrest aan belastingplichtigen die te laat te veel betaalde voorheffing terugbetaald krijgen. Ingeleid door de heer *Yves Letenne*(**), nr. 306/1 van 20 oktober 2003.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 257 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de verminderingen van de onroerende voorheffing automatisch te maken. Ingeleid door de heer Jacques Chabot, nr. 332/1 van 23 oktober 2003.
- Advies van de Raad van State, nr. 332/2 van 5 januari 2004.
17. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 170 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Ingeleid door de heren François-Xavier de Donnae, *Pierre-Yves Jeholet*(**), mevrouw Marie-Christine Marghem ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet*(**), nr. 384/1 van 31 oktober 2003.
- Kaft, nr. 384/2 van 19 oktober 2004.
Amendement van de regering, nr. 384/3 van 1 februari 2005.
Advies, nr. 384/4 van 30 mei 2005.
- Rapporteur: de heer Luc Gustin
18. Wetsvoorstel tot wijziging van de inkomstenbelastingen 1992 om de toepassing van de afzonderlijke aanslag van achterstallige vergoedingen ter compensatie van een tijdelijke inkomsten-deriving uit te breiden tot de zelfstandigen, de landbouwers, de beoefenaren van vrije beroepen en de bedrijfsleiders. Ingeleid door de heren Daniel Bacquelaire, François-Xavier de Donnae, *Pierre-Yves Jeholet*(**) en mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 421/1 van 10 november 2003.
- Overgenomen door de heer Luc Gustin, op 19 oktober 2004, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet*(**).
Kaft, nr. 421/2 van 19 oktober 2004.
Amendement van de regering, nr. 421/3 van 9 maart 2005.
Advies, nr. 421/4 van 3 juni 2005.
- Rapporteur: de heer Luk Van Biesen
19. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde het in overeenstemming brengen met Richtlijn 90/434/EEG van de Raad van 23 juli 1990 betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor fusies, splitsingen, inbreng van activa en aandelenruil met betrekking tot vennootschappen uit verschillende Lid-Staten. Ingeleid door de heren François-Xavier de Donnae en *Pierre-Yves Jeholet*(**), nr. 439/1 van 18 november 2003.
- Overgenomen door de heer Luc Gustin, op 19 oktober 2004, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet*(**).
Kaft, nr. 439/2 van 19 oktober 2004.
20. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de invoering van de gedeeltelijke aftrekbaarheid van de kosten voor de opvang van zieke kinderen. Ingeleid door mevrouw Colette Burgeon, de heren André Frédéric en Yvan Mayeur, nr. 537/1 van 3 december 2003.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde een recht in te stellen om het belastingdossier te raadplegen in het raam van de bezwaarprocedure. Ingeleid door de heer Melchior Watheliet, nr. 543/1 van 4 december 2003.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de verbetering van de situatie van de gewone schuldeisers in geval van faillissement of gerechtelijk akkoord. Ingediend door de heren *Jean-Jacques Viseur*(**), en Richard Fournaux, nr. 4/1 van 2 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 25, C, van de wet van 10 augustus 2001 houdende hervorming van de personenbelasting en van artikel 289ter van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde te voorzien in een verhoging van de belastingvrije som voor de kinderen die hoger onderwijs volgen in een verhoging van het belastingkrediet. Ingediend door de heer Joseph Arens, nr. 70/1 van 14 juli 2003. Advies, nr. 70/2 van 9 mei 2005. Rapporteur: de heer Carl Devlies
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 om de aftrek mogelijk te maken van de studiekosten in het hoger onderwijs. Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en de heer *Jean-Jacques Viseur*(**), nr. 115/1 van 25 juli 2003.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de kosten die gepaard gaan met het verkrijgen en hernieuwen van een brevet van beroepsplaat fiscaal aftrekbaar te maken. Ingediend door de heren *Raymond Langendries*(**), Joseph Arens en *Jean-Jacques Viseur*(**), nr. 144/1 van 31 juli 2003.
5. Wetsvoorstel tot uitlegging van artikel 319bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de onderzoeksbevoegdheid van de met de invordering belaste ambtenaren te garanderen. Ingediend door de heren Jacques Chabot, *Charles Picqué*(**) en Thierry Giet, nr. 167/1 van 12 augustus 2003.
6. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 52 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 om de toegang tot een beroep veilig te stellen. Ingediend door de heren Jacques Chabot en *Claude Erdekens*(**), nr. 168/1 van 12 augustus 2003.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde het statuut van de vrijwilligers te verbeteren. Ingediend door de heren *Jean-Jacques Viseur*(**), *Raymond Langendries*(**) en mevrouw *Catherine Doyen-Fonck*(**), nr. 181/1 van 27 augustus 2003. Errata nr. 181/2 van 5 september 2003.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 132 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde meer rekening te houden met kinderen ten laste. Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en de heer *Jean-Jacques Viseur*(**), nr. 196/1 van 9 september 2003.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde op fiscaal vlak beter rekening te houden met de zorgbehoefte van de senioren. Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur*(**), nr. 203/1 van 18 september 2003. Rapporteur: mevrouw Anemie Roppe
10. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 470ter in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op een regelmatige doorstoring van belastinggelden naar de gemeenten. Ingediend door de heren Paul Tant en Dirk Claes, nr. 227/1 van 25 september 2003.
11. Wetsvoorstel houdende veranaging van de aanvullende crisisbijdrage voor vennootschappen door een aanvullende gemeentelijke vennootschapsbelasting in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Ingediend door de heer Carl Devlies, nr. 274/1 van 10 oktober 2003. Rapporteur: de heer Luk Van Biesen
12. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de belastingvrijstelling van de ploegenpremie. Ingediend door de heren Luc Sevenhans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyaerts, Bert Schoofs en mevrouw Marleen Govaerts, nr. 278/1 van 14 oktober 2003.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 176(2) van het Wetboek der met het zegel geïllustreerde taksen, teneinde de premies voor de exportkredietverzekeringsscontracten vrij te stellen van de taks op de verzekeringsscontracten.
- Ingediend door de heren *Pierre-Yves Jeholet* (**), François-Xavier de Donnea, Bart Tommelein en Stéf Goris, nr. 1133/1 van 14 mei 2004.
- Overgenomen door de heer Luc Gustin, op 19 oktober 2004, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**).
- Addendum nr. 1133/2 van 19 oktober 2004.

3. Wetsvoorstel van bijzondere wet houdende wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen geïllustreerde belastingen met het oog op de afschaffing van de verkeersbelasting voor aanhangwagens waarvan de maximaal toegelaten massa 750 kilogram niet overschrijdt.
- Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Anne-Marie Baëke, de heren Jean-Claude Maene, Eric Massin en mevrouw Annemie Roppe, nr. 2160/1 van 16 december 2005.
- Advies van de Raad van State, nr. 2160/2 van 16 februari 2006.
- Amendement van de heer Dirk Van der Maelen, nr. 2160/3, van 13 maart 2006.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving met het oog op een efficiëntere bestrijding van ernstige fiscale fraude.
- Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Anne-Marie Baëke, de heren Jacques Chabot, Thierry Giet, Eric Massin, Alain Mathot en mevrouw Annemie Roppe, nr. 2162/1 van 16 december 2005.
- Advies, nr. 2162/2 van 23 juni 2006.

5. Wetsvoorstel van resolutie teneinde het Rekenhof te belasten met een onderzoek betreffende administratieve samenwerking tussen Staten op het vlak van de fiscaliteit.
- Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Annemie Roppe, de heren *Jean-Jacques Viseur* (***) en Jean-Marc Nolle, nr. 2256/1 van 6 februari 2006.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen.
- Ingediend door de heren Georges Lenssen en Pierre Lano, nr. 2927/1 van 19 februari 2007.

BELASTINGBELEID

Wetsvoorstel van resolutie betreffende het Belgisch internationaal fiscaal verdragsbeleid en de periodieke ruggespraak met het Parlement.

Ingediend door de heren Dirk Van der Maelen, *Jean-Jacques Viseur* (***) en Jean-Marc Nolle, nr. 2313/1 van 23 februari 2006.

BELGISCH REKENHOF

Wetsvoorstel van resolutie strekkende tot het verlenen, aan het Rekenhof, van een opdracht naar bijkomend onderzoek inzake de besteding van overheidsgelden voor de aankoop en het beheer van het domein «*Les Dollmarts*» in Vresse-Sur-Semois.

Ingediend door de heer Carl Devlies, nr. 1683/1 van 22 maart 2005.

BURGERSLIJKE RECHTSVORDERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 283 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.
- Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 94/1 van 17 juli 2003.

2. Wetsvoorstel tot uitlegging van artikel 1499 van het Gerechtelijk Wetboek teneinde het begrip bevel te verduidelijken.
- Ingediend door de heren Eric Massin, *Jean-Jacques Viseur* (***) en Dirk Van der Maelen, nr. 1186/1 van 3 juni 2004.

1. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een structurele voorschottenregeling voor de storing van de gemeentelijke opcenten door de federale Staat.
Ingediend door de heren Richard Fournaux en *Raymond Langendries* (**), nr. 539/1 van 3 december 2003.

BELASTING

1. Wetsvoorstel houdende diverse maatregelen ter bevordering van een verantwoord staatshuishouding.
Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, nr. 405/1 van 6 november 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, teneinde in België een monitoring inzake onderzoek en ontwikkeling in te voeren.
Ingediend door de heer Jean-Marc Nollet, de dames Marie Nagy, Zoë Genot en Muriel Gerkens, nr. 1695/1 van 5 april 2005.

BEGROTING

Commissie voor de Financien en de Begroting

1. Voorstel van resolutie betreffende de antipersoonsmjnen.
Ingediend door mevrouw Josée Lejeune, nr. 1246/1 van 24 juni 2004.
2. Voorstel van resolutie tot het behoud van het wapenembargo van de Europese Unie tegen de Volksrepubliek China.
Ingediend door de heren *Guido Tassenhoye* (**), en Bert Schoofs, nr. 1574/1 van 27 januari 2005.
Rapporteur: de heer Francis Van den Eynde

WAPENHANDEL

- Voorstel van resolutie betreffende het toezicht op de export van geneesmiddelen naar ontwikkelingslanden.
Ingediend door de dames *Inga Verhaert* (**), en Maya Detègè, nr. 2533/1 van 8 juni 2006.
Overgenomen door mevrouw M. De Coninck, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Inga Verhaert* (**).
Addendum nr. 2533/2 van 16 januari 2007.

VOLKSGEZONDHEID

- Voorstel van resolutie over het wereldwijd waarborgen van de rechten van de vrouw naar aanleiding van het geweldadig optreden in Turkije tegen vrouwen die manifesteerden voor meer rechten en tegen onderdrukking, seksuele uitbuiting en geweld.
Ingediend door de dames Frieda Van Themsche, Nancy Casio, Marleen Govaerts en Alexandra Colen, nr. 1782/1 van 11 mei 2005.

RECHTEN VAN DE VROUW

16. Voorstel van resolutie betreffende de toestand van de gevangenen in Guantánamo.
Ingediend door mevrouw Zoë Genot en de heer Melchior Wathelet, nr. 2670/1 van 1 september 2006.
17. Voorstel van resolutie betreffende de toestand van weeskinderen in Rwanda.
Ingediend door de heer Miguel Chevalier, nr. 2671/1 van 4 september 2006.
15. Voorstel van resolutie betreffende de toestand in Colombia.
Ingediend door de dames Joëlle Millquet, Karine Lalleux, Marie Nagy, Brigitte Wiaux, Josée Lejeune, Hilde Vautmans, *Inga Verhaert* (**), en Nathalie Myulle en de heer Mohammed Boukourna, nr. 2639/1 van 14 juli 2006.
Addendum, nr. 2639/2 van 16 augustus 2006.

1. Voorstel van resolutie betreffende de in eigen land ontheemden.
Ingediend door mevrouw Marie Nagy, de heren Patrick Moriau, *Raymond Langendries* (**), en mevrouw Dailia Douffi, nr. 442/1 van 18 november 2003.
2. Voorstel van resolutie over de kwestie Tibet.
Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs en Francis Van den Eynde, nr. 623/1 van 29 december 2003
3. Voorstel van resolutie betreffende de genocide in 1915 van de in Turkije levende Armeniërs.
Ingediend door de heren Bert Schoofs, Jan Mortelmans, *Guido Tassenhoye* (**), en Francis Van den Eynde, nr. 697/1 van 15 januari 2004.
4. Voorstel van resolutie betreffende de politieke, religieuze en humanitaire situatie in Tibet.
Ingediend door mevrouw Karine Lalleux, de heren Mohammed Boukourna, Roel Deseyn, Daniel Ducarme, Walter Muis, de dames Marie Nagy en Brigitte Wiaux, nr. 764/1 van 2 februari 2004.
Addendum, nr. 764/2 van 4 april 2006.
5. Voorstel van resolutie over de schendingen van de mensenrechten in China.
Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs en Francis Van den Eynde, nr. 813/1 van 16 februari 2004.
6. Voorstel van resolutie ertoe strekkende «erewraak» te voorkomen.
Ingediend door de heren Olivier Maingain, Daniel Bacquelaïne en mevrouw *Martine Payta* (**), nr. 878/1 van 8 maart 2004.
7. Voorstel van resolutie betreffende de humanitaire toestand in Soedan.
Ingediend door de heren Mohammed Boukourna, Patrick Moriau en Jean-Pol Henry, nr. 1030/1 van 20 april 2004.
8. Voorstel van resolutie om de problematiek van de zogenaamde «plaasmoorde» - systematische moorden op blanke boeren en hun familie - in Zuid-Afrika aan te kaarten bij de Zuid-Afrikaanse regering, de Europese Raad van ministers van Buitenlandse Zaken en in de schoot van de internationale instellingen waarvan België lid is.
Ingediend door de heren *Guido Tassenhoye* (**), en Francis Van den Eynde, nr. 1638/1 van 1 maart 2005.
9. Voorstel van resolutie betreffende de erkenning van de hongersnood die werd georganiseerd door het Stalinistisch regime in Oekraïne.
Ingediend door de heer Miguel Chevalier, nr. 2034/1 van 18 oktober 2005.
10. Voorstel van resolutie over de situatie in Ethiopië.
Ingediend door de dames Brigitte Wiaux, Zoë Genot, José Lejeune, *Inga Verhaert* (**), de heren *Jean-Jacques Viseur* (**), Mohammed Boukourna en Dirk Van der Maelen, nr. 2143/1 van 6 december 2005.
11. Voorstel van resolutie betreffende de erbarmelijke levensomstandigheden in Noord-Oeganda en de rol van het «*Lord Resistance Army*» hierin.
Ingediend door de heer Miguel Chevalier en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 2367/1 van 24 maart 2006.
12. Voorstel van resolutie betreffende de sluiting van het gevangenkamp in Guantánamo Bay.
Ingediend door de heren Mohammed Boukourna, Patrick Moriau, Jean-Pol Henry, Dirk Van der Maelen, mevrouw *Inga Verhaert* (**), en de heer Geert Lambert, nr. 2410/1 van 11 april 2006.
13. Voorstel van resolutie betreffende de erkenning van de Holodomor of het verhongeren van de Oekraïense bevolking in de USSR, als genocide.
Ingediend door de heer Francis Van den Eynde, nr. 2531/1 van 7 juni 2006.
14. Voorstel van resolutie tot instelling van een internationaal onderzoek naar vermeende uitroeiingskampen en illegale handel in menselijke organen in de Volksrepubliek China.
Ingediend door de heer *Guido Tassenhoye* (**), nr. 2541/1 van 9 juni 2006.

Voorstel van resolutie betreffende het herstel van de door de ramp in Bhopal veroorzaakte schade.
 Ingeleid door de dames Muriel Gerkens, Zoë Genot, Marie Nagy en de heer Jean-Marc Nolleit,
 nr. 1508/1 van 14 december 2004.

NUCLEAIRE VEILIGHEID

Voorstel van resolutie betreffende de actualisering van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.
 Ingeleid door de dames Marie Nagy en Muriel Gerkens, nr. 1786/1 van 17 mei 2005.

ONTWIKKELINGSBELEID

Wetsvoorstel ter koppeling van normen van duurzaam en verantwoord ondernemen aan het verlenen van Belgische overheidssteun voor investeringen in het buitenland.
 Ingeleid door de heren Dirk Van der Maelen, Geert Lambert, mevrouw Karine Laliëux en de heer Alain Mathot, nr. 648/1 van 6 januari 2004.
 Rapporteur: de heer Cemal Cavdarli

ONTWIKKELINGSHULP

1. Voorstel van resolutie betreffende de rechten van het kind in de partnerlanden waarop het Belgische ontwikkelingsbeleid is gericht.
 Ingeleid door de dames José Lejune en Jacqueline Galant, nr. 672/1 van 13 januari 2004.
 Amendementen van de heer Mohammed Boukourna, nr. 672/2 van 10 februari 2004.
 Rapporteur: de heer Roel Deseyn

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, met het oog op het vastleggen van nieuwe krachttijden.
 Ingeleid door de heren *Raymond Langendries* (**) en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1223/1 van 21 juni 2004.

3. Voorstel van resolutie betreffende de kwijtschelding van de schulden van de landen uit het Zuiden.
 Ingeleid door mevrouw Zoë Genot, nr. 1568/1 van 26 januari 2005.
 Rapporteur: mevrouw José Lejune

4. Voorstel van resolutie betreffende de universele toegang tot antiretrovirale middelen en de gratis verzorging van aids in de ontwikkelingslanden.
 Ingeleid door de heer Yvan Mayeur, de dames Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, de heren Mohammed Boukourna, Patrick Moriau en Jean-Pol Henry, nr. 1700/1 van 11 april 2005.

5. Voorstel van resolutie betreffende de kwijtschelding van de schulden van de minst ontwikkelde landen.
 Ingeleid door de heren Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, mevrouw Karine Laliëux, de heren Stijn Bex, Jacques Chabot, mevrouw Maya Detège, de heer Mohammed Boukourna, de dames *Inga Verhaert* (**), Camille Dieu en de heer Cemal Cavdarli, nr. 1939/1 van 13 juli 2005.
 Rapporteur: mevrouw José Lejune

6. Voorstel van resolutie betreffende een nieuw actie- en bestrijdingsplan tegen tuberculose in de ontwikkelingslanden.
 Ingeleid door mevrouw Colette Burgeon, de heren Yvan Mayeur, Mohammed Boukourna, de dames Marie-Claire Lambert en Talbia Belhouari, nr. 2469/1 van 8 mei 2006.

7. Voorstel van resolutie betreffende een gecoördineerde strategie in de behandeling van acute leukemie bij kinderen en adolescenten in Marokko.
 Ingeleid door de dames Talbia Belhouari, Veronique Ghene, Marie-Claire Lambert, de heren Yvan Mayeur, Mohammed Boukourna en de heer Eric Massin, nr. 2572/1 van 23 juni 2006.

HULPBELEID

Voorstel van resolutie voor een verregaande schuldkwijtschelding voor de landen die werden getroffen door de zeebeving in Zuidoost-Azië.
 Ingediend door mevrouw Annelies Storms, de heren Dirk Van der Maelen en Patrick Moriau, nr. 1604/1 van 14 februari 2005.

INTERNATIONAAL PROBLEEM

Voorstel van resolutie over het nakende bezoek van Z.H. de Dalai-Lama.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts en Francis Van den Eynde, nr. 1543/1 van 10 januari 2005.

INTERNATIONALE HANDEL

1. Voorstel van resolutie betreffende de Wereldhandelsorganisatie.
 Ingediend door mevrouw Karine Lalieux en de heren Dirk Van der Maelen en Alain Mathot, nr. 649/1 van 6 januari 2004.
 Amendement van mevrouw Karine Lalieux en de heer Dirk Van der Maelen, nr. 649/2 van 20 oktober 2005.

2. Voorstel van resolutie om onze economie te beschermen tegen de toevloed van namaakartikelen uit de Volksrepubliek China en de Volksrepubliek China te dwingen haar markt te openen voor Westerse producten en haar de internationale verdragen en regels inzake handel, concurrentie en vrije markt te doen naleven.
 Ingediend door de heren Jaak Van den Broeck en Hagen Goyvaerts, nr. 678/1 van 13 januari 2004.

3. Voorstel van resolutie betreffende de onderhandelingen over de Algemene Overeenkomst inzake de handel in diensten binnen de Wereldhandelsorganisatie.
 Ingediend door de dames Karine Lalieux, Camille Dieu, de heren Alain Mathot en Yvan Mayeur, nr. 1692/1 van 30 maart 2005.

INTERNATIONALE ORGANISATIE

1. Voorstel van resolutie over de status van waarnemer voor Taiwan tijdens de jaarlijkse bijeenkomst van de wereldgezondheidsvergadering in mei 2004 in Genève.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Bert Schoofs, Staf Neel, Francis Van den Eynde, de dames Nancy Casio, Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 956/1 van 25 maart 2004.

2. Voorstel van resolutie betreffende de status van waarnemer voor Taiwan tijdens de jaarlijkse bijeenkomst van de Wereldgezondheidsvergadering einde mei 2006 in Genève.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Bert Schoofs, Francis Van den Eynde, Staf Neel en Guido Tassenhoye (**), nr. 2471/1 van 9 mei 2006.

INTERNATIONALE OVEREENKOMST

Voorstel van resolutie betreffende de instemming van de Kamer van volksvertegenwoordigers met de overeenkomsten tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en diverse Staten inzake de «wereldwijde bevordering en bescherming van investeringen».
 Ingediend door mevrouw Zoë Genot, nr. 2356/1 van 20 maart 2006.

KAPITAALBEWEGING

Voorstel van resolutie betreffende de maatregelen die moeten worden genomen ter regulering van de mondiale kapitaalmarkt.
 Ingediend door de heer *Jean-Jacques Visieur* (**), nr. 67/1 van 11 juli 2003.

1. Voorstel van resolutie over het vredesakkoord van Genève.
Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Marie Nagy, de heren Geert Lambert, Geert Bourgeois (**), mevrouw José Lejune, de heren Claude Erdekens (**), Patrick Moriau en Pieter De Crem, nr. 656/1 van 7 januari 2004.
2. Voorstel van resolutie betreffende de militaire aanwezigheid van Syrië in Libanon.
Ingediend door de heren Patrick Moriau en Jean-Pol Henry, nr. 1029/1 van 20 april 2004.
Amendement van de heren Melchior Wathelet, Jean-Jacques Viseur (**), en mevrouw Brigitte Wiaux, nr. 1029/2 van 8 maart 2005.
3. Voorstel van resolutie betreffende het beleid inzake non-proliferaie en nucleaire ontwapening.
Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen en mevrouw Muriel Gerkens, nr. 175/1 van 2 juni 2004.
4. Voorstel van resolutie betreffende de Syrische aanwezigheid in Libanon.
Ingediend door de heren Melchior Wathelet, Jean-Jacques Viseur (**), en mevrouw Brigitte Wiaux, nr. 1682/1 van 21 maart 2005.
5. Voorstel van resolutie betreffende de militaire bezetting van de EU-lidstaat Cyprus door Turkije.
Ingediend door de heren Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde en Guido Tassenhoye (**), nr. 2014/1 van 6 oktober 2005.
6. Voorstel van resolutie betreffende de snel verslechterende situatie in het Midden-Oosten.
Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen en mevrouw Inga Verhaert (**), nr. 2159/1 van 16 december 2005.
7. Voorstel van resolutie betreffende de politieke toestand in Sri Lanka.
Ingediend door de heer Herman Van Rompuy en mevrouw Nathalie Muyllie, nr. 2314/1 van 23 februari 2006.
8. Voorstel van resolutie betreffende de postelectorale inzet in de Palestijnse gebieden.
Ingediend door mevrouw Talbia Belhouari, de heren Jean-Marc Delizée, Mohammed Boukourna, mevrouw Karine Lallieux, de heer Yvan Mayeur en mevrouw Valérie Dôm, nr. 2374/1 van 27 maart 2006.
9. Voorstel van resolutie betreffende het Israëlisch-Palestijns conflict en de erkenning van de Palestijnse Staat.
Ingediend door mevrouw Zoë Genot, de heer Jean-Marc Nolleet en mevrouw Muriel Gerkens, nr. 3080/1 van 17 april 2007.

HANDHAVING VAN DE VREDE

Voorstel van resolutie betreffende de « oprichting van een eurodistrict ».
Ingediend door de heer Jean-Luc Crucke (**), nr. 1170/1 van 28 mei 2004.

GRENSOVERSCHRIJDENDE SAMENWERKING

Voorstel van resolutie betreffende de heractivering van de strategie van Lissabon.
Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, Charles Michel, Hervé Hasquin, François-Xavier de Donnea en Richard Fourneau, nr. 1635/1 van 25 februari 2005.

EUROPESE UNIE

Voorstel van resolutie betreffende de problematiek van de geboorteregistratie.
Ingediend door de dames Els Van Weert (**), en Magda De Meyer, nr. 819/1 van 18 februari 2004.

BURGERLIJKE STAND

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 augustus 1939 op de Nationale DelcredereDienst.
Ingediend door mevrouw Nathalie Muyllie, nr. 1677/1 van 17 maart 2005.
Rapporteur: de heer Cemal Cavdarli

VRIJWILLIGERSWERK

Wetsvoorstel houdende regeling van de vrijwillige burgerdienst.
 Ingediend door de heer Joseph Arens, nr. 2568/1 van 20 juni 2006.

WETGEVING

1. Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 1 april 1936 waarbij de regering gemachtigd wordt het binnen-brengen in België van sommige vreemde publicaties te verbieden.
 Ingediend door de heren Alfons Borginon en *Karel Pinxten* (**), nr. 1472/1 van 1 december 2004.

2. Voorstel van resolutie betreffende slimme wetgeving voor een kennismaatschappij, creatieve wetgeving voor een creatieve economie en duurzame wetgeving voor duurzame ontwikkeling.
 Ingediend door de dames Annermie Turtelboom en Hilde Vautmans, nr. 3038/1 van 28 maart 2007.

VERZEKERING

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, teneinde het recht van de verzekerden te waarborgen om binnen welbepaalde termijnen een beroep te kunnen doen op een advocaat.
 Ingediend door de heer Thierry Giet, nr. 3040/1 van 28 maart 2007.

Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen

BELASTING

1. Wetsvoorstel tot instelling van een solidariteitsheffing op vliegtickets.
 Ingediend door de dames Karine Lallieux, Camille Dieu, Magda De Meyer, *Inga Verhaert* (**), de heren Dirk Van der Maelen, Mohammed Boukourna, Jean-Claude Maene en Stijn Bex, nr. 2382/1 van 30 maart 2006.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een «heffing burgerluchtvaart», via een wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen.
 Ingediend door mevrouw Zoë Genot, de heer Jean-Marc Nolle, de dames Muriel Gerkens en Marie Nagy, nr. 2388/1 van 30 maart 2006.

BUTENLANDS BELEID

1. Voorstel van resolutie over het nakende bezoek van Z.H. de Dalai Lama.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde en *Guido Tassenhoye* (**), nr. 2395/1 van 31 maart 2006.

2. Voorstel van resolutie betreffende de erkenning van de vijftigste verjaardag van de Hongaarse Revolutie van 1956 en tot herbefestiging van de Hongaars-Belgische vriendschapsbanden.
 Ingediend door de heer Jacques Germaux, nr. 2688/1 van 25 september 2006.

3. Voorstel van resolutie ter bevordering van het goede verloop van de onderhandelingen met het oog op de hereniging van Cyprus.
 Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 2693/1 van 3 oktober 2006.

BUTENLANDSE HANDEL

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 31 augustus 1939 op de Nationale DelcredereDienst.
 Ingediend door de dames Marie Nagy en Muriel Gerkens, nr. 992/1 van 2 april 2004.
 Rapporteur: de heer Cemal Cavdarli

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
 Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heren Hagen Goyvaerts, Koen Bultinck, Bart Laeremans, Jan Mortelmans en Francis Van den Eynde, nr. 793/1 van 6 februari 2004.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52 van en tot invoeging van een artikel 59bis in de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Bart Laeremans, nr. 1414/1 van 27 oktober 2004.

VERKIEZINGSPROPAGANDA

1. Wetsvoorstel betreffende de berekening van de financiële impact van de kiezer voorgestelde partijprogramma's.
 Ingediend door de heer Pieter De Crem, nr. 31/1 van 26 juni 2003.
 Rapporteur: de heer Willy Cortois
2. Voorstel van bijzondere wet betreffende de berekening van de financiële impact van de kiezer voorgestelde partijprogramma's.
 Ingediend door de heer Pieter De Crem, nr. 32/1 van 26 juni 2003.
 Rapporteur: de heer Willy Cortois

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4bis van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire en *Pierre-Yves Jeholet* (**), nr. 444/1 van 18 november 2003.
 Overgenomen door mevrouw *Anne Barzin* (**), op 26 oktober 2005, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**).
 Addendum, nr. 444/2 van 26 oktober 2005.
4. Wetsvoorstel tot opheffing van het verbod op bepaalde verkiezingsaffiches in de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de politieke partijen.
 Ingediend door de heer Pieter De Crem, nr. 751/1 van 29 januari 2004.
 Rapporteur: de heer Philippe De Coene

5. Wetsvoorstel tot opheffing van het verbod op bepaalde verkiezingsaffiches in de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de Europese Parlement.
 Ingediend door de heer Pieter De Crem, nr. 752/1 van 29 januari 2004.
 Rapporteur: de heer Philippe De Coene
6. Wetsvoorstel tot opheffing van het verbod op bepaalde verkiezingsaffiches in de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.
 Ingediend door de heer Pieter De Crem, nr. 753/1 van 29 januari 2004.
 Rapporteur: de heer Philippe De Coene

VERZEKERING

Wetsvoorstel tot invoering van een verplichte verzekering voor burgerrechtelijke aansprakelijkheid voor privé-detectives.
 Ingediend door de heer Miguel Chevalier, de dames Annemie Turtelboom en Hilde Vautmans, nr. 1799/1 van 20 mei 2005.

9. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wetten op de Raad van State met betrekking tot het bijkomend inhoudelijk advies over wetsontwerpen waarover de Raad van State reeds een spoedadvies heeft uitgebracht. Ingediend door de heer Paul Tant, nr. 2218/1 van 19 januari 2006.

RACISME

Voorstel van resolutie betreffende het heropflakkerende antisemitisme in België. Ingediend door de heren Olivier Maingain, Daniel Bacquelaire en mevrouw Corinne De Permentier, nr. 1013/1 van 8 april 2004.

RECHTEN VAN HET KIND

1. Voorstel van resolutie betreffende de vasthouding van kinderen en hun familie. Ingediend door de heer Mohammed Boukourna, de dames Magda De Meyer, Karine Lalleux, Greet Van Gool, Dailia Douifi, de heren Jean-Claude Maene en Stijn Bex, nr. 2222/1 van 20 januari 2006. Rapporteurs: de heren Mohammed Boukourna en Dirk Claes

2. Voorstel van resolutie betreffende het verbod op het opsluiten van minderjarige vreemdelingen in gesloten centra. Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en Benoit Drèze, nr. 2269/1 van 8 februari 2006. Rapporteurs: de heren Mohammed Boukourna en Dirk Claes

3. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op het vasthouden van minderjarigen in gesloten centra. Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 2425/1 van 20 april 2006. Rapporteurs: de heren Mohammed Boukourna en Dirk Claes

REGERING

Wetsvoorstel houdende regeling van het taalgebruik voor sommige handelingen van het openbaar gezag. Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 40/1 van 2 juli 2003.

STAAT

Voorstel van resolutie tot algehele ontbinding van de Belgische Staat met het oog op de verlening van onafhankelijkheid aan het soevereine Vlaamse en Waalse volk. Ingediend door de heren Bart Laerebans en Gerolf Annemans, nr. 2494/1 van 18 mei 2006.

STAKINGSRECHT

Wetsvoorstel tot regeling van het stakingsrecht in de openbare sector. Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 492/1 van 26 november 2003.

STRAFRECHT

Voorstel van resolutie tot verijning van de politieke registratie van misdrijven en de daarvan afgeleide politiestatistieken daarbij rekening houdend met de etniciteit van de vermoedelijke dader van een misdrijf. Ingediend door mevrouw Nancy Caslo, de heren Filip De Man, Gerolf Annemans, Bert Schoofs en Francis Van den Eynde, nr. 1691/1 van 29 maart 2005.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, tot verbod van de organisaties van privé-persoonen die tot doel hebben de instanties die wettelijk belast zijn met het toezicht op de politiediensten, te vervangen of in hun plaats te treden.
 Ingediend door mevrouw Joëlle Millquet, nr. 44/1 van 2 juli 2003.

PUBBLIEK RECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de overeenkomsten en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.
 Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 1393/1 van 19 oktober 2004.

2. Wetsvoorstel tot instelling van bepaalde overeenkomsten tussen de uitvoering van een vrij beroep en de uitvoering van een uitvoerend openbaar mandaat.
 Ingediend door de heer Eric Massin, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer André Frédéric, mevrouw Valérie Dœm en de heer Thierry Giet, nr. 2633/1 van 13 juli 2006.

RAAD VAN STATE

1. Wetsvoorstel tot herstel van artikel 20 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Ingediend door de heren Olivier Maingain, Daniel Bacquellaine, Eric Libert en mevrouw *Martine Payfa* (**), nr. 259/1 van 7 oktober 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ten einde de schorsingsbevoegdheid van de Raad van State uit te breiden tot de in laatste instantie door de administratieve rechtbanken gewezen beslissingen in betwiste zaken.
 Ingediend door de heer Olivier Maingain, mevrouw *Martine Payfa* (**), en de heer Eric Libert, nr. 291/1 van 15 oktober 2003.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 14, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.
 Ingediend door de heer Olivier Maingain, mevrouw *Martine Payfa* (**), en de heer Eric Libert, nr. 292/1 van 15 oktober 2003.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 531/1 van 3 december 2003.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State met het oog op de bekendmaking van de adviezen van de afdeling wetgeving en de wijziging van de wijze van verdeling van de verzoeken om advies aan de afdeling wetgeving.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 708/1 van 19 januari 2004.

6. Wetsvoorstel tot afschaffing van de mogelijkheid om de vertaling van bepaalde adviezen van de Raad van State uit te stellen.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Jan Mortelmans, Bart Laeremans en Filip De Man, nr. 826/1 van 19 februari 2004.

7. Wetsvoorstel tot aanpassing van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, aan het communautaire evenwicht.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans, Gerolf Annemans en mevrouw *Gerd Van Steenberghe* (**), nr. 882/1 van 8 maart 2004.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 118 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State.
 Ingediend door de heren Yvan Mayeur, Thierry Giet en André Frédéric, nr. 1143/1 van 19 mei 2004.

8. Wetsvoorstel tot uitlegging van artikel 6 van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen.
 Ingediend door de heren Eric Massin, Olivier Chastel, Jean-Jacques Viseur (**), de dames Magda De Meyer, Greta D'hondt en Anemie Turtelboom
 Rapporteur: de heer Jean-Claude Maene, nr. 2174/1 van 21 december 2005.

POLITIE

1. Wetsvoorstel met betrekking tot de aanwerving van administratief en logistiek personeel van de lokale politie.
 Ingediend door de heer Jan Peeters, nr. 263/1 van 8 oktober 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een gemeentegreede politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.
 Ingediend door de heer Geert Bourgeois (**), nr. 479/1 van 24 november 2003.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 27 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een gemeentegreede politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.
 Ingediend door de heer Pieter De Crem, nr. 936/1 van 19 maart 2004.

4. Voorstel van resolutie tenzake de gerechtelijke administratieve taken van de lokale politie te verlichten.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire, François Bellot, Alain Courtois en mevrouw Corinne De Permentier, nr. 1066/1 van 29 april 2004.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt teneinde teruggevonden en in beslag genomen voorwerpen kenbaar te maken aan het publiek.
 Ingediend door mevrouw Karine Jiraffe (**), nr. 1303/1 van 23 juli 2004.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt wat betreft de controle op het schoolverzuim.
 Ingediend door de heren Filip De Man, Koen Bultinck en Guy D'haeseleer, nr. 1448/1 van 22 november 2004.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het decreet van 19-22 juli 1991 « *relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle* » en houdende vaststelling van de Nederlandse tekst van hetzelfde decreet.
 Ingediend door de heren Bart Laerebans, Bert Schoofs en Filip De Man, nr. 1455/1 van 22 november 2004.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een gemeentegreede politiedienst, gestructureerd op twee niveaus wat betreft de controlebevoegdheden van de politieraadsleden.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans, Filip De Man en mevrouw Marieen Govaerts, nr. 3010/1 van 21 maart 2007.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een gemeentegreede politiedienst, gestructureerd op twee niveaus wat betreft de verkiezing van leden in de politieraad.
 Ingediend door de heren Jef Van den Bergh, Dirk Claes en mevrouw Katrien Schryvers, nr. 3035/1 van 28 maart 2007.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een gemeentegreede politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, voor wat betreft de eedaflegging van politieraadsleden.
 Ingediend door de heren Paul Meus, Filip De Man en Bart Laerebans, nr. 3105/1 van 26 april 2007.

POLITIEK VERLOF

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat en van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen om de toegang tot het parlementair mandaat aan te moedigen door de uitbreiding van het recht op politiek verlof en op werkloosheidsuitkeringen in geval van loopbaanonderbreking.
 Ingediend door mevrouw Zoë Genot, nr. 109/1 van 22 juli 2003.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 59 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977.
 Ingediend door de heren Olivier Chastel en Daniel Bacquelaire.
 Overgenomen door de heer Jean-Pierre Malmendier, op 9 maart 2004 ter vervanging van de heer Olivier Chastel.
 Addendum nr. 150/2 van 9 maart 2004.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidsector aan het indexcijfer van de consumptieprijsen van het Rijk worden gekoppeld.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaire, nr. 215/1 van 24 september 2003.
3. Wetsvoorstel betreffende het rustpensioen in de openbare sector bij feitelijk scheiding en echtscheiding.
 Ingediend door de heer Servais Verherstraeten en mevrouw Greta D'hondt, nr. 536/1 van 3 december 2003.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 september 1980 tot uitvoering van artikel 50, § 2, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, teneinde ervoor te zorgen dat de pensioenen van burgemeester, schepen en voorzitter van het OCMW minder doorwegen op de gemeentefinanciën.
 Ingediend door de heer Richard Fournaux, nr. 566/1 van 8 december 2003.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, wat de pensioenen van sommige openbare ambtsdragers betreft.
 Ingediend door de heer *Daniel Féret* (**), nr. 794/1 van 9 februari 2004.
6. Wetsvoorstel tot toelating van de onbeperkte cumulatieve van de uit de uitoefening van het mandaat van gemeenteraadslid, provincieraadslid of van lid van de raad van een openbaar centrum voor maatschap-pelijk welzijn voortvloeiende inkomsten met een rust- of overlevingspensioen.
 Ingediend door de heren Luc Sevenhans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Bert Schoofs en Francis Van den Eynde, nr. 1038/1 van 22 april 2004.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 september 1980 tot uitvoering van artikel 50, § 2, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, teneinde ervoor te zorgen dat de pensioenen van burgemeester, schepen en voorzitter van het OCMW minder doorwegen op de gemeentefinanciën.
 Ingediend door mevrouw Brigitte Wiaux, de heren Joseph Arens en *Damien Vzerbyt* (**), nr. 1484/1 van 3 december 2004.

PENSIOENEN

Voorstel van bijzondere wet houdende reorganisatie van het Hoog Comité van Toezicht en tot opname ervan in het Rekenhof.
 Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 50/1 van 4 juli 2003.

OVERHEIDSTOEZICHT

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecodificeerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken teneinde de discriminatie op grond van leeftijd wat de benoeming van de leden van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht betreft af te schaffen.
 Ingediend door de heer Bart Laeremans, nr. 2916/1 van 9 februari 2007.
18. Wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken.
 Ingediend door de regering, nr. 3100/1 van 25 april 2007.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, wat de bevoegdheden van de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten betreft.
 Ingediend door de dames Marie Nagy, Muriel Gerkens, Zoë Genot en de heer *Gérard Gobert* (**), nr. 749/1 van 28 januari 2004.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur met het oog op het verrijnen van de verhouding tussen de bestuursleden en de federale administratieve overheden.
 Ingediend door mevrouw Greet Van Gool en de heer André Frédéric, nr. 937/1 van 19 maart 2004.
6. Wetsvoorstel tot oprichting van een FOD Migratie, tot afschaffing van de Dienst Vreemdelingenzaken en tot overhevelling van de taken inzake het vreemdelingen- en het asielbeleid van de FOD Binnenlandse Zaken naar de FOD Migratie.
 Ingediend door de dames Marie Nagy en Zoë Genot, nr. 1465/1 van 25 november 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1465/2 van 29 december 2004.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, wat betreft de taalkennis van tijdelijke aangeworven personeelsleden.
 Ingediend door de heren Bart Laerebans, Francis Van den Eynde, Jaak Van den Broeck, Bert Schoofs en Filip De Man, nr. 1469/1 van 30 november 2004.
8. Voorstel van resolutie in verband met de oprichting van superettes voor openbare diensten.
 Ingediend door de dames Annerie Turtelboom, Hilde Vautmans en de heer Miguel Chevalier, nr. 1511/1 van 16 december 2004.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen, teneinde de collegiale structuur van die instantie af te schaffen.
 Ingediend door de heren Olivier Chastel en Jean-Pierre Malmendier, nr. 1612/1 van 17 februari 2005.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.
 Ingediend door de heer Pierre Lano, nr. 1712/1 van 15 april 2005.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, betreffende de verdeling van managementfuncties en de vereiste taalkennis.
 Ingediend door de heer Bart Laerebans, nr. 1842/1 van 8 juni 2005.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen teneinde een wettelijke bescherming te bieden aan ambtenaren die onregelmatigheden melden.
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Dirk Claes en mevrouw Katrien Schryvers, nr. 1873/1 van 17 juni 2005.
13. Voorstel van resolutie tot uitbreiding van de mogelijkheden voor uitzendarbeid in de openbare sector.
 Ingediend door de dames Annerie Turtelboom en Hilde Vautmans, nr. 1905/1 van 1 juli 2005.
14. Wetsvoorstel tot herwaarderling van de eerste vier jaar inschrijving bij de balie en de eerste tien jaar notariatschap, ten behoeve van de leden van het Rekenhof, de leden van de Vaste Comités P & I en de federale ombudsmannen.
 Ingediend door de heren Pierre Lano, Hendrik Boggaert, mevrouw Karine Lalieux, de heren Guy Swennen en Koen T'Sijen, nr. 2132/1 van 2 december 2005.
15. Amendementen van de heer Olivier Chastel, nr. 2132/2 van 19 december 2005.
 Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 35 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
 Ingediend door de heren Olivier Maignain, François-Xavier de Donnea en Eric Libert, nr. 2415/1 van 18 april 2006.
16. Voorstel aan het college van de federale ombudsmannen om, met toepassing van artikel 1, eerste lid, 2°, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen, een onderzoek in te stellen naar de werking van de Dienst Vreemdelingenzaken behorende gesloten centra.
 Ingediend door mevrouw Marie Nagy, de heer Jean-Marc Nolleit, de dames Zoë Genot en Muriel Gerkens, nr. 2797/1 van 8 december 2006.
 Rapporteur: de heer Jean-Claude Maene

25. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en de bijlage daartil.
 Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, de heren Melchior Wathelet en *Jean-Jacques Visieur* (**),
 nr. 1385/1 van 14 oktober 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1385/2 van 7 december 2004.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Visieur* (**)
26. Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 18 juli 1985 betreffende de bekendmaking van de opinie-
 peilingen en de toekennning van de titel «Opiniepeilingeninstituut».
 Ingediend door de heren Alfons Borginon en *Karel Pinxten* (**), nr. 1470/1 van 1 december 2004.
27. Wetsvoorstel tot afschaffing van het gemeentelijk stembrecht voor niet-EU-burgers.
 Ingediend door de heren Francis Van den Eynde, Gerolf Annemans, Filip De Man, Bart Laerebans, de
 dames Nancy Casio en Marleen Govaerts, nr. 1548/1 van 12 januari 2005.
28. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-
 Halle-Vilvoorde.
 Ingediend door de heren Pieter De Crem, Dirk Claes, mevrouw Simonne Creytz, de heren Patrick
 De Groot, Carl Devlies, mevrouw Katrien Schryvers, de heren Herman Van Rompuy, Mark Verhaegen
 en Servais Verherstraeten, nr. 1808/1 van 26 mei 2005.
29. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 180bis van het Kieswetboek betreffende de stemming van de Bel-
 gen die in het buitenland verblijven.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne, Charles Michel, de dames Corinne De Permentier, Jacqueline
 Galant en de heer Eric Libert, nr. 2215/1 van 19 januari 2006.
- OVERHEID
- Voorstel van resolutie ten einde de strikte onpartijdigheid van de overheid te waarborgen.
 Ingediend door de heren Yvan Mayeur, André Frédéric, Eric Massin, Thierry Gilet, Mohammed Boukourna,
Claude Erdékens (**), de dames Camille Dieu, Sophie Pécriaux, Valérie Déom en Karine Lalleux,
 nr. 1121/1 van 11 mei 2004.
- OVERHEIDSAADMINISTRATIE
1. Wetsvoorstel betreffende de uitoefening van het parlementair mandaat en de mededelingsplicht van de
 regering.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 354/1 van 29 oktober 2003.
 Advies van de Raad van State, nr. 354/2 van 29 oktober 2003.
2. Voorstel van resolutie houdende een soepele regime inzake openinguren in de dienstensector.
 Ingediend door de dames Anemie Turtelboom, Hilde Vautmans en de heer Miguel Chevalier, nr. 1542/1
 van 10 januari 2005.
- OVERHEIDSPARAAT
1. Wetsvoorstel tot openstelling van federale overheidsbetrekkingen voor buitenlandse onderdanen.
 Ingediend door mevrouw Karine Lalleux, nr. 117/1 van 28 juli 2003.
 Advies van de Raad van State, nr. 117/2 van 14 oktober 2003.
2. Voorstel van algemene wet bestuursrecht.
 Ingediend door de heren Yves Letermé en Jo Vandeurzen, nr. 496/1 van 26 november 2003.
3. Wetsvoorstel houdende de verplichting om sociale verzekeringen uit te schrijven in de openbare sector.
 Ingediend door de heer *Geert Bourgeois* (**), nr. 628/1 van 29 december 2003.

17. Wetsvoorstel tot opheffing van titel VI van het Kieswetboek.
 Ingediend door de dames Hilde Vautmans, Anemie Turtelboom en de heer Miguel Chevalier, nr. 1218/1 van 16 juni 2004.

18. Wetsvoorstel tot herinvoering van de arrondissementele kieskringen voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers en tot splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde voor de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers en het Europees Parlement.
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Dirk Claes en Paul Tant, nr. 1365/1 van 5 oktober 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1365/2 van 7 december 2004.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**)

19. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, teneinde, voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat en van het Europees Parlement, een kieskring in te stellen die bestaat uit de arrondissementele arrondissementen Brussel-Halle-Vilvoorde, Nijvel en Leuven.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaire en Olivier Maingain, nr. 1375/1 van 13 oktober 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1375/2 van 7 december 2004.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**)

20. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel Halle-Vilvoorde.
 Ingediend door de heren Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Pieter De Crem, Patrick De Grootte en Koen T'Sijlen, nr. 1379/1 van 13 oktober 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1379/2 van 7 december 2004.
 Amendementen van de heren Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Herman Van Rompuy, Koen T'Sijlen, Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1379/3 van 11 januari 2005.
 Advies van de Raad van State, nr. 1379/4 van 25 januari 2005.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**)

21. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel Halle-Vilvoorde.
 Ingediend door de heren Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Pieter De Crem, Patrick De Grootte en Koen T'Sijlen, nr. 1380/1 van 13 oktober 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1380/2 van 7 december 2004.
 Amendementen van de heren Hendrik Daems, Dirk Van der Maelen, Koen T'Sijlen, Herman Van Rompuy, Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 1380/3 van 11 januari 2005.
 Advies van de Raad van State, nr. 1380/4 van 25 januari 2005.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**)

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel Halle-Vilvoorde.
 Ingediend door de heren Bart Laerebans, Filip De Man, Gerolf Annemans, Koen Bultinck, mevrouw Alexandra Colen, de heren Hagen Goyaerts, Luc Sevenhans, Guido Tassenhoye (**), Jaak Van den Broeck en Franciscus Van den Eynde, nr. 1381/1 van 13 oktober 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1381/2 van 7 december 2004.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**)

23. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel Halle-Vilvoorde.
 Ingediend door de heren Bart Laerebans, Filip De Man, Gerolf Annemans, Koen Bultinck, mevrouw Alexandra Colen, de heren Hagen Goyaerts, Luc Sevenhans, Guido Tassenhoye (**), Jaak Van den Broeck en Franciscus Van den Eynde, nr. 1382/1 van 13 oktober 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1382/2 van 7 december 2004.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**)

24. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en de bijlage daarbij.
 Ingediend door de heer Thierry Giet, mevrouw Karine Lalieux, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Mohammed Boukourna en mevrouw Talbia Belhouari, nr. 1384/1 van 14 oktober 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1384/2 van 7 december 2004.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en *Jean-Jacques Viseur* (**)

5. Wetsvoorstel tot het houden van een volksraadpleging over het toekennen van gemeentelijk stembrecht aan vreemdelingen die geen onderdaan zijn van een Lidstaat van de Europese Unie.
 Ingediend door de heren Hagen Goyvaerts en Filip De Man, nr. 307/1 van 20 oktober 2003.
 Rapporteurs: mevrouw Jacqueline Galant en de heer Dirk Claes
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.
 Ingediend door de heren Hans Bonte, Willy Cortois, Herman Van Rompuy, Walter Muls en Geert Bourgeois (**), nr. 333/1 van 24 oktober 2003.
 Advies van de Raad van State, nr. 333/2 van 3 september 2004.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en Jean-Jacques Viseur (**)
7. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 25 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen en artikel 13 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, om stembrecht toe te kennen aan de Belgen die in het buitenland verblijven.
 Ingediend door de heren Hendrik Daems, Willy Cortois, Claude Marinower en de heer Filip Anthuenis, nr. 394/1 van 6 november 2003.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van verscheidene kieswetten, om stembrecht toe te kennen aan de Belgen die in het buitenland verblijven.
 Ingediend door de heren Hendrik Daems, Willy Cortois, Claude Marinower en Filip Anthuenis, nr. 395/1 van 6 november 2003.
9. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de kiesbaarheidsvoorwaarden voor de verkiezingen van het Europees Parlement.
 Ingediend door de heren Dirk Van der Maelen en Geert Lambert, nr. 602/1 van 18 december 2003.
10. Voorstel van bijzondere wet houdende het wegnemen van partijpolitieke bevoordeling bij de wijziging van belangrijke aspecten van de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.
 Ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Pieter De Crem, nr. 657/1 van 7 januari 2004.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek, inzake de invoering van het veralgemeend stembrecht voor alle burgers, ongeacht hun leeftijd.
 Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heren Koen Bultinck, Jaak Van den Broeck, Hagen Goyvaerts en Gerolf Annemans, nr. 700/1 van 15 januari 2004.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet wat betreft de verkiezing van de schepenen in de gemeenten van de Brusselse rand, Komen-Waasten en Voeren.
 Ingediend door mevrouw Catherine Doyen-Fonck (**), en de heer Jean-Jacques Viseur (**), nr. 842/1 van 23 februari 2004.
13. Voorstel van resolutie betreffende sancties tegen burgemeesters die elke medewerking weigeren aan de organisatie van de Europese verkiezingen.
 Ingediend door de heren Geert Bourgeois (**), en Herman Van Rompuy, nr. 1020/1 van 15 april 2004.
14. Wetsvoorstel tot splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde voor de verkiezing van het Europees Parlement.
 Ingediend door de heren Bart Laerebans, Filip De Man en Gerolf Annemans, nr. 1040/1 van 21 april 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 1040/2 van 3 september 2004.
 Rapporteurs: de heren Servais Verherstraeten, Willy Cortois, Eric Libert en Jean-Jacques Viseur (**)
15. Voorstel van resolutie betreffende de organisatie van de Europese verkiezingen in de Vlaamse gemeenten van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.
 Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 1042/1 van 22 april 2004.
16. Wetsvoorstel tot afschaffing van de geautomatiseerde stemming en tot veralgemening van de stemopneming door middel van een systeem voor optische lezing.
 Ingediend door de heer Joseph Arens, mevrouw Joëlle Millquet en de heer Melchior Watheliet, nr. 1100/1 van 5 mei 2004.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.
Ingediend door de heren Alain Courtois, François-Xavier de Donnea en mevrouw Corinne De Permentier, nr. 994/1 van 2 april 2004.

OPENBARE VEILIGHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.
Ingediend door mevrouw Hilde Dierickx en de heer Miguel Chevalier, nr. 1084/1 van 3 mei 2004.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van bijkomende bevoegdheden aan de leden van de interne bewakingsdienst in de wet van 25 juli 1891 houdende herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen.
Ingediend door de heren Guido De Padt, Miguel Chevalier en Willylly Cortois, nr. 1224/1 van 21 juni 2004.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten teneinde een sociale vergunningsverste in te voeren in de sector van de private veiligheid.
Ingediend door mevrouw *Karine Jiroffée* (**) en de heer Jean-Marc Delizée, nr. 1236/1 van 23 juni 2004.
Overgenomen door mevrouw G. Van Gool, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Karine Jiroffée* (**).
Addendum nr. 1236/2 van 16 januari 2007.
Rapporteur: de heer Dirk Claes

4. Voorstel van resolutie betreffende de inachtneming van de wettelijkheid bij de instelling van de «avond-klok» door de gemeenten.
Ingediend door de heren Denis Ducarme en Patrick Moriau, nr. 2019/1 van 11 oktober 2005.

ORGANISATIE VAN VERKIEZINGEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige kieswetten, met betrekking tot het presentiegebed van de leden van de kiesbureaus.
Ingediend door de heren Luc Sevenhans en Jan Mortelmans, nr. 63/1 van 10 juli 2003.
Amendementen van de heer Luc Sevenhans, nr. 63/2 van 22 mei 2006.

2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, teneinde het stemrecht toe te kennen aan de Belgen die in het buitenland verblijven, voor de verkiezing van het Vlaams Parlement en de Waalse Gewestraad enerzijds, en voor de verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad anderzijds.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, mevrouw Corinne De Permentier, de heer François-Xavier de Donnea en mevrouw Jacqueline Galant, nr. 221/1 van 24 september 2003.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Brusselse leden van de Vlaamse Raad verkozen worden en de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, om stemrecht toe te kennen aan de Belgen die in het buitenland verblijven, voor de verkiezing van respectievelijk de Waalse Gewestraad en het Vlaams Parlement, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, mevrouw Corinne De Permentier, de heer François-Xavier de Donnea en mevrouw Jacqueline Galant, nr. 276/1 van 14 oktober 2003.

4. Wetsvoorstel betreffende het wegnemen van vermoedens van partijpolitieke bevoordeling bij de wijziging van belangrijke aspecten van de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.
Ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Pieter De Crem, nr. 285/1 van 14 oktober 2003.

GEHANDICAPTE

Voorstel van resolutie betreffende de toegankelijkheid voor doven en slechthorenden van de hulp- en politiediensten via sms-technologie.
 Ingediend door de dames Valérie Déom, Zoë Genot, de heren André Frédéric, Yvan Mayeur en Jean-Claude Maene, nr. 2472/1 van 9 mei 2006.

GEMEENSCHAP EN GEWEST

1. Voorstel van resolutie betreffende de Duitse Gemeenschap.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Bert Schoofs, Jaak Van den Broeck, Francis Van den Eynde en Staf Neel, nr. 1433/1 van 16 november 2004.

2. Wetsvoorstel houdende organisatie van een volksraadpleging over de communautaire problemen.
 Ingediend door de heren Koen Bultinck, Bart Laeremans, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, de dames Alexandra Colen en Frieda Van Themsche, nr. 1736/1 van 27 april 2005.

GEMEENTE

1. Wetsvoorstel tot opheffing van het vermoeden van taalkennis.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Guido Tassenhoye (**), Bart Laeremans en Jaak Van den Broeck, nr. 779/1 van 5 februari 2004.

2. Wetsvoorstel tot verlening van de titel van stad aan de gemeente Lobbes.
 Ingediend door mevrouw Colette Burgeon, nr. 952/1 van 24 maart 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 952/2 van 18 mei 2004.
 Addendum nr. 952/3 van 19 juli 2006.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet wat betreft het verhaalrecht van gemeenten voor wegen die niet onder hun beheer vallen.
 Ingediend door de heren Guido De Padt, Dirk Claes en Jan Peeters, nr. 2054/1 van 28 oktober 2005.

HORECABEDRIJF

Wetsvoorstel tot aanvulling van de Nieuwe Gemeentewet met de bevoegdheid tot het instellen van een sluitingsuur voor drankgelegenheden.
 Ingediend door de heer Guido De Padt, mevrouw Yolande Avontroodt, de heren Miguel Chevalier, Bart Tommelein en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 1203/1 van 10 juni 2004.

INFORMATICA

Wetsvoorstel betreffende het gebruik van vrije programmatuur in de federale overheidsbesturen.
 Ingediend door de heer Yvan Mayeur, nr. 244/1 van 2 oktober 2003.

MENSENHANDEL

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 134quingies in de nieuwe gemeentewet, met betrekking tot de politiebele bevoegdheid van de burgemeester in het kader van de strijd tegen netwerken van mensenhandel.
 Ingediend door de heer Joseph Arens, mevrouw Joëlle Milquet, de heren Melchior Wathelet en Raymond Langendries, nr. 1098/1 van 5 mei 2004.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurrijke personen, Guy D'haeseleer, Filip De Man en Bert Schoofs, nr. 902/1 van 11 maart 2004. Ingediend door de heren Guy D'haeseleer, Filip De Man en Bert Schoofs, nr. 902/1 van 11 maart 2004.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurrijke personen, teneinde de gegevens inzake orgaandonatie en inzake de bloedgroep op te slaan op de elektronische identiteitskaart. Ingediend door de heer Richard Fournaux, nr. 1315/1 van 17 augustus 2004.
4. Wetsvoorstel tot vermelding in het rijksregister van de afstammelingen in de eerste graad. Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, nr. 1333/1 van 7 september 2004. Amendement van mevrouw Martine Talemans, nr. 1333/2 van 21 maart 2007.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten alsmede het koninklijk besluit van 10 december 1996 betreffende de identiteitsstukken en -bewijzen voor kinderen onder de twaalf jaar, ter voorkoming van internationale kinderonthoering door een ouder. Ingediend door mevrouw Corinne De Permentier, nr. 1349/1 van 24 september 2004. Rapporteur: mevrouw Jacqueline Galant.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten met betrekking tot de toegang tot medische gegevens. Ingediend door de dames *Karine Jiroliée* (**), en Anne-Marie Baeke, nr. 1916/1 van 5 juli 2005. Overgenomen door mevrouw M. Detiège, op 16 januari 2007, ter vervanging van mevrouw *Karine Jiroliée* (**). Addendum nr. 1916/2 van 16 januari 2007.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurrijke personen. Ingediend door de heer Mark Verhaegen, nr. 2026/1 van 13 oktober 2005.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving op de bevolkingsregisters wat betreft de inschrijving van personen gevestigd in bepaalde woningen waarin permanente bewoning niet is toege laten. Ingediend door de dames Nahima Lanjri en Katien Schryvers, nr. 2144/1 van 6 december 2005.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurrijke personen wat het zorgwonen betreft. Ingediend door mevrouw Katien Schryvers, nr. 3031/1 van 28 maart 2007.

EUROPESE UNIE

1. Voorstel van resolutie betreffende het organiseren van een volksraadpleging over het ontwerp van Europese Grondwet. Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 297/1 van 15 oktober 2003. Verslag van de heer Hervé Hasquin, nr. 297/2 van 25 februari 2005.
2. Voorstel van resolutie tot organisatie van een volksraadpleging over de toekomstige Europese Grondwet. Ingediend door mevrouw *Els Van Weert* (**), en de heer Geert Lambert, nr. 317/1 van 21 oktober 2003. Verslag van de heer Hervé Hasquin, nr. 317/2 van 25 februari 2005.
3. Voorstel van resolutie betreffende een toenemende samenwerking tussen alle gezagsniveaus in het kader van de hervatting van het debat over de toekomst van de Europese Unie. Ingediend door mevrouw Camille Dieu, de heren Jean-Marc Delizée, André Frédéric, Patrick Moriau en Bruno Van Grootenbrulle, nr. 2593/1 van 30 juni 2006.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de vreemdelingenwet van 15 december 1980 wat de mogelijkheid betreft om gezinnen met minderjarige kinderen op een welbepaalde plaats vast te houden.
Ingediend door de heer Mohammed Boukourna, de dames Magda De Meyer, Karine Lalieux, Dalia Douifi, de heer Jean-Claude Maene en mevrouw Greet Van Gool, nr. 2156/1 van 14 december 2005.
Rapporteurs: de heren Mohammed Boukourna en Dirk Claes
13. Wetsvoorstel tot bepaling van criteria en van een procedure voor de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk, en tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.
Ingediend door de dames Marie Nagy, Muriel Gerkens, de heer Jean-Marc Nolle en mevrouw Zoé Genot, nr. 2328/1 van 9 maart 2006.
Rapporteurs: de heren Mohammed Boukourna en Dirk Claes
14. Wetsvoorstel tot regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk en tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.
Ingediend door mevrouw Joëlle Millquet, de heren Melchior Watheliet, Joseph Arens, Benoît Drèze, Jean-Jacques Viseur (**), mevrouw Brigitte Wiaux en de heer David Lavaux, nr. 2347/1 van 16 maart 2006.
Rapporteurs: de heren Mohammed Boukourna en Dirk Claes
15. Voorstel van resolutie betreffende de voorafgaande inburgering in het land van herkomst.
Ingediend door de heer *Guido Tassenhoye* (**), nr. 2390/1 van 30 maart 2006.
16. Wetsvoorstel tot verduidelijking van de criteria voor regularisatie van het verblijfsstatuut van vreemdelingen in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.
Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Dirk Claes, de dames Greta D'hondt, Katrien Schryvers, de heren Jo Vandeurzen en Servais Verherstraeten, nr. 2490/1 van 17 mei 2006.
Rapporteurs: de heren Mohammed Boukourna en Dirk Claes
17. Voorstel van verzoek aan het College van de federale ombudsmannen om een audit te houden over de werking van de gesloten centra van de Dienst Vreemdelingenzaken.
Ingediend door de heren Thierry Giet, Mohammed Boukourna, mevrouw Karine Lalieux en de heer Jean-Claude Maene, nr. 2828/1 van 21 december 2006.
Rapporteur: de heer Jean-Claude Maene
- BURGERLIJK RECHT
1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 77, 80 en 84 van het Burgerlijk Wetboek inzake de vaststelling van overlijden en het vervoer van lijken.
Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 1220/1 van 18 juni 2004.
Advies van de Raad van State, nr. 1220/3 van 11 mei 2006.
Amendementen van mevrouw Martine Taelman, nr. 1220/2 van 22 maart 2006.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit inzake de verjaring.
Ingediend door de heren Alfons Borginon, Claude Marinower, de dames Martine Taelman en Sabien Lahaye-Battneu, nr. 2529/1 van 7 juni 2006.
Rapporteurs: de dames Jacqueline Galant en Nahima Lanjri
- BURGERLIJKE STAND
1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake de identiteitskaarten en paspoorten, wat de foto betreft die erop moet voorkomen.
Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 802/1 van 13 februari 2004.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.
Ingediend door de heer Francis Van den Eynde, nr. 477/1 van 24 november 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat schijnhuwelijken betreft.
Ingediend door de heren Filip Anthuenis, Stéf Goris, Guy Hove en Georges Lenssen, nr. 576/1 van 1 december 2003.
3. Wetsvoorstel tot instelling van een status van tijdelijke bescherming voor ontheemden ter aanvulling van Richtlijn 2001/55/EG van de Raad van de Europese Unie van 20 juli 2001 en tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsook tot wijziging van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 789/1 van 5 februari 2004.
4. Voorstel van resolutie betreffende een objectieve kosten-batenanalyse van de aanwezigheid van vreemdelingen in ons land.
Ingediend door de heren Filip De Man, Jaak Van den Broeck en Hagen Goyvaerts, nr. 847/1 van 25 februari 2004.
5. Voorstel van resolutie tot aanpassing van de regels inzake gezinsvorming en gezinshereniging naar het voorbeeld van Denemarken.
Ingediend door de heer *Guido Tassenhoye* (**), nr. 961/1 van 26 maart 2004.
6. Voorstel van resolutie betreffende het vraagstuk van de «vrijlating» in de transitzone.
Ingediend door de dames Marie Nagy en Zoë Genot, nr. 1256/1 van 29 juni 2004.
7. Voorstel van resolutie over de aanpak van schijnhuwelijken.
Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Carl Devlies, mevrouw Simone Creyf, de heren Filip Anthuenis, *Geert Bourgeois* (**), de dames Maya Detéige, Jacqueline Galant, de heren Claude Marinower en Melchior Wathélet, nr. 1283/1 van 13 juli 2004.
Rapporteur: mevrouw Jacqueline Galant
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.
Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, nr. 1584/1 van 1 februari 2005.
Rapporteurs: de heren Mohammed Boukourna en Dirk Claes
9. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ter ontmoediging van schijnhuwelijken.
Ingediend door de heer Hans Bonte, nr. 1590/1 van 2 februari 2005.
10. Wetsvoorstel tot oprichting van een vast Comité M, belast met de controle op de niet-rechtsprekende instellingen en instanties, bevoegd inzake asiel, subsidiaire bescherming en vreemdelingenrechten, alsmede tot wijziging van de organieke wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten.
Ingediend door de dames Marie Nagy en Zoë Genot, nr. 1699/1 van 1 april 2005.
11. Wetsvoorstel tot opvang van asielzoekers in gesloten centra en tot afschaffing van financiële steun gedurende de ganse asielprocedure.
Ingediend door de heren Guy D'haeseleer, Gerolf Annemans, Filip De Man, Ortwin Depoortere, mevrouw Marleen Govaerts, de heren Hagen Goyvaerts, Staf Neel, *Guido Tassenhoye* (**), Francis Van den Eynde en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 1917/1 van 5 juli 2005.

ADMINISTRatieve RECHTSPRAAK

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsook tot wijziging van het gerechtelijk Wetboek, teneinde een Vaste Beroepscommissie voor Vreemdelingen in te stellen.
 Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 69/1 van 14 juli 2003.

BEMIDDELAAR

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.
 Ingediend door de heer Olivier Chastel, nr. 218/1 van 24 september 2003.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.
 Ingediend door de heer Olivier Chastel, nr. 219/1 van 24 september 2003.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.
 Ingediend door de heer Olivier Chastel, nr. 222/1 van 24 september 2003.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Olivier Chastel, nr. 233/1 van 29 september 2003.

BEROEPSORGANISATIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective.
 Ingediend door mevrouw *Els Van Weert* (**), nr. 1129/1 van 13 mei 2004.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfs-revisoren.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2229/1 van 26 januari 2006.

BESCHERMING VAN MINDERHEDEN

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 met het oog op de splitsing van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans, Koen Bultinck en Ortwin Depoortere, nr. 1572/1 van 27 januari 2005.
 Advies van de Raad van State, nr. 1572/2 van 11 april 2005.

BESTUURSRECHT

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motive-ring van de bestuurshandelingen.
 Ingediend door de heren Olivier Maignain en Eric Libert, nr. 1498/1 van 9 december 2004.

BRANDBESTRIJDING

Voorstel van resolutie betreffende de wijziging van het koninklijk besluit van 20 maart 2002 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende het geldelijk in aanmerking nemen van de diensten verricht door vrijwilligers van openbare brandweerdiensten aangeworven als beroepsbrandweerlieden.
 Ingediend door de heren Gerolf Annemans, Filip De Man, mevrouw Nancy Caslo, de heren Jan Mortelmans, Staf Neel en Luc Sevenhans, nr. 1950/1 van 14 juli 2005.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst om het gebruik van segmenteringscriteria te beperken.
 Ingediend door mevrouw Anne-Marie Baëke, de heer Dylan Casaeer, de dames Karine Lalieux en Greet Van Gool, nr. 2545/1 van 12 juni 2006.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst voor wat de mededelingsplicht betreft.
 Ingediend door de dames Anne-Marie Baëke, Magda De Meyer en Karine Lalieux, nr. 3068/1 van 11 april 2007.
7. Wetsvoorstel betreffende de schadeboosstelling van slachtoffers van technologische rampen.
 Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 3107/1 van 26 april 2007.

VRIJE TIJD

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1973 tot instelling van een verplichte avondsluiting in handel, ambacht en dienstverlening, ten einde een verplichte sluitingsstijd voor dansings in te stellen.
 Ingediend door de heren *Jean-Luc Crucke* (**), Denis Ducarme, de dames *Françoise Collina* (**), Jacqueline Galant en Marie-Christine Marghem, nr. 928/1 van 18 maart 2004.
 Overgenomen door de heer Olivier Chastel, op 26 oktober 2005, de heer Hervé Hasquin, op 26 oktober 2005 ter vervangning van de heer *Jean-Luc Crucke* (**), en mevrouw *Françoise Collina* (**).
 Kaff, nr. 928/2 van 26 oktober 2005.

WAPENHANDEL

Wetsvoorstel tot instelling van een uitzondering op de vrijheid om verbintenissen aan te gaan bij niet-Europese investeringen in de bedrijven die van belang zijn voor de strategische militaire onafhankelijkheid van de Europese Unie.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1243/1 van 24 juni 2004.

WERKLOOSHEID

Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een regeling voor vrije verzekering inzake werkloosheidsbescherming voor zelfstandigen.
 Ingediend door de heer Jean-Marc Delizée, mevrouw Veronique Ghemne, de heer Alain Mathot en mevrouw Camille Dieu, nr. 2854/1 van 19 januari 2007.

WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK

Voorstel van resolutie betreffende de nanotechnologieën.
 Ingediend door de heer Philippe Montils, nr. 1707/1 van 14 april 2005.

ZELFSTANDIG BEROEP

Voorstel van resolutie betreffende betere randvoorwaarden in geval een kredietverstrekker er, met het oog op de financiering van een zelfstandige activiteit, om verzoekt zakelijke en persoonlijke zekerheden te verschaffen.
 Ingediend door mevrouw Veronique Ghemne, de heren Jean-Marc Delizée, Alain Mathot en mevrouw Camille Dieu, nr. 2855/1 van 19 januari 2007.

ZWANGERSCHAPSVERLOF

Wetsvoorstel tot verlenging van het moederschapsverlof van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten in geval van geboorte van een meerling.
 Ingediend door de dames Annelies Storms en *Els Van Weert* (**), nr. 1088/1 van 4 mei 2004.

STADSVERNIEUWING

Voorstel van resolutie betreffende de inrichting van heroplevingszones in achtergestelde buurten van de grootsteden.
Ingeleid door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Guido Tastenhoye (**), en de heer Jaak Van den Broeck, nr. 1944/1 van 13 juli 2005.

STRAFRECHT

Wetsvoorstel tot bestrijding van woekerpraktijken met toegangsbewijzen van evenementen.
Ingeleid door de heer Stijn Bex en mevrouw Karine Lalleux, nr. 1706/1 van 14 april 2005.

VEILIGHEIDSNORM

Voorstel van resolutie over het aanpassen van het koninklijk besluit betreffende de beveiliging van liften.
Ingeleid door mevrouw Anemie Turtelboom, de heer Miguel Chevalier en mevrouw Hilde Vautmans, nr. 1580/1 van 30 januari 2005.

VERPLICHTE VERZEKERING

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheid-
heidsverzekering inzake motorrijtuigen, met het oog op de invoering van de verplichting om op duidelijk-
zichtbare wijze een vignet aan te brengen op de verzekerde voertuigen.
Ingeleid door de heren Daniel Bacquelaire, François Bellot en mevrouw Jacqueline Galant, nr. 866/1
van 4 maart 2004.

VERVOER PER PIJPLEIDING

Voorstel van resolutie inzake de informatieverstrekking over ondergrondse pijpleidingen.
Ingeleid door de heren Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, de dames Nancy Caslo en Alexandra
Colen, nr. 1424/1 van 4 november 2004.

VERZEKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 67, § 2, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekerings-
overeenkomst.
Ingeleid door de heer Eric Massin, mevrouw Sophie Pécriaux, de heer André Perpète en mevrouw
Karine Lalleux, nr. 1344/1 van 20 september 2004.

2. Voorstel van resolutie betreffende een wijziging van het koninklijk besluit van 12 januari 1984 tot vaststel-
ling van de minimumgarantievoorwaarden van de verzekeringsovereenkomsten tot dekking van de
burgerrrechtelijke aansprakelijkheid buiten overeenkomst met betrekking tot het privé-leven.
Ingeleid door de heer Jean-Pierre Malmendier, nr. 1514/1 van 20 december 2004.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekeringsbodemdeling en de
distributie van verzekeringen, ten einde bij de klachtenbehandeling en de geschillenregeling in de
verzekeringsector een vertegenwoordiging van de consumenten te waarborgen.
Ingeleid door de dames Veronique Ghene, Magda De Meyer, Karine Lalleux, Dalila Douffi, Sophie
Péciaux en de heer Koen T'Sijen, nr. 2274/1 van 10 februari 2006.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst om het
gebruik van segmenteringscriteria te verduidelijken.
Ingeleid door mevrouw Anne-Marie Baëke, de heer Dylan Casser, de dames Karine Lalleux en Greet
Van Gool, nr. 2544/1 van 12 juni 2006.

SOCIALE ZEKERHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de sociale bijdragen betreft, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek en de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen. Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 92/1 van 16 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Luc Sevenhans en Bert Schoofs, nr. 535/1 van 3 december 2003.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen. Ingediend door mevrouw Greet Van Gool, nr. 970/1 van 29 maart 2004.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen met het oog op de mensuualisering van bijdragen voor arbeidsongeschikte zelfstandigen. Ingediend door mevrouw Greet Van Gool, nr. 971/1 van 29 maart 2004. Rapporteur: mevrouw Karine Lalleux
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen teneinde de jaarlijkse bijdrage ten laste van de vennootschappen bestemd voor het sociaal statuut der zelfstandigen af te schaffen. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Guy D'haeseleer en Hagen Goyvaerts, nr. 1072/1 van 29 april 2004.
6. Wetsvoorstel strekkende om de sociale-verzekeringssystemen te ontlasten van de verplichting een verhoging toe te passen op de door de zelfstandigen verschuldigde bijdragen. Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur*(**), mevrouw *Catherine Doyen-Fonck*(**) en de heer *Louis Smal*(**), nr. 1102/1 van 5 mei 2004. Overgenomen door de heren Melchior Watheliet en Benoît Drèze op 8 februari 2006 ter vervanging van mevrouw *C. Doyen-Fonck*(**) en de heer *Louis Smal*(**). Kaff, nr. 1102/2 van 8 februari 2006.
7. Wetsontwerp tot invoering van een structureel aanpassingsmechanisme aan de welvaart van platonds- en inkomensdempels alsook van sociale uitkeringen in de sociale zekerheid der zelfstandigen. Ingediend door de regering, nr. 1924/1 van 7 juli 2005.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten. Ingediend door de heer Philippe Montfis, nr. 2580/1 van 27 juni 2006.
9. Wetsvoorstel tot invoering van de mogelijkheid voor de zelfstandigen om hun sociale bijdragen vooraf te betalen. Ingediend door mevrouw Veronique Ghemme, de heren Jean-Marc Delizée, Alain Mathot, Eric Massin en mevrouw Camille Dieu, nr. 2952/1 van 2 maart 2007.

SPORT

Wetsvoorstel tot reglementering van het beroep van sportmakelaar. Ingediend door de heer Philippe Montfis, nr. 2173/1 van 20 december 2005.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.
Ingediend door de dames Magda De Meyer, Karine Lalieux, Dalila Douifi en de heer Koen T'Sijen, nr. 2067/1 van 10 november 2005.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen met het oog op de afschaffing van de federale heffing en toeslag die de residentiele beschermde klanten als voorwerp hebben.
Ingediend door de heer Servais Verherstraeten en mevrouw Simonne Creyf, nr. 2255/1 van 6 februari 2006.

SOCIAAL BELEID

- Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de bestrijding van overmatige schuldenlast.
Ingediend door de heer Koen T'Sijen, nr. 2060/1 van 9 november 2005.

SCHULDENLAST

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, wat de journalist in bijberoep betreft.
Ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Tony Van Parys, Jo Vandeurzen en mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 682/1 van 13 januari 2004.

PERS

1. Wetsvoorstel tot herleiding van de verminderingsscoëfficiënt bij vervroegde pensionering van zelfstandigen.
Ingediend door mevrouw Yolande Avontroot, nr. 377/1 van 30 oktober 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, met het oog op de afschaffing van de verminderingsscoëfficiënt bij vervroegde pensionering.
Ingediend door de heer Filip Anthuenis, de dames Maglie De Block, Anemie Turtelboom en Sabien Lahaye-Bathieu, nr. 548/1 van 4 december 2003.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen van zelfstandigen, teneinde gehandicapte zelfstandigen de mogelijkheid te bieden vervroegd met rustpensioen te gaan.
Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 822/1 van 18 februari 2004.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorwaarden waaronder het vervroegd rustpensioen voor zelfstandigen kan ingaan.
Ingediend door de heren *Jean-Jacques Viseur* (**), Joseph Arens, mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), de heren *Louis Smal* (**), en Melchior Wathélet, nr. 1069/1 van 29 april 2004.
Rapporteur: mevrouw Trees Pieters
5. Wetsvoorstel tot afschaffing van de verminderingsscoëfficiënt bij vervroegde pensionering en tot invoering van een pensioenbonus voor zelfstandigen.
Ingediend door mevrouw Trees Pieters, nr. 1551/1 van 13 januari 2005.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, teneinde te voorzien in een gelijke behandeling wat de gelijkgestelde periodes voor militaire dienst betreft.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 2348/1 van 16 maart 2006.

PENSIOENEN

MINDERJARIGHEID

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1958 betreffende de handelingsbekwaamheid van de minderjarige voor sommige spaarverrichtingen, wat de opening van zichtrekeningen door niet-ontvoogde minderjarigen alsmede de daaraan gekoppelde diensten betreft.
 Ingediend door de dames Karine Lallieux, Sophie Fériaux, Colette Burgeon en Véronique Ghenne, nr. 1987/1 van 29 augustus 2005.

ONDERWIJS

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht teneinde de leerplicht op vijfjarige leeftijd in te stellen.
 Ingediend door de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**), nr. 654/1 van 7 januari 2004.
 Overgenomen door mevrouw *Anne Barzin* (*) op 9 november 2004, de heer Daniel Bacquelaïne op 9 november 2004, ter vervanging van de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**).
 Kaff, nr. 654/2 van 9 november 2004.
 Amendement van mevrouw *Anne Barzin* (**), nr. 654/3 van 15 maart 2005.
 Rapporteur: mevrouw Sophie Fériaux

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, wat de aanvang van de leerplicht betreft.
 Ingediend door mevrouw *Hilde Claes* (**), de heer Stijn Bex, de dames Karine Lallieux, *Anissa Tamsamani* (**), en Anemie Turtelboom, nr. 814/1 van 16 februari 2004.
 Amendement van de dames *Hilde Claes* (**), Karine Lallieux en Anemie Turtelboom, nr. 814/2 van 23 maart 2004.
 Rapporteur: mevrouw Sophie Fériaux

ONTWIKKELINGSHULP

1. Wetsvoorstel tot erkenning van de eerlijke handel en van de natuurlijke en rechtspersonen die toezien op de naleving van de criteria voor eerlijke handel.
 Ingediend door de dames Véronique Ghenne, Karine Lallieux, Colette Burgeon, de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw *Inga Verhaert* (**), en de heer Stijn Bex, nr. 2465/1 van 5 mei 2006.
 2. Wetsvoorstel betreffende de erkenning van de organisaties voor eerlijke handel.
 Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), de dames Brigitte Wiaux, Joëlle Millquet en de heer Melchior Watheliet, nr. 2470/1 van 8 mei 2006.

OPENBARE WERKEN

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein.
 Ingediend door de heren Ortwin Depoortere, Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Jaak Van den Broeck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts en Jan Mortelmans, nr. 2500/1 van 19 mei 2006.

PACHTCONTRACT

Wetsvoorstel tot wijziging van de Pachtwet wat betreft het vorderingsrecht van de pachter in geval van verkoop van het goed aan een openbaar bestuur of een publiekrechtelijk persoon.
 Ingediend door de heren Bert Schoofs, Bart Laeremans en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 513/1 van 28 november 2003.

Voorstel van resolutie betreffende de zichtbaararmaking van de ecologische voetafdruk van consumptieproducten.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Jean-Marc Nollef, de dames Marie Nagy en Zoé Genot, nr. 2919/1 van 14 februari 2007.

MILIEUBESCHERMING

Voorstel van resolutie betreffende het risico dat de liberalisering van de watersector in de Europese Unie inhoudt.
 Ingediend door mevrouw Karine Lallieux, de heren Dirk Van der Maelen, Alain Mathot en mevrouw Valérie Dôm, nr. 844/1 van 23 februari 2004.

LIBERALISERING VAN HET HANDELSVERKEER

2. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van twaalf gratis zondagen in onze federale musea.
 Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 2003/1 van 15 september 2005.
1. Voorstel van resolutie tot verandering van de naam «BOZAR» in «Palais voor Schone Kunsten - Palais des Beaux Arts».
 Ingediend door de heren Bart Laeremans en Ortwin Depoortere, nr. 1722/1 van 21 april 2005.

KUNSTEN

Voorstel van resolutie tot opvoering van de bescherming van de minderjarigen in de informatiematenschap.
 Ingediend door de heren *Claude Erdekens* (**), André Frédéric, Eric Massin, de dames Karine Lallieux, Camille Dieu en Annick Saudoyer, nr. 1136/1 van 18 mei 2004.
 Overgenomen door mevrouw V. Ghene, op 31 mei 2005, ter vervanging van de heer *Cl. Erdekens* (**).
 Kaff, nr. 1136/2 van 31 mei 2005.
 Amendementen van de dames Véronique Ghene, *Anne Barzin* (**), en Trees Pieters, nr. 1136/3 van 26 oktober 2005.
 Rapporteurs: de dames *Anne Barzin* (**), en Trees Pieters

KINDERBESCHERMING

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 603/1 van 18 december 2003.

INVALIDITEITSVZERKEERING

Voorstel van resolutie betreffende de verspreiding van nucleaire technologieën en nucleair materiaal.
 Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens en de heer Patrick Moriau, nr. 1234/1 van 22 juni 2004.

HANDHAVING VAN DE VREDE

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsstijden in handel, ambacht en dienstverlening, teneinde de gemeentelijke overheid wettelijk bevoegd te maken voor de reglementering van de openingsstijden van dansings en drankgelegenheden, om rekening te kunnen houden met de eigen sociaal-economische context van elke gemeente.
 Ingediend door mevrouw Annick Saudoyer en de heer Pierre Lano, nr. 2853/1 van 19 januari 2007.

2. Voorstel van resolutie over de toekomst van de kerncentrales voor 's lands energiebevoorrading. Ingediend door de heren Hagen Goyvaerts, Ortwin Depoortere en Filip De Man, nr. 1829/1 van 2 juni 2005.
3. Voorstel van resolutie betreffende de heropening van het debat over de geleidelijke uitstap uit kernenergie. Ingediend door de heer Melchior Wathelet, nr. 2408/1 van 11 april 2006.
4. Voorstel betreffende de aangelegde provisies voor de ontmanteling van de kerncentrales en het beheer van de bestaande splijststoffen in die centrales. Ingediend door de dames Muriel Gerkens, Marie Nagy, Zoé Genot en de heer Jean-Marc Nolle, nr. 2462/1 van 4 mei 2006.
- ERFRECHT
- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit. Ingediend door de dames Sabien Lahaye-Battneu en Hilde Vautmans, nr. 2659/1 van 9 augustus 2006.

FRANCHISING

- Wetsvoorstel tot regeling van de franchising-overeenkomst na de precontractuele fase, ter verbetering van de handelspraktijken in die sector. Ingediend door de heren Jean-Marc Delizée, Jan Peeters, Alain Mathot, de dames Sophie Péciaux en Veronique Ghene, nr. 2603/1 van 10 juli 2006.

GEMEENSCHAP EN GEWEST

- Voorstel van resolutie betreffende de defederalisering van de federale wetenschappelijke en culturele instellingen. Ingediend door de heer Ortwin Depoortere, nr. 2547/1 van 14 juni 2006.

GEZINSUITKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen. Ingediend door de heer *Jean-Jacques Viseur* (**), nr. 104/1 van 22 juli 2003.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende de regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen. Ingediend door de heer Koen Bultinck, nr. 626/1 van 29 december 2003.

HANDELSONDERNEMING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen met het oog op het oplossen van sommige praktische problemen. Ingediend door de heer Patrick De Groot, nr. 2589/1 van 29 juni 2006.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen wat betreft de hoorplicht van aangrenzende gemeenten. Ingediend door de heren Koen Bultinck, Ortwin Depoortere en Bert Schoofs, nr. 2622/1 van 11 juli 2006.

1. Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie.
 Ingeleid door de heren Hagen Govaerts, Jan Mortelmans, Bert Schoots, Jaak Van den Broeck en Francis Van den Eynde, nr. 182/1 van 28 augustus 2003.

ENERGIEVOORZIENING

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.
 Ingeleid door mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2110/1 van 25 november 2005.

ELEKTRISCHE ENERGIE

- Voorstel van resolutie betreffende het rendabel houden van de fruitteeltbedrijven in Zuid-Limburg.
 Ingeleid door mevrouw Marieen Govaerts en de heer Guy D'haeseleer, nr. 1639/1 van 2 maart 2005.

ECONOMISCH BELEID

- Voorstel van resolutie om de door de vogelpestcrisis van 2003 zijdelings getroffen bedrijven en sectoren volledig te vergoeden.
 Ingeleid door de heer Koen Bultinck, mevrouw Frieda Van Themsche en de heer Bert Schoots, nr. 557/1 van 5 december 2003.

DIERENZIEKTE

3. Wetsvoorstel houdende instelling in België van een verbod op het binnenbrengen, invoeren en commercialiseren van ongelooide of bewerkte huiden van dieren die worden gekweekt of bejaagd met als enige of voornaamste doel hun pels te commercialiseren, alsook houdende instelling van een verbod op de commercialisering van alle daaruit afgeleide producten.
 Ingeleid door mevrouw Alisson De Clercq, nr. 2662/1 van 18 augustus 2006.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten wat betreft de circusactiviteiten.
 Ingeleid door de heer Koen T'Sijen, nr. 2591/1 van 30 juni 2006.
1. Wetsvoorstel houdende de afschaffing van veemarkten.
 Ingeleid door de dames Magda De Meyer en *Els Van Weert* (**), nr. 125/1 van 28 juli 2003.

DIERENBESCHERMING

2. Wetsvoorstel houdende verscheidene aanvullende maatregelen die ertoe strekken te voldoen aan de verplichting inzake de aansprakelijkheidsverzekering voor motorrijtuigen.
 Ingeleid door de heren *Raymond Langendries* (**), Melchior Watheliet en mevrouw *Catherine Doyen-Fonck* (**), nr. 1112/1 van 7 mei 2004.
 Rapporteur: mevrouw Trees Pieters
1. Wetsvoorstel tot invoering van een betaalbare autoverzekering voor jongeren en ouderen.
 Ingeleid door mevrouw Simone Creyft, nr. 275/1 van 10 oktober 2003.
 Rapporteur: mevrouw Trees Pieters

CIVIELE AANSPRAKELIJKHEID

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de informatieverstreking aan de schuldenaar in de collectieve schuldenregeling.
 Ingeleid door mevrouw Magda De Meyer, nr. 3077/1 van 13 april 2007.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 85 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet. Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, nr. 2340/1 van 14 maart 2006.
27. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument wat de inning van niet wettelijk toegestane bedragen betreft. Ingediend door de heren Thierry Gilet, Eric Massin, de dames Karine Lalleux, Véronique Ghene en Colette Burgeon, nr. 2364/1 van 23 maart 2006.
28. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en van de wet van 21 december 1998 betreffende de Belgische Technische Coöperatie en houdende een omschrijving van het begrip «eerlijke handel». Ingediend door de dames Muriel Gerkens en Zoé Genot, nr. 2407/1 van 11 april 2006.
29. Voorstel van resolutie betreffende een met de organisatoren van concerten onderhandelde gedragcode teneinde de verkoopwijze van de kaartjes te diversifiëren. Ingediend door mevrouw Karine Lalleux, de heren Stijn Bex, Melchior Wathelet en Jef Van den Bergh, nr. 2439/1 van 25 april 2006.
30. Wetsvoorstel strekkende tot harmonisatie van de verbodsbepalingen op de verkoop van bepaalde producten en diensten aan minderjarigen. Ingediend door de heren Bart Tommelein, Miguel Chevalier en mevrouw Sabien Lahaye-Battneu, nr. 2482/1 van 12 mei 2006.
31. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet wat betreft kredietgevers en kredietbemiddelaars die geen kredietinstelling zijn. Ingediend door de heer Koen T'Sijen, nr. 2660/1 van 16 augustus 2006.
32. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, teneinde de consument beter te beschermen op het stuk van de wettelijke garantie die hem inzake consumptiegoederen wordt gegeven. Ingediend door de dames Veronique Ghene, Sophie Pécriaux, Karine Lalleux en Colette Burgeon, nr. 2669/1 van 1 september 2006.
33. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument. Ingediend door de heer Bart Tommelein, nr. 2796/1 van 8 december 2006.
34. Wetsvoorstel betreffende de veiligheid van privézwembaden. Ingediend door de heer André Frédéric, nr. 2826/1 van 20 december 2006. Advies van de Raad van State, nr. 2826/2 van 8 februari 2007.
35. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument. Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 3041/1 van 30 maart 2007.
- BRANDBESTRIJDING**
- Voorstel van resolutie betreffende het installeren van rookdetectoren en/of CO-detectoren en brandblusapparaten in particuliere woningen. Ingediend door de heren Georges Lenssen en Miguel Chevalier, nr. 2196/1 van 9 januari 2006.
- BURGERLIJKE RECHTSVORDERING**
1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1675 van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de collectieve schuldenregeling. Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, nr. 755/1 van 29 januari 2004.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument en van de wet betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen ten einde een door het Arbitragehof aangestipte discriminatieve weg te werken.
 Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 165/1 van 27 mei 2004.
15. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reisorganisatie en reisbemiddeling.
 Ingediend door de heer Olivier Maingain, nr. 1253/1 van 28 juni 2004.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument om een einde te maken aan de praktijk van «het aanklampen van passanten».
 Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, nr. 1329/1 van 3 september 2004.
17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument met het oog op de bevordering van de leesbaarheid van schriftelijke overeenkomsten.
 Ingediend door de heer Staf Neel, nr. 1445/1 van 19 november 2004.
18. Voorstel van resolutie tot verhoging van het informatieve gehalte van de etiketten op bieren.
 Ingediend door de heren Jan Mortelmans, Guy D'haeseleer, Francis Van den Eynde en Hagen Goyvaerts, nr. 1479/1 van 2 december 2004.
19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, betreffende een toeslag voor risico's verbonden aan bepaalde producten en diensten.
 Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en de heer Melchior Wathelet, nr. 2066/1 van 10 november 2005.
 Rapporteur: mevrouw Treës Pieters
20. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument en de wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, teneinde de bepalingen ter bescherming van de jonge consument te verbeteren.
 Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet en de heer Melchior Wathelet, nr. 2066/1 van 10 november 2005.
21. Voorstel van resolutie betreffende een betere omkadering van de «eerlijke handel» teneinde de consument te beschermen.
 Ingediend door de dames Colette Burgeon, Véronique Ghenee, de heren Mohammed Boukourna, Patrick Moriau, de dames Valérie D'orn en Sophie Pécriaux, nr. 2130/1 van 30 november 2005.
22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument teneinde misbruik van de zwakheid van de consument strafbaar te stellen.
 Ingediend door mevrouw Sophie Pécriaux, de heren André Frédéric, Eric Massin en mevrouw Colette Burgeon, nr. 2224/1 van 24 januari 2006.
23. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, tot uitbreiding van het toepassingsgebied van deze wet tot de onroerende goederen.
 Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 2227/1 van 26 januari 2006.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reisorganisatie en reisbemiddeling.
 Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 2228/1 van 26 januari 2006.
25. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 23bis in de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument teneinde de reclamecampagnes die aan bepaalde jaarlijkse feesten voorafgaan te reglementeren.
 Ingediend door de heer André Frédéric en mevrouw Karine Lalleux, nr. 2261/1 van 7 februari 2006.

4. Wetsvoorstel tot reglementering van de boekprijfs.
 Ingediend door de dames Karine Lallieux, Tress Pieters en Muriel Gerkens, de heren *Raymond Langendries* (**), Servais Verherstraeten en mevrouw *Els Van Weert* (**), nr. 579/1 van 12 december 2003.
 Overgenomen door de heer Koen T'Sijen, op 5 november 2004, de heer Melchior Wathélet, op 20 maart 2006 ter verandering van de heer *Raymond Langendries* (**), en mevrouw en *Els Van Weert* (**).
 Kaff, nr. 579/2 van 5 november 2004.
 Amendementen van de heer Olivier Maingain, de dames Karine Lallieux, Tress Pieters en Muriel Gerkens, de heren Melchior Wathélet, Servais Verherstraeten en mevrouw Magda De Meyer nr. 579/3 van 15 maart 2006.
 Addendum, nr. 579/4 van 20 maart 2006.
 Rapporteur: mevrouw Magda De Meyer.
5. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reisorganisatie en reisbemiddeling, met het oog op een betere informatieverstreking aan de consumenten over het type vliegtuig dat hen zal vervoeren.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne en mevrouw Dominique Tillmans, nr. 783/1 van 5 februari 2004.
6. Voorstel van resolutie om de consument beter te informeren over het type vliegtuig dat hem wordt voorgesteld als hij in een reisagentschap of bij een touroperator een reisovereenkomst sluit.
 Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne en mevrouw Dominique Tillmans, nr. 784/1 van 5 februari 2004.
7. Wetsvoorstel tot oprichting van een Federale Raad voor de reclamepraktijken en een Federale Commissie voor geschillen inzake reclame.
 Ingediend door de heer André Frédéric, de dames Sophie Pécriaux, Colette Burgeon en de heer Eric Massin, nr. 829/1 van 19 februari 2004.
8. Wetsvoorstel tot regeling van de praktijken van de adverteerders bij het gebruik van de diensten van de informatiemaatschappij.
 Ingediend door de heer Eric Massin, mevrouw Karine Lallieux en de heer André Frédéric, nr. 888/1 van 10 maart 2004.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument om de consument te beschermen tegen overdreven ontbindingsbedingen.
 Ingediend door de heer Bert Schoots, de dames *Gerd Van Steenberge* (**), Marieen Govaerts en de heren Bart Laeremans en Francis Van den Eynde, nr. 977/1 van 30 maart 2004.
10. Voorstel van resolutie betreffende de facturering van de telefoniediensten en de voorlichting van de consument.
 Ingediend door de dames Muriel Gerkens en Zoë Genot, nr. 983/1 van 31 maart 2004.
11. Wetsvoorstel betreffende het taalgebruik inzake reclame.
 Ingediend door de heren Bart Laeremans en Francis Van den Eynde, nr. 1032/1 van 20 april 2004.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.
 Ingediend door de heer Georges Lessen, nr. 1036/1 van 22 april 2004.
 Rapporteur: de heer Koen T'Sijen.
13. Wetsvoorstel tot reglementering van de boekprijfs.
 Ingediend door de heren Olivier Maingain en *Pierre-Yves Jeholet* (**).
 Overgenomen door mevrouw *A. Barzin* (**), nr. 1049/1 van 26 april 2004, op 26 oktober 2005, ter verandering van de heer *Pierre-Yves Jeholet* (**).
 Kaff, nr. 1049/2 van 26 oktober 2005.
 Rapporteur: mevrouw Magda De Meyer.

2. Wetsvoorstel houdende reglementering van de banktarieven. Ingediend door de dames Joëlle Milquet, Karine Lallieux en Muriel Gerkens nr. 572/1 van 9 december 2003.
Rapporteur: mevrouw Anne Barzin (**)
3. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen met het oog op de universele dienstverlening in bankzaken.
Ingediend door mevrouw Simone Creyf, nr. 1012/1 van 7 april 2004.
4. Wetsvoorstel teneinde het netwerk van openbare geldautomaten uit te breiden.
Ingediend door mevrouw Karine Lallieux, de heer Stijn Bex, de dames Sophie Pécriaux en Véronique Ghene, de heer Geert Lambert en mevrouw Magda De Meyer, nr. 1601/1 van 9 februari 2005.
5. Wetsvoorstel tot regeling van de op jongeren gerichte reclame van de kredietinstellingen.
Ingediend door de dames Colette Burgeon, Véronique Ghene, Camille Dieu, Karine Lallieux en Sophie Pécriaux en de heer André Frédéric, nr. 1636/1 van 25 februari 2005.
- BEGROTING
- Wetsontwerp houdende eerste aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2007 Sectie 14 FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking Sectie 32 FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie Sectie 46 POD Wetenschapsbeleid.
Ingediend door de regering, nr. 3090/1 van 24 april 2007.
- BEROEPSORGANISATIE
1. Voorstel van resolutie betreffende de honorariumschalen van de architecten.
Ingediend door de heer Olivier Chastel, de dames Dominique Tillmans, Valérie De Bue en de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 1308/1 van 28 juli 2004.
2. Voorstel van resolutie tot splitsing van de Belgische Orde van architecten in twee autonome ordes, een Nederlandstalige en een Franstalige.
Ingediend door de heer Gerolf Annemans, mevrouw Marleen Govaerts, de heer Bart Laeremans en mevrouw Alexandra Colen, nr. 1434/1 van 16 november 2004.
- BESCHERMING VAN DE CONSUMENT
1. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 23ter in de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument teneinde de reclamecampagnes die aan bepaalde jaarlijkse feesten voortgaan te reglementeren.
Ingediend door mevrouw Joëlle Milquet, nr. 79/1 van 15 juli 2003.
Rapporteur: mevrouw Treës Pieters
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, betreffende de verkopen aan de consument gesloten buiten de onderneming van de verkoper.
Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 123/1 van 28 juli 2003.
Rapporteur: mevrouw Karine Lallieux
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, houdende invoering van een sperperiode voor het voeren van reclame voor de kindertfeesten.
Ingediend door mevrouw Magda De Meyer, nr. 189/1 van 2 september 2003.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven.
 Ingediend door mevrouw *Inge Vervotte* (**), nr. 241/1 van 1 oktober 2003.
 Overgenomen door de heer R. Deseyn ter vervanging van mevrouw *I. Vervotte* (**), op 6 juli 2005.
 Kaff, nr. 241/2 van 6 juli 2005.
 Verslag van de heer Dylan Casaeer, nr. 241/3, van 6 maart 2006.

WEGVERKEER

1. Wetsvoorstel tot invoering van de fietsenregistratie om het stelen en helen van fietsen te ontmoedigen.
 Ingediend door de heer Jan Mortelmans en mevrouw Frieda Van Themsche, nr. 1790/1 van 18 mei 2005.
 Verslag van mevrouw Hilde Vautmans, nr. 1790, van 5 april 2007.

2. Voorstel van resolutie betreffende de voorlopige parkeerkaart voor mensen met een tijdelijke aandoe-ning.
 Ingediend door mevrouw Anemie Roppe en de heer Koen T'Sijlen, nr. 2396/1 van 31 maart 2006.
 Verslag van de heer Jef Van Den Bergh, nr. 2396/2, van 2 mei 2007.

II. — VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN AANHANGIG BIJ DE COMMISSIES

Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale wetenschappelijke en culturele instellingen, de Middelenstand en de Landbouw

AUTEURSRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.
 Ingediend door de heer Philippe Montfils, nr. 585/1 van 15 december 2003.

2. Voorstel van resolutie betreffende het recht op kopiëren voor eigen gebruik.
 Ingediend door de heren Philippe Montfils en Daniel Bacquelaîne, nr. 2093/1 van 22 november 2005.

3. Wetsvoorstel houdende bepaalde technische correcties in de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten en tot verruiming van de toegang tot de beschermde werken.
 Ingediend door de heer Melchior Watheliet, nr. 2112/1 van 25 november 2005.

4. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat het statuut en de controle op de vennootschappen voor het beheer van de rechten betreft.
 Ingediend door de regering, nr. 2481/1 van 11 mei 2006.
 Rapporteur: mevrouw *Anne Barzin* (**)

5. Voorstel van resolutie betreffende de verplichting voor de informatieapparaten te zorgen voor interoperabiliteit van de downloadsystemen met alle types van draagbare muziekspelers.
 Ingediend door de dames Karine Lalleux, Valérie Deom, Véronique Ghenne en de heren Stijn Bex en Koen T'Sijlen, nr. 2777/1 van 29 november 2006.

BANK

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen, met een artikel 2ter, betreffende de controle op de banktarieven en het gratis maken van bepaalde verrichtingen.
 Ingediend door de dames Magda De Meyer en Dalila Douifi, nr. 489/1 van 25 november 2003.
 Rapporteur: mevrouw *Anne Barzin* (**)

1. Wetsvoorstel houdende organisatie van een volksraadpleging over het verdrag tot instelling van een grondwet voor Europa.
 Ingediend door de heren Karel De Gucht en Hendrik Daems, nr. 281/1 van 14 oktober 2003.
 Amendement van de heren Guido Tassenhoye (**), Koen Bultinck, Dirk Van der Maelen en Hervé Hasquin, nr. 281/2 van 16 september 2004.
 Amendement van de heren Dirk Van der Maelen en Hervé Hasquin, nr. 281/3 van 16 november 2004.
 Advies van de Raad van State, nr. 281/4 van 29 november 2004.
 Verslag van de heer Hervé Hasquin, nr. 281/5 van 25 februari 2005.
2. Voorstel van resolutie betreffende het organiseren van een volksraadpleging over het ontwerp van Europese Grondwet.
 Ingediend door mevrouw Marie Nagy, nr. 297/1 van 15 oktober 2003.
 Verslag van de heer Hervé Hasquin, nr. 297/2 van 25 februari 2005.
3. Voorstel van resolutie tot organisatie van een volksraadpleging over de toekomstige Europese Grondwet.
 Ingediend door mevrouw Els Van Weert (**), en de heer Geert Lambert, nr. 317/1 van 21 oktober 2003.
 Verslag van de heer Hervé Hasquin, nr. 317/2 van 25 februari 2005.

GEHANDICAPTE

Voorstel van resolutie betreffende de voorlopige parkeerkaart voor mensen met een handicap.
 Ingediend door de heer Koen T'Sijlen, nr. 2359/1 van 22 maart 2006.
 Verslag van de heer Jef Van Den Bergh, nr. 2359/2, van 27 april 2007.

GEMEENTE

Wetsvoorstel tot oprichting van een BTW-compensatiefonds bij de Federale Overheidsdienst Financiën.
 Ingediend door de heren Carl Devlies, *Jos Ansons* (**), Dirk Claes, Pieter De Crem, Theo Keichtermans, Paul Tant en Mark Verhaegen, nr. 925/1 van 17 maart 2004.
 Verslag van de heer Tommelein, nr. 925/2, van 21 februari 2005.

GEZINSUITKERING

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen.
 Ingediend door de heren Filip Anthuenis, Georges Lenssen, Ludo Van Campenhout en de dames Maggie De Block, Sabien Lahaye-Battheü en Anemie Turteboom, nr. 371/1 van 30 oktober 2003.
 Overgenomen door mevrouw Trees Pieters ter vervanging van de heer G. Lenssen, op 25 januari 2006.
 Amendement van mevrouw Trees Pieters, nr. 371/2, van 9 december 2003.
 Amendement van de heren Melchior Wathélet en Guy Hove, nr. 371/3 van 25 januari 2006.
 Rapporteur: de heer Guy Hove

INDIRECTE BELASTING

Voorstel van resolutie betreffende het btw-tarief.
 Ingediend door de heer Melchior Wathélet, nr. 2322/1 van 3 maart 2006.
 Verslag van de heer Jean-Jacques Viseur, nr. 2322/2, van 20 april 2006.

TABEL VAN DE VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN ALS NIET-BESTAANDE BESCHOUWD TEN GEVOLGE VAN DE ONTBINDING VAN DE KAMERS OP 2 MEI 2007

A. Voorstellen en wetsontwerpen bij de Kamer ingediend (Volgens de staat van behandeling):

I. — VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN WAARVAN DE BEHANDELING IN COMMISSIE

BEEÏNDIGD IS

a) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de bespreking en/of de stemming in plenaire vergadering werden verdaagd.

REGLEMENT VAN HET PARLEMENT

Voorstel tot wijziging van artikel 35 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers teneinde de door de vaste commissie uitgeoefende beleidscontrole te reorganiseren.
 Ingediend door de heren Daniel Bacquelaïne en Olivier Chastel, nr. 487/1 van 24 november 2003.

b) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de aanneming wordt voorgesteld door de commissies

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Voorstel van resolutie betreffende de voedingswaardeclaims.
 Ingediend door dames Dominique Tillmans, *Anne Barzin* (**) en de heer Olivier Chastel, nr. 1702/1 van 1 april 2005.
 Rapporteur: mevrouw Magda De Meyer

2. Voorstel van resolutie betreffende de etikettering van levensmiddelen.
 Ingediend door de dames Colette Burgeon, Sophie Pécriaux en Veronique Ghenne, nr. 1771/1 van 6 mei 2005.
 Rapporteur: mevrouw Magda De Meyer

WEGVERKEER

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer betreffende het statuut van de luchthavens.
 Ingediend door de heren Dylan Casaeer, Guido De Padt, David Lavaux en Jef Van den Bergh en mevrouw Karine Lalleux, nr. 2400/1 van 4 april 2006.
 Advies van de Raad van State, nr. 2400/2 van 23 februari 2007.
 Verslag van mevrouw Yvette Mues, nr. 2400/3, van 26 maart 2007.

c) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de aanneming niet wordt voorgesteld door de commissies.

DIPLOMATIEKE ONSCHENDBAARHEID

Voorstel van resolutie ter voorkoming van misbruik van de diplomatieke onschendbaarheid.
 Ingediend door de heer *Guido Tassenhoye* (**), nr. 1115/1 van 10 mei 2004.
 Verslag van mevrouw Nathalie Muyllé, nr. 1115/2 van 10 januari 2006.

ENQUÊTECOMMISSIE

Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoeksc commissie belast met het onderzoek naar de deontologische, ethische en juridische fouten begaan bij het beheer en het leiden van het Militair Hospitaal en meer in het bijzonder van het Brandwondencentrum te Neder-over-Heembeek.
 Ingediend door de heer Pieter De Crem, nr. 1942/1 van 13 juli 2005.
 Verslag van mevrouw Talbia Belhouari, nr. 1942/2, van 10 januari 2006.

(**) De namen gevolgd door twee (**) zijn deze van de volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaakten van de Kamer tijdens de 51^{ste} zittingsperiode.

(1) Artikel 2, eerste lid, van de wet van 5 mei 1999 betreffende de gevolgen van de ontbinding van de Wetgevende Kamers ten aanzien van de aanhangige wetsontwerpen en wetsvoorstellen bepaalt: «In geval van ontbinding van de federale Wetgevende Kamers worden alle bij de ontbonden Kamers aanhangige wetsontwerpen en wetsvoorstellen als niet-bestaande beschouwd.» Artikel 2, tweede lid, bepaalt echter dat: «Een wet kan evenwel onder de wetsontwerpen die in de loop van de vorige zittingsperiode door een van beide federale Wetgevende Kamers waren aangenomen, die ontwerpen aanwijzen welke zonder nieuwe verzending aanhangig zijn bij de andere federale Wetgevende Kamer op voorwaarde dat laatstgenoemde assemblee ze tijdens de vorige zittingsperiode niet had verworpen.»

(Opmerking: de tabel bevat niet alleen de wetsvoorstellen, maar eveneens andere voorstellen.)

I. — Wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is 150

II. — Wetsontwerpen aanhangig bij de commissies 150

B. WETSONTWERPEN DIE WERDEN AANGENOMEN EN OVERGEZONDEN DOOR DE SENAAT

III. — Voorstellen die niet naar commissie werden verzonden 149

1) Bedrijfsleven, Wetenschapsbeleid, Onderwijs, Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, Middenstand en Landbouw 4

2) Binnenlandse Zaken, Algemene Zaken en Openbaar Ambt 17

3) Buitenlandse Betrekkingen 32

4) Financiën en Begroting 37

5) Herziening van Grondwet en Hervorming van de Instellingen 57

6) Infrastructuur, Verkeer en Overheidsbedrijven 66

7) Justitie 77

8) Landsverdediging 108

9) Sociale Zaken 109

10) Verzoekschriften 128

11) Volksgezondheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Hernieuwing 128

12) Reglement en Hervorming van de Parlementaire Werksaamheden 143

13) Handels- en Economisch Recht 145

14) Verenigde commissies Sociale Zaken en Volksgezondheid 148

15) Verenigde commissies Justitie en Volksgezondheid 148

16) Subcommissie Familierecht 148

I. — Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is 2

II. — Voorstellen en wetsontwerpen aanhangig bij de commissies 4

A. VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN BIJ DE KAMER INGEDIEND (VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING)

Biz.

INHOUD

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN ALS NIET-BESTAANDE BESCHOUWD TEN GEVOLGE VAN DE ONTBINDING VAN DE KAMERS OP 2 MEI 2007 (1)

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS